

صباحنا من الامل

aité un gouvernement  
nouvelle politique»



# Le Monde

LE MONDE ÉCONOMIE

■ L'euro  
en campagne  
■ 6 pages  
d'annonces classées



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16253 - 7 F

MARDI 29 AVRIL 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## ■ Le yen inquiète le G 7

Réunis à Washington, les ministres des finances des sept pays les plus industrialisés ont fait part de leur inquiétude face à la faiblesse du yen. p. 4

## ■ Le gouvernement turc en sursis

Le compromis conclu samedi 26 avril entre les militaires et le gouvernement turc ne devrait pas mettre fin à leur affrontement sur l'islamisme. p. 3

## ■ Formule 1 : l'autre Williams

Jacques Villeneuve a abandonné, mais son coéquipier chez Williams-Renault, Heinz-Harald Frentzen a remporté, à Imola, son premier Grand Prix. p. 25

## ■ Haute tension dans le Verdon

Le projet de bâtir une ligne à haute tension dans le parc naturel du Verdon provoque la fureur des élus. p. 14

## ■ Les deux faces du miracle anglais

Alors qu'un nouveau Parlement sera élu en Grande-Bretagne le 1<sup>er</sup> mai, nous publions une enquête en deux volets sur les effets de dix-huit ans de gestion torie. Aujourd'hui : l'Angleterre des nouveaux riches. p. 16, 34 et notre éditorial p. 20

## ■ Le commerce allemand stagne

L'allongement des horaires d'ouverture des magasins en Allemagne n'a eu que peu d'effets sur le niveau des ventes et de l'emploi. p. 22

## ■ Les faiblesses de l'aide aux victimes

Chaque année, des dizaines de milliers de personnes accidentées ou agressées ne bénéficient d'aucun suivi psychologique. p. 12

## ■ Sécurité à vélo

Les ventes de vélos sont reparties à la hausse. Quelques conseils pour circuler à bicyclette sans inquiétude. p. 27

## ■ Naissance de « Marianne »

Le nouvel hebdomadaire de Jean-François Kahn veut s'opposer au « repli nationaliste » et à la « mercantilisation » de la culture. p. 33

Abonnement : 3 DM ; Autriche-Suisse, 9 F ; Belgique, 25 AFS ; Espagne, 45 PTA ; Canada, 2,50 \$ CAD ; Chine, 100 ¥ ; Corée, 10 000 ₩ ; Danemark, 14 DKK ; États-Unis, 2,50 \$ ; France, 20 F ; Grèce, 400 Dr ; Hongrie, 2 000 HUF ; Italie, 2 000 L ; Japon, 3 000 ¥ ; Mexique, 100 P ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Royaume-Uni, 3 £ ; Singapour, 800 S ; Suède, 20 SEK ; Suisse, 2,50 CHF ; Taiwan, 120 NTD ; USA (CA), 2,50 \$.

M 0147 - 429 - 7 00 F



# M. Juppé promet le changement en 40 jours

- Le premier ministre évoque l'aménagement du temps de travail et s'engage sur la cohésion sociale
- Lionel Jospin dénonce une « culture du cynisme »
- « Le Monde » présente le programme électoral de la droite



Même si M. Juppé s'est appiqué à suggérer qu'une nouvelle politique économique pourrait être mise en œuvre, « par une nouvelle équipe », les priorités affichées sont dans la continuité de ce que

l'actuel gouvernement a entrepris, tout en empruntant, sur certains points, au discours de la gauche. Quelques pistes nouvelles sont évoquées, comme la « réduction des droits de mutation sur les résidences principales » ou une poursuite de « la consolidation de notre système de retraite ». De son côté, Lionel Jospin, qui s'exprimait lundi sur Europe 1, a estimé que « M. Juppé prend de grandes libertés avec la vérité ». Pour le premier secrétaire du PS, il faut « rompre avec la culture du cynisme » et « gouverner autrement » en tenant « un langage de vérité ». M. Jospin a précisé que lors du sommet avec le Parti communiste, mardi, il s'agira d'élaborer « une déclaration commune » et non « un accord de gouvernement ». Il a plaidé pour la cohésion d'un gouvernement reflétant les diverses sensibilités de gauche « sur une seule orientation politique, y compris sur l'Europe ».

Lire pages 6 à 11 et les points de vue page 18

## Zaire :

M. Kabila somme le HCR de rapatrier les réfugiés

LE CHEF des rebelles zairois, Laurent-Désiré Kabila, dont les troupes poursuivent leur marche sur Kinshasa, a qualifié de « petit problème » le drame des Hutus rwandais qui ont fui leur camp dans l'est du pays et se sont perdus dans la forêt. Niant toute implication dans cette tragédie, il a donné un délai de soixante jours au Haut-Commissariat aux réfugiés pour rapatrier au Rwanda ces dizaines de milliers de personnes. M. Kabila a aussi déclaré qu'il accepterait une rencontre avec le président zairois, Mobutu Sese Seko, en Zambie, sans exclure qu'elle puisse avoir lieu au Gabon. Le chercheur Jean-François Bayart s'interroge, par ailleurs, sur la « débâcle » de la politique française en Afrique.

Lire page 2 et l'entretien avec Jean-François Bayart page 19

## L'Airbus aux ailes de géant qui ne pouvait pas voler

LE DERNIER-NÉ de la famille Airbus va-t-il enfin décoller ? La version allongée du quadrimoteur A-340 de l'avionneur européen, capable de transporter 378 passagers sur 13 500 kilomètres, aurait finalement trouvé les moteurs qui lui faisaient défaut. Ses ailes de géant étaient immobilisées sur les planches à dessin des ingénieurs de Toulouse depuis plusieurs années. Il ne lui manquait qu'une chose, le nerf de l'envol : un moteur, « situé quelque part dans le désert des Tartares des motoristes », s'amusa à expliquer Jean-Paul Dufour, l'ancien président de la Snecma, auquel cet avion a d'ailleurs coûté son poste. Déterminé à souffler à General Electric les parties nobles de ce nouveau moteur, M. Dufour avait indisposé, au printemps 1996, cet ami américain de plus de vingt-cinq ans. Le gouvernement avait alors préféré pommer un partenaire plus diplomate, capable de réchauffer une alliance industrielle à l'origine du CFM-56, moteur le plus vendu dans le monde.

Airbus avait eu sa part de responsabilité dans cette disgrâce, en signant, en mai 1996, un accord d'exclusivité de six mois avec

General Electric, qui excluait le motoriste français Snecma. Mais les protagonistes, en désaccord sur le partage des risques, durent se résoudre à se séparer sur un constat d'échec. Et les 2 milliards de francs d'avances remboursables promis par l'Etat à Snecma sont restés dans les coffres du Trésor. Pire, ils ont été réaffectés à d'autres programmes et en partie escamotés par Bercy. Airbus désespérait de faire voler rapidement la nouvelle version de son quadrimoteur, seule capable de concurrencer efficacement le bimoteur Boeing 777 (de 300 à 400 passagers). Enregistrant une croissance du marché de plus de 5 % par an, les compagnies aériennes pressent les constructeurs de concevoir des avions toujours plus gros. Airbus a bien, dans ses cartons, un projet de super-jumbo de 550 places (l'A-3XX), mais ses partenaires-actionnaires hésitent devant le coût de cet investissement colossal (près de 50 milliards de francs). En attendant, Airbus doit absolument « pousser les murs » de son plus gros avion existant.

Christian Blanc ironise sur cet « avion qui ne vole pas ». Le PDG d'Air France, qui avait

déjà essuyé des déboires techniques avec l'A-340, met en doute les capacités techniques de la prochaine version. A tel point qu'en novembre 1996 il lui a préféré le Boeing 777, malgré les protestations véhémentes de son ministre de tutelle, Bernard Pons. Pourtant, l'Airbusien de la gamme d'Airbus pourrait avoir trouvé son moteur. Ou, plus exactement, trois moteurs ! Sollicité à nouveau par Airbus, après l'expiration du contrat d'exclusivité avec General Electric, le britannique Rolls Royce et l'américain Pratt & Whitney ont chacun proposé à Airbus de « pousser » des moteurs existants en y installant des pales plus grandes. Et, coup de théâtre, General Electric vient de revenir en scène, il y a quelques jours, en proposant d'étudier une version allongée de son GE-90, le plus gros moteur de l'aviation civile, développé spécialement pour le 777 de Boeing. Snecma, qui participe à hauteur de 25 % à ce programme, serait de facto remise en selle. Le contrôleur General Electric s'apprête à donner l'autorisation de décollage.

Christophe Jakubyszyn

## Tunisie : en route pour le Mondial

PREMIÈRE ÉQUIPE africaine à avoir gagné un match lors de la phase finale de la Coupe du monde de football, en 1978, la Tunisie est quasiment qualifiée pour l'édition 1998 de cette compétition, qui doit avoir lieu en France. Grâce à une organisation rigoureuse, les joueurs, désormais entraînés par l'ancien international polonais Henri Kasperczak, ont pris le meilleur (2-0), dimanche 27 avril à Tunis, sur l'équipe du Liberia. Il ne leur reste plus qu'un point à gagner face à l'Égypte ou à la Namibie pour obtenir leur visa pour la France. Dans les autres groupes de qualification, la situation reste beaucoup plus serrée pour le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Cameroun et le Maroc.

Lire page 24

## 1995-1997, d'un « coup » politique à l'autre

« LA CRITIQUE la plus radicale de notre action ne nous oppose pas une autre politique, mais une autre façon de faire de la politique. Cette contestation, je la prends au sérieux. » Alain Juppé s'exprimait ainsi dans le livre qu'il avait publié en décembre 1996, *Entre nous*. Le premier ministre et président du RPR, en veine de confidences, désignait en fait l'adversaire apparu durant la campagne pour l'élection présidentielle de 1995 et qui était parvenu alors à un résultat prometteur : Lionel Jospin. Au-delà du rassemblement traditionnel des voix de gauche, celui qui n'était alors que le candidat du PS, et non son principal dirigeant, avait réussi à rassembler son camp parce qu'il proposait en effet une autre façon de faire de la politique. Et le comportement au pouvoir de son adversaire victorieux, Jacques Chirac, balayant au bout de cinq mois les mirages qu'il avait fait naître durant sa campagne, semblait au contraire illustrer jusqu'à la caricature une pratique de la politique banale, sans doute, mais périmée.

Premier secrétaire du Parti socialiste, M. Jospin a dû s'affronter à un parti vieillissant, sur lequel il a exercé une méthode destinée à la fois à le

rajeunir et à le neutraliser - à le neutraliser avant de le rajeunir. Au titre de la neutralisation, une série de fastidieuses conventions ont eu pour objet de permettre à tous les courants du parti, avoués ou inavoués, de s'exprimer et de trouver, dans ces documents de synthèse que ne lisent que leurs auteurs, la trace du poids qu'ils revendiquent. Le rajeunissement résidait, lui, dans le changement des candidats aux élections législatives, avec plus de la moitié de candidats nouveaux et un tiers de candidates. Le congrès de novembre avait mis en valeur cette nouvelle génération socialiste, incarnant une modernisation de la politique avec des hommes et des femmes plus proches de la société, refusant le cumul des mandats et prêts à partir à l'assaut d'un pouvoir prématurément usé.

Prenant au sérieux cette menace, Jacques Chirac et Alain Juppé ont décidé de bouculer le calendrier. Faisant de la politique de la façon la plus classique, le chef de l'Etat a recouru à son droit constitutionnel de dissolution.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 20

## Chansons d'acteur



LAMBERT WILSON

AU TOUT RÉCENT Théâtre des Abbesses, à Paris, Lambert Wilson, bel acteur, fût, en une trentaine de chansons, avec les airs devenus mythiques du cinéma français. Le Tourbillon (de Jules et Jim), *Amour et framboise* (de Tirez sur le pianiste) et bien d'autres refrains célèbres, avec délice, les notes du grand écran et de la chanson. Un mariage consommé dès 1927, à la sortie du premier film parlant, *Le Chanteur de jazz*.

Lire page 28

International	2	Jour	16
France	6	Météorologie	27
Société	12	Amour et chansons	27
Régions	14	Culture	28
Carrel	15	Guide culturel	
Verdun	16	Communication	28
Entreprises	21	Alimentation	28
Finances	23	Région	
Aujourd'hui	24		

**ZAÏRE** Le chef de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a donné, dimanche 27 avril, « soixante jours » au HCR pour rapatrier les dizaines de milliers de réfugiés hutus

rwandais de la région de Kisangani (Est). Le chef de l'Alliance, qui a qualifié de « petit problème » le drame des réfugiés, a démenti toute implication de ses troupes dans la fuite

de ceux-ci, qui sont toujours perdus dans la forêt. ■ SI LES AUTORITÉS de Kinshasa dénoncent l'aide apportée par l'Angola aux rebelles, elles continuent, pour leur part, à soutenir

l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), le mouvement de Jonas Savimbi, rebelle au régime de Luanda. ■ LES ÉTATS-UNIS, qui ne veulent pas se

voir accoler l'étiquette de « parains » de M. Kabila, dénoncent l'idée, qu'ils estiment largement répandue en France, d'un « complot » américain en Afrique centrale.

## M. Kabila donne deux mois au HCR pour rapatrier les réfugiés rwandais

Le chef de l'Alliance, qui qualifie de « petit problème » le drame humain qui se déroule dans la région de Kisangani, a lancé un ultimatum aux organisations internationales pour « évacuer » les quelque 80 000 personnes dispersées dans la forêt et dont on est toujours sans nouvelles

LE CHEF de la rébellion zaïroise, Laurent-Désiré Kabila, a donné, dimanche 27 avril, soixante jours au HCR (Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés) pour rapatrier les réfugiés hutus rwandais de la région de Kisangani (est). « C'est un délai complètement suffisant. Après soixante jours, on espère qu'ils les auront évacués. (...) Il y a entre 30 000 et 60 000 réfugiés », a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse à Kisangani.

Le coordonnateur régional du HCR, Filippo Grandi, a répondu à l'ultimatum en déclarant à l'AFP : « C'est court, mais on va essayer. » Interrogé, samedi, à son arrivée de Lubumbashi (sud-est) par un journaliste rebelle avait déclaré : « On est là pour régler le problème des réfugiés ; on va le régler, c'est un petit problème. »

Dimanche, M. Kabila a reçu les responsables des agences de l'ONU et l'envoyé spécial de l'Union européenne (UE), Aldo Aiello, pour les convaincre que ses troupes ne sont

en rien impliquées dans la disparition la semaine dernière de leurs camps, au sud de Kisangani, de réfugiés hutus rwandais, estimés à 85 000 par certaines organisations humanitaires.

Le chef de l'Alliance a démenti toutes les allégations de massacres, parlant de « campagne mensongère », et acceptant même une commission d'enquête « importante » pour faire la lumière sur la fuite des réfugiés de leurs camps en début de semaine. Il a demandé des excuses personnelles du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, pour avoir accusé ses hommes de laisser volontairement mourir des milliers de réfugiés. De nombreuses organisations humanitaires ont aussi accusé les rebelles d'avoir poussé les réfugiés dans la forêt et donc vers une mort certaine, après avoir refusé leur rapatriement par le HCR le 18 avril dernier.

Dimanche, un survol de la région à une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale du Haut-Zaïre



a probablement permis, pour la première fois, d'en localiser plusieurs centaines, a indiqué Ralph Gruenert, responsable des rapatriements au HCR qui a participé au survol de la région. Avant l'ulti-

matum de M. Kabila, trente-trois réfugiés qui avaient réussi à rejoindre Kisangani ont été rapatriés, dimanche, directement vers Kigali, au Rwanda, dans un avion de l'ONU.

M. Kabila s'est en outre exprimé ce même jour, pour la première fois, sur l'éventualité d'une rencontre avec M. Mobutu. Le chef de la rébellion zaïroise a proposé Lusaka (Zambie) comme lieu de cette réunion, sans exclure Libreville (Gabon), où le chef de l'Etat zaïrois avait accepté de se rendre à l'invitation du président du Gabon, Omar Bongo. « Je n'ai pas de précisions. Je n'ai pas été invité à la rencontre. Le président Bongo m'a appelé. Je l'ai écouté, mais le problème, c'est Mobutu. J'attends qu'on prouve qu'il est prêt à y aller. En Afrique du Sud, nous [la rébellion] avons toujours été là. Mobutu n'est jamais venu », a-t-il ajouté. La présidence gabonaise avait déclaré vendredi qu'une rencontre prochaine entre les deux hommes devrait se tenir à Libreville après le refus de M. Mobutu de se rendre en Afrique du Sud pour raisons de santé.

Au moment de cette annonce, les Etats-Unis accentuaient leur activité diplomatique en dépeçant sur place l'ambassadeur américain

aux Nations unies, Bill Richardson. Selon des sources proches du diplomate américain, M. Richardson devrait tenter de persuader le maréchal Mobutu de quitter le pouvoir pacifiquement et essayer d'adoucir la position de M. Kabila.

A Kinshasa, lors d'un meeting du Mouvement populaire de la révolution du maréchal Mobutu (MPR, ex parti-unique) qui a réuni plus de 3 000 personnes, le coordonnateur par intérim du MPR, Mananga Dintoka Pholo, a exhorté les troupes zaïroises à « lever l'humiliation à la République » après les défaites successives face aux rebelles de Kabila.

Sur le plan militaire, les troupes rebelles se trouvaient à un jour de Kilwit (400 km à l'est de la capitale), la dernière ligne de défense avant la capitale zaïroise. Les rebelles avancent aussi le long d'un deuxième axe depuis le nord de la province du Bandundu, et leur troisième front est attendu autour de Matadi, à 300 kilomètres au sud-ouest de Kinshasa. — (AFP)

## Des milliers de soldats angolais sont massés aux frontières du Zaïre

**MATADI (Bas-Zaïre)** de notre envoyé spécial  
Le fleuve, une centaine de kilomètres avant de se jeter dans l'Atlantique, a des reflets majestueux sous le soleil. Il serpente vigoureusement entre le relief verdoyant. Son cours s'accroît lorsque les berges se resserrent, provoquant un spectaculaire tourbillon d'eau. A l'approche de Matadi, le petit batardeau amorce sa descente. La ville apparaît à flanc de colline surplombant le port. L'appareil glisse sur son allée droite et s'aligne sur le pont Maréchal, un splendide ouvrage d'art construit par des Japonais. La courte piste d'atterrissage de Tshimpi, le petit aéroport de Matadi, se trouve dans le prolongement du pont.

Matadi est l'unique port maritime du Zaïre. Les produits importés qui ne viennent pas d'Afrique du Sud par camions et par train ou du reste du monde par avion transitent par là. L'estuaire est profond. Les navires remontent le courant sans problème. Cinq cargos sont à quai. Les grues balancent leur bras. Les dockers s'affairent. Mais, en dépit des apparences, l'activité est réduite. En temps ordinaire, dix bateaux sont à poste tandis que d'autres mouillent dans l'estuaire, attendant de pouvoir accoster pour décharger

leur marchandise. La capitale du Bas-Zaïre, comme le reste du pays, est frappée de plein fouet par la guerre opposant Kinshasa aux troupes de Laurent-Désiré Kabila.

La ville est calme en dépit des rumeurs qui annoncent l'arrivée prochaine des rebelles et leur présence à l'approche de Matadi. Les sources d'approvisionnement

**SECRET DE POLICHINELLE**  
Matadi et le Bas-Zaïre sont d'une importance stratégique pour les autorités gouvernementales. Un nombre considérable de produits transitent par le port. Le chemin de fer et la route qui relie Matadi à Kinshasa. Un double pipeline assure l'approvisionnement en carburant, et le barrage d'Inga, situé à une trentaine de kilomètres au nord de Matadi, fournit l'électricité. Autant de cibles potentielles pour des rebelles qui auraient l'intention d'assiéger Kinshasa.

Samedi 19 avril, de faux bruits annonçant l'arrivée de l'avant-garde rebelle ont jeté dans la ville des familles de militaires vivant habituellement dans plusieurs camps. L'ordre n'est revenu qu'en fin de journée. Le vice-amiral Liwanga, le nouveau gouverneur du Bas-Zaïre, reconnaît

ce mouvement de « panique » et incrimine ceux qui « ont intérêt à créer des troubles un peu partout », sans préciser pour autant sa pensée. Il considère que « les relations sont bonnes avec l'Angola et que les deux populations frontalières vivent en bonne entente ». Il n'a pas été mis au courant par les autorités de Kinshasa — où il feint de l'ignorer — que 1 400 soldats angolais lourdement armés ont envahi lema la semaine dernière, une localité située sur la frontière du Cabinda. L'enclos angolais enclavé entre le Congo et le Zaïre en bordure de l'océan. La Voie du Zaïre, la radio nationale, a officialisé la nouvelle vendredi 25 avril, citant un communiqué de la présidence de la République.

L'implication de l'Angola aux côtés des rebelles est un secret de polichinelle. En début d'année, Luanda a dépêché auprès des troupes de l'Alliance des soldats angolais, pour la plupart fils d'anciens soldats katangais (Le Monde du 19 avril). Cinq bataillons d'infanterie et un bataillon d'artillerie ont ainsi été envoyés dans l'est du Zaïre à bord d'avions de la TAAG, la compagnie aérienne angolaise, et de la Sonangol, la société nationale pétrolière. Certains sont restés cantonnés à Bukavu, sur le lac Kivu, d'autres à Kalamie, sur le

lac Tanganyika. Luanda a également envoyé à Laurent-Désiré Kabila deux de ses généraux : le général Texeira, chargé de la stratégie, a travaillé avec le général Malanta, un mercenaire belge, tandis que le général Vaz, accompagné de quarante-trois instructeurs angolais, s'est occupé de formation militaire.

**UN VIEUX COMPTE A RÉGLER**  
L'Etat-major angolais a cependant rapatrié une partie de ses soldats, qui ont été déployés dans le nord-est du pays, à la frontière zaïroise. Des milliers d'hommes sont ainsi en position d'intervenir au Zaïre à partir de l'Angola ou du Cabinda, comme ils viennent de le faire à l'été 1996, une petite ville diamantifère du Kasai-Occidental, qu'ils ont investie la semaine dernière pour le compte des rebelles zaïrois.

Au début de l'insurrection dans l'est du Zaïre, le président José Eduardo Dos Santos est resté insensible aux appels du régime rwandais lui demandant de soutenir l'offensive de Laurent-Désiré Kabila. Il a changé d'attitude après que son chef d'état-major lui a prouvé qu'une noria d'avions en provenance de Kinshasa continuait d'approvisionner l'Unita, le mouvement de Jonas Savimbi.

Pas moins de onze compagnies d'aviation privées ravitaillant l'Unita ont été recensées au Zaïre. Dernière les propriétaires étrangers de ces compagnies se trouvent des proches du président Mobutu Sese Seko, comme le général Nzimbi, chef de la division spéciale présidentielle (DSP), le général Baranoto, l'ancien chef de la garde civile, le général Akilulu, ancien ministre de la défense et actuel premier ministre, et l'un des fils du maréchal Mobutu. A raison d'une trentaine de vols quotidiens emportant chacun plusieurs tonnes d'armes, de matériel militaire et d'approvisionnement divers, ces compagnies ont aidé Jonas Savimbi à reconstituer son arsenal.

M. Dos Santos a finalement laissé faire son chef d'état-major, comptant régler un vieux compte avec le maréchal Mobutu, qui soutient depuis plus de vingt ans les rebelles de l'Unita et les indépendantistes du Cabinda. Les autorités de Kinshasa avaient bien essayé d'obtenir la neutralité de l'Angola en envoyant, fin novembre 1996, le ministre des affaires étrangères, Gérard Kamanda wa Kamanda, à Luanda. Celui-ci avait promis de faire cesser ces vols. Sans grand succès.

Frédéric Fritscher

## Washington dénonce le mythe du « complot américain » en Afrique centrale

**LA DIPLOMATIE** de la France est comme l'esprit du pays : elle aime la cohérence. Il lui faut, derrière l'événement, aussi chaotique soit-il, trouver quelque fil conducteur.

### ANALYSE

« Kabila n'est pas notre créature. S'il ne veut pas nous entendre, il devient largement incontrôlable »

teur : une grosse ficelle fait parfois l'affaire. Appliquée au Zaïre, cette approche donne un résultat que l'on pourrait appeler le « complot américain » : le bras musclé de l'Onclé Sam manipulerait certains des principaux acteurs du drame. C'est, en caricaturant à peine, ce que l'on peut entendre à Paris (ou à Bruxelles).

Le « raisonnement » est connu. Comme la rébellion tutsie rwandaise qui chassa les auteurs du génocide de 1994 venait d'Ouganda, un pays anglophone dont le président, Yori Museveni, est un protégé de Washington, elle ne pouvait être, elle aussi, que proche de Washington. Et comme les chefs de cette rébellion sont aujourd'hui au pouvoir à Kigali et qu'ils ont, depuis, aidé d'autres Tutsis, zaïrois, ceux-là, à se rebeller contre Mobutu, les forces qui, sous les ordres de Laurent-Désiré Kabila, marchent sur Kinshasa ne sauraient être que sous inspiration américaine. CQFD. A quoi il faut ajouter que les Etats-Unis ont enterré toute intervention humanitaire internationale, comme s'ils craignaient qu'elle freine les opérations de M. Kabila.

Interrogées à Washington, New York et Paris par Le Monde, des

sources officielles américaines les plus variées affirment que la thèse du complot relève de la « paranoïa ». Elles la rejettent, tout en ne cachant pas s'inquiéter de ses effets. Les Etats-Unis n'ont aucune envie — en tout cas aujourd'hui — de se voir attacher l'étiquette de « parains » de M. Kabila. Le risque est clair : se retrouver vis-à-vis d'un Kabila dans la position de la France vis-à-vis d'un Mobutu. Les Etats-Unis disent de plus en plus ouvertement se méfier du chef de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL).

« Vous devez comprendre que Kabila n'est pas notre créature, ou notre marionnette, en dépit de ce que nos alliés européens semblent croire », déclare une haute source américaine. « Nous ne lui donnons rien, et n'avons donc rien à lui retirer, ajoute-t-on : s'il ne veut pas nous entendre, il devient largement incontrôlable ». Au plus haut niveau du département d'Etat, on assure avoir appris par les journaux les contrats passés par une société américaine (en fait, à la nationalité pas si claire) avec l'AFDL. Les mêmes sources jugent que l'influence de l'Ouganda et du Rwanda sur M. Kabila est exagérée en Europe — sous-entendant, ainsi, que l'influence de l'Afrique par alliés africains interposés est, elle aussi, exagérée.

Les Américains dressent le portrait d'un Laurent-Désiré Kabila arrogant, grisé par la victoire. « Il est

dans un état d'euphorie totale, étant allé au-delà de tout ce qu'il pouvait espérer, explique un haut diplomate en contact avec le chef de l'AFDL, mais, ironiquement, ou fil de ce parcours victorieux, il a perdu le contrôle de ses gens. » En filigrane de ce discours, il y a la crainte que les choses se passent mal à Kinshasa. D'où la volonté, nouvelle, de tenter de peser sur le déroulement de la crise. Les Etats-Unis veulent une transition d'un pouvoir à l'autre aussi pacifique que possible.

« Notre stratégie est de pousser Mobutu et Kabila à se rencontrer : notre objectif est l'organisation d'élections dans un an », explique une très haute source américaine. « Nous ne sommes absolument pas sûrs d'y arriver. Il faut regarder les choses en face. La rébellion ou le desus et elle ne peut être incitée à négocier que si Mobutu dit qu'il est prêt à quitter le pouvoir ». Convaincre Mobutu de se retirer et, en échange, obtenir de Kabila qu'il organise des élections : telle serait la mission confiée à l'ambassadeur américain à l'ONU, Bill Richardson, tout juste dépêché dans la région. Au département d'Etat, on ajoute, avec un brin d'exaspération : « Les Français nous accusent toujours de ne pas en faire assez pour tenter de persuader Kabila de se comporter en démocrate. Mais nous, nous trouvons que la France n'a pas été assez vigoureuse dans ses efforts pour faire voir la réalité à Mobutu. »

Si les Etats-Unis ne veulent pas surestimer l'influence de l'Ouganda et du Rwanda sur le Laurent-Désiré Kabila d'aujourd'hui, ils disent, en revanche, craindre l'intervention d'un pays puissant à ses côtés : l'Angola. L'Angola qui aurait massé chars et artillerie lourde à la frontière ; l'Angola qui a un vieux compte de guerre froide à régler avec le Zaïre de M. Mobutu. Car c'est par le Zaïre que la CIA faisait passer armes et munitions à la guérilla de Jonas Savimbi, qui tentait alors de défaire le régime de Luanda appuyé par l'URSS. En ce temps-là, si proche et si lointain déjà, on aimait bien le président Mobutu à Washington...

### « HALLUCINATION »

L'impression dominante est celle d'une diplomatie américaine qui réagit à la conjoncture. La reconstruction a posteriori d'une stratégie américaine qui aurait consisté à s'appuyer sur des hommes comme le président Museveni, le vice-président rwandais Paul Kagame et Laurent-Désiré Kabila pour étendre l'influence des Etats-Unis dans la région des Grands Lacs au détriment de la France est flatteuse, dit-on à Washington, mais relève de l'« hallucination ». La théorie du complot omet aussi un détail : la zone de prépondérance de Paris sur le continent africain, s'il en reste une, se trouve non pas en Afrique centrale (les intérêts commerciaux de

la France au Zaïre sont presque inexistantes), mais en Afrique de l'Ouest.

« Les analystes américains des affaires africaines, écrit le New York Times, observent que, loin d'avoir délibérément pris avantage des difficultés de la France en Afrique centrale, la politique de Washington à l'égard de la région s'est faite au petit bonheur la chance et sans inspiration aucune. » Le même article cite Herman Cohen, sous-secrétaire d'Etat chargé de l'Afrique du temps du président George Bush, qui avoue : « J'aimerais qu'on puisse nous créditer d'une telle vision [étendre l'influence américaine dans la région des Grands Lacs], d'une vision aussi large et d'une politique aussi pensée, mais ce n'est pas le cas ; ce que nous faisons en Afrique, c'est au jour le jour, et il faut la paranoïa des Français pour y voir quelque grand dessin caché. »

A moitié vraie, à moitié fautive, la théorie du complot, celle d'un scénario qui aurait été soigneusement planifié par les Etats-Unis, avec un sens quasi prophétique de l'événement ? En toute hypothèse, elle peut servir à Paris, comme à Bruxelles, à masquer les formidables erreurs d'analyse et les ratages politiques qui n'ont cessé d'être commis depuis plusieurs années dans la région dite des Grands Lacs.

Afsané Bassir Pour et Alain Frachon

**L'OSCE DANS L'EUROPE POST-COMMUNISTE, 1990-1996**  
par Victor-Yves Gheball,  
professeur à l'UHE (Genève).

Une somme irremplaçable sur la gestion des conflits et le respect des droits de l'homme de « Vancouver à Vladivostok », par le spécialiste mondial des questions de la Grande Europe.

Bruxelles, Bruylant,  
Diffusion en France : LGDJ

سكيا من الاموال



## Les dirigeants civils et militaires turcs continuent de s'affronter sur l'islamisme

Le premier ministre Necmettin Erbakan a obtenu un sursis

Affaiblée par la démission de deux ministres - celui de l'Industrie, Yalim Erez, et celui de la Santé, Yildirim Aktuna, tous deux membres du Parti

de la juste voie (DYP) - à quelques heures de la réunion du Conseil national de sécurité, samedi 26 avril, la coalition dirigée par le premier mi-

nistre Necmettin Erbakan a néanmoins survécu à cette nouvelle confrontation avec le pouvoir militaire du pays.

**ISTANBUL**  
de notre correspondant  
Résistant à la pression des généraux, qui veulent clairement la chute de son gouvernement, le premier ministre Necmettin Erbakan a apparemment obtenu un sursis - de quelques jours, quelques semaines ou quelques mois ? - en acceptant d'appliquer, samedi 26 avril, les mesures jugées nécessaires par le Conseil national de sécurité pour lutter contre les « forces de réaction » islamistes.

Le communiqué laconique publié à l'issue d'une réunion houleuse du Conseil de sécurité, au cours de laquelle le premier ministre, généralement très bavard, s'est peu exprimé, n'était pas révélateur des tensions latentes qui opposent les dirigeants civils et militaires du pays. Portant la signature des onze participants à la réunion, le document signale que les membres du conseil se sont mis d'accord « pour que le conseil des ministres s'occupe de planifier, programmer, coordonner et budgéter, à court, moyen et long terme » l'appli-

cation des mesures prises lors de la réunion du 28 février.

La réforme de l'enseignement sera le premier test de l'attitude du premier ministre. Les militaires veulent absolument porter la scolarité obligatoire à huit ans - contre cinq ans actuellement - afin d'empêcher que des centaines de milliers d'élèves ne soient inscrits par leurs parents dans des écoles religieuses dès l'âge de onze ans, lorsqu'ils sont encore très vulnérables à l'influence de leurs enseignants.

Le Parti de la prospérité (RP), et de nombreux députés religieux des partis conservateurs du centre - le DYP et l'ANAP - s'opposent catégoriquement à ce changement, arguant que les parents doivent avoir la liberté de choix. Cherchant à gagner du temps, M. Erbakan a signalé que la décision ne serait prise par le conseil des ministres, qui examine traditionnellement les « recommandations » du Conseil de sécurité, mais qu'elle serait soumise à l'approbation de l'Assemblée nationale. Pour sa part, Salih

Kapusuz, qui dirige le groupe parlementaire du RP, a annoncé que, si la nouvelle loi était présentée au Parlement, son parti ferait tout ce qui est en son pouvoir pour bloquer son passage.

La guerre froide entre les dirigeants civils et militaires de Turquie, qui paralyse le gouvernement, semble donc devoir se prolonger. Contrairement à la plupart de ses prédécesseurs, qui ont rapidement cédé à la pression des militaires, Necmettin Erbakan est déterminé à manœuvrer pour rester au pouvoir le plus longtemps possible. Il calcule probablement qu'en cas d'élections générales anticipées, sa résistance lui vaudra quelques bons points aux yeux de son électeur. Il a également des échéances en vue : les vacances annuelles du Parlement, qui commenceront dans deux mois, et la traditionnelle réorganisation dans l'armée, avec la mise en retraite ou la promotion de certains généraux, qui aura lieu en août.

Les militaires, malgré leur frustration, sont obligés d'attendre.

L'armée est parfaitement consciente qu'une véritable intervention aurait des conséquences au plan international et mettrait fin aux rêves d'intégration européenne de la Turquie. Au sein du RP, un petit groupe, dirigé par Aydin Menderes - dont le père, Adnan Menderes, avait été pendu après le coup d'état militaire de 1960 - souhaite mettre fin à la coalition. Mais le véritable talon d'Achille du gouvernement demeure le Parti de la juste voie. Malgré la démission de deux ministres importants, qui figuraient parmi ses alliés les plus proches, Tansu Ciller n'a pas encore été convaincue de se retirer du gouvernement, faute d'alternative viable qui lui permette d'assurer son avenir politique. Si d'autres membres du DYP décidaient de suivre l'exemple de MM. Erez et Aktuna, M. Ciller devrait probablement revoir sa position pour ne pas risquer de perdre le soutien de son propre parti.

Nicole Pope

## Le pape a lancé un appel à un renouveau spirituel en République tchèque

La restitution des biens de l'Eglise n'est pas réglée

**PRAGUE**  
de notre envoyé spécial  
La messe célébrée par le pape sur l'esplanade Letna à Prague, dimanche 27 avril, a rassemblé entre 50 000 et 130 000 personnes, selon les estimations. La cérémonie n'a pas été retransmise à la télévision, et les déplacements du pape n'ont guère provoqué la curiosité des Praguais. Ce voyage de Jean Paul II, pour célébrer le millième anniversaire de la mort de saint Adalbert (Le Monde du 26 avril), n'a pas entraîné le sursaut espéré dans le pays le plus laïque d'Europe centrale.

La population catholique serait de 21 %, mais seulement 500 000 Tchèques fréquentent les églises le dimanche. Cette « indifférence religieuse », dont le pape a parlé devant la conférence épiscopale, a été attribuée à « quarante années de suffocation systématique de l'Eglise ». La répression y fut plus sévère que dans les autres pays de l'Est, mais les racines de la déchristianisation sont plus anciennes. Jean Paul II a indiqué que la perte de la morale familiale s'expliquait aussi par cette « élimination des pasteurs ». « Presque la moitié des couples divorcent ou se séparent, surtout en Bohême. La pratique de l'avortement, bien qu'en légère diminution, est encore parmi la plus élevée au monde », a-t-il déploré. Il a dénoncé « l'hédonisme qui a fait pénétrer la crise des valeurs dans la vie quotidienne (...), dont les symptômes sont l'extension de la pornographie, la prostitution et la pédophilie ».

Pour lui, saint Adalbert offre aujourd'hui l'occasion de réfléchir aux problèmes de l'Eglise dans cette nation. Le pape est donc allé dire, samedi 26 avril, aux jeunes de Hra-

dec Kralové, à cent kilomètres de Prague, en quoi ce saint européen, trait d'union entre les Latins et les Slaves, pouvait être une source d'inspiration à l'aube du troisième millénaire. C'est à proximité de cette ville qu'est né, en 956, celui qui était allé porter la bonne parole aux Prussiens et fut assassiné.

Interrégé dans l'avion sur le point de savoir s'il était « déçu » par l'évolution des pays de l'Est, le pape a répondu : « Plutôt content, mais sans illusion. On pouvait prévoir qu'après tant d'années, tout ne pouvait pas être pour le mieux. » Au-delà de la reconquête des âmes, il faut aussi récupérer les biens confisqués par l'Etat. Le pape a donc proposé à la conférence épiscopale la création d'une commission mixte pour ce dossier. La question se pose pour 600 des 1 800 biens d'Eglise.

Beaucoup de restitutions ont déjà été effectuées, mais pour 140 de ces confisques la rétrocession est impossible parce que ces biens ont déjà été cédés plusieurs fois, privatisés ou donnés aux communes. Reste aussi à donner un cadre juridique au retour à la nation de la cathédrale Saint-Guy, magnifique joyau de Prague où repose saint Adalbert.

Ce dossier n'a apparemment pas été évoqué lors de la rencontre entre Jean Paul II et le premier ministre Václav Klaus, où il fut surtout question de l'Europe. Le pape a réexprimé son souhait de faire progresser les travaux historiques en vue de la réhabilitation de Jan Hus, brûlé pour hérésie en 1415 et qui demeure une référence pour la République tchèque.

Michel Bole-Richard

## L'opposition a rassemblé dix mille manifestants à Minsk

Les forces de l'ordre biélorusses ont fait preuve d'une inhabituelle modération

**MINSK (Biélorussie)**  
de notre envoyé spécial  
Le soulèvement des « jeunes patriotes » biélorusses contre la « dictature » du président

### REPORTAGE

Le président perd en popularité à chaque manifestation durablement réprimée

Alexandre Loukachenko, annoncé pour le 26 avril, lors de la 11<sup>e</sup> commémoration annuelle de la catastrophe de Tchernobyl, n'a pas eu lieu. Ce n'est que partie remise, affirment certains chefs du Front populaire biélorusse (FPB), le mouvement nationaliste dont le service d'ordre a encadré ce jour-là une manifestation de plus de dix mille sympathisants à Minsk, la capitale. A l'étonnement général, les forces spéciales de la garde présidentielle non seulement ne sont pas intervenues, mais n'étaient même pas visibles le long du parcours.

Sous la pression de Boris Eltsine, qui a paraphé le 2 avril un traité d'union avec M. Loukachenko, ce dernier aurait choisi d'éviter d'offrir une nouvelle fois au monde le spectacle de ses hommes matraquant sans discernement manifestants et passants. Le président biélorusse, en tournée au même moment au Vietnam et en Chine (les capitales occidentales lui sont fermées), attendrait le 15 mai, affirme le FPB, pour reprendre sans entraves ses habi-

tudes répressives. C'est à cette date que doit s'achever une « discussion populaire » théoriquement menée dans les deux pays sur le statut de l'union, dont le texte révisé sera soumis aux deux Parlements. La Douma russe, dominée par les communistes, approuvera avec aotant d'entrain que l'actuelle Chambre présidentielle de Biélorussie, qui remplace le Parlement légitime, fermé à l'automne 1996 par M. Loukachenko. Les plus actifs parmi les députés congédiés, parfois d'anciens communistes convertis à la démocratie, se réunissent depuis dans un deux-pièces de banlieue et défient au premier rang des manifestations du FPB. A l'instar d'anciens ministres ou collaborateurs de M. Loukachenko passés à l'opposition, ils se font matraquer, arrêter et condamner, par des tribunaux aux ordres, à dix jours de prison ou à de fortes amendes, et interdisent de sortir du territoire. A même titre que les militants nationalistes ou les passants malchanceux.

Boris Eltsine aurait fini par trouver gênant d'avoir M. Loukachenko pour seul candidat à la réunification avec la Russie parmi tous les chefs d'Etat de l'ex-URSS, et ses conseils de modération ont peut-être été entendus. Mais d'autres versions circulent à Minsk pour expliquer la soudaine modération des forces de l'ordre. En 1994 avec plus de 80 % des voix, M. Loukachenko reste le seul dirigeant doté de charisme dans son pays, mais sa popularité balserait à chaque manifestation maladroite-

ment réprimée. Il a beau tenir sous contrôle et manipuler les médias locaux, certains journaux indépendants, imprimés en Lituanie, survivent encore et deux chaînes de télévision russes sont toujours reçues, au moins à Minsk.

Dans les campagnes, l'écrasante majorité de la population soutient le président et son idée de réunification avec la Russie. Mais pour un quart ou un tiers des citadins, dont la plupart des jeunes, selon les sondages, il n'est plus que « Louka-Ourod » (Louka le petit monstre). Ces opposants n'ont pas d'ennemis que seule la vigilance du service d'ordre du FPB ait évité l'affrontement samedi. Une poignée de « provocateurs » ont été arrêtés par le service d'ordre alors qu'ils lançaient des pierres contre des vitres. Le soir, la télévision biélorusse montrait un gros plan de verre brisé et parlait des « casseurs » de l'opposition, parfois qualifiés par M. Loukachenko de « drogués à la solde de l'OTAN ».

### INSTRUMENT DE PROPAGANDE

La marche, finalement autorisée, a été précédée de la psychoséance par la télévision sur des prétextes adroits armées que préparait le FPB. Ses dirigeants entretiennent cependant l'ambiguïté à ce sujet : « Le peuple aurait tous les droits de recourir à la résistance armée », dit le plus radical d'entre eux, Zenon Pozniak, leur chef en exil. « Non seulement nous n'avons pas d'armes, mais pas d'argent pour acheter un haut-parleur », rétorque un autre. Les nou-

veaux mouvements d'opposition, ex-communistes ou libéraux, semblent encore plus mal organisés, même s'ils bénéficient de divers programmes de soutien à la démocratie, lancés par les ambassades britannique, allemande et américaine (la France est peu présente sur ce front).

Un mouvement labloko biélorusse a tenu un premier congrès dimanche à Minsk, en présence du chef du mouvement d'opposition démocratique russe labloko, Grigori Iavlinski. Ce dernier a proposé de créer une Banque centrale unique dirigée de façon collégiale, en proportion des réserves versées, ce qui est aussi la position de la banque centrale russe. Mais l'opposition biélorusse, autant que M. Loukachenko, y est opposée au nom de la souveraineté du pays. L'« union » russo-biélorusse a donc toutes les chances de rester un instrument de propagande, même si des textes sont ratifiés fin mai. M. Loukachenko restera alors seul à seul avec son opposition. L'OSCE souhaite ouvrir une mission à Minsk, comme elle le fait dans les zones de tension interethnique dans l'ex-URSS, mais l'un de ses représentants de passage vient d'être interdit d'accès au procès d'un ancien député. Les ONG du type Food for Thought ou Enfants de Tchernobyl sont asphyxiées sous les amendes et les contrôles incessants. La relative accalmie actuelle dans la répression n'est pas perçue à Minsk comme un tournant vers l'apaisement politique.

Sophie Shihab

## Le fauteuil roulant de Roosevelt réhabilité

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
C'est un petit complot historique déjoué par le « politiquement correct » : le président américain vient d'annoncer son intention de soumettre prochainement au Congrès une loi visant à commander une nouvelle statue pour le mémorial dédié à Franklin Delano Roosevelt (FDR), qui doit être inauguré le 2 mai, sur les rives du Potomac. La décision de Bill Clinton a été accueillie par des transports de joie au sein des associations de handicapés, et avec soulagement par les conseillers présidentiels. Les premières, qui constituent un important groupe de pression, avaient menacé de perturber le discours que le chef de la Maison Blanche doit prononcer à cette occasion.

C'est que la nouvelle statue à laquelle pense M. Clinton devra représenter FDR assis dans son fauteuil roulant. L'hommage au père du New Deal étant par ailleurs largement rendu, c'est, à vrai dire, plus la petite voiture que le 32<sup>e</sup> président des Etats-Unis que l'ouvrage du sculpteur a pour fonction d'exposer. Car sur les neuf sculptures présentées, aucune ne trahit l'infirmité de l'homme au fume-cigarette. L'une d'elles campe même FDR dans une

pose classique, assis, le bas du corps couvert d'une large cape qui dissimule soigneusement son fauteuil.

La vérité, certes, n'est pas niée : à l'entrée, il est rappelé au visiteur qu'en 1921 (il avait alors trente-neuf ans) Franklin Roosevelt avait contracté la poliomyélite, maladie qui devait le laisser à moitié paralysé durant les vingt-quatre dernières années de sa vie. Or, pour les millions d'Américains handicapés, FDR est doublement un héros : l'homme qui a voulu faire de l'Amérique l'exemple de la démocratie pendant la seconde guerre mondiale incarnant aussi un courage exemplaire.

La « bataille du mémorial » fait rage depuis 1978. Elle a mis aux prises les handicapés, soutenus par seize des petits-enfants de FDR, ainsi que les anciens présidents Gerald Ford, Jimmy Carter et George Bush, rejoints dernièrement par Bill Clinton, que l'on dit spécialement concerné depuis qu'il est obligé de se mouvoir avec des béquilles. Tous étaient soucieux de ne pas cacher que Franklin Roosevelt présidait pendant douze ans aux destinées de l'Amérique en étant confiné dans un fauteuil roulant. Les responsables de la commission, de leur côté, voulaient surtout respecter la farouche volonté du disparu.

« La seule chose dont nous devons avoir peur, c'est de la peur elle-même » : l'auteur de cette phrase fameuse avait en effet la hantise que son infirmité soit montrée aux Américains. FDR n'apparaissait jamais en public avec des béquilles ou assis dans son fauteuil roulant. Son service de protection avait fait construire des rampes d'accès à la plupart des bâtiments officiels de Washington, afin de permettre à la voiture présidentielle d'approcher de très près l'entrée. Le président faisait les derniers mètres debout, appuyé sur le bras d'un aide, ou arrivait à l'avance à ses rendez-vous, pour qu'on ait le temps d'escamoter son fauteuil.

S'il le fallait, les photographes officiels avaient consigné de regarder ailleurs, et les amateurs, précise l'historien Hugh Gallagher, étaient priés de remettre leurs films aux agents secrets. Les Américains, estimait FDR, ne voulaient pas être confrontés au spectacle d'un président incapable de marcher seul. Les temps ont changé : aujourd'hui, les différences et les handicaps ne sont plus niés, au contraire. Le créateur de l'Etat-providence n'avait pas imaginé qu'il serait un jour trahi par le « politiquement correct ».

Laurent Zecchini

LE MONDE DE LA MICRO INFORMATIQUE

# SVM

Science & Vie Micro

## LE PENTIUM DÉPASSÉ PAR AMD

La puissance s'envole : Jusqu'où ? Jusqu'à quand ? Et pour quoi faire ?

Et aussi  
**Exclusif**  
**Windows 98 : les premiers tests**

Cartes 3D :  
Donnez une nouvelle dimension à votre ordinateur  
Anti-pannes :  
Ces logiciels qui sauvent la vie  
CD-Rom :  
La guerre des prix est déclarée

**SVM, toute la vie de la micro.**









# Comment déverrouiller l'emploi des jeunes ?

**D**epuis plusieurs années, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières mène des actions en faveur de l'emploi des jeunes. Cette année, pendant le premier semestre, des propositions concrètes sont élaborées au cours de cinq étapes de travail.

**Décembre 1996 : les chiffres clés.**

Études préparatoires, constats et premières orientations.

**Janvier 1997 : sondage d'opinions sur l'emploi des jeunes.**

1000 personnes représentatives de la population française y ont participé.

**Février / Mars 1997 : 500 commissions départementales.**

Organisées par 93 chambres syndicales territoriales de la métallurgie, ces commissions ont réuni des jeunes, des parents, des enseignants, des formateurs et des chefs d'entreprises.

**23 septembre 1997 : le Forum Emploi Jeunes.**

A partir des idées exprimées dans les régions, l'UIMM présentera un ensemble de propositions. Pour mieux les définir, nous vous demandons votre avis

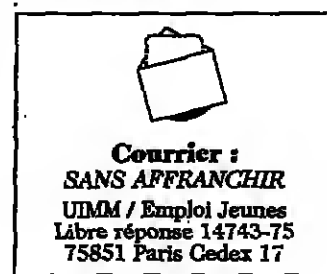
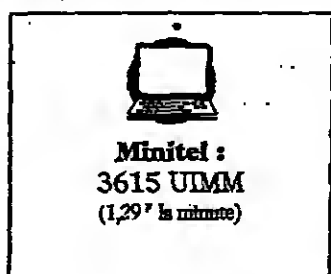
**Aujourd'hui, c'est à vous de donner votre avis.**

**Voici les propositions de l'UIMM à l'Éducation nationale**

- |   | Favorable                | Plutôt favorable         | Plutôt défavorable       | Défavorable              |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 1 Dès l'entrée en 6 <sup>ème</sup> et jusqu'à la fin des études, la mise en place d'un enseignement obligatoire pour aider les jeunes à mieux connaître le monde de l'entreprise et faire un choix professionnel. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 2 La création d'un enseignement obligatoire concernant les débouchés en France et à l'étranger ainsi que la création d'entreprises.   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 3 Une nouvelle voie de recrutement d'enseignants, dans la limite de 20 % des postes, en engageant des femmes et des hommes issus du monde professionnel et ayant au moins dix ans d'expérience.                   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>aux Pouvoirs publics :</b>   |                          |                          |                          |                          |
| 4 Le soutien au développement de l'apprentissage par la mise à disposition d'enseignants volontaires dans les centres de formation d'apprentis.   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

- |   | Favorable                | Plutôt favorable         | Plutôt défavorable       | Défavorable              |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| 5 L'exonération de charges pour tout emploi à temps partiel occupé par un étudiant, dans la limite de 800 heures par an.  | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 6 Permettre à tous les jeunes ayant mené leur formation initiale jusqu'à Bac +2 (maximum), de reprendre leurs études, après l'exercice d'une activité professionnelle, grâce à un chèque Éducation de 50 000 F. | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| <b>aux Entreprises :</b>  |                          |                          |                          |                          |
| 7 Parrainer la création d'entreprises et l'initiative individuelle des jeunes diplômés à travers l'offre d'emplois à temps partiel et de financements sous forme de capital risque.                             | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 8 L'engagement des entreprises dans l'apprentissage pour atteindre le plus tôt possible 2 % de leurs effectifs.   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |
| 9 La promotion interne par la reconnaissance des acquis professionnels plutôt que de survaloriser les diplômes.   | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> | <input type="checkbox"/> |

Communiquez vos réponses en choisissant l'un des 4 moyens suivants :



**UNION DES INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES ET MINIÈRES**

**CAMPAGNE** Alain Juppé a présenté sur TF 1, dimanche 27 avril, un programme comportant notamment une série d'engagements pour les « quarante premiers jours » qui sui-

ront les élections législatives, tout en affirmant qu'il n'est « absolument pas » candidat à sa propre succession comme premier ministre. Les mesures qu'il a annoncées sont dans

la continuité de sa politique actuelle, agrémentées de quelques emprunts à la gauche. ● LE PROJET COMMUN du RPR et de l'UDF, qui doit être rendu public officiellement

mardi, est organisé en quatre chapitres : « un État efficace au service des citoyens », « libérer l'initiative au service de l'emploi », « rénover notre pacte social pour mieux proté-

ger », « faire de la France le moteur d'une Europe proche du citoyen ». ● LES SONDAGES confirment l'avance de la majorité sortante sur la gauche en voix et en sièges.

## Alain Juppé annonce une « nouvelle étape » si la droite l'emporte

Le premier ministre a assuré qu'il n'est « absolument pas » candidat à sa propre succession comme premier ministre, mais les engagements qu'il a pris en cas de victoire de la majorité sortante sont strictement conformes à la politique qu'il mène aujourd'hui

INVITÉ, dimanche 27 avril, de l'émission de TF 1 « 7 sur 7 », Alain Juppé en a fait la promesse : si la majorité emporte aux élections législatives, commencera alors « une nouvelle étape », avec « une nouvelle équipe ». Pour renforcer l'impression que l'heure était beaucoup plus à « un nouvel élan » qu'à « un statu quo », il a affirmé qu'il n'est « absolument pas » candidat à sa propre succession.

Véritable engagement ou simple posture de campagne ? Pour illustrer son propos, le premier ministre a détaillé, en tout cas, un programme de gouvernement qui s'apparente fort à celui qu'il comptait lui-même mettre en œuvre avant que la dissolution ne soit prononcée. Même s'il a suggéré une accélération de certaines réformes, en annonçant les mesures des « quarante premiers jours », de l'après-élections, il a plaidé, en réalité, pour une stricte continuité de la politique économique.

Le premier exemple est celui de la politique budgétaire. Tout en écartant un gel durable des crédits — « ce ne serait pas réaliste », a-t-il dit —, M. Juppé a proposé que les dépenses de l'État, au cours de la prochaine législature, suivent un

rythme d'évolution « un peu moins rapide » que celui de l'inflation. Or, cette norme est celle qui avait été annoncée par le gouvernement. Publié en annexe du projet de loi de finances pour 1997, le « Rapport économique et financier » proposait que les dépenses de l'État progressent de 0,75 % en valeur en 1998, puis de 1,25 % par an jusqu'en 2001. A entendre M. Juppé, on comprend donc que ce schéma serait respecté, sauf en 1998, année au cours de laquelle les crédits continueraient, comme en 1997, d'être seulement reconduits en francs courants.

### MOINS DE MINISTÈRES

S'attardant sur le rôle de l'État, M. Juppé a certes annoncé quelques réformes nouvelles, comme la réduction à quinze du nombre des ministères, ainsi que le remplacement de l'ENA « par autre chose », mais, globalement, le cap restera inchangé : après avoir rappelé que cinq mille postes de fonctionnaires avaient été supprimés dans le budget de 1997, le premier ministre a indiqué que la diminution des effectifs de la fonction publique sera poursuivie « à peu près au même rythme », et cela « encore pendant

deux ou trois ans ». Pour la politique fiscale, M. Juppé a aussi voulu donner le sentiment de vouloir en faire plus, et plus vite, mais les projets qu'il a annoncés sont dans la droite ligne de ce qui est déjà connu. Ainsi, pour l'impôt sur le revenu, s'est-il gardé d'annoncer une accélération du programme qui a été voté à l'automne par le Parlement et qui prévoit une baisse de 25 milliards de francs en 1997 et de 12,5 milliards, les quatre années suivantes. « Ce programme de baisse de l'impôt sur le revenu doit être confirmé », a-t-il indiqué.

Pour les autres mesures, il en va de même. M. Juppé a notamment annoncé « un programme de baisse supplémentaire des charges sociales sur les bas salaires dans les PME ». Or, il s'agit, visiblement, du nouveau dispositif que le gouvernement a mis à l'étude depuis bientôt deux mois, tendant à élargir aux industries de main-d'œuvre le plan initialement prévu pour la seule industrie textile auquel la Commission européenne a opposé son veto.

Dans le cas de la TVA, M. Juppé n'a pas, non plus, dévié du discours officiel. Alors qu'il avait annoncé initialement que la majoration de

deux points du taux normal, survenue le 1<sup>er</sup> août 1995, serait annulée dès que les déficits publics reviendraient à 3 % de la richesse nationale, le gouvernement suggère depuis plusieurs mois qu'il ne s'agit plus d'une priorité. Cette fois encore, M. Juppé n'a pris aucun engagement. Interrogé sur la question, il a juste fait ce constat : « Ceci doit être intégré, bien sûr, dans le travail que nous allons faire. » Comme on le sait depuis près d'un an, la majorité mettrait en œuvre, de plus, une réforme de la taxe professionnelle.

### LE DROIT AU TEMPS CHOISI

Sur chaque grand dossier social, le premier ministre s'est livré au même exercice. Ainsi a-t-il créé la surprise en annonçant une « initiative forte » concernant « le temps de travail ». Que faut-il entendre par là ? La droite serait-elle déterminée à marcher sur les brisées de la gauche ? Évidemment non. S'il a chanté les louanges de la loi Robien, M. Juppé a tout aussitôt apporté ce bémol : « Nous sommes prêts à soumettre à la nouvelle Assemblée un texte qui permettra de donner un véritable droit au temps choisi, de lutter contre certains abus du temps partiel, (...) de lutter contre

l'abus d'heures supplémentaires. » Il ne s'agit donc pas d'une réorientation de la politique gouvernementale, mais de la confirmation d'un projet sur lequel travaille depuis plusieurs mois le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot.

De même, M. Juppé a annoncé une autre « initiative », consistant à avancer dans la voie de « l'assurance-maladie universelle », de sorte qu'il n'y ait plus, comme actuellement, « cent mille à trois cent mille personnes » qui n'aient « pas de couverture maladie ». Or, là encore, M. Barrot avait annoncé qu'un projet de loi sur ce sujet serait transmis au Parlement en juin. Ici où là, le premier ministre a, certes, ponctué ce discours de quelques nouveautés. Et la plate-forme commune du RPR et de l'UDF, dont *Le Monde* dévoile les grandes lignes (lire ci-dessous), en comprend elle-même quelques-unes. Ainsi la majorité s'est-elle mise d'accord pour proposer de « détaxer les investissements en fonds propres dans les PME », de créer un « livret-emploi » qui « drainera l'épargne des particuliers vers les PME » ou encore pour « réduire les droits de mutation sur les résidences principales ». De

même, dans une formule elliptique, la plate-forme RPR-UDF suggère une réforme qui semblait écartée depuis le mouvement de grèves de novembre et décembre 1995 : il faudra, dit-elle sans autre précision, « poursuivre la consolidation de notre système de retraite ».

De son côté, M. Juppé a annoncé « un programme de baisse d'impôts en faveur de la création, du développement et de la transmission d'entreprise ». S'agit-il, pour ce qui concerne le dernier volet de cette réforme, de rouvrir le dossier de l'impôt sur la fortune ? M. Juppé n'en a pas dit plus, mais l'allusion n'est peut-être pas anodine. Les parlementaires de la majorité, qui foot campagne depuis plusieurs mois pour une réforme de l'ISF, estiment que celle-ci permettrait précisément d'améliorer la transmission des entreprises.

A ces nuances près, toutefois, pas de changement de cap ! En quelque sorte, M. Juppé s'est livré à une variation sur un thème publicitaire bien connu : la couleur d'une politique économique nouvelle, la saveur d'une politique nouvelle, mais...

Laurent Mauduit

### Les 40 premiers jours de la droite

M. Juppé, qui d'est « absolument pas candidat à sa propre succession », a présenté, dimanche 27 avril, le programme RPR et UDF pour les « quarante premiers jours » de la nouvelle législature, en cas de victoire de la droite.

● Budget : fixer pour cinq ans le cadre de « l'évolution des dépenses et des recettes » de l'État. Après un gel des dépenses en 1998, comme en 1997, au niveau de 1996, celles-ci « augmenteraient (ensuite) un peu moins que l'inflation ».

● Impôt : aller « au-delà de ce qui a été déjà réalisé » sur les baisses d'impôts et poursuivre la baisse des charges sur les bas salaires « à condition qu'il y ait création d'emplois ». Elaboration d'un statut de « la toute petite entreprise ».

● Écologie : instaurer un « comité d'éthique de l'environnement » composé de « personnalités indépendantes » qui pourraient notamment étudier la question du redémarrage de Superphénix.

● Législations : soumettre au Parlement, un projet sur l'aménagement du temps de travail, concernant notamment les temps choisis, le temps partiel ou les heures supplémentaires ; un projet de loi d'orientation agricole.

Réinscrire le projet de loi sur la cohésion sociale, examiner le projet Toubon sur la répression des violences sexuelles sur les enfants et celui sur l'instauration de l'assurance-maladie universelle.

● État : relancer la décentralisation et la déconcentration, en réduisant, notamment, « à quinze maximum » le nombre des ministères et remplacer l'ENA, qui a « vieilli », « par autre chose plus proche de la réalité ».

● Cumul : s'attaquer au cumul des mandats, en autorisant un « seul mandat parlementaire » et une « seule fonction exécutive ».

## Le RPR et l'UDF se sont mis d'accord sur un programme commun

LE COMITÉ POLITIQUE de campagne de la majorité devait se réunir, mardi 29 avril, sous la présidence d'Alain Juppé et de François Léotard, pour adopter le projet commun à l'UDF et au RPR. Les deux formations de la majorité sont parvenues à se mettre d'accord, samedi 26 avril au soir, sur un texte commun de cinq pages, mais au point sous la direction de Jean-François Copé, député de Seine-et-Marne, pour le RPR, et d'Anne-Marie Idrac, secrétaire d'État aux transports, pour l'UDF. Le RPR, qui devait présenter, lundi, son propre programme, y a finalement renoncé.

Le texte commun devait encore faire l'objet d'ultimes arbitrages politiques et être « habillé » par les équipes de communication avant d'être rendu public, mardi. Il est organisé autour de quatre priorités, découlant de celles que le premier ministre avait énoncées, mardi 22 avril, dans son discours devant les parlementaires : « Un État efficace au service des citoyens (...) libé-

rer l'initiative au service de l'emploi ; rénover notre pacte social pour mieux protéger ; faire de la France le moteur d'une Europe proche du citoyen ».

Au chapitre de la réforme de l'État, l'avant-projet reprend les grandes lignes énoncées par Jacques Chirac sur la justice. Il s'agit de « faciliter l'accès des citoyens à la justice (...) grâce à des maisons de la justice ouvertes à tous » et d'améliorer son efficacité par une meilleure « procédure des flagrants délits et l'incompressibilité des peines ».

### VALORISER L'APPRENTISSAGE

Le texte prend acte, sans plus de précision, de la volonté de la majorité de « stabiliser les dépenses publiques afin qu'elles ne progressent pas plus vite que les prix ». Toutefois, une divergence d'appréciation demeure sur l'ampleur de la baisse des effectifs de la fonction publique. Alors que le chef du gouvernement a confirmé la réduction de 5 000 par an du nombre de fonctionnaires, les plus libéraux plaident pour 20 000.

Le texte manifeste la volonté de la majorité de « restaurer la morale publique » et de « moderniser la vie publique ». Dans cette optique, la majorité envisage d'« interdire le cumul de plus de deux mandats, dont un exécutif (fonctions ministérielles comprises) », de limiter le nombre de ministères « de 15 à 20 », de « rendre incompatible un mandat national et la qualité de fonctionnaire à l'issue d'un premier mandat » et de modifier le mode de scrutin régional. En revanche, le quinquennat, souhaité par l'UDF lors des discussions, n'a pas été retenu.

En matière d'éducation nationale, l'avant-projet se prononce pour une généralisation de l'aménagement des rythmes scolaires et souhaite « valoriser l'apprentissage et les filières technologiques ». Conformément aux propositions de M. Juppé, le projet n'oublie pas la décentralisation, qui devra « progresser » : il s'agit de « généraliser l'expérimentation » avant l'adoption des réformes, comme le souhaite depuis

longtemps Pierre Méhaignerie (UDF-FD), de donner de « nouvelles compétences en matière sociale » aux départements, et de transférer aux régions « la totalité de la formation professionnelle, le soutien à l'exportation pour les PME/PMI, une partie de la politique culturelle et une partie de l'aide au logement et des aides à l'emploi ».

### UN EMPLOI OU UNE ACTIVITÉ

Le chapitre économique, sans détailler les propositions, ouvre la porte à une réduction des charges sociales pour les bas salaires, à l'amorce d'une réforme de la taxe professionnelle et à la création d'un « chèque emploi-charges sociales pour les très petites entreprises ». Il annonce la poursuite des privatisations. L'UDF et le RPR ne sont pas encore parvenus à préciser les modalités de la baisse des charges sur les bas salaires. Pour la confédération, il faudrait instituer une franchise de 1 500 francs à 2 000 francs sur les salaires, tandis que le RPR veut limiter cette mesure aux plus

bas salaires. Sur le terrain social, l'avant-projet évoque une « grande loi sur la santé publique » et la poursuite de « la consolidation » du système de retraite. Le RMI est « garanti », le SAMU social « étendu aux grandes villes », et une « aide alimentaire » apportée aux enfants des familles en difficulté. La politique de la famille passe par un relèvement de l'âge limite du versement des prestations familiales et le développement de « toutes les formules d'emploi, de travail à la carte » destinées aux parents. La droite s'engagerait à « donner à chacun un emploi ou une activité » et à « garantir l'accès aux soins et au logement ».

Enfin, un dernier chapitre est consacré à l'Europe. Il y est réaffirmé que l'objectif demeure de « réussir le passage à l'euro au 1<sup>er</sup> janvier 1999 », mais aussi d'instaurer « une véritable Europe sociale qui évite la concurrence déloyale entre les pays européens ».

Cécile Chambraud

## Les maires ruraux constatent que « les gens n'y croient plus »

### BEAUNE (Côte-d'Or)

de notre envoyé spécial

Les épouses, aussi, sont venues. Le sac à main vissé sur le manche, le parapluie à fleurs prêt à être dégainé, elles écoutent sagement, devant le comptoir qui leur est réservé, l'hôtesse d'accueil qui leur explique le programme : circuit, en car, dans la ville et visite guidée des Hospices de Beaune. Pendant ce temps, les hommes et leurs quelques collègues féminines, tous maires de communes rurales — moins de deux mille habitants —, s'engouffrent dans la salle du Palais des congrès qui accueille, samedi 26 avril, les quelque quatre cents participants à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Fédération nationale des maires ruraux (FNMR).

Il a fallu commencer tôt et bousculer un peu le programme des discours. François Paour, président de la FNMR, a, en effet, fait l'objet de multiples sollicitations. Campagne électorale oblige, tout ce que la région compte de notables locaux en mal de réflexion à l'Assemblée nationale a tenu à venir se montrer au congrès et, si possible, à y prendre la parole. Dominique Perben est là, bien sûr, en ses multiples qualités de ministre de la décentralisation, de maire (RPR) de la ville voisine de Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) et de candidat aux législatives. Il défend son bilan ministériel — « Ce que j'ai beaucoup aimé

dans mes fonctions, j'en porte au passé, car les gouvernements sont éphémères... » —, il tente prudemment de tracer quelques perspectives — « Les dames dans les quels je... euh... souhaiterais avancer très vite », et se retire dès la fin de son intervention. « Les ministres et les députés, c'est toujours pareil, maugré un maire. Ils commencent invariablement leur discours par " Pardonnez-moi d'être arrivé en retard " et ils le terminent toujours en disant : " Excusez-moi de devoir partir si tôt ! " »

La campagne électorale, la dissolution ? La réaction est unanime : « On s'en fout ! On n'attend rien. De toute façon, on a été autant déçu par les promesses des gouvernements de droite que par celles des gouvernements de gauche », constate M. Paour, tout en se revendiquant « bariste fidèle ». « Ce qui me fait peur, continue-t-il, c'est le désintérêt de la population. J'ai l'impression de revivre aujourd'hui l'antiparlementarisme des années 50-56. Et pourtant, dans nos petits villages, les gens sont consciencieux, ils vont voter. Mais là... »

Son adjoint, Gérard Pelletier, de sensibilité rocardienne, confirme : « Dans ma commune, cette semaine, on m'a parlé des ardues ménagères et on m'a demandé quand se termineraient les travaux dans la rue. Le reste, ils s'en fichent, car ils ont l'impression que tout leur échappe. Le premier parti de France risque bien d'être celui des pêcheurs à la ligne. Il y a une trop grande déconnexion entre l'appareil d'État, dans lequel je mets le Parlement, et le local. » Bien sûr, lui, il ira voter — « Je suis maire,

c'est mon devoir », mais, « pour la première fois, confie-t-il, je ne vois pas voter ». On prend les mêmes politiques et on recommence. C'est ça qui me fait voter ailleurs. Je crois que je vais voter communiste. »

Andrée Rebilloud, maire d'un village de l'Isère, reconduira, elle, sans hésiter le député sortant. « Il a bien fait son travail, il est de toutes les manifestations locales, il est connu. Moi, il me convient », explique-t-elle, avant de passer rapidement à un autre sujet. Elle d'une commune de cent cinquante habitants dans l'Ain, François Milmeur constate, placide : « Oh, tout ça, c'est un calcul politique. Ça va bénéficier au gouvernement actuel mais, dans le village, vraiment, ce n'est pas leur souci. » A côté de lui, son collègue ajoute : « Moi, j'avais réuni de conseil, hier. Des élections, on n'en a parlé que pour organiser les tours de permanence à la mairie, le 25 mai. On a déjà des réunions électorales annoncées, personne n'a envie d'y aller. Pourtant, on est sympo, on paie l'apéro, mais les gens, ils n'y croient plus. »

### LES « POLYTECHNARQUES »

Dans la salle du Palais des congrès, les débats ont repris, après une rapide pause café. Les couloirs sont vides et le public, attentif, écoute et applaudit les maires qui se succèdent à la tribune pour dire leur désarroi. Face à la crise, à la désertion des campagnes, à la mise en cause de la responsabilité pénale des élus, à « l'incompétence parisienne des "polytechnarques" », aux budgets communaux pé-

rielleux. Ils participent avec la même attention à une table ronde sur « la ruralité, projet de citoyenneté », en présence du chercheur Jacques Voisard, spécialiste des questions d'aménagement du territoire, et du sociologue Bertrand Hervieu.

On raconte longuement l'histoire mêlée et parfois tendue des communes de France et de la République. On applaudit Gambetta et Tocqueville, Bernanos et Raymond Lacombe, ancien président de la Fnsea (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). On parle de cette démocratie de proximité « qui seule nous permettra de conserver notre idéal républicain », des jeunes « qui ne savent plus assez ce qu'est la République et qui sont attirés par les extrêmes qui la menacent », de la cohésion sociale « que les communes rurales doivent aider à préserver » face au « dangereux repli de la population sur elle-même », ou encore de la nécessaire « suppression du cumul des mandats ».

On évoque aussi l'Europe à construire, « pas une Europe technocratique, mais une Europe dans laquelle la France doit apporter ses valeurs ». On applaudit enfin, ravi, la conclusion d'un maire allemand, invité du congrès, qui lance : « Nous, dans le monde rural, on est les plus forts pour préserver la démocratie. » L'après-midi est déjà entamée, le déjeuner attend depuis longtemps, mais les débats se prolongent. La République, la cohésion sociale, l'Europe, de tout cela, oui, on veut encore parler.

Pascal Robert-Diard

**Concours d'AVOCAT**  
**CRFPA**  
**Expertise comptable**  
**DECIF**  
Préparations intensives août-sept.  
**IPESUP**  
18, rue de Châteauneuf 75004 Paris  
01 43 25 83 30 3015 IPESUP  
PROFESSEUR SUPPLÉMENTAIRE 220 FRA

150-000-000



Entre 40 et 100 sièges d'avance pour la droite

INTENTIONS DE VOTE DE PREMIER TOUR EN %	25 MAI	26 MAI	27 MAI
EXTRÊME GAUCHE	2	2,5	2
PC	10	9	10
PS	26	28	28
DIVERS GAUCHE	1,5	1,5	1,5
ÉCOLOGISTES	6,5	5	7
UDF	37	35	39
RPR	2,5	5	5
DIVERS DROITE	1,5	1,5	1,5
FRONT NATIONAL	16	14	14

Projection moyenne et fourchette en nombre de sièges

PS & ÉCOLOGISTES	UDF-RPR	FN
232 (186 à 217) fourchette	329 (274 à 354)	139 (114 à 164)

IFOP

232 (200 à 220)	329 (274 à 354)	139 (114 à 164)
-----------------	-----------------	-----------------

Le sondage du jour

Plus d'un Français sur trois reste indécis

LES PREMIERS JOURS de la campagne électorale, au lendemain de l'annonce de la dissolution, n'ont pas provoqué d'onde de choc dans l'opinion publique. Selon les trois derniers sondages, réalisés entre le 24 et le 26 avril par l'Ifop, la Sofres et BVA, le rapport des forces entre les deux grandes coalitions de droite et de gauche, qui polarisent le débat, est globalement stable par rapport aux enquêtes réalisées avant la décision présidentielle.

D'une part, il est frappant de constater la stabilité - entre 39 % et 40 % des intentions de vote des personnes interrogées - de la majorité sortante (RPR-UDF-divers droite) qui bénéficie, sans doute, du poids de ses quelque 460 députés. La prime aux sortants est d'autant plus sensible que les instituts commencent à interroger les Français sur leurs intentions de vote en fonction du nom des candidats réels dans leur circonscription, et non plus seulement en fonction d'étiquettes politiques. Comme le remarque, Jean-Luc Parodi, conseiller pour les études politiques de l'Ifop, dans *Le Journal du dimanche* (daté 27 avril), « avec 26 %, le PS (et les divers gauche) fait moins bien, mesuré sur le nom de ses candidats que dans les enquêtes réalisées jusqu'ici sur le nom du parti, et l'UDF-RPR plutôt mieux grâce, probablement, à ses très nombreux députés sortants ».

Quant à la gauche socialiste et communiste, avec 38 % à 38,5 % des intentions de vote, elle est également stable pour la Sofres et BVA, par rapport aux enquêtes réalisées par ces deux instituts à la veille de l'annonce de la dissolution (*Le Monde* du 23 avril). De manière très symptomatique, le souhait des Français n'a jamais été aussi partagé : selon la Sofres, 44 % des personnes interrogées expriment le désir d'une victoire de l'actuelle majorité et 42 % d'un succès de la gauche.

D'autre part, une proportion toujours aussi importante d'électeurs potentiels restent, à ce jour, dans l'expectative. L'annonce de la dissolution n'a pas déclenché une mobilisation, beaucoup, plus forte : début avril, 72 % des personnes interrogées par BVA se disaient tout à fait certaines d'aller voter ; elles sont aujourd'hui 75 %. Quant aux électeurs décidés à aller voter, ils sont encore nombreux - 36 % selon la Sofres et 38 % selon BVA - à déclarer qu'ils peuvent encore changer d'avis, d'ici au premier tour, par rapport au choix qu'ils affichent aujourd'hui.

Compte tenu du faible écart des intentions de vote en faveur de la majorité sortante ou de l'opposition de gauche, ces nombreux indécis vont constituer un enjeu décisif.

G. C.

## Des voix aux sièges

LES RÉSULTATS des sondages peuvent paraître décevants. À partir d'intentions de vote de premier tour très proches, les différents instituts obtiennent de nettes différences dans leurs projections en sièges. La traduction en sièges des intentions de vote affichées aujourd'hui par les Français est, en effet, un exercice délicat.

Plusieurs paramètres entrent dans ce calcul de probabilité. Le premier est évidemment le niveau national d'intentions de vote du premier tour. Les sondeurs partent de l'hypothèse qu'il y a un lien relativement stable, globalement, entre les résultats nationaux et les résultats de chaque circonscription. Sur la base des intentions de vote de premier tour et des résultats du précédent scrutin législatif de 1993, ils calculent donc les résultats probables dans chaque circonscription. Si, par exemple, un candidat socialiste a obtenu, en mars 1993, 10 points de mieux que le score national du PS, il sera crédité de 10 points de mieux que le niveau d'intentions de vote recueilli aujourd'hui par le PS.

Des correctifs - primes ou décotes - sont ensuite introduits en fonction de l'évolution récente de chaque circonscription. Par exemple, un député RPR, élu en 1993, qui n'a pu conquérir une mairie de ville de plus de neuf mille habitants en juin 1995, aura une décote de l'ordre de 1 à 3 points ; à l'inverse, un député socialiste, battu en 1993 et qui a conservé ou, plus encore, conquis

une mairie en 1995, aura une prime. Ces premiers calculs permettent de préciser, dans les grandes lignes, la typologie du second tour, circonscription par circonscription, le nombre de candidats en mesure de se maintenir et l'ordre dans lequel ils devraient se situer au soir du premier tour. Le niveau de participation au scrutin peut jouer un rôle important, notamment quant au nombre de circonscriptions où le candidat du Front national serait en mesure de se maintenir et de provoquer des « triangulaires ». Les instituts, pour l'instant, retiennent le niveau de participation de 1993.

Les sondages établissent, ensuite, des « matrices de report de voix » entre les deux tours. Ils disposent, pour cela, de la connaissance des précédents scrutins, mais, surtout, ils actualisent ces données en demandant aux personnes qu'ils interrogent aujourd'hui, et dont ils connaissent la circonscription, quel sera leur comportement dans différents types de situation (désistements, duels, triangulaires, etc.).

Niveau de participation, reports de voix, primes locales sont autant d'éléments aléatoires. D'autant que, chaque institut le souligne, le mode de scrutin amplifie de façon très sensible la moindre évolution d'intentions de vote. Selon l'estimation générale, une variation d'un point d'intentions de vote fait bouger, dans un sens ou dans un autre, de trente à quarante sièges.

Gérard Courtols

## Quand le premier ministre s'accommode des chiffres

LES CAMPAGNES sont proches aux approximations, même si elles sont enveloppées dans l'apparente rigueur des chiffres. Alain Juppé en a donné une belle illustration, dimanche 27 avril, à « 7 sur 7 » sur TF1, en accusant les socialistes d'être les seuls responsables de l'explosion de la dette de l'Etat, d'avoir accru le nombre des chômeurs et de vouloir taxer les retraités. Qu'en est-il réellement ?

Le premier ministre affirme qu'entre fin 1988 et fin 1993, « il y a eu 723 100 chômeurs de plus », alors que leur nombre ne se serait accru que de 3 300 entre 1994 et 1996. Que valent les comparaisons en valeur absolue, puisque le mode de calcul a été modifié en juin 1995, excluant du baromètre officiel les quelque 300 000 demandeurs d'emploi (340 000 aujourd'hui) qui avaient alors travaillé plus de 78 heures dans le mois. Pour comparer des choses comparables, il faut donc réintégrer ces chômeurs, aujourd'hui rangés dans une autre catégorie.

Or, si l'on retient l'ancien mode

de calcul, le nombre de chômeurs est passé de 3 233 000 en juin 1995 à 3 454 400 en février 1997, soit 221 000 de plus. Le taux de chômage, au sens du Bureau international du travail (BIT), qui sert aux comparaisons internationales, n'a cessé d'augmenter : de 1989 à 1992, il est passé de 9,4 % à 10,4 % de la population active. Quand M. Juppé a été nommé premier ministre, il atteignait 11,5 % ; en février, il était de 12,8 %. La différence la plus sensible, entre la gauche et la droite, porte sur la nature de leur politique, la première insistant sur le traitement social, la seconde privilégiant un traitement économique à travers une baisse des charges sociales sur les bas salaires.

M. Juppé affirme également que le nombre d'emplois a reculé de 18 600 entre 1988 et 1993, mais qu'il a progressé de 243 600 entre 1994 et 1996. S'il est vrai que sur ces trois dernières années, l'économie a généré de l'ordre de 250 000 emplois supplémentaires dans le secteur marchand non agricole,

elle le doit moins à sa gestion qu'à la reprise forte et éphémère dont a bénéficié Edouard Balladur en 1994, les créations se concentrant sur la période qui va de mi-1994 à mi-1995. Selon les dernières données (INSEE, Dares, UNEDIC), le nombre d'emplois salariés (non agricoles), qui était de 13 335 000 en juin 1995, s'établissait à 13 322 400 en décembre 1996. « L'emploi est revenu au niveau de l'été 1995 », notait récemment le service statistique du ministère du travail.

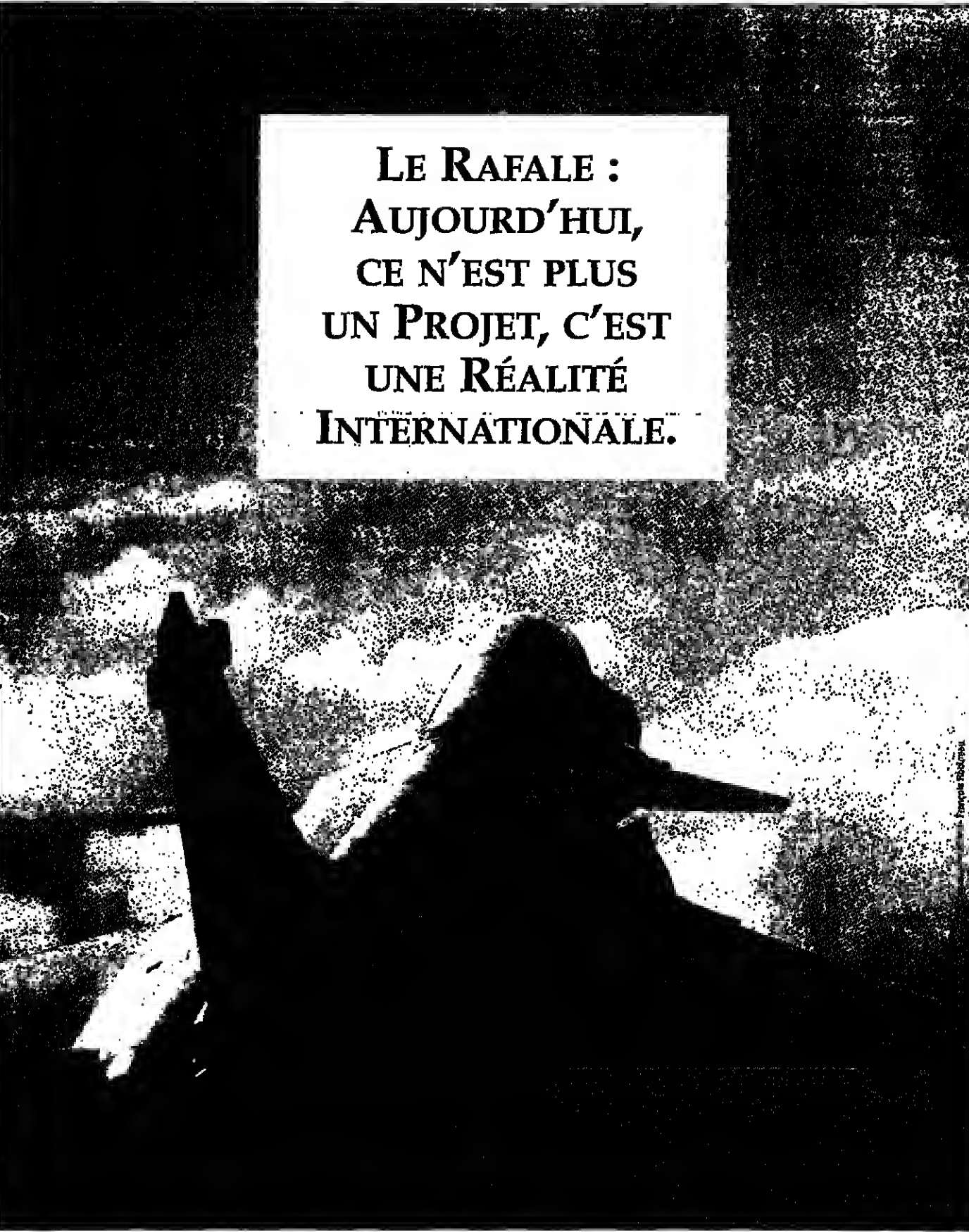
Le président du RPR a encore accusé les socialistes d'avoir alourdi la dette de l'Etat. La gauche n'a pas été un modèle de rigueur en matière de gestion des deniers publics, mais l'explosion de la dette date de M. Balladur, qui avait notamment décidé d'y inscrire les déficits cumulés de la Sécurité sociale et d'anticiper le remboursement de la TVA aux entreprises. Entre fin 1993 et fin 1997, son encours devrait passer de 2 462 milliards de francs à 3 800 milliards de francs. En juin 1995, M. Juppé jugeait que

le bilan de M. Balladur était « calamiteux » sur les déficits publics qui alimentent justement la dette.

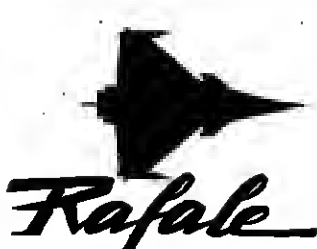
Enfin, il a reproché au PS de vouloir créer 700 000 emplois publics - alors qu'il s'agit en fait de 350 000 emplois - et de préparer une mesure pénalisante pour les retraités, en remplaçant la cotisation maladie des salariés par la CSG (avec abattement à la base de 2 000 francs). Ce transfert « apportera un avantage social pour la très grande majorité des retraités », souligne Pierre Moscovici, secrétaire national aux études du PS. Un retraité ayant une pension égale au Smic brut paierait moins qu'aujourd'hui, assure-t-il. Afin de ne pas pénaliser les retraités non imposables, le PS a prévu « une majoration spéciale » de pensions pour compenser ce prélèvement, à laquelle s'ajouteraient une hausse de 0,9 % de pouvoir d'achat. Seuls les 5 % de ceux qui ont les pensions les plus élevées supporteraient une hausse de cotisation.

Jean-Michel Bezat

**LE RAFALE :  
AUJOURD'HUI,  
CE N'EST PLUS  
UN PROJET, C'EST  
UNE RÉALITÉ  
INTERNATIONALE.**



**Le Rafale, c'est la réussite d'un grand projet national associant d'importants groupes industriels français à plus de 1000 PME réparties sur l'ensemble du territoire.**



**Le Rafale, c'est le premier avion de la nouvelle génération prêt à répondre aux besoins actuels du marché mondial.**

**DASSAULT AVIATION**
**THOMSON-CSF**
**SNECMA**

## Lionel Jospin accuse Alain Juppé de « prendre de grandes libertés avec la vérité »

Le premier secrétaire du PS, qui poursuit sa campagne lundi à Tours, veut « rompre avec la culture du cynisme » et « gouverner autrement ». Jugeant peu crédible que le premier ministre ne soit pas candidat à sa succession, il écarte un « accord de gouvernement » avec le PCF

Intervenant sur Europe 1, lundi 28 avril, Lionel Jospin, qui tient un nouveau meeting ce même jour à Tours, a répondu point par point aux déclarations faites la veille par Alain Juppé. Le premier secrétaire du

PS a accusé le premier ministre de prendre « de grandes libertés avec la vérité », en tentant de refaire l'exercice de la campagne de 1995 qui s'était traduit par « un leurre » et une « mystification » pour les

Français. Sur le gouvernement restreint, le non-cumul des mandats, la conditionnalité des aides aux entreprises, le temps de travail et même... les cantines scolaires, M. Juppé s'est livré, selon M. Jospin, à une

« vampirisation du programme socialiste ». « Il faut gouverner autrement en tenant un langage de vérité », a souligné l'ancien candidat à l'élection présidentielle, qui veut « rompre avec la culture du cynisme »

et avoir « une culture de la vérité ». Commentant les derniers sondages, M. Jospin a noté que « c'est déjà un changement d'état d'esprit, et peut-être d'intention, que la droite ne soit plus assurée de sa victoire ».

LIONEL JOSPIN n'est pas dupe de la volonté affichée par Alain Juppé de ne pas être candidat à sa succession. Sur Europe 1, lundi 28 avril, il s'est montré pugnace et réagissait aux déclarations du premier ministre : « Il a dit au fond, a déclaré le premier secrétaire du PS, qu'il était impopulaire et qu'il n'était pas forcément le meilleur objet de désir pour les Français. Il a été jusqu'à dire "votiez pour nous, puisque je ne serai peut-être pas là", c'est vous dire où ils en sont dans l'utilisation des arguments ». « Comment pouvait-on dire à la fois je ne suis pas candidat à ma succession et proposer un programme de 40 jours ? Et qu'est-ce qui se passe après ces 40 jours ? » a interrogé le dirigeant socialiste.

A propos du sommet avec le Parti communiste, le 29 avril, M. Jospin a précisé qu'il s'agissait d'une « déclaration commune ». « Ce n'est pas un accord de gouvernement », a-t-il averti en relevant que, dans cette hypothèse, le gouvernement refléterait les diverses sensibilités de cette « majorité de progrès » (socialistes, communistes, Mouvement des citoyens, radicaux, écologistes). L'hypothèse d'un refus de ministres communistes par Jacques Chirac lui apparaît comme « une plaisanterie ». En revanche, un engagement accru du président de la République ne lui pose pas de

problème, même si « le degré de son engagement mesure son degré de responsabilité ». M. Jospin a également assuré qu'il ne voulait pas « renégocier Maastricht » et même les critères de convergence pour l'euro. « Je ne veux pas dissoudre la France dans l'Europe », a-t-il conclu en assurant qu'en poursuivant sur le cours actuel « on aura l'idée européenne chez les peuples ».

■ ARGUMENTAIRES 1997 ■ Les socialistes abordent la deuxième semaine de campagne dans l'unité. A première vue, l'harmonie règne entre Laurent Fabius et Lionel Jospin. La brièveté de la campagne a eu raison des états d'âme de ceux qui, au-delà des fabiusiens, doutaient après le grand flottement de février - défaite de Vitrolles et loi Debré - de la capacité et même de la volonté de M. Jospin de gagner. Le 23 mars encore, devant les candidats aux législatives, le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale lançait, sous forme d'avertissement : « On ne gagne pas si on n'en a pas la farouche volonté ».

Aujourd'hui M. Jospin a mis au point son dispositif de concertation avec le groupe et son président. M. Fabius et certains de ses lieutenants figurent parmi les 60 personnes de « l'équipe notio-



nale de campagne ». La coordination politique est assurée par Daniel Vaillant, fidèle des fidèles de M. Jospin, et par Alain Claeys, trésorier, secrétaire national chargé de l'organisation et fabiusien. Pour ne pas se démarquer, les fabiusiens ont réconcilié le 27 avril un séminaire sur la région. M. Fabius sera aussi dans la délégation qui rencontrera mardi le PCF.

Alors qu'il avait mis en garde, lors de l'adoption du projet économique du PS en décembre 1996,

### Les formations à la gauche du PS restent divisées

WEEK-END « spécial investitures » pour les petites formations à la gauche du Parti socialiste. Des Verts au Mouvement des citoyens, chacun a procédé, ce week-end, au boudage final de ses listes électorales et donné le ton de sa campagne de premier tour. Le calendrier précipité des élections législatives a eu, pour le PS, une vertu immense : le modèle du rassemblement réussi à Gardanne, en octobre 1996, par le député communiste Roger Mei, semble définitivement - et plus vite que prévu - oublié.

Très tôt, le PS s'est mêlé de sa gauche. Pour Jean-Christophe Cambadélis, fervent défenseur d'une grande gauche à l'anglaise, les Assises de la transformation sociale, lancées en 1992, devaient éviter que « la crise du mitterrandisme », puis « la nouvelle radicalité », ne confortent la gauche non socialiste. L'élection de Roger Mei vient confirmer le danger. Au lendemain de Gardanne, alors que les refondateurs communistes célèbrent les vertus du « pôle de radicalité », le PS accièle l'adhésion pour tisser des accords ad hoc.

Le Parti radical-socialiste, où Bernard Kouchner, président délégué, vient favoriser les rapprochements avec le PS, est aujourd'hui dans son giron : quarante candidats communs, trois seulement où un PRS s'opposera à un socialiste et un discours européen qui a du mal à se faire entendre. A peine si

M. Kouchner s'est inquiété ce week-end « de certaines incohérences de la gauche qui, j'espère, sont levées dans la campagne ».

Les Verts, qui ont conclu un accord électoral permettant le soutien du PS à 31 de leurs candidats, jouent gros. Malgré les 404 candidats investis ce week-end, la formation de Dominique Voynet prend en effet le risque d'être à la fois inféodée tout ce n'ayant aucun élu dans la nouvelle assemblée. Les Verts mènent leur campagne sur l'environnement, la réduction des temps de travail et la démocratie, plus que sur le droit de vote des immigrés. « Pour les écologistes, les résultats seront très instructifs », commente Geneviève Andueza, secrétaire nationale du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter : « Les écologistes sauront en fin si l'alliance paie, ou non ».

■ PÔLE DE RADICALITÉ ■ Le MDC, qui compte déjà quatre sortants, présentera moins de 200 candidats, 171 ayant été désignés ce week-end. Soucieux de leur indépendance, les amis de Jean-Pierre Chevènement ont préféré ouer un accord privilégié avec le Parti communiste. Ils soutiendront un candidat PCF dans vingt-huit circonscriptions et le PCF fera de même avec le MDC dans vingt autres circonscriptions. Avec le PS, les accords sont à minima : aucun candidat, de part et d'autre, contre les sortants. Mais la marge de ma-

nœuvre est faible. D'autant plus faible que la gauche se dit, depuis quelques jours, qu'une victoire n'est pas impossible. « Les Français sont sur leurs gardes, et la gauche n'est nullement dégoûtée. Elle est en très bonne forme », a estimé M. Chevènement, lundi 28 avril. Comme Robert Hue, il a renvoyé la question de la participation de ministres non socialistes à « juin », ce qui ne peut qu'arranger les socialistes. Sur TF1, le député de Belfort a ensuite estimé - sans réticences - que « le PS évolue dans une direction positive ».

Seule la Ligue communiste révolutionnaire, qui a investi dimanche ses 150 candidats « 100 % à gauche », refuse donc désormais le cadre de Maastricht. « Dans ce contexte de coup de force de la droite et de situation sociale très tendue, se trouver à l'écart fait très peur », commente sobrement Christian Piquet, membre du bureau politique de la Ligue. Son porte-parole, Alain Krivine, se présentera dans la 2<sup>e</sup> circonscription de Seine-Saint-Denis, avec un suppléant MDC et le soutien de l'AREV (Alternative rouge et verte). Pour ce fervent défenseur d'un « pôle de radicalité », « cette expérience incomplète » de rassemblement « de la gauche anti-maastrichtienne » figure ce qui « aurait pu se faire » ailleurs.

Michel Noblecourt avec Michel Samson à Arles

### Robert Hue lance le « cahier citoyen »

C'EST dans la démarche d'un nouveau député du tiers-état, allant à la rencontre des électeurs et de leurs réclamations, que Robert Hue a inscrit sa candidature, samedi 26 avril, à Argenteuil (Val-d'Oise). Pas de grand meeting national de lancement de campagne pour le secrétaire national du Parti communiste, mais une première « rencontre citoyenne », de « proximité ». Candidat « citoyen » et « interactif », M. Hue a le souci d'être à l'écoute des Français, d'établir avec eux un dialogue et de faire remonter leurs aspirations.

Pendant cette campagne éclair, tout au long des déplacements qu'il fera à travers la France et dans sa circonscription, Robert Hue emportera, donc, avec lui un « cahier citoyen », véritable cahier de doléances moderne, dans lequel seront consignées toutes les questions, remarques et attentes des personnes rencontrées. Plusieurs secrétaires étaient déjà commis d'office comme « écrivains publics », avec pour mission de recueillir cette manne d'avis et d'opinions.

Deux cents à deux cent cinquante personnes attendaient patiemment, samedi, à partir de 17 heures, le candidat communiste, sur l'esplanade Salvador Allende, au cœur d'une cité HLM d'Argenteuil. En raison d'une pluie persistante, un double chapiteau bleu et blanc avait été dressé, au milieu de la place de bé-

ton gris. Accompagné du maire communiste de la ville, Roger Ouvrard, qui préside son comité de soutien, Robert Hue avait au préalable salué des commerçants de l'avenue Gabriel-Péri, croisant l'architecte Roland Castro, venu spécialement à sa rencontre.

D'emblée, Robert Hue exprima le souhait d'être bref, désireux de s'effacer devant le porteur réuni, afin de nouer « un dialogue interactif ». Une première intervention d'un jeune beur, sans domicile fixe, provoqua une légère confusion. Aussitôt encadré par le service d'ordre, il put expliquer son problème à Robert Hue. Puis ce fut au tour du candidat local de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) de regretter l'absence d'« un vrai rapport de force à gauche ». Un troisième intervenant prit enfin la parole pour que « le Parti communiste aille au fond du débat et revienne à la lutte prolétarienne ».

Passé ces ratés de départ, la réunion publique put prendre son cours normal. M. Hue testa les différentes revendications mises en avant par le Parti communiste. Il rappela que le PC « pèsera pour la construction d'une alternative progressiste » qui soit « sans ambiguïté, un vrai projet de gauche ».

Alain Beuve-Méry

Ariane Chemin

**1996. La lutte contre le racisme et la xénophobie**  
Exclusion et Droits de l'Homme  
Commission nationale consultative des Droits de l'Homme  
431 p. 160 F

**Territoires à livre ouvert**  
La lutte contre l'illettrisme en milieu rural  
Ministère du Travail et des Affaires sociales  
Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme  
Coll. En toutes lettres  
348 p. 160 F

**L'Europe centrale et orientale**  
Edition 1997  
Ouvrage coordonné par Edith Lhomel et Thomas Schreiber  
Coll. Les études de La Documentation française  
131 p. 120 F

**Le partage du travail**  
Dominique Média  
Coll. Problèmes politiques et sociaux  
163 p. 80 F

La documentation Française

39-31, quai Voltaire 75344 Paris Cedex 07  
Tél. 01 40 15 70 00 - Télécopie 01 40 15 72 30  
3615 ou 3616 la doc / 1 29 France  
http://www.ladocfrancaise.gouv.fr

مكتبة البرلمان



PUBLI-INFORMATION / ENVIRONNEMENT



Février 1996, les centres E.Leclerc s'engagent dans la lutte contre la pollution en innovant dans le domaine des sacs de sortie de caisse.

# 1 an après, qu'en est-il ?



**1996, l'ensemble des hypermarchés et supermarchés diffuse 17 milliards de sacs de sortie de caisse...**

dont 1 milliard dans les centres E.Leclerc, soit l'équivalent de 6 500 tonnes de plastique non récupérées et souvent dispersées dans la nature.

**1997, plus de 50 % d'économie de matières premières.**

Grâce au nouveau système de consigne et aux nouveaux sacs recyclables, grâce aussi à l'adhésion des consommateurs, aujourd'hui, nous distribuons seulement 62 millions de nouveaux sacs. 3 000 tonnes de plastique sont ainsi récupérées en partie et recyclées, d'où une économie de 50 %.

**Les centres E.Leclerc récupèrent vos sacs abîmés et les échantent gratuitement.**

1. Vos sacs abîmés sont chargés dans des camions. 2. Ils sont transportés vers l'usine de retraitement. 3. Ils sont lavés, broyés et séchés. 4. La matière première -polyéthylène- qui composait vos sacs est alors restituée sous forme de copeaux. 5. Les copeaux sont fondus et récupérés sous forme de granulés. 6. Ces granulés sont utilisés pour fabriquer de nouveaux produits, entre autres, des sacs poubelle à la marque Elembal, labellisés NF environnement que l'on trouve chez E.Leclerc.

**Les centres E.Leclerc s'engagent à vos côtés, dans cette démarche écologique.**

Nous sommes toujours à vos côtés pour vous aider et vous proposons un sac recyclable, toujours plus pratique et plus fonctionnel ; également des solutions de remplacement. En cas d'oubli, par exemple, nous vous prions un grand sac cabas contre une caution de 10F et nous vous la remboursons dès que vous nous rendez ce sac et quel que soit son état. Enfin, si vous n'utilisez pas tous vos sacs, ramenez-les, nous vous les remboursons.

**Les centres E.Leclerc s'engagent dans des initiatives locales en faveur de l'environnement.**

Les centres E.Leclerc s'associent à des actions et à des programmes d'intérêt général. Ainsi par exemple en 1996, de nombreux magasins se sont engagés dans des programmes aussi divers que le nettoyage "de printemps" organisé par le Ministère de l'Environnement, le nettoyage de plages ou de lieux publics avec des municipalités, un projet de réhabilitation de pâturages avec une Ecole d'Ingénieurs, de sensibilisation à l'environnement par le dessin avec des élèves d'écoles primaires, de distribution de matériel ou de fleurs à des écoles pour améliorer le cadre de vie, et bien d'autres initiatives encore.

**AUJOURD'HUI, les centres E.Leclerc ont devancé ce qui demain sera une obligation pour tous.**

Les règlements européens et nationaux, l'augmentation permanente du volume des déchets, rendront à court terme indispensables des actions de réduction des déchets à la source. Les entreprises devront prendre leurs responsabilités. C'est en pensant à demain, que les centres E.Leclerc ont innové et anticipé ce mouvement.

**DEMAIN, avec les centres E.Leclerc l'engagement continue.**

Vous avez été plus de 5 000 à nous témoigner vos encouragements et à manifester votre solidarité pour mener vous aussi des actions. Sachez que dans votre région aussi, il y a des associations qui mettent en œuvre des projets attractifs. Ainsi par exemple, les clubs CPN (Connaître et Protéger la Nature) auxquels E.Leclerc apporte depuis cette année, un soutien attentif dans toute la France.



POUR MÉMOIRE

**1 F = 1 sac échangeable à vie**

Le nouveau sac E.Leclerc, c'est :

Un sac plus grand (contenance 30 litres) et plus solide,

Un sac échangeable à vie, utilisable de nombreuses fois et pendant plusieurs mois,

Un sac plus esthétique,

Mais aussi et surtout un sac recyclable et recyclé, qui participe ainsi à une meilleure gestion des ressources en énergie fossile non renouvelable.



Ensemble, agissons pour protéger l'environnement.

**E.LECLERC**



Proximité

## Béatrice Marre, mitterrandienne discrète, défie Jean-François Mancel dans son fief de l'Oise

L'ancien chef de cabinet de l'Elysée n'a qu'un mois pour se faire connaître

Beauvais, dimanche 27 avril : grâce au bouche à oreille, une vingtaine de femmes d'origine africaine du quartier Saint-Jean sont venues se plaindre de

l'attitude des policiers devant Béatrice Marre. C'est aussi pour s'opposer à une certaine forme de racisme que l'ancien chef de cabinet de François Mit-

terrand, candidate du Parti socialiste dans la deuxième circonscription de l'Oise, souhaite que « la gauche reprenne le pouvoir ».

**BEAUVAIS**  
de notre envoyée spéciale  
« Béatrice qui ?... Marre, ça s'écrit comment ? », demandent encore bien des Beauvaisiens lorsque l'on

### PORTRAIT

« C'est pour elle qu'il faut voter le 25 mai ; elle a travaillé avec François Mitterrand »

prononce le nom de la candidate du Parti socialiste dans la deuxième circonscription de l'Oise. Bien que Béatrice Marre ait longtemps travaillé au cœur de l'appareil d'Etat, comme chef de cabinet de François Mitterrand, sa notoriété ne s'est pas imposée au-delà des grilles de l'Elysée. Elle pensait disposer d'un an pour faire campagne. La dissolution de l'Assemblée nationale ne lui laisse qu'un mois. Ni ses affiches, ni sa profession de foi, ni sa permanence ne sont prêtes.

Heureusement, il lui reste le réseau des militants. Au nom de

l'amitié qu'il entretenait avec François Mitterrand, Walter Amsellem, maire socialiste inamovible de Beauvais depuis 1977, parraine cette jeune femme qui n'avait guère mis les pieds dans l'Oise avant cette campagne. Dimanche, il l'a prise par le bras pour arpenter le marché de Voisinlieu, l'un des quartiers de sa ville dont il connaît tout le monde. « Voici Béatrice Marre », explique-t-il à un artisan chauffeur de taxi qui achète des légumes : « Oui, c'est même à Beauvais que j'ai organisé le premier meeting de sa campagne en 1981 ! », ajoute la candidate, ce qui a l'air d'impressionner son interlocuteur.

Le virus de la politique a saisi Béatrice Marre dès l'âge de douze ans : « Je me souviens avoir écouté toute seule dans le noir à la radio les résultats des élections de 1965, qui opposaient le « candidat unique de la gauche », François Mitterrand, au général de Gaulle. Après un diplôme de sciences politiques et des licences variées en sciences humaines, elle entre dans une banque tout en militant au Parti so-

cialiste. En 1977, François Mitterrand lui offre un poste de permanente. Elle suivra alors un chemin parcouru par bien des fidèles de la première heure, de l'organisation des campagnes au poste de sous-préfet de l'arrondissement fétiche de Château-Chinon ; puis, au cabinet de la présidence de la République, elle gère le courrier et remet en état le palais, avant de devenir chef de ce cabinet après la réélection de 1988. Il lui faut alors tenir l'agenda présidentiel, faire le tri dans les demandes de décorations...

### CADEAU EMPOISONNÉ ?

Béatrice Marre est même du tout petit nombre qui reste près de François Mitterrand lorsque celui-ci quitte l'Elysée : c'est elle, enfin, qui organisera les funérailles de Jaurès. Tant de fidélité méritait une récompense, surtout au moment où les socialistes tentaient de présenter le plus de femmes possible. Mais lui offrir la 2<sup>e</sup> circonscription, où Jean-François Mancel, président du conseil général de l'Oise et secrétaire général du RPR, est solide-

ment implanté depuis 1986, était peut-être un cadeau empoisonné. S'amusant du manque de notoriété de sa concurrente, M. Mancel n'hésite pas à dire qu'il n'a « pas d'adversaire ».

En février 1997, quand les investitures ont été distribuées, cette circonscription paraissait « jouable » pour de nombreux socialistes. M. Mancel était en fâcheuse posture, tant les magistrats paraissent s'intéresser à la façon dont il gèrera son assemblée départementale. Mais le parquet semble s'orienter aujourd'hui vers un classement.

« Cette circonscription, on ne me l'a pas donnée, je l'ai choisie », rectifie Béatrice Marre. Le PS n'en a offert une demi-douzaine, mais je voulais un endroit proche de Paris. » Et puis, comme François Mitterrand, j'ai aimé à la fois la ville et la campagne, ce qui est le cas ici, avec 175 communes et des milliers de habitants. Une bonne surprise à cet égard, elle doit sa carrière.

Rafaële Rivais

## Entre étals et charrettes, les candidats partent à l'assaut des marchés

« Mille cinq cents à deux mille mains à l'heure »

**PAS MOYEN** d'être tranquille ! Le cabas qui ballote dans les jambes, ces satanées charrettes à roulettes qui se croient tout permis, la liste des courses d'une main et au pire, de l'autre, un loup qui piaille pour une glace, un croissant au déjà une rondelle de saucisson : et voilà les tracteurs du dimanche qui se mêlent de compliquer encore un peu la tâche du salonneur de marché ! Mais là où ça se complique, c'est quand arrive une star politique. La circulation se bloque, les vendeuses délaissent leurs tomates dans la balance, et les mères se précipitent dès qu'ils aperçoivent les caméras.

Ce matin-là, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris, c'est Lionel Jospin, qui vient soutenir la candidate socialiste (et fabulienne) Dominique Bertinotti, mais c'est Pierre Aldenbaum, le maire socialiste (et fabulien) de l'arrondissement, qui lui fait les honneurs du quartier : empêché de se présenter car la circonscription était « réservée femme », le maire, malgré les rancœurs, pousse les portes des cafés, tape dans le dos des copains, se remémore les riches heures de la lutte pour la survie du marché des Enfants rouges.

Le candidat-star complimente Gaël, onze ans, pour l'élégance de sa tenue, blouson de jean, chemise blanche et cravate, embrasse la petite fille du boucher, et répond à une électricienne de gauche qui aimerait que les socialistes exposent enfin leur programme plutôt que de ratiociner sur le thème dissolution-manipulation.

Sur le trottoir d'en face, Laurent Dominati, le député sortant (UDF-PPDF) fait pâle figure : pas un micro, pas une caméra pour lui, et les vendeurs de journaux de SDF qui lui font, à la sortie du supermarché, une sévère concurrence.

Dans le 13<sup>e</sup> arrondissement, un peu plus tôt, la gauche et la droite s'étaient parlé ou, du moins, avaient essayé. Venu soutenir Jean-Marie Le Guen, premier secrétaire de la fédération de Paris et candidat dans la neuvième circonscription, M. Jospin s'était retrouvé nez à nez avec Anne-Marie Coudert, ministre déléguée pour l'emploi et candidate RPR. « Ravie de vous accueillir ! », ironisait la dame à l'adresse du premier secrétaire du PS. « C'est Jean-Marie Le Guen qui m'accueille ! » répliquait aussitôt, piqué, M. Jospin, avant de briser la glace.

Il faut sourire, et sourire encore : c'est le jeu, le nite, qui peut se transformer en petit bonheur quand on entend au passage un habitant du quartier qui relève que « lui, au moins, n'a pas de casserole aux fesses... »

### ÉVITER LA POLÉMIQUE

Cambien de mains serrées, de petites phrases que l'on cherche pertinentes, originales, chaleureuses ? Que l'on vienne soutenir ses amis, comme M. Jospin à Paris, ou que l'on roule pour soi, comme M. Jospin bis au pays de Launay, où il tente de reconquérir le siège perdu en 1993, le candidat doit se montrer humain, disponible.

A Bordeaux, Alain Juppé s'y essaie : mais ce n'est pas son fort. Il arrive en retard à la fête des associations du quartier Saint-Augustin, un repaire d'instituteurs socialistes. Il sort un discours imprimé, et ne passe pas deux minutes au buffet. Sa cravate ornée de nœuds-papillon jaunes et bleus n'arrive pas à lui donner l'air guilleret : pas facile de forcer sa nature. Apostrophé par un jeune homme qui lui demande s'il pourrait vivre « avec 2 500 francs par mois », il ne peut que répondre : « Quez voulez-vous que je vous dise ? Evidemment non... »

Bien sûr, il y a ceux qui ont la manière. « 1 : le sourire. 2 : choper le regard. 3 : voir où est la main de la personne. 4 : éviter la polémique : l'important est de distribuer le

maximum de papetards. » Candidat dans la douzième circonscription de Seine-Saint-Denis, Eric Raoult dispose d'un savoir-faire acquis de longue date : le ministre délégué à la ville et à l'intégration a « fait » ses premiers marchés pour la campagne des législatives de 1973, il avait dix-sept ans.

« C'était l'époque épique. On avait gagné ras-le-fesses contre les communistes. » Si la discussion s'enlise, le remède est dans la poche droite de son veston, où se trouve un paquet de cartons à entête du ministère. Il ajoute les coordonnées de sa permanence, et conseille au bavard de le rappeler. Quelques heures plus tard, M. Raoult fait le bilan : « Deux tiers de sourires, un tiers de regards fuyants. »

### REGARDS MARQUÉS

Éviter les sujets qui fâchent n'est pas toujours tâche aisée. Rue Mouffetard, dans le 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, une pluie fine tombe sur le cabas bleu marine de Xavère Tiberi. Ce n'est pas ça qui va l'empêcher de sourire. Elle a relevé sa capuche, mais pas trop, car il faut tout de même qu'on la reconnaisse. C'est l'heure de la sortie de la messe. Jean est là, qui sourit lui aussi. Tout le temps et à tout le monde. Il serre les mains qui se tendent, fait mine de ne pas voir les regards marqués. Les militants socialistes, qui avaient envahi la rue Mouffetard pour distribuer leurs tracts, ne manquent pas de raconter que la permanence de la candidate socialiste, Lyne Cohen-Solal, installée depuis la veille à deux pas, rue Monge, a été saccagée dans la nuit.

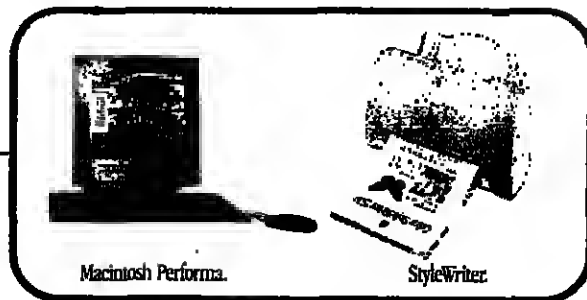
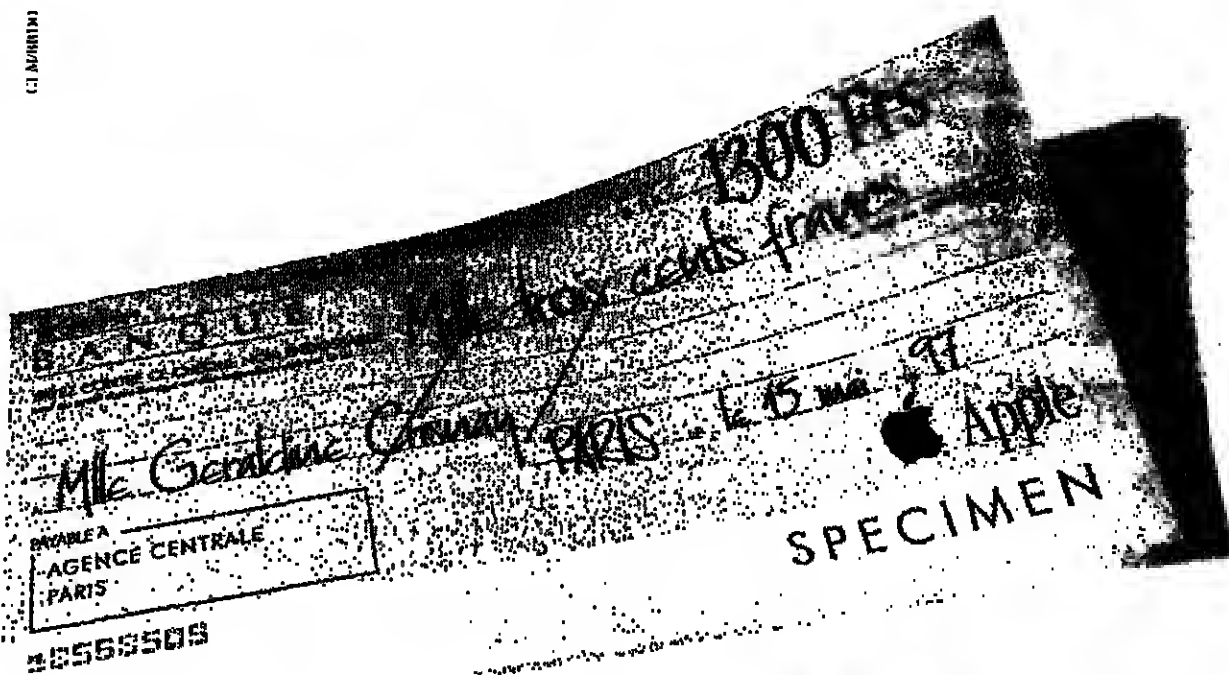
Dans le sud profond du 1<sup>er</sup> arrondissement, sur le marché de l'avenue de Versailles, on cherche vainement trace du combat fratricide entre le député sortant, Georges Mesmin (UDF), et le candidat investi par la majorité, Claude Goasguen (UDF-FD). Les partisans du premier, déjà candidat sauvage, et battu, aux municipales de 1995, sont invisibles alors que le second, éphémère ministre du premier gouvernement Juppé, quadrille le marché avec ses militants.

M. Mesmin compte-t-il sur sa notoriété pour boudier ainsi le chaland, le premier dimanche d'après-dissolution ? « Il ouïrot tort », estime M. Goasguen. Le Front national a envoyé sur place une brigade du troisième âge postée à l'entrée du marché. Deux militants des Verts sont « au contact ». On communique par slogans. « Pour le vote des étrangers qui ont libéré la France et qu'on veut foutre dehors », clame un écologiste. En face, une dame qui vend Le National bat en retraite, offusquée.

Il y a aussi « les bleus », aussi l'aise que les débutantes à leur premier bal et qui tentent de donner le change. Corinne Lepage, ministre de l'environnement, n'a eu que tout récemment confirmation de son investiture dans la septième circonscription de Paris, délaissée par Alain Devaquet (RPR) qui a choisi de ne pas se représenter. Il s'agit donc de se faire connaître. Dimanche matin, elle est au marché du boulevard Richard-Lenoir, aux confins de sa circonscription et de celle de Georges Sarre (MDC).

« Faire le marché, c'est l'activité la plus rentable en campagne. En moyenne, on peut serrer mille cinq cents à deux mille mains à l'heure. » Mme le ministre serre dans des mains et se présente à chacun. Un homme lit le tract que tendent ses partisans : « Baisse des impôts pour tous ? C'est bien, mais en quoi vous vous distinguez des autres ? Tout le monde veut baisser les impôts ! », lui demande-t-il. « La question n'est pas de savoir si je suis économiste : je suis candidate à la députation. Et puis, j'ai un bilan, jugez-le ! », finit-elle par répondre, de guerre lasse. L'homme hoche la tête : « J'aime bien la politique, mais ils ne sent pas très clairs. »

Réçu du service France avec nos correspondants



Si vous avez envie de vous faire plaisir, c'est le moment. Pour tout achat d'un Macintosh Performa et d'une imprimante StyleWriter 1500 ou 2500 entre le 15/04/97 et le 30/06/97, Apple vous rembourse 1300 FTTC. Avec Macintosh Performa,

**1300 Frs** contre l'achat d'un Performa et d'une StyleWriter.  
**Pas de grattage pas de tirage.**

Give your dreams a chance.\*



visite sur le web à [www.apple.fr](http://www.apple.fr), tapez 3615 Apple (1,39 €/min) ou rendez-vous chez votre revendeur Apple le plus proche.

\* Donnez une chance à vos rêves. L'offre est soumise à validation en France et non applicable aux résidents Apple. Les factures d'achat des ordinateurs Apple et des imprimantes Apple doivent être accompagnées de deux photos et envoyées au service des ventes et communications. En vertu de la loi informatique et libertés du 06/01/78, l'utilisateur a le droit de demander la suppression de ses données personnelles. Pour tout autre avis ou réclamation, écrire à Apple Computer France, 2, avenue d'Alsace, 92000 Les Ulis Cedex. 02 avril 1997. Apple Computer France, Apple, le logo Apple, Macintosh, Performa, StyleWriter sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc.

صوتنا من الامم



## Dix mille manifestants réunis à Montbéliard contre le projet de canal Rhin-Rhône

Des députés de la majorité ont rejoint le camp des opposants rassemblés dans le Doubs

La manifestation contre le projet de canal Rhin-Rhône a connu un grand succès à Montbéliard (Doubs), dimanche 27 avril. Le collectif d'opposants, rassemblant 200 associations, a recueilli le soutien d'élus de toutes tendances. La défense de l'environnement est aussi au centre du débat

**MONTBÉLIARD**  
de notre envoyé spécial

En défilant trois heures durant, dimanche 27 avril, à travers les rues de Montbéliard (Doubs), dix mille opposants au canal Rhin-Rhône ont, d'une certaine manière, voté avec leurs pieds. « Pas une voix pour les partisans du canal », sur les pancartes et les affichettes, le slogan était explicite.

Malgré une averse torrentielle, c'est dans une atmosphère conviviale, presque familiale - tracteurs, masques, ballons, danseurs, tambours et diapositives géantes - que s'est déroulée la grande manifestation de printemps contre le canal. Pour autant, la détermination des opposants à un projet qualifié, selon l'humour, d'« absurde », de « dément », de « pharaonique », voire d'« hystérique », n'est jamais apparue aussi forte ni l'enjeu politique et électoral aussi évident.

Ce n'est pas un hasard si, pour le meeting d'avant défilé, dans la halle polyvalente, le collectif « Saône et Doubs vivants, Smid-gau vivant, WWF », qui fédère quelque 200 associations, et qui était l'organisateur de la manifestation, avait distribué avec rigueur et parcimonie (trois minutes) les temps de parole à la dizaine d'intervenants, associatifs mais aussi politiques. Ces derniers représentaient les « différentes sensibilités du mouvement anti-canal » et, du même coup, un très large échantillon de l'échiquier politique.

« Les élections constituent un formidable accélérateur de la prise de conscience anti-canal, pourtant ce n'est pas nous qui avons demandé la dissolution », plaisanta d'entrée un responsable du collectif, dé-

nonçant dans la foulée l'« inutilité publique », le « massacre annoncé », l'« énième gaspillage » que représenterait, à ses yeux, la construction de la liaison fluviale à grand gabarit de 229 kilomètres, dont 169 dans la vallée du Doubs, comportant 24 écluses pour un coût évalué au minimum à 23 milliards de francs.

**CONTESTATION « TRANSPORTS »**

La contestation du projet - pour lequel les acquisitions foncières ont été lancées - est de plus en plus large et s'appuie désormais sur des analyses économiques, financières, sociales, et plus seulement écologiques. Elle est ainsi devenue tellement « porteuse » qu'elle entraîne une mobilisation transpartisane et transpartisane. Ainsi, à quatre semaines du premier tour, les transfuges n'ont jamais été si nombreux. Dans une interview commune à l'« Est républicain », les deux députés sortants de Besançon, Claude Girard (RPR) et Michel Jacquemin (UDF-FD), ont annoncé leur ralliement au camp des opposants, faute d'avoir obtenu des « informations rassurantes ».

Le maire de Montbéliard et sénateur (RPR), Louis Souvet, avait

lui-même précédemment franchi le rubicon après une longue hésitation. Retenu par la « Journée de la déportation » et un état de santé précaire, M. Souvet avait chargé deux de ses adjoints (RPR) de proclamer à la tribune qu'il « ferait tout pour que le canal ne se fasse pas ».

En tant que membre fondateur du collectif d'opposition au canal et pour avoir « mené bataille » au sein du conseil régional, Dominique Vovet, bien que candidate des Verts et des socialistes à Dole pour les législatives, ne risquait pas de se voir accuser d'opportunisme. Elle évoqua « la dernière ligne droite » et sa conviction d'une victoire « par abrogation de la déclaration d'utilité publique, ou par KO de la Compagnie nationale du Rhône [chargée, avec EDF, de mettre en œuvre le projet] en juin 1998 ». Elle pouvait même se permettre de souhaiter, sans trop d'ironie, la bienvenue aux « ouvriers de la dernière heure ».

Christian Proust, président (MDC) du conseil général du Territoire de Belfort, département unanimement et de longue date opposé au canal, vint redire la conviction de l'assemblée qu'il

préside et de son parti, le Mouvement des citoyens, qui militent avec une ferveur égale pour un TGV Rhin-Rhône.

Enfin, persuadé que, « pour aller de Rotterdam à Marseille, le plus bref chemin restera Gibraltar », Pierre Moscovici, conseiller général (PS) de Sochaux et député européen, tenta de faire oublier son « parachutage » relativement récent sur la région, où il brigue un siège de député. Après Lionel Jospin, il prit l'engagement solennel que, si la gauche revenait au pouvoir, elle abrogerait « la déclaration d'utilité publique et la partie de la loi Pasqua prévoyant le financement du canal ».

Durant la réunion, beaucoup d'orateurs se sont employés à dénoncer, avec une rare fermeté, les « grands travaux surtout utiles pour financer des partis politiques », les « manœuvres occultes des lobbies », ainsi qu'un « ras-le-bol » citoyen vis-à-vis « des affaires, des pressions et des chantages ». Le Front national, qui, localement, s'affiche contre le canal mais que les organisateurs souhaitaient tenir à l'écart, « refusant l'avance toute tentative de récupération par ceux qui préchent la haine et la xénophobie », ne s'est pas fait remarquer pendant la manifestation. En revanche, les pêcheurs, trop souvent présentés comme des abstentionnistes archétypiques, étaient bien présents et, si l'on ose dire, en première ligne.

Robert Belleret

## L'extension de Roissy au cœur du débat électoral dans le Val-d'Oise

PONTOISE

de notre correspondant  
Quatre cents riverains de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle ont manifesté dimanche 27 avril contre son extension, et ont planté des arbres sur l'emplacement de l'une des deux futures pistes. Les élus d'une vingtaine de communes s'étaient auparavant réunis à Goussainville (Val-d'Oise). Robert Fine, secrétaire national du PCF, était venu leur apporter son soutien.

L'extension de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle est au cœur du débat électoral dans la 9<sup>e</sup> circonscription du Val-d'Oise, qui englobe une grande partie de la plate-forme aéroportuaire. Le 25 septembre 1994, les élus - de tous bords politiques - avaient manifesté leur opposition au projet d'agrandissement, avec, en tête du cortège, les neuf députés et le président du conseil général, tous membres de l'actuelle majorité. Depuis, les choses ont changé et le député sortant, Marcel Porcher (RPR), conseiller municipal de Goussainville, ainsi que ses amis parlementaires ne remettent plus en cause les deux pistes supplémentaires.

On se satisfait, semble-t-il, au sein de la majorité départementale, des engagements ministériels : les deux nouvelles pistes seront construites plus à l'est, elles ne serviront qu'à l'atterrissage, et une institution indépendante sera chargée de contrôler le bruit.

A gauche, le candidat socialiste, Jean-Pierre Blazy, maire de Goussainville, s'est toujours affirmé contre le projet. Il vient de s'associer à François Gayet (Rad.), maire de Saint-Leu-la-Forêt, pour présenter un recours en Conseil d'Etat. Le candidat communiste, Michel Toumazet, conseiller général et maire de Goussainville, dévrait le rejoindre. Mais les élus communistes et socialistes ne sont pas tous aussi formels : les emplois créés par l'aéroport pèsent lourd dans la balance.

Frédérique Lombard

## La gauche conserve le canton de Venaco (Haute-Corse)

HAUTE-CORSE

Canton de Venaco (second tour).

L., 1 673 ; V., 1 335 ; A., 20,20 % ; E., 1 243. Paul Giacobbi, PRS, m., 774 (62,26 %) ... ÉLU Jean-Marc Cermolacce, RPR, 469 (37,73 %).

(Paul Giacobbi [parti radical socialiste], maire de Venaco, conseiller exécutif de Corse, est élu sans surprise au siège de conseiller général de Venaco laissé vacant à la suite du décès de son père, le sénateur RDSF François Giacobbi. Le nouveau conseiller général a bénéficié d'un report suffisant des suffrages communales du premier tour. Paul Giacobbi atteint ainsi le même score que son père qui, en 1992, avait affronté le même adversaire. Jean-Marc Cermolacce (RPR) totalise le même nombre de voix qu'il y a cinq ans. 20 avril 1997 : L., 1 973 ; V., 1 327 ; A., 32,74 % ; E., 1 286. Paul Giacobbi, PRS, 585 (45,49 %) ; Jean-Marc Cermolacce, RPR, 406 (31,57 %) ; Paul Perretini, PCF, m., 245 (19,05 %) ; Jean Poli, UPC, 50 (3,88 %). 29 mars 1992 : L., 1 595 ; V., 1 415 ; A., 11,28 % ; E., 1 261. François Giacobbi, MRG, 782 (62,01 %) ; Jean-Marc Cermolacce, div. d., 479 (37,98 %).

MARNE

Canton d'Esternay (premier tour).

L., 3 683 ; V., 2 385 ; A., 35,24 % ; E., 2 309. Patrice Valentin, div. d., 778 (33,69 %) ; Albert Michon, div. d., 551 (23,86 %) ; Jean-Pierre Tandin, div. g., 331 (14,33 %) ; Michel Jacquard, div., 306 (13,25 %) ; Ferdinand Le Beherec, FN, 238 (10,30 %) ; Philippe Peuchot, PCF, 105 (4,54 %) ... BALLETTAGE.

(Patrice Valentin (div.d.), soutenu par la majorité UDF-RPR, arrive en tête de cette cantonale organisée à la suite du décès d'Henri Saignes (UDF-PR). Au second tour, il sera opposé à un élu local, Albert Michon (div. d.). Jean-Pierre Tandin (div. g.), ancien maire du chef-lieu de canton, s'arrête en 3<sup>e</sup> position. Le Front national perd plus de 5 % des voix par rapport à la cantonale de 1994. 20 mars 1994 : L., 3 670 ; V., 2 273 ; A., 38,06 % ; E., 2 104. Henri Saignes, UDF-PR, 1 423 (67,63 %) ; Sylvie Legrand, FN, 324 (15,39 %) ; Philippe Peuchot, PC, 240 (11,40 %) ; Benoît Martel, AP, 117 (5,56 %).

ÉLECTIONS

■ **BALLADUR** : « Toute la question est de savoir comment la France va sortir des difficultés actuelles », a déclaré Edouard Balladur (RPR), dimanche 27 avril, sur FR 3. L'ancien premier ministre a plaidé pour « davantage de libertés dans tous les domaines ». Interrogé sur la réglementation de la durée du travail, M. Balladur a estimé que ce n'était « pas à l'Etat de réglementer la durée du travail ».

■ **PARIS** : Michel Bulté, adjoint RPR au maire de Paris et candidat dans la 20<sup>e</sup> circonscription de la capitale, a mis en cause, dimanche 27 avril, les retours de cartes électorales dans deux arrondissements détenus par les socialistes. A la suite des polémiques sur des électeurs qui seraient illégalement inscrits dans le 5<sup>e</sup> arrondissement, fief de Jean Tiberi, M. Bulté a déclaré : « s'interroge » sur les 20 700 retours de cartes dans le 18<sup>e</sup>, dont le maire est le numéro 2 du PS, Daniel Vaillant, et sur les « près de 30 000 » retours dans le 19<sup>e</sup> arrondissement dont le maire est le socialiste Roger Madec.

■ **ÉCOLOGISTES** : Brice Lalonde, président de Génération Ecologie (GE) a lancé le 26 avril à Paris sa campagne pour les élections législatives qui aura trois priorités : « la santé de l'environnement », « la propriété de la politique » et « le travail pour tous ». Il a présenté une liste de 400 candidats. Au sujet de l'accord PS-Verts, M. Lalonde a dénoncé le « hold-up tenu par les socialistes sur les écologistes ».

■ **DOMINATI** : Philippe Dominati, conseiller UDF-PR de Paris, a annoncé son soutien à Gabriel Kasperik (RPR-diss.), dont il devrait être le suppléant dans la 4<sup>e</sup> circonscription de Paris (8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> arrondissements), face au candidat investi par le RPR, Pierre Lellouche. Fils aîné de Jacques Dominati, patron de l'UDF à Paris, Philippe Dominati avait espéré être le suppléant de M. Lellouche, qui lui a préféré un élu RPR, Laurent Dominati (UDF-PR), son cadet, se représentant dans la 1<sup>re</sup> circonscription, avec comme suppléant Jean-François Legaret (RPR), proche de Jean Tiberi.

■ **HAUTS-DE-SEINE** : Isabelle Balkany, vice-présidente RPR du conseil général des Hauts-de-Seine et épouse de Patrick Balkany, député sortant de la 5<sup>e</sup> circonscription, a indiqué, samedi 26 avril, qu'elle est candidate à la succession de son mari. Condamné, notamment, à deux ans d'inéligibilité pour « prise illégale d'intérêt », Patrick Balkany a décidé de ne pas se représenter. C'est le maire RPR de Levallois, Olivier de Chazeaux, qui a obtenu l'investiture de la majorité.

■ **CÔTE-D'OR** : Yves Japiot, ancien membre du comité directeur du Parti républicain, vice-président du conseil régional de Bourgogne, a annoncé qu'il était candidat dans la 1<sup>re</sup> circonscription de Côte-d'Or où la majorité a réinvesti le député (RPR) sortant, Robert Poujade.

■ **VAL-DE-MARNE** : Charles Pasqua (RPR), et Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France, ont annoncé, vendredi 25 avril, qu'ils soutenaient le député sortant (UDF-PR) de la 8<sup>e</sup> circonscription du Val-de-Marne, Alain Grotteray, qui se représente sans l'investiture de la majorité qui lui a préféré Michel Herbillon (UDF-FD), maire de Maisons-Alfort.

■ **PATRON** : Didier Pineau-Valencienne, président de Schneider et vice-président du CNPF, estime dans une interview publiée par le *Journal du dimanche* du 27 avril qu'une victoire législative de Lionel Jospin « serait un dangereux retour en arrière ».

DÉPÊCHES

■ **INSEE** : les perspectives, générales et personnelles, des chefs d'entreprise interrogés par l'Insee au mois d'avril se résument en un mot, tout en restant assez favorables. L'activité dans l'industrie devrait donc être plutôt soutenue au cours des prochains mois, mais les perspectives quant aux prix demeurent peu optimistes, selon l'Insee.

■ **BÉRÉGOVOY** : Gilberte Bérégovoy a mis en doute, le 28 avril, sur RTL la thèse du suicide de son mari, quatre ans après la mort de l'ancien premier ministre socialiste. Elle s'est étonnée que l'on n'ait pas retrouvé l'agenda de son mari et que celui-ci n'ait laissé aucune lettre d'explication. « Je me dis que si quelqu'un a pris son agenda, la même personne a pu prendre la lettre expliquant son suicide », ajoute-t-elle.

Enterrez le second millénaire dans l'opulence et la volupté.



1000 cadeaux pour l'an 2000.

Jusqu'à 75% de miles gratuits sur la destination de vos rêves.

À 1000 jours de l'an 2000, British Airways vous fait gagner par tirage au sort 1000 cadeaux allant de voyages d'exception en Concorde à des nuits à l'Hôtel de Crillon, des bouteilles de champagne avec Le Savoir Club, des logiciels Microsoft, des locations de voitures chez Avis, des forfaits téléphoniques avec Vodafone et bien d'autres cadeaux encore...

British Airways vous offre 75% de miles gratuits sur votre billet de rêve long-courrier et 50 % de miles gratuits sur votre billet de rêve court ou moyen-courrier. Vous n'avez plus alors qu'à compléter les 25 % ou 50% de miles manquants en voyageant sur British Airways entre le 7 avril et le 31 août 1997 afin de vous envoyer vers la destination de vos rêves.

Comment participer à "l'Offre du millénaire" ?

Devenez Membre de l'Executive Club en composant le 36 15 British Airways (223 F/min). Le règlement de l'opération ainsi que la liste complète des cadeaux peuvent être obtenus gratuitement sur le 36 15 British Airways (223 F/min) ou auprès de Maître TEBOL, 15, rue des Galons, 92190 Meudon (remboursement du timbre sur simple demande, au tarif en vigueur). Nous tenons à remercier l'ensemble de nos partenaires pour les cadeaux qu'ils nous ont gracieusement offerts.



BRITISH AIRWAYS

La compagnie que le monde préfère

\* Voir nos obligations d'achat.

\*\* Offre soumise à des conditions particulières d'application.

Panda



32 900<sup>F</sup>

si votre voiture a plus de 8 ans.



Elle est bien aussi en rouge.

Version présentée Panda 41 900F  
Prix Net ou 32 900F Prime  
Qualité Fiat de 9 000F déduite pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans. Tarif Prix Net au 28.10.96. AM 97.

TRANSPARENCE FIAT



**JUSTICE** L'indemnisation par la collectivité des victimes d'accidents, d'infractions ou d'attentats a longtemps été leur prise en charge psychologique. Au sein de l'institut

national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem), créé en 1986, seuls une trentaine des cent cinquante services d'aide aux victimes emploient un psychologue.

● **DÈS 1992, UN RAPPORT** rédigé, pour le ministère de la justice, par Jean Gortais, maître de conférences à l'université Paris-VII, dénonçait l'insuffisance des structures spéciali-

sées. Son auteur précise, dans un entretien au Monde, que « cette carence institutionnelle » perdure et « concerne beaucoup plus encore les adultes que les enfants ». ● **LA**

**FAMILLE** Bureau n'a jamais été suivie ni conseillée sur le plan psychologique. Didier Gentil et Francis Heaulme, accusés d'avoir assassiné leur fils, ont été acquittés.

## L'aide psychologique aux victimes souffre de graves carences

Chaque année, des dizaines de milliers de personnes accidentées ou agressées ne bénéficient d'aucun suivi sur le plan psychique. Les associations, les psychiatres et les psychologues en appellent au ministère de la santé pour combler le retard français

LA FRANCE a le meilleur système d'indemnisation des victimes. C'est en tout cas ce que prétendent les personnes généralement bien au fait de ces questions. Les mêmes, pourtant, qu'en matière de prise en charge psychologique des victimes, notre pays est considérablement en retard par rapport, notamment, aux États-Unis, au Canada ou à la Grande-Bretagne.

Le temps n'est plus où l'on enseignait à l'école nationale de la magistrature que « la seule vertu de la victime est de révéler l'infraction à l'action publique ». Le combat des féministes dans les années 70, le lobbying de diverses associations ont permis d'obtenir la reconnaissance juridique de la victime grâce à un important arsenal législatif : loi sur l'indemnisation des victimes d'infractions pénales (1977) ; texte instaurant la prise en charge des victimes contaminées par le virus du sida par voie transfusionnelle (1992) ; dispositions relatives au statut des victimes d'attentats (1990).

Paradoxalement, cette prise en charge financière a abouti à étudier la question du traumatisme psychique et de son traitement. Dès 1992, un rapport rédigé pour le ministère de la justice par Jean Gortais, maître de conférences à l'université Paris-VII, dénonçait l'insuffisance de structures adaptées à la prise en charge de la souffrance psychique. Il aura fallu qu'à plusieurs reprises des attentats ensanglantent les rues de la capitale pour que les pouvoirs publics, le

monde judiciaire et une partie du corps médical admettent que la France avait, en ce domaine, accumulé un retard certain.

Après la vague d'attentats de l'été 1995, le secrétariat d'État à l'action humanitaire avait mis sur pied une cellule d'urgence médico-psychologique au sein de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris. Cette structure, qui a montré toute son efficacité lors de l'attentat du RER Fort-Royal en décembre 1996, demeure cependant très spécifique, alors que, chaque année, des dizaines de milliers de victimes, moins médiatisées, ne peuvent accéder à un soutien psychologique.

### MANQUE DE MOYENS

La création, en 1986, de l'institut national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem) a constitué un pas dans le bon sens. Mais, faute de moyens, les associations qu'il fédère, et qui reçoivent chaque année environ 90 000 victimes, disposent d'une marge de manœuvre limitée. Selon des chiffres récents, seuls une trentaine des cent cinquante Services d'aide aux victimes (SAV) qui maillent le territoire emploient un psychologue. Pas toujours salarié et pas nécessairement à temps complet.

« Nous ne sommes pas des magiciens, reconnaît Carole Damiani, psychologue au sein du SAV Paris aide aux victimes. Mais en trois ou quatre entretiens, nous pouvons aider la victime à surmonter certaines ongoisses. Il n'y a pas de structures

de relais pour les cas les plus lourds. » Les unités médico-judiciaires installées dans les services d'urgence de quelques grands hôpitaux, souvent les premiers en contact avec la victime, n'emploient aucun psychiatre à temps plein.

« Tout se passe comme si personne ne voulait voir que l'absence de prise en charge de la souffrance psycho-

logique atteint 710 millions de francs, tandis que les diverses subventions accordées aux cent cinquante SAV ont représenté à peine 30 millions de francs.

« C'est l'ensemble des dispositifs d'assistance aux victimes qui est mal loti, estime Jean-Luc Domenech, directeur de l'Inavem. Il faudrait une vision plus globale du problème, qui doit devenir une préoccupation inter-

### Une nouvelle branche de la criminologie

Historiquement rattachée à la science criminologique, la victimologie, qui se donne pour objectif « l'analyse des processus et des causes par lesquelles un individu devient victime et des conséquences que cela entraîne, ainsi que les droits auxquels il peut prétendre », a élargi son champ d'action pour intégrer les aspects psychologiques de la victimisation. En 1994, une Société française de victimologie a vu le jour en France. Parallèlement, plusieurs universités se sont dotées d'un diplôme de victimologie. Une chaire de « gestion des crises humaines » à l'Unesco, essentiellement dédiée à la science « victimologique », devrait être prochainement créée. Les éditions Dalloz viennent de faire paraître *Victimologie*, un ouvrage de référence signé Gérard Lopez (264 pages, 130 F). Carole Damiani, psychologue, a publié en janvier *Les Victimes* (Bayard éditions, 278 pages, 120 F).

logique peut avoir des conséquences néfastes pour l'individu, mais aussi pour la collectivité, explique Gérard Lopez, psychiatre. Les pouvoirs publics s'en lavent les mains, estimant avoir fait leur devoir en portant leurs efforts sur l'indemnisation. » Les chiffres parlent d'eux-mêmes : en 1996, les sommes allouées au fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et autres infractions, créé par une loi du 6 juillet 1990,

ministérielle. Rien de concret ne sera fait tant que cette question ne sera pas considérée comme suffisamment prioritaire.

Les victimes elles-mêmes ont pris conscience des retards. Alain Boulay, président de l'association des parents d'enfants victimes (APEV), admet qu'« il faut à chaque fois une démarche volontaire de la victime, qui n'est pas toujours suffisamment informée et n'a pas toujours envie

d'être aidée ». « Au-delà du traumatisme initial qu'il faut soigner, précise M. Boulay, les victimes sont déboussolées par l'accueil des magistrats, des policiers, parfois même des avocats. C'est pourquoi par une écoute plus attentive que commence la reconstruction. Des choses simples, comme l'explication des procédures judiciaires, peuvent aider plus qu'on ne le pense. »

### LA PRESSION DES MAGISTRATS

Serge Portelli, juge d'instruction à Créteil et président de la commission d'indemnisation des victimes d'infractions, reconnaît que les relations magistrats-victimes ne sont pas toujours faciles. « Notre fonction, c'est de mettre en doute la parole du suspect, explique-t-il, mais aussi celle de la victime. Cela, elle ne le supporte pas. Notre seule grille est judiciaire, pas psychologique. Il faudrait, sans doute, réinventer notre façon de mener une audition. »

Confrontées à ce qu'elles prennent parfois pour de l'incompréhension, certaines victimes ont préféré se prendre en charge au sein du monde associatif, en créant des groupes de parole. « Souvent, cela permet de briser l'isolement dans lequel on peut très vite s'enfermer », ajoute Alain Boulay. L'association SOS-Attentats est allée plus loin encore, en créant sa propre cellule d'accueil psychologique. Françoise Rudetzi, la présidente de l'association, ne cache pas sa volonté d'assurer le relais des structures d'urgence. « Les victimes d'at-

tentats ont leur spécificité, dit-elle, et elles doivent être soignées dans une unité spécialisée. Des assistants sociaux intervenaient déjà chez nous, il nous a semblé logique de faire appel à des psychologues. »

Les psychiatres et les psychologues-cliniciens qui, depuis plusieurs années, travaillent avec des victimes, militent au contraire pour la création d'un réseau de centres de psychothérapie capables d'assurer une prise en charge à long terme de l'ensemble des victimes. Aujourd'hui, entre l'écoute proposée par certains services d'aide associatifs et l'hospitalisation en psychiatrie pour les cas lourds, il n'existe rien. Pour pallier ce manque, des psychologues bénévoles ont créé à Paris le premier centre de psychothérapie des vic-

times. « Les mentalités sont prêtes pour la constitution d'un réseau d'urgence nationale », lance Gérard Lopez, fondateur du centre parisien. Du côté des associations de victimes, on espère que ces lieux d'accueil ne se développeront pas en dehors de tout contrôle. « Les victimes ne doivent pas devenir des cobayes », avertit Françoise Rudetzi. « C'est au ministère de la santé de prendre ses responsabilités et de s'investir dans ces projets », estime, pour sa part, Carole Damiani. La meilleure manière, sans doute, d'en assurer une évaluation et un contrôle sérieux.

A. Pe.

### Les structures d'accueil

● **INAVEM** : créé en 1986, l'institut national d'aide aux victimes et de médiation coordonne les activités de plus de 150 services d'aide répartis sur le territoire. Ces associations accompagnent la victime tout au long de la procédure judiciaire et dans ses démarches pour obtenir une indemnisation. Faute de moyens, l'aide psychologique y est peu développée. 4-14, rue Ferrus, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 01-45-88-94-02.

● **CVI** : les commissions d'indemnisation des victimes d'infraction, installées dans chaque tribunal d'instance, sont chargées d'examiner les demandes d'indemnisation de victimes ayant subi un dommage.

● **CPV** : le Centre de psychothérapie des victimes a ouvert ses portes, en 1996, à Paris. Son objectif : assurer un suivi psychothérapeutique des victimes.

18, rue Jean-Leclaire, Paris 17<sup>e</sup>. Tél. : 01-40-25-04-04.

● **SOS-ATTENTATS** : l'association a créé sa propre cellule d'accueil psychologique où interviennent six psychologues bénévoles.

6, bd des Invalides, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 01-47-04-20-00.

Formation bac+3 ans bilingue français-anglais commerce-gestion

• Certificat homologué par l'État au niveau II

• Échanges avec les États-Unis en cours de scolarité

avec préparation intégrée aux grands MBA mondiaux

**mba**  
INSTITUTE  
Groupe IPESUP

38, rue des Blancs-Manteaux

75004 Paris • Tél. : 01 42 78 95 15

Formation Manager (MBA) en 3 ans

avec préparation intégrée aux grands MBA mondiaux

### COMPTE-RENDU (Haute-Vienne)

Denise et Daniel Bureau ont tellement attendu le procès qu'ils n'y croyaient plus. Depuis la mort de

**REPORTAGE**  
La seule préoccupation des enquêteurs était de savoir « si Laurent était homosexuel »

leur fils Laurent, en mai 1986, dans un gymnase de Périgueux (Dordogne), où il avait été retrouvé roué de coups, le crâne défoncé, ils en avaient presque oublié qu'il y avait des coupables. Pour un peu, ils auraient même fini par admettre ce que beaucoup leur susurrèrent et qu'ils avaient toujours refusé d'entendre : « Le seul coupable, c'est le destin. » Ce procès qu'ils attendaient pour le début du mois d'avril venait réveiller des douleurs enfouies. Ils étaient prêts tous deux à le revivre, si c'était là la seule manière d'accomplir leur devoir. Le 5 avril, lorsque les jurés sont revenus dans la salle des assises de la Dordogne après avoir délibéré, Denise et Daniel ont compris que jamais plus ils ne retrouveraient la sérénité : les deux accusés, Didier Gentil et Francis Heaulme, étaient acquittés.

## Les onze ans de deuil impossible de la famille Bureau

Meurtres, Denise et Daniel Bureau ont repris la route de Compiègne pour rejoindre, dans leur maison posée sur les collines boisées des environs de Limoges, leur deuxième fils Stéphane, aujourd'hui âgé de vingt-cinq ans, et grand-mère « Bibu ». Malgré le soutien jamais démenti de leurs amis et voisins, les Bureau se retrouvaient de nouveau seuls avec leur chagrin, comme ils l'avaient été pendant près de onze ans. « A la disparition de Laurent, nous pensions que nous n'avions besoin de l'aide de personne, se souvient Denise. Notre famille s'est soudée plus que jamais. Ensemble, nous finirions bien par nous en sortir. »

Agé de dix-neuf ans lorsque la mort l'a fauché alors qu'il retournait au 5<sup>e</sup> régiment de chasseurs de Périgueux où il effectuait son service national, Laurent était un jeune homme ouvert, « qui renouait beaucoup », un modèle pour son jeune frère plus introverti et qu'il « poussait fréquemment à le suivre lorsqu'il parlait faire du sport ». Sans Laurent, Stéphane s'est encore plus refermé sur lui-même. Aujourd'hui encore il a du mal à ex-

primer sa douleur. « Tout s'est écroulé », avoue-t-il pudiquement. « J'étais tellement déboussolé, raconte Denise, que j'avais fait abstraction de Stéphane. Il n'existait, pour ainsi dire, plus. Il m'a fallu plusieurs mois pour me reprendre, sortir de ce cauchemar, me rendre compte que Stéphane était là et qu'il avait besoin de nous. »

### RECOMMENCER À ZÉRO

Seul le médecin de famille assurait, autant que possible, un semblant de soutien moral. « A aucun moment, les policiers, le magistrat instructeur ou notre avocat ne nous ont conseillé de faire appel à une aide extérieure, un psychologue ou un psychiatre qui aurait pu nous soutenir Stéphane, l'aider à sortir de son enfermement », se désole Daniel. A écouter Denise se souvenir des circonstances qui ont entouré l'annonce de l'assassinat, bien peu de gens faisaient cas de leur souffrance : « La seule question qui intéressait les enquêteurs lorsqu'ils nous ont rendu visite le lendemain, c'était de savoir si Laurent était homosexuel. Leur premier sautail, c'était de fouiller sa chambre pour tenter d'y trouver un indice. »

Puis il fallut bien reprendre une vie à peu près normale, partir en

vacances « comme tout le monde ». Denise et Daniel ont changé d'emploi, parce qu'il fallait tout recommencer à zéro. « J'avais besoin de changer d'air, explique Denise, ne plus revoir tous les matins mes collègues de travail. Leur compassion était sincère, mais elle me pesait. » « A un moment nous avons même envisagé de vendre la maison », raconte Daniel. Plusieurs années après le drame, il a entrepris avec l'aide de Stéphane de vider la chambre de Laurent pour la transformer en salon. « Je n'ai pas voulu assister au déménagement », avoue Denise.

Stéphane rêvait de travailler dans un métier de l'environnement. Il a raté son bac commercial et trouvé un emploi dans un centre de retraitement de déchets ménagers. Entre-temps, il avait reçu sa convocation pour les trois jours. Bien sûr, pour Denise, il était hors de question que son deuxième fils effectue son service militaire. L'assistante sociale du centre de recrutement ne l'entendait pas de cette oreille : « S'il est apte, il n'y a aucune raison pour qu'il soit exempté. Ça ne pourra que lui faire du bien. » C'est le psychologue du centre qui, informé de la situation, appuiera leur demande. Jamais plus Stéphane

n'évoquera l'assassinat de son frère. « On n'en parlait pas entre nous, regrette Denise. A chaque tentative de notre part, il fermait la porte. » Même auprès de Cyrille, sa petite amie, il ne s'épanchera pas.

L'enquête, pendant ce temps, a suivi son cours. Après un premier non-lieu, la gendarmerie a repris les investigations. « J'aimais le magistrat n'a souhaité nous entendre ou nous tenir au courant des avancées, reprend Daniel. Il s'est contenté de nous envoyer les rapports psychiatriques des deux suspects. Les quelques bribes d'informations que nous obtenions nous étaient données par les gendarmes. »

Un jour, enfin, la famille Bureau reçoit l'arrêt de renvoi devant les assises. « Pour nous c'était un soulagement, la libération que nous attendions depuis dix ans, se souvient Denise. On oit reconnaître notre souffrance. » Le lendemain du verdict, Daniel n'ose pas sortir de chez lui : « J'avais honte, comme si de victimes nous étions devenus coupables. Nous avions eu un gosse et nous avions eu tort. » « Nous avons vécu quatre jours de torture, conclut Denise, et maintenant on va traiter ce boulet pour toujours. »

A. Pe.

## Jean Gortais, psychanalyste et maître de conférences à l'université Paris-VII « Il y a là un enjeu d'humanisation de notre société »

« Vous avez rédigé, en 1992, pour le ministère de la justice un rapport dans lequel vous pointiez les faiblesses françaises sur l'aide psychologique aux victimes. Vos propositions ont-elles été prises en compte ?

« La situation a peu évolué. La création, en 1995, d'une cellule de crise, mobilisable immédiatement en cas d'attentat ou de catastrophe et incluant des psychiatres et des psychologues, correspondait incontestablement à une nécessité. La question de l'aide psychologique aux victimes a commencé à être intégrée dans quelques formations universitaires et, dans une certaine mesure, dans celle des magistrats et des policiers. Ceci ne peut que participer à une prise de conscience. Mais il existe toujours

en France un déficit majeur de structures thérapeutiques spécialisées et de personnels – psychologues cliniciens et psychiatres – pour proposer une aide psychothérapique à des milliers de personnes qui sont victimes de violence. »

« Cette carence institutionnelle concerne beaucoup plus encore les adultes que les enfants. Il existe des lieux spécialisés, mais la situation demeure globalement très difficile. Il ne faudrait pas que la création d'une cellule de crise dans le cadre du secrétariat d'État à l'action humanitaire donne bonne conscience aux pouvoirs publics, et tout particulièrement au ministère de la santé, qui est singulièrement absent. »

« Sur le fond, je crois qu'il y a là un enjeu d'humanisation de notre société. Les soins médicaux sont

assurés avec la plus grande compétence. Mais il n'en est pas de même en ce qui concerne la souffrance psychique d'un grand nombre de victimes et parfois de leur entourage le plus proche. Cela traduit une méconnaissance de l'importance des traumatologies et des symptomatologies consécutives à des violences subies. Cela exprime aussi une sous-estimation du coût social de ces pathologies qui risquent de s'aggraver et de peser, à terme, sur les dépenses de santé. »

« Que faudrait-il faire, selon vous, pour que les choses évoluent positivement ?

« L'ensemble des propositions que j'avais formulées dans mon rapport de 1992 demeurent fondées. Il est nécessaire, notamment, de créer des structures thérapeu-

tiques spécialisées permettant de proposer de véritables suivis psychothérapiques. Il est également très important d'assurer un accueil psychologique permanent dans les services d'urgences hospitalières, qui jouent un rôle fondamental d'écoute et d'orientation en cas de crise. Toutes les équipes des associations d'aide aux victimes dans les grands centres urbains devraient comporter un emploi de psychologue clinicien. Il est indispensable de favoriser la formation et la recherche universitaires. Il est très souhaitable que la psychanalyse s'ouvre encore plus à ces problématiques. »

« N'y a-t-il pas un risque à vouloir mettre du psychologue là où parfois un simple soutien moral suffirait ?

« La notion de soutien moral peut à la fois masquer une ignorance de la complexité des processus traumatiques et servir à la justification d'une logique d'économies humanitaires dommageables. »

« Bien qu'il y ait une gradation certaine des besoins et des demandes des victimes, elles attendent d'être accueillies, écoutées et aidées. »

« Tout travail, quelle qu'en soit la durée, nécessite la présence de thérapeutes formés à ces pratiques. Le souci de l'intégrité psychique des personnes victimes d'événements traumatisants implique une connaissance approfondie de la psychopathologie. »

Propos recueillis par  
Acacio Pereira

صلى الله عليه وسلم





## Le Syndicat de la magistrature dénonce le maintien en poste d'Olivier Foll

Le directeur de la police judiciaire parisienne avait été sanctionné dans l'affaire Tiberi

Dans un courrier adressé, le 17 avril, au procureur général de Paris, le président du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) s'étonne que le

directeur de la police judiciaire parisienne, Olivier Foll, ait été maintenu à son poste malgré la sévère sanction de la chambre d'accusation de

Paris. Le 21 juin 1996, M. Foll avait ordonné à ses policiers de ne pas assister le juge Halphen lors d'une perquisition chez Jean Tiberi.

LA POLICE JUDICIAIRE parisienne est dirigée, depuis plus de deux mois, par un homme qui a été privé par la justice de l'un des symboles de sa mission : l'habilitation « officier de police judiciaire » (OPJ). Dans une lettre adressée, le 17 avril, au procureur général de Paris, le Syndicat de la magistrature s'étonne qu'Olivier Foll ait, malgré tout, été maintenu à son poste. « Il nous paraît inconcevable que les plus hautes autorités de l'Etat, en l'espèce le ministre de l'Intérieur, ont apporté un soutien public et renouvelé à son subordonné, puis ait annoncé, non moins publiquement, qu'il ne serait tenu aucun compte de la décision de la Cour de cassation, note son président, Jean-Pierre Boucher. Comment, dans ces conditions, convaincre les citoyens que les décisions de justice, une fois définitives, doivent s'appliquer dans toute leur rigueur à l'encontre de tout justiciable quel qu'il soit ? »

Le 27 juin 1996, Olivier Foll avait ordonné à trois policiers de ne pas assister le juge Eric Halphen, chargé du dossier des fausses factures des HLM parisiennes, lors d'une perquisition au domicile des époux Tiberi. Prévenu au dernier moment que l'opération se déroulait chez le maire de Paris, les policiers avaient immédiatement averti leur hiérarchie en appelant

d'un portable. « On n'y va pas - ordre du directeur - tu ne participes pas, attends en bas », avait alors déclaré, selon la chambre d'accusation, le sous-directeur des affaires économiques et financières. Les policiers avaient donc attendu dans la rue, au pied de l'immeuble, pendant que le magistrat procédait aux opérations en compagnie d'un représentant du parquet et d'une greffière.

### SITUATION INTOLÉRABLE

Chargé de « contrôler » la police judiciaire, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris avait sévèrement critiqué l'attitude d'Olivier Foll. « Il apparaît, en réalité, que le directeur de la police judiciaire a agi avec précipitation et sans discernement, notamment le 21 octobre 1996. (...) Il y a donc eu un acte de non assistance au juge, alors que le directeur du 9<sup>e</sup> cabinet de délégations judiciaires assisté de trois OPJ était sur place, et que l'opération commençait. n'a aucune justification légale. » Estimant que M. Foll avait « failli à ses devoirs d'OPJ », la chambre d'accusation avait suspendu l'habilitation OPJ du directeur pendant six mois dans le ressort de la cour d'appel de Paris. Cette décision a été confirmée le 28 février par la Cour de cassation.

Malgré cette sanction, Olivier

Foll, qui a reçu à plusieurs reprises le soutien appuyé du ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, a été maintenu à son poste. « Il semble qu'à ce jour cette décision, qui a sanctionné un acte tout à fait illégal, à savoir le refus d'exécuter la commission rogatoire d'une juge d'instruction, soit restée sans effet, note le président du Syndicat de la magistrature dans le courrier qu'il a adressé au procureur général de Paris. Cette situation nous paraît intolérable. » Rappelant que le procureur général est chargé de la « surveillance » de la police judiciaire, Jean-Pierre Boucher demande à Alexandre Benmakhlouf quelles sont les « mesures qu'il a prises pour rendre effective la sanction judiciaire définitivement prononcée ».

La situation actuelle pourrait, en effet, poser des problèmes juridiques. Lorsqu'un juge d'instruction rédige une commission rogatoire ou lorsqu'un parquet envoie un soit-transmis à la police judiciaire, il mentionne parfois, à la rubrique du destinataire, le « directeur de la police judiciaire de la préfecture de police de Paris ». Bien que les missions ne soient pas exercées directement par le directeur privé de son habilitation OPJ, mais par les policiers de la préfecture, ces documents pourraient, selon le Syndicat de la ma-

gistrature, être frappés de nullité. « Une telle situation, note M. Boucher, risque fort de générer un contentieux important, les avocats de la défense pouvant parfaitement soutenir la nullité de ces procédures établies pendant la période de six mois où s'exécute la sanction frappant M. Foll. »

Dans sa réponse, le procureur général de Paris, Alexandre Benmakhlouf, souligne que le parquet général est attaché « à ce que les procédures judiciaires ne soient affectées d'aucune irrégularité ». « Je vous précise qu'en l'état il ne m'a pas été signalé que des irrégularités aient pu entacher l'exécution de commissions rogatoires ou de mandats d'enquêtes préliminaires par le service de police judiciaire concerné », ajoute-t-il dans cette lettre datée du 22 avril. M. Benmakhlouf rappelle que la notification de la Cour de cassation, puis de l'arrêt de la Cour de cassation, a été effectuée en son temps. Pour le reste, c'est-à-dire le maintien en fonction du directeur, le procureur général renvoie implicitement aux autorités politiques. « Telles sont les mesures qui ont été prises, dans la sphère de compétence qui, en la matière, est celle du procureur général », conclut-il.

Anne Chemin

## Plainte de la famille d'une infirmière tuée par un malade mental

LA FAMILLE d'une infirmière tuée par un de ses malades, dimanche 6 avril à Pessac (Gironde), a décidé de se constituer partie civile et de porter plainte pour homicide involontaire. Une association de soutien, regroupant amis, sympathisants et syndicats du secteur hospitalier psychiatrique s'est constituée, samedi 26 avril à Bordeaux. Infirmière salariée de l'association Rénovation, spécialisée dans la réinsertion des malades mentaux, Denise Laplace travaillait depuis 1980 dans une maison de Pessac, où étaient soignées, en milieu ouvert, une douzaine de personnes. L'un des pensionnaires l'a assassinée et poignardée pour une raison inexplicable, alors qu'elle était seule en charge de la maison. Selon sa famille, Denise Laplace était opposée aux pratiques de ce type d'établissement. Elle avait souvent dénoncé des méthodes trop laxistes qui avaient donné lieu à des incidents répétés. L'association de soutien dénonce une « démedicalisation outrancière et une promiscuité dangereuse ». (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ RELIGION : des catholiques partisans de Mgr Lefebvre, conduits par l'abbé Paul Aulagnier, ancien responsable pour la France de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, ont occupé une église à Chamblac (Eure) et célébré la messe, dimanche 27 avril, devant une centaine de fidèles, selon l'ancien rite de Saint-Pie V. Le conflit avec l'évêque d'Evreux, Mgr Jacques David, dure depuis le décès, en 1996, de l'abbé Montgomery-Wright, un ancien prêtre anglican converti au catholicisme qui officiait dans cette église selon l'ancien rite.

■ CORSE : un employé municipal de Bastia a été assassiné de deux décharges de fusil de chasse par un homme cagoulié qui s'est enfui, dimanche soir 27 avril à San-Martino-di-Lota (Haute-Corse). La victime, âgée de cinquante-trois ans, avait déjà été la cible d'une tentative d'assassinat le 7 janvier sur la place du marché de Bastia. Selon les premiers éléments de l'enquête confiée à la police judiciaire, l'assassinat du 27 avril n'aurait pas de lien avec les milieux nationalistes.

■ RODEO : les gendarmes du Haut-Rhin ont dû intervenir pour mettre fin à un rodéo sauvage de voitures particulières qui avait réuni 3 000 spectateurs, dans la nuit du vendredi 25 au samedi 26 avril, à Kingersheim. Selon les gendarmes, les voitures roulaient à grande vitesse et se livraient à des démonstrations acrobatiques autour d'un rond-point, se mêlant à la circulation normale.

■ VAUDOU : des fouilles ont été entreprises, vendredi 25 avril, dans le jardin et le sous-sol d'un pavillon d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) loué par un prêtre vaudou français d'origine haïtienne, où des crânes humains et divers ossements avaient été découverts la veille par la police. Placé en garde à vue, l'ecclésiastique a affirmé n'avoir jamais fait de sacrifice humain lors de ses rituels mais avoir utilisé des animaux. Sous l'enseigne du cabinet « vaudou-guérisseur », il proposait des envoiements on des guérisons, notamment sur Minitel.

## Quand la dalai-mania saisit le village de la Rochette, en Savoie...

Sous un chapiteau en toile tibétaine, le chef spirituel dispense les « enseignements » du bouddhisme

LA ROCHETTE (Savoie) de notre envoyé spécial  
Faut-il en parler comme d'une « dalai-mania » ? On a refusé des centaines de places sous le chapiteau.

REPORTAGE  
Avec des « mots simples », il fait vibrer et sourire six mille fidèles

teau de La Rochette (Savoie), petite commune transformée en village de toile tibétaine où, depuis samedi 26 avril et pour cinq jours, près de six mille fidèles assistent aux « enseignements » du chef spirituel du bouddhisme. A quelques kilomètres de là, hêrissé de son stupa et de ses drapeaux de prière, le monastère de Karma-Ling, installé sur l'ancienne grande-chartreuse de Saint-Hugon, est devenu, sous l'autorité du lama Denis Teudroux, l'un des principaux centres bouddhiques de France.

Entouré d'une nuée de moines et de lamas en robe rouge et safran qui se prosternent, mains jointes, devant lui à chaque instant, assis sur un coussin devant son trône, le dalai-lama fait sourire ou vibrer son public, attentif et recueilli des heures durant d'un discours « maratonien », parfois hermétique et monotone, en anglais ou en tibétain, traduit par Mathieu Ricard.

Et quand, à la fin de l'enseignement, il propose une séance de méditation sur la « compassion »

on l'« impermanence », alors, d'un seul mouvement, les milliers de fidèles ajustent leur coussin et se mettent en position du lotus. Les paupières closes, les paumes des mains ouvertes, ils s'exécutent et méditent, des minutes entières, en silence, avant d'éclater en applaudissements.

Par petits groupes, ces initiés ou simples curieux du bouddhisme vont prolonger la méditation ou commenter l'enseignement de la journée. « Souffrance, guérison, paix intérieure : les mots du dalai-lama sont toujours simples, directs, compréhensibles. Ils rejoignent nos préoccupations, et c'est ce qui fait son succès », confie une pratiquante, représentative d'un public majoritairement féminin, cultivé, familier des ouvrages de spiritualité ou de psychanalyse, bien inséré socialement, mais en grande recherche spirituelle.

En robe noire et blanche, un maître zen se dit aussi impressionné par son célèbre confrère tibétain. Un autre participant tente une comparaison, sans agressivité : « Les enseignements du dalai-lama n'ont rien à voir avec les rassemblements du pape où le public prie et chante. Ici, on vient seulement pour écouter et, intérieurement, je me sens très touché ».

Qu'est donc venu dire le dalai-lama sur les hauteurs savoyardes qui lui rappellent celles du Tibet ? Des ses premiers contacts en France, devant la presse, la foule et tous les notables et élus locaux venus le saluer à Karma-Ling, il met les choses au point. Il ne s'agit pas l'Occident pour faire du

prosélytisme. « Toute démarche cherchant à imposer le bouddhisme, à s'en faire l'avocat ou à démontrer sa supériorité n'est pas souhaitable », ajoute-t-il. Il invite au contraire ses auditeurs à rester dans leur tradition d'origine, à l'approfondir, à éviter même de « critiquer la religion majoritaire de [leur] pays ». Le bouddhisme lui-même n'est pas à fabriquer des « faux gautous », des « sectarismes », admet-il. Seul un « dialogue » entre les religions est capable d'éviter l'intolérance et le fanatisme qui, à chaque occasion, le font frémir.

« L'AIR D'UNE MARIONNETTE ? » Pour le reste, le dalai-lama décline les grands principes du bouddhisme, notamment « Les quatre nobles vérités », thème de son enseignement : la « souffrance » intérieure doit être « reconnue ». Sa « cause » doit être isolée des « images mentales négatives », et « éliminée ». La « cessation » de cette douleur doit toujours être « actualisée » et la « voie » qui y mène, longuement « méditée ». Echapper à la souffrance, vaincre l'ignorance, trouver la paix intérieure : autant de mots qui atteignent un public déjà habitué, fréquentant des stages de « perfectionnement », en milieu bouddhique ou non, conforté par l'assurance et l'enseignement du « saint homme ».

Une visite exclusive « pastorale », avait-il prévenu. Voire. Trois jours après sa rencontre avec Bill Clinton à la Maison Blanche et deux semaines avant la

visite en Chine de Jacques Chirac, il était difficile au dalai-lama, en France, de ne pas souffler mot de politique. Devant les journalistes, il a donc exprimé à nouveau son souhait d'un « puissant soutien extérieur », pour défendre « la véritable autonomie culturelle et spirituelle du peuple tibétain », à distinguer d'une « indépendance » politique qu'il ne réclame plus. « Allez l'air d'une marionnette ? », lance-t-il ensuite, dans un grand éclat de rire, en réponse à un officiel chinois qui l'avait accusé, il y a quelques jours, d'être le jouet des gouvernements occidentaux.

Dans le temple de Karma-Ling, samedi 26, le chef tibétain a reçu Michel Barnier, ministre délégué aux affaires européennes et président de conseil général de Savoie. Il a bien compris, devait-il lui indiquer, que les intérêts de la France ne lui avaient pas permis de défendre la récente résolution de la commission des droits de l'homme des Nations unies condamnant la Chine. Aussi a-t-il confirmé son amitié pour Jacques Chirac, à qui il adressera un message avant sa visite à Pékin.

Un seul incident a troublé la fête bouddhiste et tibétaine de La Rochette : la présence de banderoles « Clinton-dalai-lama, même combat » ; « La religion est l'opium du peuple » ; « Vive le Tibet communiste ». Une mini-manifestation d'opposition qui a plutôt fait sourire les opposants à la vue d'un drapeau rouge planté au milieu d'un tas de fumier !

Henri Tincq

## L'association France Plus mise en liquidation judiciaire

LE TRIBUNAL de grande instance de Paris a prononcé, vendredi 25 avril, la liquidation judiciaire de France Plus. Cette association de défense des droits des enfants d'immigrés, longtemps concurrente de SOS-Racisme, n'est pas parvenue à rééquilibrer des finances depuis longtemps dans un état critique. Le jugement précise que son président, Arezki Dahmani, attendait le versement d'une subvention du ministère des DOM-TOM, qui aurait pu lui assurer sa trésorerie dans les trois mois à venir. Mais, constatant que cette manne pourrait bien ne jamais venir, les magistrats ont souhaité limiter le risque de création d'un nouveau passif.

Ainsi s'achèvent douze années d'une aventure mêlant politique et finance, batailles de principe et intrigues de couloirs. Lorsqu'en 1985 une poignée de militants heurs, agacés par le succès de SOS-Racisme, fondent, avec le soutien du PS, l'association France Plus, le succès est immédiat. Au droit à la différence, ils préfèrent le « droit à la ressemblance » et l'« intégration républicaine ». Aux grands concerts et aux discours enflammés sur le droit de vote des étrangers, ils répondent par des campagnes invitant les jeunes issus de l'immigration à s'inscrire sur les listes électorales. Entre la droite et la gauche, son président, le jeune maître de conférence en économie Arezki Dahmani, ne veut pas trancher.

Tout le monde courtise l'association : Philippe Séguin et Claude Mithouard, ministres de 1986 et 1988, séduits par le discours assimilationniste ; Michel Rocard, de 1988 à 1992, ravi de trouver un contre-poids à SOS-Racisme, jugé trop proche des fabriques ; Charles Pasqua enfin, qui, en 1993, peut difficilement boudier des boursiers favorables aux lois que le ministre d'Etat vient de faire voter.

Ce soutien aux pouvoirs successifs sera grassement récompensé. Fonds d'action sociale (FAS), ministère de l'éducation nationale, ministère du travail, ministère des DOM-TOM : les subventions alimentent à elles seules un budget qui enfle jusqu'à 4,2 millions de francs en 1991. Déjà pourtant, l'association fait l'objet de sérieux soupçons. A l'intérieur, des militants dénoncent l'autoritarisme d'Arezki Dahmani. A l'extérieur, la gestion de l'association suscite des inquiétudes.

En juillet 1992, un rapport de la commission spéciale du FAS

marque le début de la fin. « L'octon régulier de Renault 25 », dépenses personnelles « dont le lien avec l'objet de l'association n'est pas évident » - notamment l'achat de costumes de luxe, les nuits dans des palaces -, carte de crédit au nom du président... Le FAS décide de ramener la subvention annuelle de l'association de 1,8 million à 450 000 francs. Ce triste bilan n'empêchera pas Arezki Dahmani de garder l'oreille des gouvernants. Depuis deux ans, toutefois, France Plus paraissait maribonde. En 1995, une partie des responsables avaient tenté d'écarter Arezki Dahmani de la direction. En vain. Le 17 janvier, enfin, l'association avait été placée en redressement judiciaire.

Nathaniel Herzberg



### Cinquecento



34 900\*

si votre voiture a plus de 8 ans.



Elle est bien aussi en bleu.

Version présentée Cinquecento S 43 900F Prix Net ou 34 900F Prime Qualité Fiat de 9 000F déduite pour la reprise de votre voiture de plus de 8 ans. Tarif Prix Net au 28.10.96, AM 97.

TRANSPARENCE FIAT



## RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 29 AVRIL 1997

**ENVIRONNEMENT** Le parc naturel régional du Verdon, à cheval sur les départements du Var et des Alpes-de-Haute-Provence, a été créé le 3 mars 1997. Il couvre le territoire

de 44 communes et doit permettre de protéger un site exceptionnel. **UN PROJET** de construction de ligne à haute tension qui le traverserait de part en part vient d'être dé-

couvert, provoquant la fureur des élus locaux. **CETTE LIGNE ÉLECTRIQUE** de 400 000 volts s'étendrait sur une longueur de 110 kilomètres, avec des pylônes de 70 mètres de

haut. Cette infrastructure est jugée par les défenseurs du parc peu compatible avec un espace protégé. Ils s'opposent par ailleurs que ce projet naisse moins de deux mois après

la création du label. **EDF** le justifie par la nécessité d'approvisionner la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont la consommation énergétique augmente de 5 % par an.

## Une ligne à haute tension pourrait défigurer le parc naturel du Verdon

Au grand étonnement des élus locaux et de la population, le ministère de l'industrie et EDF ont l'intention de construire 110 kilomètres de ligne électrique avec des pylônes hauts de 70 mètres dans un site remarquable. Celui-ci venait juste d'être classé pour faciliter sa protection

**TOULON**  
de notre correspondant  
« Une guirlande de 400 000 volts pour égarer le Verdon... On n'en demandait pas tant », ironise Jean-Pierre Clair, avec un rien d'amer-tume, en évoquant le projet d'EDF de construire une ligne à très haute tension, qui doit traverser de part en part le tout récent parc naturel régional du Verdon, entre Boute et Carros. Le maire de Rougon, petit village de cinquante habitants accroché à un piton des Alpes, est l'un des fers de lance de la contestation. Et il n'est pas le seul. Le 1<sup>er</sup> avril, les élus du parc, regrou-

pant le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, les conseils généraux du Var et des Alpes-de-Haute-Provence, ainsi que quarante-quatre communes des deux départements concernés par le parc, ont « réaffirmé leur opposition à tout projet d'une telle ligne qui porterait atteinte à l'intégrité paysagère et écologique de leur territoire et ce, en parfaite contradiction avec la politique exemplaire qu'ils comptent mener en matière de paysage ».

Situées entre Castellane et le lac de Sainte-Croix, les gorges du Verdon constituent une frontière naturelle entre le Var et les Alpes-de-Haute-Provence. Site géologique et touristique unique en Europe, elles s'ouvrent, se referment, se heurtent en chaos de roches grises et ocre. Pitons et arêtes forment un grand canyon émeraude protégeant une rivière qui coule au pied d'un aplomb atteignant à certains endroits 700 mètres. Au sein de cette nature sauvage, quelques villages s'arriment aux rochers dont ils épousent les contours. Cette « cathédrale verte » de la Provence est un barycentre de paix pour les promeneurs, mais également pour les aigles, les chevreuils ou les chamois qui évoluent parmi hêtres, hûs, sorbiers, érables et pistachiers, térahinthes ou fougères rares comme l'asphendium.

De toute évidence, la préservation de ce site était impérative. Dès 1989, quatre communes varoises sollicitent la création d'un parc. L'idée fait son chemin durant près



de dix ans. Malgré les craintes de mise sous cloche économique, quarante-quatre communes des Alpes-de-Haute-Provence et du Var se regroupent au sein d'un syndicat mixte de préfiguration du parc régional et, le 3 mars 1997, est signé le décret de création de ce parc naturel du Verdon, qui couvre 177 000 hectares, pour une population permanente de 23 000 habitants.

Cependant, des élus découvrent inopinément le projet d'un tracé de ligne électrique à très haute tension à travers le futur parc. Le syndicat de préfiguration s'y oppose immédiatement. « Nous étions d'autant plus hostiles, explique Jean-Pierre Clair, que six autres projets nous avaient été présentés au cours des dix années précédentes; ils passaient ou nard ou sud des limites du futur parc et une vague concertation avait été engagée avant que les choses ne s'éloient ».

En mai 1994, Michel Barnier, alors ministre de l'environnement, s'engage auprès d'Hubert Falco, alors député et futur président du conseil général du Var: « La ligne ne passera pas dans le parc régional ». Cela ne suffira pas.

**CONSULTATION POPULAIRE**  
Campée dans son rôle de service public, EDF n'a jamais varié dans son analyse, que son responsable régional, Ghislain Weissrock, qualifie de « situation à fort risque ». L'entreprise explique que, face à la croissance de sa consommation (5 % par an) et à son déficit en production, la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est énergétiquement fragile. Elle est actuellement alimentée par la seule vallée du Rhône grâce à un réseau en boucle entre Avignon, Manasque, Nice, Draguignan, Toulon, Marseille et Arles. Ce réseau est fragile car, en cas de coupure, toute la charge

se reporterait alors sur la ligne nord, entre Manasque et Nice, qui n'est que de 225 000 volts. On risquerait alors une panne générale sur les Alpes-Maritimes, du même type que celle que nous avons connue le 19 décembre 1978 ». Pour pallier ce risque, « le ministère de l'industrie a lancé le projet de cette ligne. Elle augmenterait le volume d'énergie transportée et garantirait la sécurité de l'alimentation de l'ensemble de la région ».

Cent dix kilomètres de ligne avec des pylônes de 72 mètres de haut et une saignée de 60 mètres de large, voilà qui provoque la révolte de bico des élus. Charles-Antoine Mordelet, le bouillant maire RPR d'Aiguines (Var), n'est pas le dernier à manifester son hostilité face à ce mauvais coup de sabot. Cette sinistre force écologique ou sein de laquelle Corine Lepage brille par un étrange silence. Nous refusons ce tracé et, si nécessaire, nous deman-

derons une consultation populaire ».

Une fois n'est pas coutume, élus et associations, comme celle des Amis du parc naturel régional, présidée par Jean-Claude Nohlet, marchent ensemble et demandent « une véritable concertation et l'étude de solutions alternatives durables au lieu de ce curieux tracé louvoyant entre les sites classés, les villages et les installations militaires ». De son côté, Ghislain Weissrock affirme « déployer un maximum d'efforts pour rapprocher les points de vue et trouver les solutions d'aménagement » sur un tracé dont la mise en procédure administrative est programmée pour le dernier trimestre 1997 et la mise en service en 2002. EDF, se voulant rassurante, annonce que, dans le cadre de ce chantier de 900 millions de francs, 5 % des investissements seront mis à disposition des communes... pour des travaux d'enfouissement des lignes aériennes !

Les turbulents maires de Rougon et d'Aiguines n'apprécient guère ce genre d'humour. Charles-Antoine Mordelet menace même de se retirer du parc: « Six autres communes ou moins sont prêtes à en faire autant. Vous savez, ici, on se souvient de la blessure de 1973, quand EDF a noyé le village des Salles pour construire son barrage. C'était utile, mais la cloche du village englouti sonne encore dans les mémoires... »

José Lenzini

### Destination Italie ?

Les soupçons sont dans toutes les conversations des élus locaux et des défenseurs du parc: la ligne à haute tension ne serait pas destinée à assurer la sécurité en approvisionnement de la région PACA - qui produit moins de la moitié de ce qu'elle consomme en électricité -, mais à exporter du courant en Italie. Le projet de ligne n'aurait-il pas à la frontière, alors qu'EDF ne cache pas sa volonté d'intensifier ses exportations d'électricité afin de rentabiliser le parc nucléaire ? La direction de l'entreprise dément catégoriquement cette hypothèse: « Cette ligne ne nous permettra pas de vendre un volt aux Italiens », affirme M<sup>me</sup> Claude Nahou, responsable du projet.

## RADIO CLASSIQUE, la plus forte progression d'audience à l'échelle nationale

Le dernier sondage Médiamétrie 75000 Radio met encore en évidence une très forte progression de l'audience de Radio Classique sur l'ensemble de son réseau. En trois mois, Radio Classique a gagné 137 000 auditeurs à l'échelle nationale, en portant le nombre total de ses auditeurs à 529 000 par jour.

Cette croissance concerne tant les programmes musicaux que les tranches d'informations économiques (de 7 h à 9 h et de 19 h 30 à 20 h 30). Elle se manifeste aussi bien en Ile-de-France qu'en régions, où Radio Classique poursuit sa politique de développement.

Déjà présente dans 44 villes, Radio Classique vient d'ouvrir en avril trois nouvelles fréquences, à Arcachon 107.1 FM, Pau 107.2 FM et Saintes 92.0 FM. De plus, Radio Classique est maintenant diffusée sur les bouquets numériques de TPS et de CANALSATELLITE, sur tout le territoire national.

(\*) Étiquette MEDIAMÉTRIE 75000 RADIO Janv.-Mars 1997.

ALPES-PROVENCE 100.9 FM
AMBIENS 101.4 FM
ANTIBES 102.7 FM
APT 92.1 FM
BORDEAUX 92.2 FM
BOURG-EN-BRESSE 97.2 FM
CAEN 90.4 FM
CANNES 102.7 FM
CARACASSONNE 106.7 FM
CLAMART 91.9 FM
CLERMONT-FERRAND 92.6 FM
COURCHEVEL 102.9 FM
DEAUVILLE 93.7 FM
DIJON 105.8 FM
EVREUX 90.8 FM
CAJ 88.9 FM
GRASSE 102.7 FM
GRENOBLE 102.4 FM
LAVAL 101.1 FM
LE HAVRE 91.7 FM
LE MANS 101.6 FM
LILLE 88.2 FM
LIMOGES 95.9 FM
LYON 96.5 FM
MANOSQUE 95.7 FM
MARSEILLE 100.9 FM
MENTON 102.9 FM
MONACO 102.9 FM
NANCY 88.2 FM
NANTES 93.4 FM
NICE 102.7 FM
ORLÈANS 92.9 FM
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE 101.1 FM
ROANNE 91.5 FM
ROUBAIX 88.2 FM
ROUEN 101.3 FM
SAINT-ÉTIENNE 95.1 FM
SAINT-TROPEZ 102.7 FM
TOLOUSE 102.1 FM
TOURCOING 88.2 FM
TROYES 106.4 FM
VALENCIE 106.4 FM
VALENCIENNES 88.3 FM



## Le Chemin des Dames va retrouver la mémoire

LAON  
de notre correspondant

Le Chemin des Dames, théâtre d'affrontements meurtriers lors de la première guerre mondiale, a longtemps semblé victime d'une pesante malédiction. Le conseil général de l'Aisne tente de la conjurer depuis quelques années en lançant un programme de valorisation touristique et culturelle de ce site. Cette aire a accueilli, au cours des siècles, le lent cortège des guerres. S'étendant sur une vingtaine de kilomètres entre Lens et Soissons, le Chemin des Dames constitue une barrière naturelle sur la route des invasions. Jules César y livra bataille, tout comme Napoléon ou de Gaulle. Ce chemin doit son nom aux promenades bucoliques des filles de Louis XV rendant visite à une de leurs gouvernantes.

Longtemps, l'Etat oublia ces lieux, qui apparaissent encore comme violés par les conflits. Comme à Verdun, des villages ont été complètement détruits par les obus. Le Chemin des Dames pouvait devenir le temple de l'héroïsme dans la mémoire collective; il demeure le symbole d'un massacre inutile et de mutineries, après l'offensive Nivelle du 16 avril 1917. Près de 100 000 morts ou blessés français en quelques jours.

### L'EUROPE INTÉRESSÉE

C'est l'Europe qui témoigne aujourd'hui de l'intérêt pour ce chemin où moururent tant de ses enfants, sans oublier les soldats africains puisés dans les anciennes colonies. Elle soutient financièrement le programme qui vient d'être défini par le conseil

général de l'Aisne, présidé par Paul Girod (UDF, adhérent direct). Sur les 25 millions de francs prévus, l'Europe devrait en fournir la moitié, l'Etat et la région Picardie 15 % chacun, et le département de l'Aisne 20 %.

La caverne du Dragon, une grotte souterraine, abrita lors de la première guerre mondiale jusqu'à six mille soldats français et allemands. Déjà transformée en musée, elle sera réaménagée. Prolongé par un nouveau bâtiment, cet espace privilégié l'art rupestre des combattants à travers la présentation des moulages et de quelques œuvres originales très prisées des pilotes. Cette exposition témoignera de l'extraordinaire et poignante volonté des combattants de laisser une dernière trace de leur passage dans un contexte où la mort était omniprésente. Deux itinéraires de découverte vont aussi être balisés et un jalonnement sera mis en place pour mettre en valeur huit hauts lieux du Chemin des Dames, tous marqués du sceau de la souffrance et du deuil.

En découvrant le site, lors du 80<sup>e</sup> anniversaire de l'offensive Nivelle, célébré le samedi 26 avril, René Monory, président du Sénat, n'a pas caché son émotion. Comme la sienne, de nombreuses familles ont eu un des leurs qui s'est battu ici. Des soldats français et allemands ont participé côte à côte à ces cérémonies. Sur les casquettes allemandes figurait un petit insigne - un drapeau représentant chacun des deux pays jadis en guerre, avec un mot: « réconciliation ».

Thierry de Lestang-Parade

## Les pompes funèbres parisiennes vont être transformées en SEM

L'ORGANISATION des pompes funèbres parisiennes va être transformée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, avec la création d'une société d'économie mixte (SEM) qui remplacera l'ancien service municipal. Il y a 20 000 décès en moyenne par an à Paris. Ce projet devait être débattu lundi 28 avril au Conseil de Paris. Il s'appuie sur la loi du 8 janvier 1993 supprimant le monopole communal sur les pompes funèbres et fixant à janvier 1998 la fin de la période transitoire. Ce service était assuré jusqu'à présent, à Paris, par une régie municipale employant 160 personnes, indique Alain Destrem, adjoint (UDF) chargé de l'administration générale. Elle avait le monopole de la fourniture des cercueils, du portage des corps et de la mise à disposition de carillards. La future SEM, a noté le maire, Jean Tiberi (RPR), devra développer un service d'accueil. Un comité d'éthique sera créé.

### DÉPÊCHES

**PARIS:** le nombre de demandeurs d'emplois est « en légère diminution », a indiqué, vendredi 25 avril, Jean Tiberi. « Le taux de chômage parisien, qui dépassait le taux national depuis plusieurs années, est revenu à ce niveau (12,7 %), mais c'est encore trop », a noté le maire de Paris. Le résultat le plus encourageant est enregistré chez les jeunes, où le chômage a diminué de 9,4 % en 1996 par rapport à 1995.

**ALPES-MARITIMES:** les visiteurs du parc national du Mercantour n'en ont pas de risque radioactif, a indiqué la préfecture des Alpes-Maritimes, samedi 26 avril, précisant que le rapport de 1995 « à l'origine de cette information » a été examiné par le conseil d'administration du parc, le 16 décembre 1996. « Il conclut que (...) aucun scénario ne peut raisonnablement conduire à des expositions significatives ».

**SAÔNE-ET-LOIRE:** une usine de la Compagnie générale des eaux du Creusot serait responsable d'une pollution du lac Leduc, qui aurait provoqué la mort de plusieurs tonnes de poissons ces dernières années. Un garde national du Conseil supérieur de la pêche a pu établir que la chaux déversée dans le lac provenait de l'usine de traitement d'eau potable de la CGE. Une plainte a été déposée par la société locale de pêche et une enquête a été ouverte jeudi 24 avril.

صكنا من الامال

01-43-17-22-64



DISPARITIONS

# Edmond Buchet

Un éditeur de conviction

L'ÉDITEUR suisse Edmond Buchet, fondateur des éditions Buchet-Chastel, est mort, mardi 8 avril à Genève, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Né en Suisse en 1902, avocat de formation, angliciste, musicien et musicologue, Edmond Buchet, associé à Jean Chastel, est appelé par Roberto Corra, en 1935, à prendre la direction des éditions du même nom, qui deviendront, en 1958, les éditions Buchet-Chastel. Dix ans plus tard, lorsque son père et Jean Chastel cessent leur activité, Guy Buchet devient directeur de la maison. Enfin, au début de 1995, Pierre Zech, éditeur spécialisé dans les livres pratiques et religieux, prend le contrôle de Buchet-Chastel.

Ami de Charles du Bos, qui parvint à la création des éditions Corra en 1929, de Ramuz et de Blaise Cendrars, auteur de plusieurs ouvrages de musicologie (notamment sur Beethoven et Bach), Ed-

mood Buchet était l'homme des grandes figures de l'édition indépendante. C'est « ce travail de prospection du génie, de spéculation sur le talent encore ignoré, qui constitue pour moi le côté le plus passionnant de notre métier », écrivait-il dans son journal, *Les Auteurs de ma vie* (Buchet-Chastel, 1969). Plus qu'une ligne éditoriale ou une « doctrine » littéraire, Edmond Buchet, qui se définissait comme un éditeur « de conviction », cultivait un certain élitisme.

# Jean Louis

Le couturier des stars d'Hollywood

LE COUTURIER Jean Louis, qui dessina les costumes de plus de soixante films, est décédé, dimanche 20 avril, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Palm Springs, à l'est de Los Angeles.

Né le 5 octobre 1907, ce *frenchy* d'Hollywood avait commencé sa carrière à Paris, sa ville natale. Diplômé de l'Ecole des arts décoratifs, il avait fait ses débuts comme dessinateur chez Drecoll, une maison de couture. Un bras cassé l'obligea à interrompre son travail. En vacances à New York, en 1935, il soumit des dessins à une maison de couture de Manhattan, qui l'engagea immédiatement. Ses premières clientes ont pour oom la duchesse de Windsor, Irene Dunn, qui lui sera fidèle toute sa vie.

En 1944, il arrive à Hollywood, responsable des costumes pour Harry Cohn, fondateur des studios Columbia. Jean Louis fut, sous son règne, le seul couturier dont le oom figurait au générique des films. Sélectionné à quatorze reprises pour l'Oscar des meilleurs costumes, il l'obtint en 1956 pour *The Solid Gold Cadillac*, avec Judy Holiday. Il aura compté parmi ses

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Le docteur Paulette AREZKI-Fredonucci, ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M<sup>me</sup> Amokrane AREZKI, avocat honoraire, ancien bâtonnier du barreau de Sétif.

survenu à Marseille, le 24 avril 1997.

E4 La Rivière, 13009 Marseille.

M<sup>me</sup> Randa Cala, son épouse, M. et M<sup>me</sup> Czarnicki, M. et M<sup>me</sup> Cala, M. et M<sup>me</sup> Brunel, ses enfants et leurs conjoints, Cécilia, Marc-Olivier, Fabrice, Sylvère, Florian, ses petits-enfants, Sacha, son arrière-petit-fils, ont le regret de faire part du décès de

M. Abram CALA, survenu le 24 avril 1997, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La famille ne reçoit pas. Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée de Normandie, résidence de Grignon, 94320 Thiais.

Le docteur et M<sup>me</sup> Franck Guillet et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Antoine de Margerie, leurs enfants et petits-enfants, Marie Guillet, Xavière, M. et M<sup>me</sup> Georges Argenti et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jean Guillet et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Pierre Guillet et leurs enfants, Catherine Guillet et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

François GUILLET, survenu le mercredi 23 avril 1997.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 25 avril, dans l'intimité familiale.

M<sup>me</sup> Maurice Katz, son épouse, sa famille, et ses amis, ont la grande tristesse d'annoncer le décès de

Maurice KATZ, ingénieur IET, survenu le 24 avril 1997.

Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.

71, rue Raynaud, 75016 Paris.

Germaine Roche, son épouse, Françoise et Maryvonne, ses filles, ont la douleur de faire part du décès de

Claude ROCHE, ingénieur civil de l'aéronautique ENSA, promotion 1941, diplômé de l'IAE, survenu le 24 avril 1997, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité ce lundi 28 avril, à Saint-Firmin-des-Bois.

Saint-Firmin-des-Bois, 45220 Châteaurenard, 16, rue Milton, 75009 Paris, 14, rue Beauvoir, 41000 Blois.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaires Hélène Cixous : « Poétique de la différence sexuelle : essais de stèles II. 22e de la hémisphère ».

26 avril, 3 et 10 mai, 9 h 30-15 h 30, salle Jean-XXIII, USC, 18, rue de Valenciennes, Paris.

Maria-Louisa Cravetto : « Der Wegwerfmannsch : l'homme jetable. Formes et représentations de l'exclusion ».

30 avril, 14 mai, 20 heures-22 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Stéphane Argüillères : « Atelier de traduction : introduction à la lecture des textes philosophiques en langue étrangère ».

7 et 21 mai, 17 heures-19 heures, annexe V section EPHE, bld. Crous, 29, rue David, Paris.

Jean-Claude Milauer : « De la République française comme singularité politique ».

28 avril et 5 mai, 18 h 30-20 h 30, salle RC3, université Paris-VII, 2, place Jussieu, Paris.

Antonio Negri, Anne Querrien, Jean-Marie Vincent : « Problèmes de la cité postmoderne ».

5, 12 et 26 mai, 20 heures-22 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Gérard Sfez : « Les villes du politique ».

30 avril et 21 mai, 19 heures-21 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Michèle Sinapi : « Dispositifs institutionnels, « montages », réitérations ».

6 mai, 18 heures-20 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

François Balmès : « Du Père à l'Autre. Dieu dans la psychanalyse (II) ».

26 avril, 24 mai, 10 h 30-12 h 30, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Paul Brailmont et Josiane Jacquelin : « Des correspondances : les arts, les sens, les séquences ».

30 avril : « Écrivains et correspondances : de Baudelaire à Calvino », 7 mai : « Les bases sociopsychologiques des correspondances », 18 heures-20 heures, amphithéâtre des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● Conférence de Jacques Derrida Histoire du message. Prologues 28 avril, 19 heures-21 heures, amphithéâtre Richelieu, 17, rue de la Sorbonne, Paris.

● Journée d'études La responsabilité de P. Bonafant, D. Djidjic-Lyonard, R. Wald Lasowski avec F. Bonafant, P. Malaudain, P. Janssens, J.-F. Lyonard, B. Chazotte, J. Corbin, R. Wald Lasowski, P. Yana, G. Fournier, F. Sylos, L. Mounoud, R. Wald Lasowski, M. Ou, D. Djidjic-Lyonard.

5 et 6 mai, 9 h 30-18 heures, maison de la Recherche, 9, quai de la Cinquième, Dunkerque.

● Samedi autour d'un livre La République en questions, de Catherine Kintzler avec Régis Delaroy, Catherine Kintzler, Jean-Pierre Marcos, Jean-Claude Milner, Rudi Riek.

3 mai, 9 h 30-12 h 30, amphithéâtre Stourdzé, carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

L'après à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur toutes les réponses : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-42-46-88.

Anniversaires de décès

Dix ans, déjà.

Vous qui l'avez connu et estimé, souvenez-vous, avec moi, de

Georges BLANC, valant par le cancer au temps des gélucies et des lites en 1987, le 29 avril.

« On sont des morts les phrases familières. L'art personnel, les âmes singulières ? » Paul Valéry.

Le temps qui passe ne m'a pas apporté de réponse.

Marthe Casellon-Blanc, 17, rue Emile-Combes, 83149 Bras.

« Nos abonnés et nos actionnaires bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence ».

Débats

À la veille du quarante-neuvième anniversaire de l'indépendance de l'État d'Israël, l'Association des amis de « Passages » et la revue PASSAGES organisent une soirée-débat sur le thème :

« Israël et la diaspora »

Le mardi 29 avril 1997, 20 heures, dans les locaux de la revue PASSAGES.

Amour d'Emile Malet et de la rédaction de PASSAGES, avec les professeurs Jean Thibault, Francis Kaplan, Robert Mitrani, Philippe Lazar, Denis Benaim et Olivier Shira, ancien ministre, ainsi que les journalistes Guddoon Koutz, Bernard Ullmann, Nadine Epstein, Hazem Foda, Ronald Koven, Ariette Marchal.

Réervations et inscriptions au : Tél. : 01-45-86-30-03. Fax : 01-44-23-98-24.

La revue Passages : 17, rue Simone-Weil, Paris-13<sup>e</sup>. (Accès par le 79/83, avenue d'Ivry, Paris-13<sup>e</sup>).

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Anniversaires de décès

Pour le treizième anniversaire du décès de

Jean FALCONNIER, une pensée est adressée à ceux qui restent fidèles à son souvenir. 01350 Culoz.

« Il y a un an, Joseph REVOL nous quittait. Une pensée toute particulière est adressée à tous ceux qui l'ont connu et aimé ».

Manifestations du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

« L'union régionale Force ouvrière d'Ile-de-France. Et la Société des amis de

Léon JOUBAUX, (1879-1954), Prix Nobel de la paix, fondateur de Force ouvrière, déposeront une gerbe sur sa tombe au Père-Lachaise, le mercredi 30 avril 1997, à 17 heures, en présence de M<sup>me</sup> Joubaux.

Manifesterions du souvenir

## HORIZONS

ENQUÊTE

## L'Angleterre

**L**e nombre de membres du très sélect club des milliardaires en livres sterling (1 livre = 9,40 francs) est passé en un an de dix à seize, selon les calculs du *Sunday Times*. Le « miracle thatchérien » est-il en passe d'être éclipsé par un « miracle majorien » ? Le premier ministre britannique, John Major, est-il en train de damer le pion à « Maggie » en offrant à la Grande-Bretagne une prospérité oubliée depuis des lustres au moment même où ses jours paraissent comptés ? Alors que les travaillistes de Tony Blair semblent prêts à lui ravir le pouvoir en ce jour symbolique du 1<sup>er</sup> mai, « Honest John » peut se targuer d'avoir créé encore plus de milliardaires que son redoutable prédécesseur. Même si la richesse des uns ne fait pas le bonheur des autres, bien au contraire, dans cette Angleterre du chacun pour soi.

Pour ce qui est des millionnaires, jamais ils n'ont battu autant de records de prospérité. La richesse des cinq cents personnes les plus fortunées a grimpé de 23 % en un an. Pour faire partie des deux cents *happy few*, il fallait posséder 20 millions de livres en 1989, 60 en 1995 et 95 aujourd'hui. Les nouveaux riches ont chassé le « *vieux argent* » de la gentry foncière : parmi les 500 les mieux dotés, 155 seulement ont hérité de leur fortune. L'ex-Bearstair Paul McCartney - anobli récemment par la reine - les a rejoints avec 420 millions. En une semaine d'avril, cinq patrons ont crevé le plafond du million de revenu annuel. Les envolées de la Bourse et de l'immobilier y sont pour quelque chose dans une économie qui, après une crise terrible, connaît une embellie enviable. Mais l'arrivée attendue du Parti travailliste (Labour) et la déplorable image donnée par les revenus extravagants des *fat cats* - gros bonnets tels que l'ex-PDG de British Gas, Cedric Brown -, vomis par la presse et l'opinion pour s'être outrageusement remplis les poches, expliquent que ces nouveaux riches soient plus discrets que leurs prédécesseurs du premier boom thatchérien. Et qu'ils n'aient plus guère s'exposer au regard critique du public.

La mode des golden boys de la City qui affichaient leurs bonus, paraissent en Porsche est révolue. Même si ces bonus continuent à être juteux, tels les 19 millions empochés en 1996 par un « *executive* » de la banque d'affaires Salomon Brothers, Shigeru Myojin. Le *Times* décrit ce quadragénaire surnommé « Sugar » conduisant une Ferrari dans les rues... et un vélo dans la salle des marchés, et dont les doigts d'or ont permis d'arrondir un salaire de 320 000 livres par toute une série de primes.

Mais le « miracle » n'aurait pas eu un tel impact sur la Grande-Bretagne et n'aurait pas propulsé la Dame de fer sur un piédestal de déesse du profit s'il s'était limité à quelques centaines de millionnaires et de spéculateurs. Toute une pléiade de banquiers, d'hommes d'affaires ainsi que d'hommes de loi, ont également prospéré, et fait prospérer ces affaires. Des publicitaires, comme les frères Saatchi - qui ont si bien « vendu » l'image du thatchérisme -, des cabinets d'avocats et d'audit ont fait leur beurre grâce aux complexes et profitables processus de privatisations. En ont également bénéficié certains politiciens conservateurs qui les avaient menés à terme et qui sont passés de leur bureau de ministre à un fauteuil doré dans un conseil d'administration.

La City est, sans aucun doute, le quartier de Londres qui s'est le plus épanoui grâce au coup de fouet donné par la compétition, la déréglementation, les privatisations, l'ouverture internationale des marchés et le big-bang. Pour suivre cet enrichissement, mieux valait s'adresser à un vieux briscard de la City qu'à un jeune financier aux dents longues et à la mémoire courte. Sir Sydney Lipworth était l'homme tout indiqué. Ce vice-président du NatWest Group, la grosse banque britannique, reçoit dans un petit bureau orné de tableaux classiques. Le hall de la banque est transformé en salon de peinture moderne car la NatWest patronne le concours du meilleur jeune artiste. A travers sa longue carrière commencée comme avocat en Afrique du Sud, sir Sydney a touché à nombre de domaines : assurances, régulation des services publics privatisés en tant que président de la

MMC (Commission des monopoles et fusions), finance, etc.

« Londres est devenue la première place financière au monde. Banques et organismes financiers ont pu étendre leurs activités dans tous les domaines ; et ceux-ci ont été ouverts à qui voulait y participer », explique-t-il. Ainsi, de banque comme les autres, « la NatWest est devenue une institution financière globale », tandis que « les building societies [sociétés d'investissement et de crédit immobilier] se sont également lancées dans les assurances et la banque ». Les fonds de pension ont connu un développement specta-

« Ce que le gouvernement conservateur a fait de mieux a été de se retirer du jeu, de supprimer les obstacles pour rendre flexible le recrutement et le licenciement du personnel »

culaire, pour le plus grand bien de leurs dirigeants et actionnaires, et sont devenus des puissances financières. Malgré des accidents de parcours - comme le scandale des pensions vendues à tort et à travers à la fin des années 80 - « le business britannique est enfin devenu plus efficace ». « Notre marché interne est important, certes, mais il ne suffisait pas à lui seul de faire de la City le centre international qu'elle est devenue sous M<sup>me</sup> Thatcher », ajoute sir Sydney. Notre économie avait été faible pendant si longtemps qu'elle avait besoin d'un coup de fouet. Aujourd'hui, la City et ceux qui la font marcher ne sont plus à

plandre, loin de là. Après les édifices imposants de la City, quoi de plus beau que la campagne anglaise au printemps, quand le soleil brille sur une végétation verdoyante ? Petits villages aux pubs pittoresques parsemés cet univers qui respire le bien vivre et la prospérité. Au cœur de cette Angleterre profonde, Newbury n'est pas une de ces villes nouvelles sorties des champs, où employés mal payés et cadres prospères cohabitent dans une laideur architecturale. Traditionnel marché rural, région d'élevage de chevaux et de concours hippiques à mi-chemin entre Londres et Bath,

modernes où travaillent 2 500 employés (moyenne d'âge, vingt-neuf ans). Comme Vodaphone, Christopher Gent, son tout nouveau PDG, est un des enfants chéris de la révolution thatchérienne. Pas étonnant que l'on ait surnommé Newbury « Vodabury », « Thatchertown » ou bien « mini Silicon Valley ».

Vodaphone est une success-story dont le développement spectaculaire doit beaucoup à la privatisation, « un mot hideux mais concept génial », comme le dit M. Gent. Quand la Dame de fer a libéralisé les télécommunications, Racal, un spécialiste de l'électronique de défense, s'était mis sur les rangs, créant Vodaphone. « Nous étions plus ambitieux que les autres et que British Telecom : nos plans prévoyaient de 300 000 à 500 000 portables d'ici à 1990 et BT la moitié. En fait, nous nous sommes grossièrement trompés : il y avait 2 millions de portables en 1990 et il y en a 7 millions aujourd'hui, dont 2,9 pour Vodaphone ! » De 150 personnes au 1<sup>er</sup> janvier 1985, le personnel est passé à 7 500 ; de 1988 à 1996, le chiffre d'affaires a crû de 1,7 à 8,5 milliards de livres. Vodaphone a pris son indépendance de Racal, est cotée en Bourse, devenant la vingt-quatrième société et le dixième contribuable du pays.

« Si le Labour était passé en 1979, nous n'existerions pas », ajoute Chris Gent, quarante-neuf ans, chemise rayée et bretelles rouges. Ce manager, qui n'est pas passé par l'université, a été recruté par Vodaphone dès le début, puis a franchi les échelons. Il vit confortablement dans une gentilhommière des environs avec sa femme, juge de paix, et ses deux filles, fétus de cheval. Il a un faible pour le bordeaux, en parti-

**Les privatisations et la déréglementation instaurées par les conservateurs ont stimulé l'économie britannique et fait prospérer les affaires. Tout le monde ne trouve pas son compte dans cette Grande-Bretagne du chacun pour soi mais quelques « happy few » ont su à merveille en tirer profit**



## des nouveaux riches

années 70 et 80. « Il fallait briser à jamais le pouvoir des syndicats. Mme Thatcher l'a fait. Après, on a pu libérer les forces du marché. Ce que le gouvernement conservateur a fait de mieux a été de se retirer du jeu, de supprimer les obstacles pour rendre flexibles le recrutement et le licenciement du personnel ».

Et de comparer la situation au Royaume-Uni avec celle de ses filiales dans une France dont il dénonce le « coût social », « les juges anti-business de l'administration » et « la politisation des décisions ». « Ici, on peut faire tout ce qu'on veut sans que le gouvernement s'en mêle : parfois même, il vous aide un petit peu ! », ajoute sir Peter. Ma philosophie, c'est la liberté : fournir plus de services aux gens sans ingérence réglementaire. Moi, j'ai commencé à Quantel avec six personnes et 250 000 livres ; je l'ai revendue pour 500 millions. Je suis par nature un bâtisseur. Je construis des entreprises, des bâtiments, des contacts. J'ai entamé au moins un nouveau business par an. » Aujourd'hui, il est dans la technologie à l'échelle internationale, tout en restant solidement attaché à son jardin anglais. Ce qui ne l'empêche pas de s'en prendre au short-termisme de la City et de condamner la pire échec des années Thatcher-Major : l'éducation.

**N**ÉANMOINS, Sir Peter est réaliste et semble s'être résigné à voir ses amis politiques quitter le 10, Downing Street. « Pour un homme d'affaires, il n'y a guère de différences entre le programme des deux partis. Mais cette charte sociale nous inquiète beaucoup ; Bruxelles c'est un nid de socialisme, de protection sociale. Voilà la principale différence entre Tories et Labour. Tout le reste est marginal. » D'ailleurs, s'il a ses convictions, il ne fait plus de politique. Il préfère jeter un coup d'œil sur ses vignes où aider sa femme à gérer ses 400 hectares d'élevage et de céréales.

Newbury, qui semble la circonscription idéale, un réservoir de voix conservatrices pour les jours difficiles, a pourtant un conseil municipal d'opposition (libéral-démocrate). Une élection partielle a permis à un autre « lib-dém » de conquérir le siège de député face à un jeune banquier arrogant venu en conquérant de la City.

Aujourd'hui, les sondages locaux ne sont pas très favorables à Richard Benyon, l'agriculteur qui défend les couleurs Tories. La crise qui a secoué la région entre deux booms - encore plus brutalement qu'ailleurs, assure le maire - a également entamé la confiance des électeurs. Newbury prospère à nouveau, se développe allégrement, attire de nouvelles entreprises de hi-tech, mais le cœur ne semble plus y être. Usure du pouvoir, lassitude devant les chamailleries permanentes au sein du Parti conservateur, regret des jours heureux où la Dame de fer décidait de tout pour leur plus grande prospérité ? En tout cas, à Newbury, beaucoup d'enfants de « Maggie » sont également des déçus du thatchérisme. D'autant plus que, pour eux, la solution de rechange n'est pas rouge-Labour mais jaune, la couleur moins compromettante des « lib-dém » (libéraux-démocrates).

Patrice de Beer  
Illustration : Chris Riddell,  
dessinateur britannique

Prochain article :  
L'envers du « miracle » Thatcher

صكبات الامم



## Les cabinets d'avocats ne sont pas des sanctuaires ! par Pierre Kramer

**S**UBREPTICEMMENT, selon l'analyse même du garde des sceaux, dans une atmosphère de fin de législature et, semble-t-il, dans l'indifférence générale, le Parlement a définitivement adopté le 7 avril 1997 une loi dont même l'intitulé est trompeur.

En effet, à l'occasion de l'examen d'un texte destiné, après cinq ans de difficultés d'application, à gommer les imperfections de la réforme de certaines professions judiciaires et juridiques, a été voté un amendement, complètement étranger au sujet discuté, dont l'effet serait d'ériger les cabinets d'avocat en autant de sanctuaires.

A l'initiative de quelques députés, dont certains se trouvent par ailleurs avoir exercé la profession d'avocat, ce texte étendrait considérablement le bénéfice du secret professionnel qui ne couvrait jusqu'à présent, ce qui était élémentaire dans un Etat de droit, que la relation entre un avocat et la personne qu'il défend en matière pénale. S'ensuivrait désormais également couvertes par le secret professionnel, « en toutes matières, que ce soit dans le domaine du conseil ou dans celui de la défense, les consultations adressées par un avocat à son client, ou destinées à celui-ci, (...) les notes d'entretien et, plus généralement, toutes les pièces du dossier ».

Malgré, on grâce à la timide opposition du ministre de la justice, qui fit valoir au cours des débats qu'il souhaitait, pour mettre les auteurs de cette proposition en face de leurs responsabilités, qu'on lui dise dans l'hémicycle « que l'indivisibilité des droits de la défense peut conduire à s'opposer de manière absolue à la conduite d'une information judiciaire » - ce qui fut aussitôt fait sans vergogne -, ce texte fut donc adopté.

On ne dira certes jamais assez

que la relation du défenseur avec la personne qui fait l'objet de poursuites pénales doit être impérieusement mise à l'abri de toute investigation de la part des autorités de poursuite. Il est donc légitime que, dans ce domaine, le secret professionnel soit absolu.

Mais hormis ce domaine bien délimité, rien ne peut justifier qu'un régime de faveur, une véritable immunité, en particulier à l'occasion de perquisitions, soit opposée aux enquêteurs en ce qui concerne les autres secteurs d'activité des avocats, surtout depuis la fusion avec la profession de conseil juridique. Sinon, ce serait faire preuve d'une grande naïveté

**Cultiver la confusion sur le sujet du secret professionnel des avocats, c'est espérer un retour à des immunités d'une autre époque et vouloir renforcer les privilèges des plus puissants**

que de croire que la première précaution de ceux qui se livrent au blanchiment de l'argent de la drogue, par exemple, ou à des actions terroristes, ou encore souhaitent monter un nouveau circuit de fausses factures, ne serait pas de tenter de dissimuler les traces de leur activité dans un cabinet d'avocat complaisant afin de mettre à l'abri de toute curiosité les preuves de leurs agissements sous le couvert du voile opaque du secret professionnel. Les victimes apprécieront ce type de facilité accordée aux délinquants organisés.

Belle vitrine pour une profession soudeuse de son image et pauvre

des plus honorables. Le drapeau servant à protéger la veuve et l'orphelin pourrait ainsi servir à masquer les montages les plus douteux. Ce n'est pas autrement que l'on risque de jeter le discrédit sur une profession. Heureusement, l'efficacité de ce genre de fausse habileté n'est généralement que de courte durée et, comme ce fut le cas après la loi d'amnistie votée sous la gauche, le procédé finit toujours par se retourner contre ses initiateurs.

Dans le conflit entre la recherche de la vérité et le secret professionnel, la ligne de partage semble pourtant claire et passe par la définition du domaine de l'exer-

saution pour maintenir l'équilibre entre les droits légitimes des citoyens, fussent-ils délinquants, et la défense de la société et de l'Etat de droit.

Il appartiendra donc aux juges d'interpréter la loi, comme c'est leur mission, et de faire le partage entre, d'une part, le secret absolu dont seul doit bénéficier l'exercice de la défense pénale et, d'autre part, le secret professionnel relatif. Ce dernier a pour fonction de protéger à l'égard des tiers un secret de droit commun, comme celui dû à la protection de la vie privée ou aux relations commerciales. Il s'agit donc d'un secret relatif, qui cède devant la nécessité de la recherche de la vérité lorsque des infractions sont commises. D'où la possibilité pour un magistrat chargé d'investigations de procéder à des perquisitions et des saisies en tous lieux, selon certaines conditions, cependant, définies par le code de procédure pénale, comme la présence par exemple du bâtonnier de l'ordre des avocats, lorsqu'il s'agit du cabinet ou même du domicile d'un avocat.

L'autre type de secret, celui des droits de la défense pénale, n'est absolu que parce qu'il vise à protéger la relation, avec son défenseur, de la personne qui fait l'objet d'une enquête ou de poursuites pénales.

Cultiver la confusion sur le sujet du secret professionnel des avocats, c'est espérer un retour à des immunités d'une autre époque, vouloir renforcer les privilèges des plus puissants et entretenir l'idée que certains s'efforceraient d'enrichir la recherche de la vérité dans des affaires sensibles.

Pierre Kramer est substitut général au parquet de la cour d'appel de Paris.

## Une fatwa contre les massacres en Algérie

par Latifa Ben Mansour

**C**OMBIEN de centaines de milliers d'Algériennes et d'Algériens doivent-ils périr au nom d'une idée perverse de l'islam pour que les docteurs de la loi d'Al Azhar, les muftis des mosquées de La Mecque et de Médine s'émouvent et émettent une fatwa condamnant fermement les massacres qui ont lieu en Algérie ?

Leur silence, alors qu'ils sont si prompts à approuver une fatwa lancée contre un écrivain britannique qui n'a tué ni égorgé personne, ou contre des écrivains, des cinéastes, des metteurs en scène, me laisse comme Algérienne, comme femme, comme mère, comme citoyenne des droits de l'homme, appartenant à la civilisation musulmane et la défendant, perplexe. Dans la nuit du vendredi 11 au samedi 12 avril, une trentaine de personnes ont été égorgées dans un petit village près de Blida. Parmi les victimes, seize femmes, deux fillettes, trois adolescents, un vieillard de soixante-quinze ans et dix hommes.

Trois femmes enceintes ont été éventrées, les cordons ombilicaux sectionnés et les fœtus extraits et piétinés. Cette horreur est commise au nom de l'islam, j'appelle les docteurs de la loi d'Al Azhar et les muftis de La Mecque et de Médine à réagir fermement et à dénoncer publiquement les abominations qui se déroulent en Algérie.

Je les appelle à prendre leurs responsabilités devant Dieu, le prophète Mohammad et le message coranique et à dire de quoi sont coupables ces femmes enceintes éventrées, ces enfants et ces vieillards égorvés. Je les appelle à faire respecter ce qui est le fondement même de la parole du Prophète de l'islam : « Trois choses de votre monde, parmi tout ce qu'il contient de triple, me furent rendues

dignes d'amour, à savoir les femmes, les parfums et la prière, qui procurent la consolation à mes yeux. »

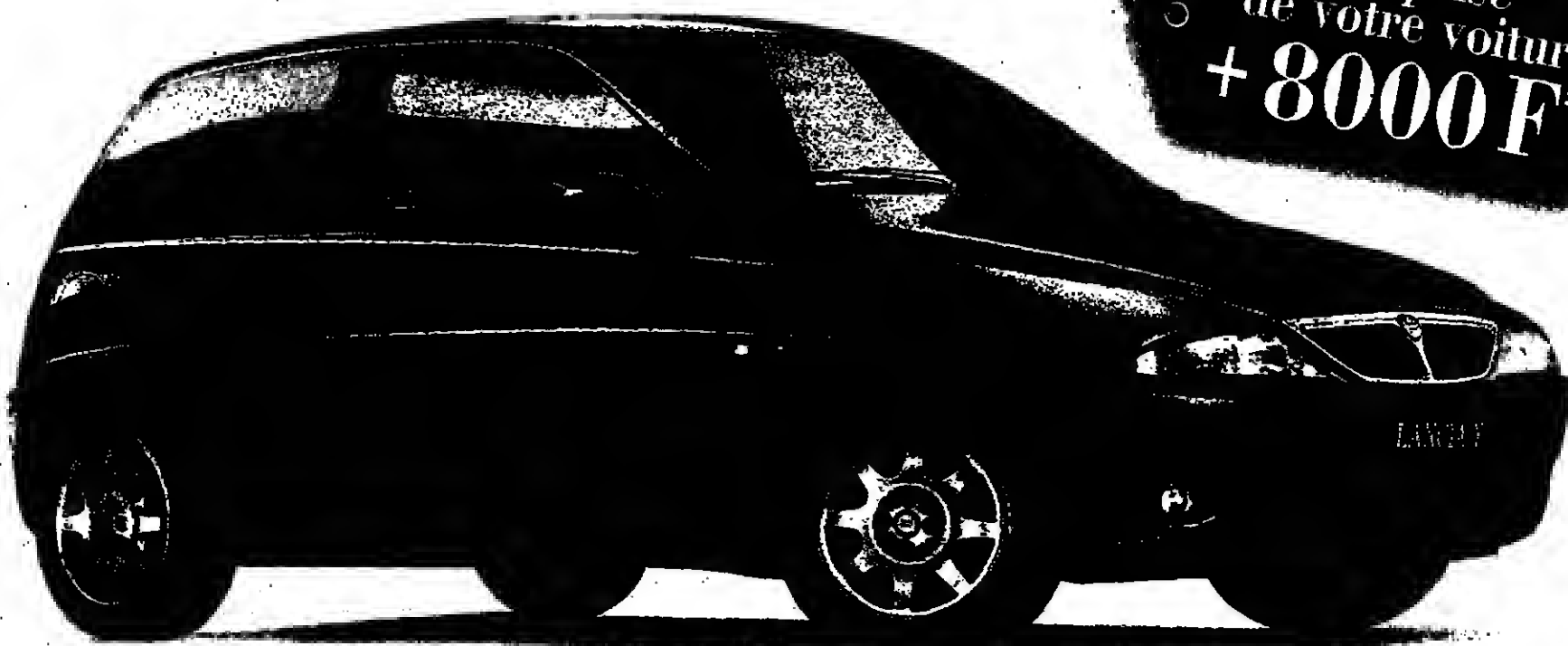
J'attends de ces mêmes docteurs de la loi et des muftis qu'ils émettent une fatwa déclarant comme hérétiques à la parole prophétique ceux qui pervertissent et instrumentalisent le message de l'aimé de Dieu. Qu'ils déclarent publiquement que ceux qui se servent et s'autorisent du message coranique pour assassiner sauvagement les citoyens algériens n'appartiennent pas à la communauté des musulmans, communauté à majorité tolérante, travailleuse, paisible, généreuse, fraternelle et raisonnable.

**De quoi sont coupables ces femmes enceintes éventrées, ces enfants et ces vieillards égorvés ?**

Que ces docteurs de la loi et ces muftis formulent donc cette fatwa et déclarent fermement à la face du monde entier que ceux qui, au nom de l'islam, égorgeot, éventrent, mutilent, décapitent, violent, dépècent des citoyens algériens aux mains nues, sont en train de souiller et de déshonorer l'islam et ses représentants, y compris les grandes références morales, les docteurs de la loi d'Al Azhar, et les grands muftis des Minbars de La Mecque et de Médine.

Latifa Ben Mansour, écrivain algérienne, enseigne à Paris.

# Sur Lancia Y, on vient d'ajouter un très beau détail.



Reprise de votre voiture + 8000 F\*\*

**Votre Lancia Y pour 880 F par mois\*.**

\*Lancia Y 1.2 LE : prix tarif : 61 000 F, offre de votre Concessionnaire Lancia déduite. Financement en crédit classique comprenant 60 mensualités de 880,00 F, après versement d'un apport de 18 107,76 F - T.E.C. 8,50 % - Découvert financier : 42 892,24 F, coût total : 9 907,76 F hors assurances facultatives - Sous réserve d'acceptation par Lancia Financement. Offre valable jusqu'au 31/05/97. Version présentée Lancia Y 1.4 LX : 98 500 F (hors options). Prix au 17/03/97 - AM 97.

\*\*Jusqu'au 30 Mai 1997, votre Concessionnaire vous reprend votre précédente voiture, de même catégorie, aux conditions générales Argus + 8000 F pour l'achat d'une Lancia Y neuve. Ces deux offres ne sont pas cumulables entre elles. Photo non contractuelle.

Lancia sur Internet : [www.Lancia.com](http://www.Lancia.com)

Lancia  Il Granturismo®  
"Lancia. Le Grand Tourisme"

**Votre Concessionnaire Lancia : 3615 LANCIA (1,29 F/km)**

# Ce que dissoudre veut dire

par Paul Bacot

Cinq reprises en cent onze ans, la dissolution de la Chambre basse de la République française a été présentée et vécue comme la réponse à un hiatus entre les orientations de l'exécutif et celles du législatif.

Divergence attestée, une fois, dans chacune des trois Républiques concernées : Edme de Mac Mahon sanctionné, en 1877, une Chambre des députés élue un an plus tôt et hostile, puis républicaine. Edgar Faure puni, en 1955, une Assemblée nationale qui venait de renverser son ministre. Charles de Gaulle congédié, en 1962, une Assemblée nationale qui avait osé censurer le gouvernement bénéficiant de sa confiance.

Divergence anticipée, deux fois, dans la période la plus récente : François Mitterrand, nouvellement élu en 1981, puis réélu en 1988, met fin aux mandats des députés appartenant majoritairement à l'autre camp.

Dans ces cinq occurrences, l'auteur de la dissolution – chef de l'Etat ou chef du gouvernement selon les règles constitutionnelles en vigueur – espère résoudre à son avantage le conflit entre les deux institutions, en choisissant le moment (les semaines qui suivent) et le terrain (le suffrage universel) de l'affrontement.

Un sixième cas est apparemment tout différent. En 1968 en effet, le gouvernement n'a pas été renversé. Un nouveau président n'a pas non plus été élu contre le Parlement. Exécutif et législatif représentent la même orientation politique. Mais il s'agit alors de résoudre une crise sociale d'une tout autre ampleur, en opérant un spectaculaire changement des conditions de la bataille.

L'appel aux urnes fait que seuls vont se prononcer les nationaux majeurs de vingt et un ans – et non pas les étudiants et travailleurs de tous âges et de toutes nationalités des seuls grands centres universitaires et industriels –, regroupés en circonscriptions sans lien avec les « événements » – et non plus réunis en assemblées générales sur leur lieu de travail.

Pour l'essentiel, ce n'est pas l'Assemblée qui est dissoute et les

députés qui sont renvoyés devant leurs électeurs ; c'est le peuple tel qu'il se manifeste en mai qui est dissous, et les travailleurs et les étudiants qui sont renvoyés devant le corps électoral.

Pourtant, s'il annonce le 30 mai à la radio : « Je dissous aujourd'hui l'Assemblée nationale », le général de Gaulle peut ajouter le 7 juin à la télévision face à Michel Droit : « De toute manière, il fallait dissoudre ». Il est vrai que la majorité parlementaire sort des urnes un an plus tôt est des plus minces. On retrouve bien alors une dissolution-réponse – réponse à une assemblée majoritairement hostile, sinon dans la réalité immédiate, du moins dans un avenir probable.

**Dissoudre l'Assemblée, c'est tenter de maîtriser le temps et l'espace politiques : le temps, en modifiant à son profit les conditions de la « bataille de l'agenda » ; l'espace, en tentant d'imposer ou de requalifier un clivage politique**

Vingt-neuf ans plus tard, le cas de figure semble être d'une tout autre nature. L'anticipation, inhérente à toute dissolution, caractérise bien encore l'instrument utilisé. Mais l'autre dimension n'est plus là : on ne répond à aucune crise, même potentielle, entre exécutif et législatif.

Maîtriser le temps paraît être ici la seule considération qui vaille – qu'on ait en tête l'évolution des sondages, le calendrier européen, les prévisions économiques, les données financières ou les pronostics judiciaires. Ce recours – stigmatisé comme de pure opportunité – à l'arme de la dissolution, pourrait être qualifié d'anglosaxon.

Pourtant, à y regarder de plus près, l'originalité n'est criante que si l'on oublie l'essentiel : dissoudre l'Assemblée, c'est tenter de maîtriser le temps et l'espace politiques.

Tenter de maîtriser l'espace politique, c'est tenter d'imposer ou de requalifier un clivage politique.

Certaines caractéristiques de cette procédure peuvent y aider. Elle introduit en effet un élément d'autorité et d'inégalité. Les différents partis et politiciens en lice ne se trouvent pas soumis ensemble à un calendrier qui s'impose à eux, comme au rythme des saisons. Au contraire, c'est l'un des camps qui déclenche les hostilités, à son heure. Il le fait en usant d'une soumission qui – normalement – en impose, et d'une dramatisation qui – là encore si tout va bien – domine à penser.

De plus, la campagne se trouvant singulièrement abrégée, le temps manque aux adversaires pour tenter de rétablir l'équilibre. Ce sont les conditions de ce qu'on

peut appeler la « bataille de l'agenda », mais pas seulement d'elle, qui sont modifiées, au bénéfice de l'initiative de la dissolution. Et c'est bien là le plus important : si l'on admet que la lutte politique est essentiellement une lutte symbolique pour l'imposition d'une représentation politisée du monde, une concurrence entre des visions globalisantes de la conflictualité sociale, on comprend ce qui est d'abord attendu de la dissolution.

C'est un instrument de choix pour redessiner le clivage politique principal ou, à tout le moins, pour lui donner une nouvelle signification. On pourrait presque aller jusqu'à dire que, plus que les élections anticipées, c'est l'acte de dissolution lui-même qui importe, à travers la mise en scène qu'il permet.

En ce printemps 1997, pour la coalition RPR-UDF – ou du moins pour ceux qui ont en son sein présenté la décision de dissolution –,

on peut penser qu'il s'agit, en renouant à l'incertain clivage de la dernière élection présidentielle et plus généralement à une certaine image « gaulliste », de revenir au clivage gauche-droite dans sa variante socio-économique la plus classique : « étatisme » versus « libéralisme ».

Sans doute entend-on ainsi submerger la variante nationaliste du même clivage, notamment sous sa forme social-raciste. En se voyant proposer comme adversaire principal, de la façon la plus traditionnelle, le fonctionnaire bridé et républicain, ce qu'on n'osait plus vraiment faire ces dernières années –, une partie de l'électorat frontiste est invitée à oublier l'autre bon émissaire : l'immigré.

Sans doute aussi juge-t-on, au vu des sondages, que le rapport des forces entre droite et gauche dans l'opinion est actuellement favorable au pouvoir sortant. Mais on peut imaginer que les socialistes et leurs alliés sauront profiter de ce renouveau du clivage gauche-droite pour tenter de récupérer les fractions populaires tant de l'électorat frontiste que de l'électorat chiraquien, auxquelles sera offerte une troisième cible : les privilégiés de la fortune.

En fait, il en va d'une dissolution comme d'un mode de scrutin. A chaque fois, elle se construit dans l'interaction d'acteurs multiples, eux-mêmes socialement construits, au milieu de nombreux aléas. Elle ne se réduit pas à ce que son auteur officiel veut en faire. Les camps en présence ne sont ni figés ni homogènes, mais composés d'individus eux-mêmes complexes. Les acteurs concernés – politiciens, électeurs, commentateurs... – ne sont pas purement rationnels, mais aussi culture et émotion.

L'application de l'article 12 n'est que le début d'un processus social dont seuls les ignorants et les propagandistes peuvent prétendre connaître l'aboutissement. D'ailleurs, tout ne sera pas joué le 1<sup>er</sup> juin au soir.

Paul Bacot est professeur de sciences politiques à l'université Paris-XII et à l'institut d'études politiques de Lyon.

# L'enjeu national

par Philippe de Villiers

DISSOUDRE le débat sur l'euro, c'est-à-dire sur les grandes décisions qui ne manqueront pas d'intervenir à l'automne et au printemps prochains, tel était le but de la dissolution.

C'est pourtant le débat essentiel, car il contient tous les autres ; il les englobe, il les précède. Certes, l'enjeu moral – la baisse des prélèvements – et l'enjeu moral – le rétablissement de l'honnêteté politique – constituent eux aussi des enjeux décisifs si nous voulons éloigner notre pays des récifs dangereux de la déraison et de l'extrémisme, au moment où tant de gens sont, hélas, tentés par un vote de vindicte.

Cependant, l'enjeu essentiel, aujourd'hui, c'est l'enjeu national : en effet, ou bien la France s'engage dans la voie irréversible de l'euro, c'est-à-dire de l'euro intégré, fédérale, dirigée depuis Francfort et Berlin ; ou bien la France décide de construire « une autre Europe » dans laquelle elle choisit de ne pas abdiquer sa souveraineté.

En d'autres termes, ou bien la France glisse vers le statut précaire et subalterne d'une province de RMistes, où tout se décide ailleurs – sécurité, choix monétaires, fiscalité, normes nationales. Dans ce cas-là, rien ne changera vraiment, tout s'aggravera. Nous serons pris dans la spirale infernale des critères de convergence qui portent le chômage comme la nuée porte l'orage parce que ce paradigme européen conduit précisément, selon l'expression même de son concepteur, M. Tietmeyer, « à faire de l'emploi une variable d'ajustement ».

Ou bien la France se reprend et choisit de retrouver son statut de grande puissance pour faire avec l'Allemagne et tous les autres pays européens une véritable « Europe des nations ».

Alors nous pourrions combattre le chômage, alors nous pourrions sauver l'Europe, aujourd'hui menacée par un renversement de perspective et une véritable inversion des valeurs : la monnaie avant les hommes, la stabilité des prix avant la croissance, le libre-échange avant l'emploi, le commerce avant la production, les experts coopérés et les bacheliers gestionnaires

avant le peuple, tenu à bonne distance des intentions et des procédures de plus en plus secrètes.

Il n'y a pas de débat plus important que celui-là. C'est le seul qui compte pour M. Kohl et donc pour Jacques Chirac. On veut nous faire avaler la pilule de l'euro. Et pourtant, il ne faut pas être grand clerc pour apercevoir la formidable contradiction entre cette parodie de campagne – « faire l'euro » – et la réalité quotidienne d'une société française guettée par l'implosion.

Au cœur de cette contradiction, il y a un virus idéologique : l'euro est une idéologie, une sorte de mixage de l'internationalisme qui veut la fin des nations et de l'ultra-libéralisme qui ne croit ni aux richesses, ni au travail, ni aux valeurs autres que le commerce spéculatif.

**Choisir de sacrifier la nation à l'euro, c'est perdre la nation et récolter l'eurochômage**

Et c'est ainsi que la Bourse monte et danse de joie quand on annonce cinq mille licenciements à Vilvorde ; que l'extériorité commerciale de la France atteint un « record historique » (sic) quand le chômage explose dans un mouvement d'ensemble d'une synchronisation parfaite : que la « stabilité des prix » est le principe moteur exclusif de toute la politique économique de l'Europe alors qu'il n'y a plus de tout d'inflation. Et M. Juppé nous rassure avec la bonne conscience du brancardier qui choisit de faire une transfusion à un blessé victime d'une hémorragie : « Nos indices sont bons, nos fondamentaux sont sains » ; autrement dit, l'économie française est en bonne santé, nous allons mourir guéris.

Alors, que faire ? Abandonner la course aux critères de Maastricht, renverser la perspective, tourner l'Europe vers l'emploi et non plus vers la monnaie ; sauver « l'Europe des nations » en rejetant l'utopie de la monnaie unique et du fédéralisme ; faire de l'Europe une union douanière qui protège ses salariés, c'est-à-dire une véritable communauté de producteurs et de consommateurs.

Les eurofédéralistes voudraient nous faire croire qu'il faut faire le choix suivant : la nation souveraine ou l'emploi, l'emploi grâce à l'euro. Les citoyens français doivent savoir ceci : ceux qui choisiraient de sacrifier la nation à l'euro perdraient ce bien précieux, la nation, et récolteraient l'eurochômage. Je ne veux ni de la fin de la France ni de la fin de l'Europe. La question nationale, la question européenne sont bien le cœur du cœur de l'élection à venir.

A quoi servirait-il d'être, au printemps 1997, les représentants du peuple souverain pour accepter subitement, au printemps 1998, le transfert de ladite souveraineté ?

Philippe de Villiers est président du Mouvement pour la France.

# Vers une société du savoir ?

par Max Milner

J'ai oteodu, au cours du débat de France 2 qui a suivi l'intervention du président de la République, Alain Madelin annoncer que nous n'étions plus – ou ne serions plus à brève échéance – dans une civilisation de l'usine, mais dans une civilisation du savoir.

Cette annonce m'a fait plaisir, car j'ai passé toute ma vie professionnelle à essayer de diffuser du savoir et de le faire avancer quelque peu. J'en ai donc conclu que les étudiants que j'ai formés et que mes collègues continuent à former vont trouver facilement du travail dans la société dont M. Madelin et ceux qui partagent ses idées proclament l'avènement. J'en ai conclu aussi que le nombre des enseignants – ceux

précisément que je formais et les autres – va augmenter dans des proportions considérables.

Si l'usine ou fournit plus de travail à ceux qui en vivaient, il va falloir les recycler pour leur donner accès à ce savoir dont dépend leur survie. Il va falloir aussi faire un effort énorme pour que la formation des jeunes – à quelque degré et à quelque filière d'enseignement qu'ils appartiennent, et quelle que soit leur origine sociale ou ethnique – leur permette d'entrer dans ce paradis du savoir, qui ne doit plus être un paradis, mais le lot de tout un chacun.

Et si, d'aventure, l'évolution démographique fait que telle fraction de cette jeunesse diminue en nombre, on en profitera pour améliorer son encadrement (condition sine qua non pour que

les moins favorisés rejoignent le peloton) et non pour diminuer le nombre des maîtres.

J'avoue que mes doutes ont commencé à partir du moment où je me suis demandé comment la formule magique du « moins d'Etat » allait permettre cette évolution.

Prétendre que l'enseignement privé prendra la relève (ce que, je crois, personne ne fait) serait une plaisanterie, puisque celui-ci est largement subventionné par l'Etat et devrait l'être plus encore dans ces conditions. Faut-il donc penser que ce sont les entreprises, qui, fortes du formidable développement de leurs entraves, vont procurer à la masse des citoyens l'accès au savoir ? Outre qu'elles ne sont pas équipées pour cela, en

dehors de cas assez limités, je me demande comment cet accroissement de leurs charges sera compatible avec leur compétitivité.

Mes doutes se sont accrues lorsque je me suis mis à réfléchir sur la situation du savoir dans ces pays anglo-saxons dont M. Madelin nous donnait en exemple la rapide croissance économique.

Chacun sait que la situation de l'enseignement n'est enviable ni en Angleterre ni aux Etats-Unis, sauf pour une toute petite élite. Je ne crois pas que la multiplication, outre-Atlantique, des cirqueurs de chaussettes, des ouvriers de portières, des vigiles d'immeubles, des serveurs de fast-foods, des promoteurs de chiens, etc., si elle constitue une modeste solution aux problèmes du chômage, soit

le signe d'un accroissement considérable du partage du savoir.

Je connais moins bien la situation en Angleterre, mais il ne me semble pas, d'après les films que j'ai vus, et dont on m'assure qu'ils reflètent assez bien la réalité, que le savoir soit en passe de régner dans les banlieues de Manchester et de Liverpool.

Il est vrai que cette fracture sociale ne risque pas de prendre chez nous de telles proportions, puisque le gouvernement actuel et futur s'apprête à la réduire... A moins qu'une nouvelle dissolution n'arrête de nouveau un si bel élan...

Max Milner est professeur émérite à l'université de la Sorbonne-Nouvelle.

## AU COURRIER DU « MONDE »

### LES MAGISTRATS FACE AU POUVOIR

Que la magistrature soit soumise au pouvoir politique n'est ni une révélation ni un scandale, mais une logique : les lois dépendent du politique, ceux-ci dépendront toujours du politique, la notion de justice étant notion politique par excellence.

Par la force des convictions politiques des individus au pouvoir, la justice d'un Etat socialiste ne sera pas celle d'un Etat libéral, pas plus que la justice d'un Etat libéral ne sera celle d'un Etat d'exception. Ainsi, ce qui était légal hier ne l'est plus aujourd'hui, et ce qui est illégal aujourd'hui ne le sera peut-être plus demain, mais, dans n'importe quel cas de figure, c'est le politique qui décide et, ce, parce que c'est le politique, et non le magistrat, qui représente la démocratie.

Une politique qui ne pèserait pas sur les options de la justice entrai-

nerait la décomposition et de sa politique et de la justice. Le problème n'est donc pas de savoir si les magistrats sont soumis au pouvoir politique, mais s'ils le sont dans le cadre de la légalité.

Jean Loubray, Cinéy (Belgique)

### QUELLE CRÉDIBILITÉ ?

Dans tous les débats qui nous agitent actuellement, (...) quelle est la crédibilité de tous ceux qui avancent opinions, projets, programmes, conseils ?

Quelle écoute peuvent avoir les experts économiques de l'OCDE, experts internationaux payés 50 000 F et plus par mois, quand ils préconisent la baisse des indemnités chômage et du RMI ?

Quelle crédibilité, nos économistes, sociologues, technocrates, quand ils proposent un partage du travail et une diminution du temps de travail, alors qu'eux-mêmes travaillent soixante à soixante-dix

heures par semaine, et n'ont aucune envie de partager ces heures ?

Quelle crédibilité, ces grands patrons, quand ils réclament une plus grande flexibilité et s'accrochent des contrats en « béton » avec des salaires mirobolants ? (...)

Quelle crédibilité, ces politiques qui plaident pour un Etat modeste et usent et abusent des privilèges de la République ? (...)

Jean-François Clavier, Mauriac (Gironde)

### SOLIDARITÉ CONTRE LE CHÔMAGE

Le 4 avril, dans la page « Débats » du Monde, Michel Rocard et Lionel Stoléru traitent du chômage. Pour tous deux, il faut réduire le temps de travail. « une réduction contractuelle, négociée, réversible », dit Lionel Stoléru. Tout à fait d'accord, ce peut être un remède à court terme... associé au dynamisme des entreprises. Mais ensuite, nous disent-ils, cette réduction doit se

faire sans baisse de salaire. Là, je ne suis pas d'accord !

Si la réduction du temps de travail doit se traduire par une augmentation du coût du travail, ce sera raté ! Il y aura des fermetures d'entreprises, une mécanisation plus forte et le chômage augmentera. Beau gâchis... Une forte amélioration de l'emploi améliorerait les ressources de l'Etat et l'équilibre des régimes sociaux qui baisseraient leurs cotisations. Une baisse de 15 % du temps de travail pourrait nécessiter, par exemple, une réduction des salaires de 5 %, si l'on veut conserver identique le coût du travail. Ces baisses de salaires sont exotiques, disent les hommes politiques, les Français « n'accepteraient jamais... », dit Michel Rocard. Et si les Français étaient vraiment solidaires, prêts à faire un sacrifice pour que l'emploi revienne, pour les jeunes en particulier ?

François de Solan, Saint-Michel (Charente)

### L'ÉCONOMISME TRIOMPHANT

Droite ou gauche : les mots ont-ils encore un sens à l'heure de la mondialisation économique ? Curieux monde que celui où un gouvernement de droite admette un PDG « de gauche » d'une entreprise fraîchement privatisée pour – compétitivité oblige – avoir brutalement, et sans scrupule, jeté au chômage trois mille salariés belges surnuméraires.

Curieux monde que celui du capitalisme triomphant, où la politique est réduite et subordonnée à l'économie érigée en religion. Curieux monde que celui des marchés financiers totalement autonomes, désincarnés et donc imperméables aux crises sociales. Curieux monde que celui d'une Bourse qui flambe au rythme des vagues de licenciements massifs.

Quelle est la place de l'homme dans cette civilisation post-industrielle qui marginalise le travail hu-

main, dans une société qui produit de plus en plus de richesses avec de moins en moins d'hommes ? L'homme, simple moyen au service d'une fin : le marché, devenu l'horizon indépassable de notre temps.

Le « capital humain » – la sémantique en dit long – ne pèse souvent pas lourd dans les arbitrages économiques de nos décideurs. Mais les sociétés fracturées, en France, en Belgique ou en Corée, se soulèvent contre l'incurie et le cynisme de nos gouvernants. Las de subir les ravages du libéralisme et de la mondialisation de l'économie, l'esprit de révolte souffle, et un peu partout, des mouvements sociaux se constituent.

Ces frondes sociales, ces appels au respect et à la dignité humaine, ont, pour l'instant, été contenus. Jusqu'à quand ?

Jacques Aragones, Paris

صلى الله عليه وسلم



Jean-Pierre Faye, philosophe

## Merab Mamardachvili a trouvé en Descartes « la puissance de la liberté »

Le penseur français nous invite à découvrir un philosophe géorgien de langue russe, mort en 1990, qui a porté un regard neuf sur Descartes

C'EST en quelque sorte une rencontre entre trois philosophes, par-delà le temps et l'espace. Jean-Pierre Faye parle de Descartes à l'occasion de la publication en français de l'un des séminaires (*Méditations cartésiennes*, traduit du russe par Tanya Page et Luba Jurgenson, à paraître chez Solin) qu'un autre philosophe, le Géorgien Merab Mamardachvili, donna à Moscou à la fin des années 70 et au début des années 80, quand Descartes sentait encore le souffle d'une Union soviétique où seule la vulgate marxiste-léniniste avait droit de cité.

Au moment de la dissolution de l'Union soviétique, Merab Mamardachvili prit fait et cause pour l'indépendance du peuple géorgien, qu'il avait défendue contre le totalitarisme soviétique. Mais rien ne lui répugnait plus que le nationalisme étroit. « Mon combat n'est pas pour la langue géorgienne, disait-il, mais pour ce qui se dit dans cette langue. » Aux antipodes de ces intellectuels des anciens pays de l'Est ou des Balkans qui ont alimenté la haine de l'autre, Merab Mamardachvili, comme Descartes, découvre en lui-même ce que Jean-Pierre Faye appelle « cette puissance inépuisable qu'est la liberté ».

### Un spécialiste du totalitarisme



JEAN-PIERRE FAYE

PHILOSOPHE, historien et romancier, Jean-Pierre Faye est né en 1925. Il a obtenu le prix Renaudot en 1964 pour son roman *L'Ecluse*. Auteur d'une quinzaine de livres, il s'est particulièrement intéressé au phénomène totalitaire, développant la thèse selon laquelle le discours utilisé par ce type de régime n'est pas une simple conséquence de ce dernier, mais le rend possible. Tel est l'objet de *Langages totalitaires, Critique de la raison et de l'économie narrative* (Hermann 1972). Jean-Pierre Faye est revenu à plusieurs reprises sur la question des liens unissant la pensée de Heidegger au nazisme, notamment dans *Le Piège* (Balland, 1990).

passé pour justifier les politiques les plus sanguinaires ? - Le passé prend parfois la forme d'une immense carapace, comme il y en a eu sur les pays dits soviétiques. Lorsque l'on soulève la carapace, on voit surgir des passés qui traînent avec eux la « bouteille », pour reprendre la métaphore de Wittgenstein, à laquelle se réfère Merab : la mouche qui sort de la bouteille doit sortir sans s'embarasser de la bouteille. Mais voilà que ces malheureux qui sortaient de la bouteille soviétique emportaient avec eux des mini-bouteilles nationales, et Merab lui-même devient victime de ce à quoi il avait aspiré le plus, la liberté pour son pays natal, la Géorgie. Mais sans pour autant que la rupture soit complète, par exemple avec la langue russe, qu'il n'aimait pas même s'il la maniait merveilleusement - ce qui lui a permis d'être le philosophe nouveau de la langue russe. Cela sort du dilemme pré-cédent des Russes : il y avait d'un côté Netchaïev et de l'autre Soloviev, la Russie semblait prise dans ce binôme du révolutionnaire ardent et du mystique merveilleux ; puis, tout à coup, il arrive une fraîcheur extraordinaire, c'est ce que Merab voulait pour la Géorgie.

Quand la Géorgie se libère de sa carapace, Mamardachvili est élu député et, dès les premiers jours, se retrouve la cible de la folie nouvelle : il meurt quelque temps après : coïncidence frappante. C'est un peu comme s'il racontait de nouveau cette mort de Descartes, il dit si bien, « comme une mort de Socrate ironique » parce que Socrate, comme chacun sait, fait oïtre la philosophie en se faisant condamner à mort, presque à plaisir, par sa chère cité d'Athènes. De même Descartes est mis à mort par la reine qu'il aime, puisqu'elle l'oblige à se lever à 4 heures du matin dans un pays froid, et pour lui qui se levait à midi et écrivait dans son lit depuis son enfance, cela équivaut à le condamner à la cécité. Mais il feignait d'obéir à ces règles avec docilité.

Merab Mamardachvili note que Descartes ne pouvait pas être un réformateur social. Qu'est-ce que cela veut dire ?

- A l'intérieur du jeu social, il y a cette souveraineté générale qui fait que l'on peut se jouer des rois en feignant de leur tirer son chapeau, on peut aussi tirer son épée, le cas échéant, si les passeurs sur le fleuve veulent vous jeter dans l'eau, comme cela est arrivé à Descartes. Merab moutre un géotillhomme souverain qui choisit les armées dans lesquelles il va voyager, tantôt les protestants, tantôt les catholiques. Il sera intéressant de rappeler cela l'an prochain, lors de la commémoration de la proclamation de l'édit de Nantes, en 1598. Voilà un homme qui a porté avec lui son édile de Nantes à travers l'Europe, entre Henri IV et Louis XIV, sans se soucier de ce qu'en disaient les rois ou les princes. Merab, de la même manière, dans les années les plus tristes et marquées de l'histoire soviétique, fait des séminaires sur Descartes, après en avoir fait sur Nietzsche, Proust ou Kant.



qui en est faite. On imagine la stupeur du KGB, qui devait suivre assidûment le séminaire sur Proust ou Descartes, et qui devait écrire dans son rapport que Merab n'avait parlé que de Dieu, mais en affirmant que Dieu n'existe pas avant son effet : cela veut-il dire que Dieu existe ou qu'il n'existe pas ? Je crois que là Merab déjouait, à plaisir, ses espions. Cela lui donnait une ironie supplémentaire ; c'est pourquoi son Descartes est si ironique.

Merab dit que Descartes a choisi volontairement Amsterdam parce qu'il n'en connaissait pas la langue. Était-il d'autant plus libre qu'il ne savait pas ce qui se passait autour de lui ?

- Il fut un frelon égaré dans une merveilleuse ruche pleine d'abeilles, le fait de ne pas comprendre ce qui se disait lui donnait une liberté supplémentaire. Merab a dû être comme cela lorsqu'il était à Paris, même si lui savait le français, qu'il avait appris en lisant Proust, Montesquieu et Montaigne. Il est une leçon de fraîcheur dans la liberté, qui donne à sa parole la valeur d'une écriture qui s'invente, qui n'est jamais révérentielle ni même référentielle.

- Je doute donc je suis est exactement le contraire de la pensée totalitaire. N'est-ce pas une attitude inverse à celle des intellectuels en Yougoslavie, aux Balkans ou en Géorgie, qui se sont mis au service de la pensée nationaliste ?

- De Montaigne à Nietzsche, des philosophes se sont mis à prendre le crayon des guerriers pour tracer des frontières avec le crayon-couteau, et il y a toujours un général pour dire que les frontières sont toujours tracées dans le sang, comme le général Mladic, le jour même où il est entré dans Srebrenica pour assassiner la population de la façon que nous savons. Descartes est le franchisseur de frontières, il s'en va libérer à Uzun, puis aux Pays-Bas.

Il y a une idée qui revient chez Mamardachvili à propos de Descartes : celle du philosophe qui ne se plaint jamais, qui refuse la mélancolie.

- Il cite un poète français du XVIII<sup>e</sup> siècle, Lamour : « Faire grand bruit, c'est l'affaire d'un fat, se plaindre celle d'un imbécile. Un hon-

Le séminaire sur Descartes a eu quelque chose de particulièrement vivant : il est animé par les Russes « pensants » comme le livre qui transforme le champ philosophique et même le champ du regard.

Qu'est-ce que la liberté dans un système totalitaire ?

- C'est la liberté d'avoir un passeport. Merab va à Rome en voyage commandé en 1966 et puis s'échappe, va à Paris. On lui enlève donc son passeport pendant les vingt années qui suivent. Cela va être très difficile pour lui ; il avait ses Français préférés : Proust, Descartes, Montaigne et Fourier, qui est d'ailleurs le seul permis à l'époque puisqu'il est nommé par Engels. Etant venu voir ses Français préférés, il va être mis dans la bouteille avec la mouche. Descartes me fait penser à cela quand il quitte la France au moment où commence le siège de La Rochelle, il me semble que son silence sur La Rochelle en dit très long, cela veut dire : « La guerre de religion recommence en France, celle qu'on connaît Montaigne, alors je m'en vais. » Il part au Pays-Bas, où il n'est pas parfaitement à l'aise d'ailleurs, puisqu'il est en butte à des soupçons théologiques : on l'accuse d'être pélagien, athée. Il a quelque

chose de commun avec saint Augustin - qu'il aime, bien qu'il se trouve aux antipodes - mais il suit le chemin inverse, c'est-à-dire non pas l'attente de la grâce, mais au contraire la découverte en soi de la puissance inépuisable qu'est la liberté. En même temps, il dit que dans cette puissance inépuisable il y a quelque chose d'infini qui ne peut pas être engendré par moi-même ; mais Dieu n'existe pas avant son effet, dans la découverte

### Un Socrate géorgien

MERAB MAMARDACHVILI est né en 1930 à Gori, en Géorgie, la ville natale de Staline. Il y a de l'ironie dans cette coïncidence, comme le soulignait volontiers ce philosophe, qui avait fait de cette tournure d'esprit l'une de ses armes préférées contre le système soviétique au sein duquel il a passé la plus grande partie de sa vie. Son père était un militaire de carrière, qui eut la chance de se trouver en 1936 à l'académie militaire de Leningrad, au moment où tous les officiers présents à Tbilissi, en Géorgie, furent fusillés sur ordre de Staline.

Après des études de philosophie à l'université de Moscou, Merab Mamardachvili entre en 1957 à la revue *Questions de philosophie*. Il est envoyé en mission à Prague, de 1961 à 1966, comme collaborateur de la revue *Problèmes de la paix et du socialisme*. Il rencontre alors des intellectuels communistes étrangers, notamment français et italiens. Il est autorisé à se

receder en Italie en 1966, mais en profite pour visiter la France, ce qui lui vaut à son retour en URSS d'être interdit de voyage à l'étranger.

Professeur de philosophie à l'université de Moscou, il subit de multiples tracasseries des autorités soviétiques. Il retourne en 1979 en Géorgie, où il jouit d'une plus grande liberté en tant que professeur de philosophie à l'université de Tbilissi, tout en continuant régulièrement à Moscou pour des séminaires : ses leçons, dispensées oralement selon la meilleure tradition socratique, attirent une foule compositée, qui peut enfin entendre une parole libre.

Merab Mamardachvili est mort, victime d'une crise cardiaque, un soir de novembre 1990, alors que de Moscou il regagnait Tbilissi, après une altercation avec quelques-uns de ses compatriotes qui lui reprochaient de garder une distance ironique par rapport aux débordements du nationalisme sauvage.

Propos recueillis par Dominique Dhombres et Daniel Vermet

Jean-François Bayart, directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERI)

## « La France n'a plus grand-chose à dire aux Africains d'aujourd'hui »

La politique de visas menée par Paris menace à terme, selon le politologue, l'influence culturelle, économique et technologique française

« Avec la disparition de Jacques Foccart et la déchéance prochaine du président zairais Mobutu, l'heure n'est-elle pas venue d'une nouvelle politique de la France en Afrique ?

- On peut en douter, car la classe politique française, toutes familles confondues, paraît tenir pour légitime le foccartisme comme conception des relations franco-africaines, dominant la primauté à la politique des réseaux et à la confusion entre l'action paradiplomatie et les affaires privées. Il est improbable que la France renonce au foccartisme, pourtant responsable du fiasco de la politique africaine de notre pays. Tous les partis continuent d'y trouver leur compte, notamment en matière de financement des campagnes électorales.

- N'a-t-on pas eu tendance à exagérer le rôle que jouait

Jacques Foccart au cours de ces dernières années ?

- Foccart était âgé et malade. Néanmoins, son influence a été décisive à trois reprises au moins : en 1994, lorsque Paris a pris la décision surréaliste de restaurer Mobutu comme pacificateur de la région des Grands Lacs, au lendemain du génocide des Tutsis au Rwanda ; en 1995, lorsqu'il est parvenu à faire nommer ministre de la coopération Jacques Godfrain, un homme à lui, et à faire avorter la réforme de notre aide au développement ; en 1996, enfin, en obtenant que Paris persiste à jouer la carte d'un Mobutu mourant et discrédité. Mais Foccart était un peu comme ces vieux fétiches des royaumes africains que l'on sort pour les grandes occasions. Des hommes de l'ombre, proches de lui, plus jeunes, avaient pris le relais depuis longtemps.

Il faut en outre s'interroger sur les relations d'alliance ou de conflit entre les réseaux néo-foccartiens : Jean-Christophe Mitterrand semble volontiers travailler avec Pierre Pasqua, le fils de Charles Pasqua, ce pendant que les opérateurs de la Maïe de Paris n'en finissent pas de régler des comptes de la bataille présidentielle de 1995, par exemple à Bangui.

- L'Afrique est-elle aujourd'hui « malade » de la France ?

- Les conflits qui l'endeuillent ne relèvent pas de la pathologie. Méfions-nous de cette vision des choses. C'est parce que nous avons prétendu que Mobutu était le dernier garant de l'unité du Zaïre, qu'il était le dernier rempart contre un chaos dont on ne voulait pas voir qu'il en était le principal organisateur, que nous l'avons soutenu jusqu'au bout. Or ces crises africaines

sont souvent des crises de formation de l'Etat, plutôt qu'elles ne remettent en cause celui-ci. Elles sont comparables à ce que les sociétés politiques européennes ont longtemps connu : les historiens savent que l'Etat, en Occident, est né de la guerre.

En revanche, la France est malade de l'Afrique. Nous avons été complices, au Rwanda, de la préparation d'un génocide. Nous avons organisé, voire financé, l'envoi au Zaïre de criminels de guerre serbes comme mercenaires, pour défendre une des dictatures les plus consternantes de la guerre froide. Tout indique, en outre, que le désastre de notre politique dans les Grands Lacs et au Zaïre, et les graves exactions qui l'ont accompagnées à Kisangani, resteront sans sanction.

- Assistes-t-on à un déclin de la France au sud du Sahara ?

- A un déclin, mais aussi à un rejet de la France. La cause première en est notre politique de visas, dont la mise en œuvre est très mal ressentie et se traduit par une réorientation rapide des flux de voyageurs à notre détriment. De facto interdits d'accès au territoire français, les étudiants et les intellectuels francophones se tournent désormais vers le Canada et les Etats-Unis. A terme, c'est notre influence, non seulement culturelle, mais encore économique et technologique qui se trouve compromise. De même, les commerçants africains vont maintenant acheter des marchandises à Istanbul ou à Dubaï, faute de pouvoir obtenir des visas dans des conditions décentes. Ce basculement de l'Afrique vers le Moyen-Orient ou l'Extrême-Orient est accéléré par la dévaluation du franc CFA, qui a rendu nos produits

encore moins compétitifs. Plus fondamentalement, la France n'a plus grand-chose à dire aux Africains d'aujourd'hui. Son message d'universalité s'est éteint. Ne restent que les contrôles policiers et les expulsions. Cet aspect est plus important que la prétendue volonté des Etats-Unis de nous supplanter au sud du Sahara, même si les compagnies pétrolières ou minières américaines se montrent très normalement agressives, ou si l'administration Clinton a pris une grave responsabilité en soutenant en sous-main l'intervention du Rwanda et de l'Ouganda au Zaïre. Il est à craindre que la crédibilité de la France ne soit pour longtemps ruinée par la débâcle de sa politique en Afrique centrale.

Propos recueillis par Eric Pottorino



# Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Blair plutôt que Major

COMME toujours avec nos voisins d'outre-Manche, l'affaire est complexe. Dix-neuf années de thatcherisme ne se résument pas facilement, qu'il s'agisse de la version originale ou de celle, édulcorée, qu'incarne John Major. La durée même de ce long règne conservateur justifierait largement, à elle seule, la bouffée d'air frais que serait l'arrivée des travaillistes de Tony Blair au pouvoir. Mais se satisfaire de cet argument-là, aussi justifié soit-il, serait esquiver la vraie question : quel est le bilan du thatcherisme ?

La Grande-Bretagne est un pays qui a retrouvé la croissance, un dynamisme industriel et financier, une créativité artistique et commerciale qui rappelle les années 60, et des niveaux d'emploi qui lui envient nombre de ses voisins du continent. Ce n'est pas rien.

Mais la marée n'est pas si belle que la vitrine de quelques bons indicateurs macroéconomiques et l'atmosphère du *Swinging London* d'aujourd'hui pourraient le laisser penser. Derrière, il y a, pour une bonne partie, des reculs du modèle, des salaires qui n'ont été dépassés de nombre de leurs droits sociaux et syndicaux, un système scolaire à deux vitesses, bref, in fine, une société qui est la plus inégalitaire de toute l'Europe de l'Ouest.

Pour autant, c'est une société qui paraît majoritairement attachée à un nombre d'aspects positifs du libéralisme thatcherien. Les

Britanniques ne veulent pas revenir à la vieille cuisine travailiste des années 70 ; un secteur public obèse, paralysé par des monopoles syndicaux bien peu démocratiques, le tout s'appuyant sur une fiscalité à terrasser la classe moyenne.

D'où le « blairisme », version la plus ultra-libérale d'un projet social-démocrate jamais présenté en Europe de l'Ouest. Le « blairisme », c'est, selon son inventeur, le brillant (trop brillant ?) Tony Blair, chef du New Labour, le prix à payer – en termes d'aggiornamento idéologique – pour qu'une grande formation socialiste européenne revienne au pouvoir en ces temps de mondialisation économique.

En ce sens, le « blairisme » intéresse le PS français et son homologue allemand au premier chef. Il pose comme principe que la globalisation, réalité unique, comporte, pour la Grande-Bretagne plus d'aspects positifs que négatifs, et qu'il faut trouver, dans ce contexte, un succédané à l'État-Providence vieillissant. C'est-à-dire imaginer de retisser un filet de protection sociale sans peser en aucune façon sur le dynamisme et la compétitivité du secteur privé.

John Major pense que le marché est le meilleur régulateur de tout. Tony Blair croit profondément dans les vertus du marché, mais aussi dans l'absolue nécessité de préserver un espace d'intervention publique qui maintienne la cohésion sociale. En ce sens, son projet est plus prometteur que le conservatisme terne de M. Major.

## Désordres et débats sur l'art contemporain

« L'ART CONTEMPORAIN, ordres et désordres ». Organisé sur ce thème par le ministère de la culture, avec le concours du Monde et de France-Culture, le colloque qui a eu lieu samedi 26 avril à l'École nationale supérieure des beaux-arts à Paris, a surtout permis d'illustrer le second terme de l'alternative, les désordres !

Monté au front devant « l'ampleur de l'offensive contre l'art contemporain », Jean-François de Cauchy, pointait d'emblée le risque que des « milieux-censeurs deviennent des apprentis-sorciers ». « Populisme, intégrisme, totalitarisme » : avec le délégué aux arts plastiques, la campagne nationale des « Dix jours de l'art contemporain » allait prendre d'emblée une tonalité politique.

On avait bien lu « campagne ». Il y avait « bataille ». Elle serait relayée par une salle comble et passionnée, et trancherait sur l'atonie de l'autre campagne, électorale. Le colloque deviendrait meeting, largement contradictoire, frottant parfois le happening contenu, pointant d'attaques ad hominem. Loin de la sérénité souhaitée, il manifesterait une inquiétude générale. L'un des mots les plus souvent entendus ne serait-il pas celui de « malaise » ? Celui, dira la plasticienne Sylvie Blocher, d'une « société qui somatise, n'ayant jamais affronté sa mémoire et la régit par l'angoisse ou la soumission ».

On le répète, on l'assène : cette polémique était franco-française, médiatico-médiatique, interne à une caste de fonctionnaires s'interrogeant sur son propre rôle et son propre pouvoir. Elle était un signe supplémentaire à inscrire au défilé d'un mal français, une impuissance à s'imposer sur la scène internationale, entretenue par le « masochisme » des milieux de l'art. Une ex-

pression reprise par notre collaborateur Philippe Dagen soulignant combien « ces querelles hexagonales ont pour effet d'appuyer le mépris dans lequel les artistes français sont tenus à l'étranger ».

La publication en un tir groupé de textes et d'entretiens hostiles à l'art contemporain dans une revue infimement liée à la droite extrême, *Krisis*, au moment précis d'un sursaut national contre le Front national, devait largement focaliser les débats. L'hypothèque jetée sur les propos de Jean Clair, directeur du Musée Picasso, cible privilégiée des attaques et soutenu par une « clique » visiblement concertée, ouvrait, non sans excès, aux risques d'amalgame entre des discours de nature différente.

### PARALLÈLE AVEC LES ANNÉES 30

Nombreux furent les intervenants à inscrire leurs analyses dans un parallèle avec les années 30. Pour des conclusions diamétralement opposées à celles du peintre Gottfried Honegger : « On déclare l'art mort, comme dans les années 30. Alors que nous vivons dans une époque de renaissance sans précédent, une véritable *Aufklärung* : jamais autant de gens n'ont trouvé d'espoir dans l'art. »

L'historienne Laurence Bertrand-Dorléac rejetait la théorie « spengérienne » d'une « Histoire cyclique ». Si elle relevait « le mode guerrier du débat », elle testait « sans xénophobie », moins violent qu'à l'époque de l'immortable « *Buren-Buchnerwald* » inscrit au Palais-Royal. Selon elle, « le discours contre l'art contemporain a toujours été présent. Latent en période de calme démocratique, il surgit en temps de crise de la société. Il est

le produit d'une contamination. Il transgresse l'ordre politique et demeure hétérogène : traquer la barbarie ou le racisme chez ses contempteurs est aberrant ». Elle n'en alertait pas moins sur le possible « retour du mal », et la nécessité d'« imaginer d'autres solutions pour éviter la catastrophe ».

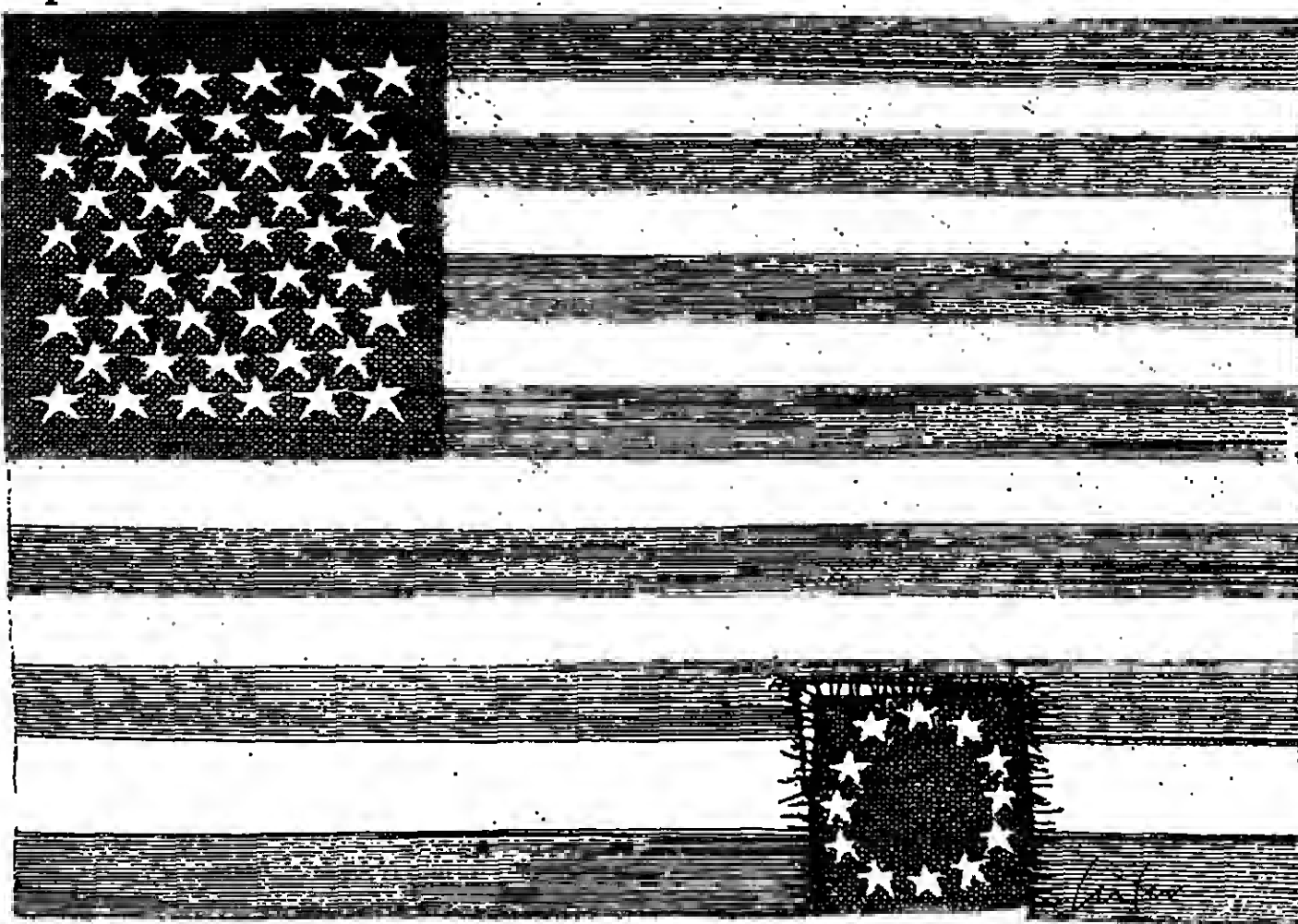
On n'avait pas manqué de s'interroger sur l'absence des artistes dans la polémique. Il est vrai qu'ils n'avaient guère paru éprouver le besoin de se manifester publiquement, comme si la contestation de leur travail émanait d'une sphère qui en était doublement coupée.

Il étaient pourtant venus nombreux à l'école des beaux-arts. Attentifs, meurtris par l'accusation de « nullité » qui leur avait été collectivement faite, soucieux de retrouver une « solidarité » évoquée par le plasticien Jean-Marc Bustamante, qui regrettait un certain « manque d'ouverture ».

Certes, les plasticiens étaient venus, mais en ordre dispersé, contestant de fait la bipolarisation d'un débat qu'ils souhaitaient multipolaire, à l'image de leurs pratiques – multiples, contradictoires – et de leurs voix, différentes. Du solitaire Jean-Pierre Raynaud (« Je n'attends rien de la société »), refusant de « mélanger des choses qui n'ont rien à voir », et pour qui « Le propre de l'art, c'est ce que nous ne comprenons pas », jusqu'à Jochen Gerz, stigmatisant « ceux qui veulent des chefs-d'œuvre d'art contemporain qui ressemblent à ceux d'autan », et interrogeant ironiquement : « A la fin de ce siècle, est-ce qu'on va enfin sauter dans le XIX ? »

Jean-Louis Perrier

## Reprise par Leiter



Le Monde est édité par la SA LE MONDE  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldon, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur général adjoint  
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Gribouille, Edwy Plenel, Michel Rimeau, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Bayard  
Rédacteur en chef technique : Eric Azzi  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Médiateur : Thibaut Fournier  
Directeur exécutif : Eric Fournier ; directeur délégué : Anne Charnet-Boussy  
Conseiller de la rédaction : Alain Rostaing ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président  
Autres directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1960), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laisant (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Leconte (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1895  
Capital social : 920 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »  
Association Hubert Bonne-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Vincent Auriol en Guinée

LE PRÉSIDENT Vincent Auriol a passé une deuxième journée, samedi, à Conakry. Le matin, après la cérémonie des couleurs, il a visité les installations portuaires et les ateliers du chemin de fer qui, de Conakry à Kankan, dessert le territoire sur une longueur de 600 kilomètres. Il s'est ensuite rendu à l'école régionale, dans la cour de laquelle étaient groupés les enfants des établissements d'enseignement public et confessionnel. Entrant dans les classes, le président de la République examinait les cahiers, posant des questions aux écoliers et écolières, qui lui répondaient sans embarras. Il félicita les maîtres, laïcs et religieux, et remit les Palmes académiques à plusieurs d'entre eux, notamment à deux religieuses qui instruisent les fillettes de la Guinée depuis près de cinquante ans.

A 17 heures, une grande fête folklorique se déroula au stade Ma-

(29 avril 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## 1995-1997, d'un « coup » politique à l'autre

Suite de la première page

Cette dissolution vise à surprendre M. Jospin à mi-parcours et à l'obliger à se réfugier précipitamment dans un rôle, lui aussi classique, de chef de la gauche tentant d'additionner les mécontentements. Le danger était que la manœuvre soit trop voyante, qu'elle laisse indifférents une partie des électeurs de la droite et que l'impopularité de M. Juppé transforme ces élections « référendaires » en plébiscite contre le premier ministre. Le président de la République et le chef du gouvernement peuvent considérer à ce jour que certains de ces dangers sont écartés et qu'ils ont paré à d'autres.

La manœuvre est certes flagrante, mais M. Chirac a mis dans son jeu les électeurs de la majorité sortante. A l'exception de Philippe de Villiers, qui se plaint avec raison d'être privé de la possibilité de mener un combat contre l'Europe de Maastricht, la droite est unie derrière l'initiative de l'exécutif. Les électeurs du RPR souhaitent évidemment que leur parti conserve le pouvoir. Ceux de

l'UDF sont incités par leurs dirigeants à appuyer la démarche présidentielle, puisqu'elle a pour but d'appliquer leur programme « l'Europe » et puisqu'elle ouvre la voie à une réduction des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires, ce qui plaide aux libéraux, mais sans le dire trop ouvertement, ce qui rassure les centristes.

Les fermentations de division de la droite, attestées ces dernières années, sont effacées. M. Chirac fait mieux que prendre le train de l'Europe puisqu'il se propose d'en devenir l'un des principaux dirigeants. Quant au risque de confiscation de l'Etat, mis en avant par M. Jospin et qui, en 1988, avait dissuadé une partie des électeurs de Raymond Barre de voter pour M. Chirac au second tour, il est édulcoré aujourd'hui par l'engagement de l'UDF aux côtés du chef de l'Etat et du premier ministre.

### L'UDF N'A PAS LE CHOIX

Quoi qu'ils en pensent peut-être, François Léotard et François Bayrou n'ont pas le choix. Il leur reste l'espoir d'accroître leur poids relatif dans la majorité future, si la droite l'emporte, et d'obliger alors les « moines-soldats » du RPR à tenir compte davantage de leurs alliés.

Le risque de démolition de l'électorat de droite n'est pas évacué pour autant, mais son importance est fonction du comportement de l'électorat de gauche. Or, des deux côtés, la détermination à aller voter est équivalente, selon les sondages, les quatre cin-

quièmes des électeurs se disant résolus à répondre à l'appel des urnes. Le taux d'indécision se situe lui aussi au même niveau à droite et à gauche (de l'ordre de 30 %).

Rien n'indique par conséquent, à ce jour, que le pouvoir puisse redouter un surplus de combativité à gauche. Si un vote-sanction prend forme de ce côté-là, il est équilibré par une volonté égale, de l'autre côté, de confirmer la condamnation prononcée contre la gauche en 1993. Pour « archaïque » qu'il soit, l'argument de l'archaïsme, brandi par MM. Juppé et Léotard contre la résurrection de l'union de la gauche, ne s'en révèle pas moins efficace.

Il ne suffit pas, cependant, à mettre M. Juppé à l'abri d'un rejet. Les acrobaties amorcées depuis quelques jours pour donner à croire que le premier ministre en place, président du RPR et chef de la campagne de la droite, pourrait ne pas être reconduit dans ses fonctions à la tête du gouvernement après les élections donnent la mesure du « sérieux » avec lequel MM. Chirac et Juppé apprécient ce risque.

La manière dont le second a entrepris de l'éviter, dimanche 27 avril, sur TF1, ne doit pas grand-chose, en revanche, au souci d'une « autre façon de faire la politique ». Elle doit tout à la méthode employée par M. Chirac en 1995 : emprunter au programme de l'adversaire ce qui pourrait être populaire, faire entendre une musique dont on se garde d'articuler les paroles.

Ainsi le « futur premier ministre », dont M. Juppé ne sait pas qui il sera, pourra-t-il considérer comme « terminée » la période du « redressement » commencée en 1993 avec... Edouard Balladur, affublé pourtant d'un bilan « calamiteux » par le même M. Juppé en 1995.

Il n'importe ! Le « futur » premier ministre pourra se consacrer à une « nouvelle étape » occupée par des tâches autrement moins austères et autrement plus gratifiantes : développer l'aménagement du temps de travail, mettre fin au cumul des mandats, rééduquer pour la dernière fois le redémarrage du réacteur Superphénix et même supprimer l'ENA.

### ENRÔLEMENT

Ces chapitres du programme socialiste – ou, dans le cas de l'ENA, du discours de certains socialistes, en l'occurrence Laurent Fabius – une fois annexés à celui de la droite, M. Juppé a adressé aux électeurs de celle-ci d'insistantes signaux libéraux en expliquant que « l'excès des dépenses publiques » est « l'une des raisons profondes du chômage en France ».

Voilà donc Philippe Séguin d'un côté, Alain Madelin de l'autre, enrôlés malgré eux au service du futur premier ministre. D'un « coup » – celui de la campagne chiraquienne de 1995 – à l'autre – celui de la dissolution –, ni les instrumentistes, ni la partition ne changent.

Patrick Jarreau

صلى الله عليه وسلم



## ENTREPRISES

LE MONDE / MARDI 29 AVRIL 1997

**FINANCE** Trop atomisé, peu rentable et alourdi par des sureffectifs, le secteur bancaire italien doit se restructurer pour affronter ses concurrents européens dans la perspective

de l'Union monétaire. ● DEPUIS DIX ANS, l'industrie bancaire italienne a déjà beaucoup évolué. Les gouvernements ont lancé la privatisation d'un secteur qui, en 1988, était à 80 % pu-

blic. Les prochaines privatisations concerneront San Paolo di Torino, première banque du pays, et la Cariplo, la principale caisse d'épargne. ● L'AUTRE RÉFORME MAJEURE est la

modification de la loi sur les fondations. Structures à vocation caritative, elles ont trois ans pour devenir privées. Les banques détenues par des fondations, comme San Paolo,

Banca di Roma, Monte dei Paschi di Siena, n'ont pas de culture de rentabilité. ● L'OFFRE PUBLIQUE DE VENTE de San Paolo (qui porte sur 25 % du capital) débutera le 19 mai.

# Les banques italiennes se restructurent pour aborder l'Union monétaire

Une poignée de groupes solides est sur le point de se constituer pour concurrencer les établissements étrangers. Privatisations et concentrations vont permettre au secteur de s'affranchir des fondations

### MILAN

de notre envoyée spéciale  
Le mouvement de restructuration de l'industrie bancaire italienne est irréversible. Même si l'Italie ne fait pas partie du premier cercle des pays qui intégreront l'Union monétaire au 1<sup>er</sup> janvier 1999, il ne se ralentira pas pour autant. L'ensemble des banques italiennes et leurs autorités de tutelle sont convaincues que, dans son état actuel, le secteur ne peut aborder l'Union monétaire sans être écrasé par ses concurrents. Ainsi, la première banque du pays, San Paolo, se situe qu'au vingt-cinquième rang européen et au quarante-cinquième rang mondial.

Trop atomisé - il existe plus de mille banques dans le pays contre 600 en France -, peu rentable - la rentabilité moyenne est de l'ordre de 2 % contre une rentabilité à deux chiffres pour les banques britanniques -, alourdi par des effectifs trop nombreux - au point que le gouverneur de la banque d'Italie, Antonio Fazio, déclare officiellement qu'une réduction drastique est indispensable -, le secteur bancaire italien est contraint à une mutation brutale.

### COMPÉTITION EXACÉRÉE

Pour Carlo Salvatori, directeur général de la plus importante caisse d'épargne italienne, la Cariplo (Cassa di Risparmio di la Provincia di Lombardia), « il faut que l'Italie aborde l'Union monétaire avec deux ou trois groupes bancaires forts, de dimension européenne pour pouvoir rivaliser avec les autres banques ». Le constat est le même de la part de Corrado Passera, directeur général de la banque Ambroveneto - dont le Crédit agricole détient 30 %. Plus pessimiste, il estime que la crise de l'industrie bancaire italienne va s'accroître, en raison d'une compétition accrue entre les banques elles-mêmes et entre les banques et les nouveaux acteurs (compagnies d'assurances, grands magasins, banque directe), de la pression de plus en plus forte des mouvements de consommateurs, de la convergence des taux d'intérêt au niveau européen et de la stagnation de l'économie italienne.

Une faible rentabilité			
En millions de lire (1 000 lire = 3,35 francs)		RÉSULTAT NET EN 1996	
SAN PAOLO DI TORINO	603	+36,4 %	7,23 %
COMIT	378	+3,5 %	4,31 %
CREDITO ITALIANO	282	+43,5 %	4,54 %
AMBROVENETO	190	+5 %	7,71 %
CARIPLO	100	-49 %	0,86 %
BANCA NAZIONALE DEL LAVORO	89	+15 %	1,54 %

Promouvoir quelques groupes bancaires, réduire les coûts, privatiser les caisses d'épargne et les groupes publics, assainir le système bancaire du Mezzogiorno, tel est le programme d'ici à la fin du siècle.

En dix ans, le paysage bancaire italien a pourtant déjà profondément changé. Les gouvernements successifs ont privatisé le secteur qui, jusqu'en 1988 était encore à 80 % entre les mains de l'Etat. Parmi les grands établissements bancaires, seuls la Banca Nazionale del Lavoro (BNL) pour les banques commerciales et l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI) pour les banques d'affaires sont encore sous sa tutelle.

La réforme suivante a été la modification de la loi sur les fondations, ces structures à vocation caritative. Elles ont aujourd'hui trois ans pour devenir privées et y sont incitées par des avantages fiscaux. Les banques détenues par des fondations - c'est encore le cas des banques San Paolo di Torino, Banca di Roma, Monte dei Paschi di Siena, pour ne citer que les plus importantes - n'ont pas une culture de rentabilité. Comme les caisses d'épargne françaises, elles n'ont pas d'actionnaires identifiés, si ce n'est les fameuses fondations qui, elles, n'appartiennent à personne. Le faible dividende qu'elles servent leur permet de réduire leur marge, faussant ainsi la concurrence, au grand dam des banques privées.

Le véritable coup d'envoi de la restructuration a été donné, il y a trois ans, avec le retour au privé de la Comit et du Credito Italiano. Les

pouvoirs publics ont également fusionné trois banques : le Banco di Roma, la Caisse d'épargne de Rome et la Banca di Santo Spirito, donnant naissance à la Banca di Roma. Cette dernière a pris, en février 1995, le contrôle de la Banca nazionale dell'Agricoltura (BNA), favorisant l'émergence d'un groupe de 285 milliards de francs, l'un des premiers d'Italie. Le groupe milanais Credito Italiano (Credit) a acheté le Credito Romano de Bologne. A l'autonomie, le

Banco di Napoli, en faillite, a été racheté conjointement par le Banco nazionale di Lavoro (BNL) et par le groupe d'assurances partiellement privé INA. A moyen terme, les deux banques devraient fusionner.

La deuxième étape importante interviendra en mai avec la privatisation de la plus grande banque du pays, San Paolo di Torino. La troisième sera la privatisation de la Cariplo. Si San Paolo a décidé de faire route seule en recourant au marché, la Cariplo cherche un partenaire avec qui fusionner. La banque Ambroveneto ne cache pas son intérêt pour une prise de participation majoritaire dans la caisse d'épargne la plus puissante d'Italie. La Cariplo a certes vu son résultat baisser de près de 70 % en 1996. Mais c'est à ce prix qu'elle a pu nettoyer ses comptes et absorber un plan de réduction du personnel de 700 personnes (sur 14 500). Un rapprochement avec Ambroveneto répondrait à une logique industrielle puisque les deux réseaux se complètent parfaitement. Mais un rapprochement avec la Comit n'est pas totalement exclu par la direction de Cariplo. La stratégie de développement qui sera définie dans les prochaines années devrait faire pencher la balance vers l'une ou l'autre solution.

L'évolution des rapports entre la Comit et la banque d'affaires Mediobanca pourrait avoir une influence sur cette décision. Les rumeurs de rapprochement entre les deux banques - la première détient déjà 8 % de la seconde - avaient, il y a quinze jours, fait bondir leurs titres à la Bourse de Milan. Elles ont été démenties. Mais le projet n'est pas à écarter pour autant. Enrico Cuccia, le fondateur de Mediobanca, a aujourd'hui près de 90 ans. La banque, pivot de ce qu'il est convenu d'appeler la « Galaxie du Nord » a peudant treize ans façonné un capitalisme à l'italienne, fondé sur des liens extrêmement étroits avec les grands groupes industriels familiaux. Mediobanca est en perte de vitesse, et la disparition de M. Cuccia lui porterait un coup. Un rapprochement avec la Comit, qui mettrait l'ensemble sous haute influence du groupe

Fiat, pourrait lui donner un second souffle. Resteront les cas de l'IMI et de Monte dei Paschi. La première est publique, mais Cariplo, San Paolo et Monte dei Paschi détiennent chacune 10 % de son capital. Elle doit se trouver une stratégie. La seconde ne semble pas privatisable à court terme tant la fondation fait corps avec l'ensemble des collectivités locales et les élus de Sienne et donne lieu à des luttes d'influence inextricables.

A la suite des bouleversements que provoqueront les privatisations de San Paolo et de Cariplo, de multiples rectifications de frontières devraient avoir lieu. Parmi elles, le changement de propriétaire du Credito Bergamasco, que le Crédit lyonnais a officiellement mis en vente.

Le pari d'un secteur bancaire italien solide est loin d'être gagné. Pour Corrado Passera, « l'Italie doit se décider à promouvoir l'émergence de grands groupes ou se résigner à devenir un terrain de chasse pour les puissantes banques étrangères ».

Babette Stern

## WORMS & CIE

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ À 1 MILLIARD DE FRANCS : + 15 %  
HAUSSE DU DIVIDENDE PAR ACTION : + 19 %

La Gérance a présenté au Conseil de Surveillance, réuni le 22 avril 1997, les comptes de l'exercice 1996 du Groupe.

(en millions de francs)	1996	1995 Proforma *	Variations
Assurance et Services financiers	690	504	+ 37 %
Industrie et Investissements industriels	205	116	+ 77 %
Holding	109	255	(57 %)
Résultat net total part du Groupe	1 004	875	+ 15 %
Par action en francs	29,41	25,65	+ 15 %
Dividende par action en francs	9,50	8,00	+ 19 %

\* La fusion de Maisoo Worms & Cie et Worms & Cie, réalisée en juin 1996, avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier, conduit à la présentation de comptes consolidés proforma pour l'exercice 1995.

### ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS : + 37 %

La forte progression du résultat de cette branche est due principalement à Athena Assurances dont le résultat net consolidé passe de 452 MF à 573 MF (+ 26,7 %). La rentabilité nette est de 9,5 % sur les fonds propres moyens de l'exercice. Tous les secteurs d'activité ont été porteurs de croissance : l'assurance Non Vie poursuit le redressement de ses résultats techniques, l'assurance Vie et l'International améliorent leurs performances.

Demachy Worms & Cie a vu sa contribution fléchir légèrement à 35 MF contre 40 MF. Un accord permettant l'adossement de la Banque à ABN Amro France vient d'être signé.

L'activité de gestion de capitaux animée par Pexmal Group enregistre une forte progression. Le résultat consolidé augmente de 39 MF à 103 MF.

### INDUSTRIE ET INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS : + 77 %

Le résultat de la branche progresse de 116 MF à 205 MF.

Le résultat de Saint Louis passe de 573 MF à 710 MF en 1996. La part du Groupe Worms & Cie est en progression de 160 MF à 198 MF. Saint Louis a par ailleurs cédé la totalité de ses participations dans Royal Champignon et dans Panzalin au cours de l'exercice.

Grâce à la poursuite de son plan de restructuration, la Compagnie Nationale de Navigation a redressé son résultat net, proche de l'équilibre en 1996.

### DIVIDENDE : + 19 %

La Gérance proposera aux actionnaires la distribution d'un dividende net par action de 9,50 francs, soit un revenu global de 14,25 francs, avant fiscalité comprise. Il sera mis en paiement le 13 juin 1997.

### PROJET DE FUSION ENTRE WORMS & CIE ET SAINT LOUIS

Le Conseil de Surveillance a pris connaissance des travaux des commissaires à la fusion et de l'expert indépendant qui confirment le caractère équitable de la parité de fusion proposée, soit 4 actions Worms & Cie pour 1 action Saint Louis. Il a en conséquence approuvé le projet de traité de fusion.

Ce projet, qui sera proposé à l'assemblée générale du 12 juin, présente les avantages suivants pour les actionnaires de Worms & Cie :

- une structure simplifiée au capital ouvert,
- l'accès à un marché boursier plus liquide : la capitalisation du nouveau Groupe augmentera à près de 20 milliards de francs. La liquidité du titre et le flottant seront fortement accrus, représentant plus de 40 % du capital,
- une structure financière solide.

Sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale du 12 juin, Worms & Cie adoptera le statut de société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Cette transformation conduira à proposer Nicholas Clive Worms à la Présidence du Conseil de Surveillance auquel sera soumise la nomination du Directeur : Jean-Philippe Thierry, Président, Dominique Anfortin et Gilles Boudillier. Edouard Silvy sera nommé conseiller du Directoire.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

L'assemblée générale mixte se tiendra le 12 juin 1997, à 9 h 15, au Pavillon Gabriel, 5 avenue Gabriel - 75008 Paris.

## San Paolo di Torino sera privatisée en mai

### TURIN

de notre envoyée spéciale  
Personne ne peut ignorer aujourd'hui en Italie que la banque San Paolo di Torino, avec ses 4 millions de clients, sa présence dans trente pays et ses performances dans la gestion de l'épargne, est la première banque commerciale de la péninsule. Pour 390 millions de lire (1 million de francs), et pour les besoins d'un spot de publicité, l'acteur Vittorio Gassman a remonté le temps jusqu'en 1563, date de la création de la banque, et s'est grisé en Nostradamus pour prédire, de son XVI<sup>e</sup> siècle, l'avenir du groupe bancaire.

Celui-ci est à l'apogée de sa privatisation totale. Déjà 35 % sont dans le public. Quelque 40 % supplémentaires vont être soumis à une offre publique de vente (OPV) qui débutera le 19 mai. Le calendrier de l'opération a été avancé pour éviter un engorgement de la Bourse de Milan du fait de la privatisation de nombreux secteurs d'activités (autoroutes, électricité, télécommunications) à l'automne.

C'est un pan entier de l'industrie bancaire qui va basculer dans le secteur privé. C'est aussi la première fois qu'une banque s'affranchit de la tutelle de sa Fondation.

Structure faïtière, la Fondation détenait jusqu'à présent 100 % du Gruppo bancario San Paolo, holding qui, elle-même, possède 65,58 % de la banque. La holding conservera uniquement 20 % du ca-

pital, dont 5 % seulement auront un droit de vote.

Le président de la banque, Gianni Zandano, a préparé l'opération en privilégiant le retour total au privé sans pour autant ôter à la banque sa spécificité torinoise. Pour éviter une mainmise d'un investisseur étranger, un noyau d'actionnaires stable a été constitué : il regroupe, pour 5 % chacun, l'IMI (Istituto mobiliare italiano), le Banco di Santander, l'IFI (Fiat) et la Fondation, et, pour 3 % chacun, Banca Monte dei Paschi di Siena et Reale mutua assicurazioni.

Un autre groupe sera constitué par des investisseurs institutionnels : Hanover Bank, l'assureur Ima, le groupe franco-belge Dexia (présent à hauteur de 40 % dans la filiale Credipol de San Paolo), le fonds d'entreprise, devraient participer à hauteur de 1 %. La banque belge Kredietbank s'est déclarée prête à prendre 2 %. Au total, ce sont entre 18 % et 20 % qui seront cédés au public à un prix qui sera fixé un ou deux jours après le début de l'OPV. Celle-ci durera jusqu'au 23 mai.

La mise en vente d'une partie de sa participation devrait procurer quelque 4 000 milliards de lire à la Fondation, qui viendront s'ajouter aux dividendes que lui sert sa banque. Cette somme énorme devra trouver à se placer. Seuls les dividendes peuvent être utilisés pour des œuvres.

Ba. S.

## Daimler-Benz pourrait supprimer 23 000 emplois d'ici à 1999

WALTER RIESTER, vice-président du syndicat IG Metall et membre du conseil de surveillance de Daimler-Benz, a affirmé dans un entretien au quotidien *Berliner Zeitung* du lundi 28 avril que le numéro un de l'industrie allemande va supprimer au moins 23 000 emplois d'ici à 1999. Un chiffre plutôt en baisse par rapport aux restructurations musclées de ces trois dernières années.

Daimler-Benz emploie aujourd'hui 290 000 personnes, dont une majorité (223 000) en Allemagne. Depuis 1993, 70 000 emplois ont été supprimés par le groupe, dont 21 000 en 1996, tant en raison de programmes de réduction d'effectifs que de cessions d'activités. Après s'être débarrassé de ses gros foyers de pertes, Daimler-Benz a renoué avec les bénéfices en 1996.

**DÉPÊCHES**  
■ **TELEPHONE** : le département américain de la justice a approuvé, vendredi 25 avril, le projet de fusion des deux compagnies régionales américaines de téléphone Nynex et Bell Atlantic. Ces dernières attendent désormais le feu vert de la Commission fédérale des communications (FCC).

■ **MICRO-ORDINATEURS** : les ventes mondiales ont progressé de 16 % à 18,26 millions d'unités au premier trimestre 1997, selon la société d'études IDC.

■ **US AIRWAYS** : la compagnie aérienne, qui emploie 42 000 salariés, procédera à des licenciements, notamment de pilotes, à partir du 30 juin si elle ne parvient pas à un accord avec ses personnels navigants pour réduire les coûts, selon le *Washington Post* du dimanche 27 avril. Une telle décision remettrait en cause les ambitions mondiales de la firme et, probablement, une commande de 400 nouveaux appareils (pour 14 milliards de dollars) passés à Airbus Industries.

■ **BOEING** : le constructeur aéronautique américain et le groupe britannique-norvégien d'ingénierie Kvaerner ont été retenus par les services de recherche de la marine américaine pour développer une base aérienne flottante avec une piste de 1 600 mètres de long. Ce projet de base offshore est évalué à 5 milliards de dollars.

■ **ELF** : quelque 1 200 personnes ont manifesté, samedi 26 avril, à Gisors (Eure) pour protester contre la suppression de la moitié des 220 emplois de l'usine AirHias, une filiale à 51 % d'Elf, spécialisée dans la fabrication du pléthysme.

■ **NICKEL** : la convention du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste), réunie samedi 26 avril à Koné (province nord de la Nouvelle-Calédonie), a constaté « des avancées significatives » sur le dossier de l'exploitation du nickel. Rendez-vous a été pris pour le 2 mai avec les différents partenaires, dont le groupe minier Eramet, concernés par le projet indépendantiste de construire une usine de nickel dans le nord de l'île.

■ **SHISEIDO** : le groupe japonais de cosmétiques a annoncé, lundi 28 avril, l'acquisition d'Hélène Curtis Japan. Cette petite filiale du groupe anglo-néerlandais Unilever, spécialisée dans les colorations pour cheveux, emploie quelque 120 salariés et a réalisé en 1996 un chiffre d'affaires de 40 millions de dollars (233 millions de francs).

■ **LA BLANCHE PORTE** : la direction de la filiale des Trois Suisses va présenter, mercredi 30 avril, au comité central d'entreprise un plan prévoyant la suppression de 110 emplois (sur 900).

## En Allemagne, l'allongement des horaires d'ouverture des magasins ne parvient pas à doper les ventes

Six mois après l'entrée en vigueur de la réforme, les résultats tardent à se faire sentir sur l'emploi

Depuis six mois, les magasins allemands peuvent rester ouverts jusqu'à 20 heures en semaine, et une partie du samedi. La plupart

d'entre eux ont profité de cette nouvelle possibilité, mais les résultats économiques tardent à venir. Très contestée lors de sa discussion, la réforme n'a pas relancé l'activité comme prévu. Deux ans seraient nécessaires pour que les nouveaux horaires entrent dans les mœurs.

COLOGNE  
correspondance

L'initiative devait révolutionner les habitudes des consommateurs allemands. Six mois après son entrée en vigueur, la réforme des horaires d'ouverture des magasins fait l'objet de commentaires contrastés. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1996, les commerces sont autorisés à ouvrir jusqu'à 20 heures en semaine - contre 18 heures auparavant - et 16 heures tous les samedis, au lieu de 14 heures. En adoptant une nouvelle législation, l'Allemagne comptait dynamiser le secteur de la distribution et accélérer sa mutation vers les activités de services.

REGAIN D'ANIMATION

Le compromis adopté après des années de polémique dans un pays très conservateur en la matière reste pourtant fragile. Pour les syndicats, l'expérience a tourné en « flop », et ils demandent le retour aux horaires d'autrefois. Le président de la fédération du commerce de détail (HDE), longtemps opposé au projet, note que les affaires vont « plutôt moins bien ». Le ministre de l'économie parle au contraire d'un « succès », tout en demandant un peu de patience aux professionnels.

Les nouveaux horaires entrent petit à petit dans les mœurs. Selon une étude du HDE réalisée auprès de 2 500 établissements, près de neuf commerces sur dix ont modi-

fié leurs heures d'ouverture dans le cadre prévu par la loi. Les grandes surfaces ainsi que les boutiques situées dans les zones urbaines ont été les plus ouvertes au changement. La réforme a provoqué un incontestable regain d'animation dans des centres-villes traditionnellement déserts après la fermeture des magasins.

Les Allemands apprennent à flâner le samedi, et apprécient de pouvoir acheter du pain frais le dimanche matin, autre entorse à la tradition permise par la réforme, qui accorde (aux seules boulangeries) le droit d'ouvrir le jour du Seigneur. Selon les sondages, plus de la moitié des consommateurs auraient déjà utilisé les nouveaux horaires, un client sur cinq en profiterait même souvent. Les jeunes actifs et les professions libérales semblent les plus concernés, alors que la quasi-totalité des personnes

âgées n'ont pas encore franchi le pas.

Pourtant, la prudence domine. Le HDE estime que, « quelle que soit leur taille, peu d'entreprises ont enregistré une augmentation de leur chiffre d'affaires » et évoque un « bilan plutôt modeste » dans un contexte difficile. Les grandes surfaces et les magasins situés dans des galeries marchandes ou les zones piétonnes des grandes villes tireraient leur épingle du jeu, mais pas les petits commerçants. La réforme aurait surtout creusé le fossé entre les grandes chaînes de distribution et le commerce de proximité, d'autant que l'allongement des horaires provoque des surcoûts importants.

Le bilan en terme d'emplois semble en-deçà des attentes. A peine 15 % des établissements, selon le HDE, auraient embauché du personnel supplémentaire. Les

nouveaux horaires auraient surtout permis d'enrayer les suppressions de postes. Le surplus d'activité est assuré par le développement du travail à temps partiel.

Pour l'instant, cependant, peu de commerces sont revenus en arrière, même si beaucoup de petites enseignes l'envisagent. « Ce serait une catastrophe », estime-t-on au HDE. « Le danger serait de perdre des clients pour toujours. » On rappelle qu'un tel changement peut prendre deux ans avant d'entrer dans les habitudes. Les pouvoirs publics comme les professionnels se donnent donc encore un peu de temps avant d'évaluer définitivement les conséquences de la loi. La mauvaise conjoncture et l'hiver, peu propice aux achats en soirée, n'ont pas été favorables. Ce printemps sera sans doute déterminant.

Philippe Ricard

## La libéralisation du gaz européen bloquée par les législatives

« LA DISSOLUTION de l'Assemblée nationale française rend impossible tout accord sur la future directive européenne du gaz », a expliqué au Monde Claude Desama, socialiste belge, député européen, et rapporteur au Parlement de la directive du gaz. Dans un mois, lundi 26 mai, les quinze ministres de l'énergie doivent se retrouver pour faire avancer le projet d'ouverture de ce secteur à la concurrence. Prévue de longue date, cette réunion se tient au lendemain du premier tour des élections législatives françaises. Une échéance qui, selon M. Desama, exclut pour les Français toute décision, sachant qu'un nouveau gouvernement sera constitué quelques jours plus tard.

« De toute façon, la dernière proposition de compromis présentée par les Néerlandais limite les perspectives d'adhésion de l'ensemble des partenaires », reconnaît M. Desama. Les discussions pour créer un marché intérieur du gaz naturel ont débuté au mois de décembre 1996. L'objectif est de fournir aux entreprises une énergie moins chère en développant la concurrence. Les intérêts sont cependant divergents entre les producteurs de gaz, Pays-Bas et Grande-Bretagne, et les acheteurs qui sont l'ensemble des autres États. Chez les clients, les positions varient entre ceux qui ont un réseau développé de distribution, comme la France ou l'Allemagne, et ceux chez qui l'usage du gaz ne s'est pas encore généralisé comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal, la Suède ou la Finlande.

Un premier projet a été remis le 9 janvier aux membres de l'Union. Réalisé par la présidence néerlandaise, il

s'avère favorable aux producteurs. Devant les critiques, des amendements ont été effectués et une proposition de compromis a été remise à Bruxelles le 20 mars. La nouvelle version d'une trentaine de pages présente encore quelques points d'achoppement sur les contrats de gaz à long terme, appelés « take or pay », sur le stockage de cette énergie et sur la séparation comptable des différents types d'activités réalisées dans une même entreprise (stockage, transport, distribution).

OUVERTURE IMMÉDIATE

Concernant le calendrier, le document propose une ouverture immédiate du marché égale à 30 % au moins de la consommation annuelle de chaque pays. « Ce pourcentage sera porté à 40 % cinq années après l'entrée en vigueur de la présente directive et à 50 % dix années après », précise le texte. « C'est trop et trop vite », souligne le rapporteur, les Néerlandais ont mis la barre trop haut. » Les Pays-Bas ont sans aucun doute profité de leur présidence pour inclure leurs priorités, espérant qu'il en restera une partie à la fin des discussions. « L'accord devrait intervenir dans les prochains mois, peut-être sous la présidence luxembourgeoise », pronostique M. Desama. S'il a fallu sept ans pour parvenir à un accord sur l'électricité, les Quinze espèrent aller beaucoup plus vite sur le gaz. A moins d'un renversement de majorité en France, qui retarderait l'extension du libéralisme à de nouveaux secteurs.

Dominique Gallois

## Poursuite des perturbations à l'ex-Air Inter

L'EX-AIR INTER (Groupe Air France) continuait d'être affecté, lundi 28 avril, par le mouvement de grève de ses pilotes. Les syndicats USPNT, SNPNAC et SPAP ont décidé la reconduction du mouvement au cours du week-end, alors que seul le SNPL (35 % des vols) a appelé ses adhérents à « faire une pause ». Les pilotes devaient se réunir en assemblée générale au cours de la journée de lundi. Air France prévoyait d'assurer « au moins 60 % » de l'ensemble de ses vols domestiques pour la journée de lundi.

### Le retour d'Air Algérie à Roissy fait des vagues

Le retour d'Air Algérie, vendredi 25 avril, sur l'aéroport de Roissy a provoqué une vive réaction de British Airways. Samedi, la compagnie britannique a détourné une partie de ses passagers sur Orly et le train Eurostar. Dimanche, elle a fermé ses comptoirs d'embarquement durant l'enregistrement des vols d'Air Algérie, jugeant insuffisante la sécurité lors de l'embarquement des passagers, British Airways a porté l'affaire devant la justice « afin de s'assurer » qu'Aéroports de Paris (ADP) « mette en place les mesures appropriées ». « Les vols d'Air Algérie ont un traitement de vols sensibles normaux avec d'importantes précautions », a indiqué la direction d'ADP, soulignant que « ce sont des policiers et non des agents des ADP qui sont chargés de la sécurité ». Pour le ministère français des transports, « toutes les mesures nécessaires ont été prises pour assurer la sécurité des vols d'Air Algérie et des compagnies aériennes partageant le même terminal ».

Les vols entre les villes de province, ceux au départ de Roissy-Charles-de-Gaulle et la desserte de la Corse au départ d'Orly-Ouest devaient être assurés normalement (renseignements au 01-44-08-55-55 et au 08-02-80-28-02). Comme leurs collègues de TAT-Air Liberté, également en cours de fusion, les pilotes de l'ex-Air Inter protestent contre les modalités de leur intégration au groupe Air France. « La méthode du passage en force va bientôt montrer ses limites et faire la preuve de l'incapacité de Christian Blanc à empêcher une explosion sociale », a prévenu dimanche le SPAP.

■ Air Liberté et TAT, les deux filiales françaises de British Airways, devaient retrouver progressivement un trafic normal. Après ceux d'Air Liberté, les pilotes de TAT ont voté la reprise du travail, samedi 26 avril, à l'issue de dix-sept jours de conflit. Si les pilotes d'Air Liberté n'ont finalement obtenu quelques améliorations (versement du 13<sup>e</sup> mois sur deux ans, 48 heures de repos hebdomadaires), ceux de TAT, qui en bénéficiaient déjà, estiment être les perdants du conflit. Les hôtesses et stewards

de TAT et Air Liberté sont toujours en « grève illimitée », chiffrant à 96 % le taux de participation à ce mouvement.

La direction de TAT-Air Liberté compte assurer un programme « proche de la normale » pour lundi, sans toutefois être en mesure de donner un pourcentage des vols maintenus. Les passagers peuvent se renseigner au 08-03-09-09-09 pour Air Liberté et au 08-03-50-58-05 pour TAT European Airlines.

■ Le trafic à la SNCF devait redevenir complètement normal après la grève déclenchée jeudi 24 avril par les contrôleurs. La plupart des assemblées générales avaient voté la reprise du travail dès vendredi, en attendant de nouvelles négociations avec la direction, mercredi 30 avril. Mais plusieurs poches de résistance à la reprise du travail, prônée par les principales centrales syndicales, s'étaient maintenues au cours du week-end. Le dernier bastion en Midi-Pyrénées est tombé, dimanche matin, autorisant le retour à la normale des TER en région toulousaine.

C. J.

## FINACOR

L'Assemblée Générale Mixte Ordinaire et Extraordinaire des actionnaires est convoquée au siège social 52, avenue des Champs-Élysées 75008 Paris, 4<sup>e</sup> étage, ascenseur A,

le jeudi 29 mai 1997 à 11 heures

Les actionnaires peuvent se procurer les documents relatifs à cette Assemblée auprès de la Société ou aux guichets du CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE.

L'avis préalable valant avis de convocation est paru au BALO du 25 avril 1997.

01 COMPTABILITÉ



RÉSULTAT NET : 573 MILLIONS DE FRANCS (+ 26,7 %)  
Progression des résultats dans tous les secteurs d'activité

Le Conseil d'Administration d'Athéna s'est réuni le 22 avril 1997, sous la présidence de Jean-Philippe Thierry, et a approuvé les comptes de l'exercice 1996.

Chiffres consolidés 1996

Chiffre d'affaires :	18,5 milliards de francs	+ 5,4 %
Résultat net :	573 millions de francs	+ 26,7 %

Contributions des activités au résultat consolidé

	1996	1995
. Sociétés Vie France	281	252
. Sociétés Non-Vie France	229	195
. Étranger	65	15
. Holding et autres activités	(2)	(10)
	573	452

VIE : Ralentissement de l'activité et progression du résultat net

- Le chiffre d'affaires a atteint 8,9 milliards de francs, en croissance de 5,2 %, sur un marché en forte décelération sur la fin de l'année.
- Redressement des résultats des assurances collectives.
- Maintien à un niveau élevé des provisions pour participation non affectée, compte tenu des bonnes performances financières réalisées.

NON-VIE : Stabilisation du chiffre d'affaires et nouvelle amélioration des résultats techniques

- Le chiffre d'affaires ressort à 7,6 milliards de francs, stable par rapport à l'exercice précédent hors effets exceptionnels liés à la mise en place du Nouveau Plan Comptable.
- Les résultats techniques continuent de s'améliorer, notamment pour les garanties dommages Automobile ; dans un souci de prudence, les provisions constituées en Assurance Construction ont été augmentées, limitant la croissance des résultats en 1996.

ÉTRANGER : Activités et résultats en forte progression

- Le chiffre d'affaires total (1.970 MF contre 1.370 MF en 1995) intègre désormais, à hauteur de 453 MF, l'activité exercée au Portugal par la société SPS à laquelle a été apporté le portefeuille d'une ancienne succursale.
- La contribution des filiales étrangères atteint 65 MF, en forte progression liée pour l'essentiel aux performances de la filiale espagnole.

BILAN : 6,3 milliards de francs de fonds propres comptables


- Les fonds propres comptables atteignent 6,3 milliards de francs, et la rentabilité nette sur les fonds propres moyens de l'exercice ressort à 9,5 %.
- Les plus-values latentes sont en forte progression à 6,9 milliards de francs fin 1996 (4,3 à fin 1995) et contribuent à renforcer à un niveau élevé la solvabilité du Groupe qui, par l'intermédiaire d'Athéna Finance, gère désormais près de 80 milliards de francs d'actifs.

صلى الله عليه وسلم



## RÈGLEMENT MENSUEL

**LUNDI 28 AVRIL**  
Liquidation : 23 mai  
Taux de report : 3,  
Cours relevés à 12

**CAC 40**  
  
**PARIS**  
**+0,01 %**  
CAC 40 :  
3536,60

[illegible]

465.40	666.90	+ 0.32	+ 12.65	L'Oréal
65.20	66.00	+ 0.00	3.40	L'Oréal Meets Men
195.50	197.50	+ 1.00	4.40	Lyonnaise Eau
319.70	320.00	+ 0.00	7.02	Maryline Wendel
489	490	+ 0.00	3.26	Mattel
480	482.0	+ 1.0	36.86	Metropolitan Interiors
1272	1273	+ 0.01	14.52	Michelin
12710	12758	+ 3.88	12.29	Moulines
462	464	+ 0.02	4.04	Murphy
351	359	+ 0.28	16.26	Nordson (Ny)
244	252	+ 0.72	34.01	NRG
244	260	+ 0.16	16.79	Nutrilite
870	853	- 1.73	16.75	Paribas
4910	50	+ 1.83	14.94	Pathe
130	130.80	+ 0.80	3.67	Pechiney
141.90	142.49	+ 0.59	10.00	Peter D'Almeida
775	771	- 0.01	17.50	Pouget
321	315	- 1.86	19.63	Praxair-Print-Rite
254	257	+ 0.03	10.00	Praxair-Osmo (Ly)
295	292.78	- 0.22	18.88	Primarac
840	839	- 1.19	4.58	Primos
1612	1632	+ 0.20	3.88	Publicis
523	524	+ 0.10	1.00	Publicis-Comscore
563	564	+ 0.10	1.30	Ranum
1205	1210	+ 0.50	3.02	Rice
2500	2518	+ 0.18	2.08	Rice
9.85	9.96	+ 0.10	8.05	Rhone-Poulenc A
1500	1500	+ 0.00	1.00	Rhone-Poulenc A
6.65	6.80	- 0.75	2.66	Ron Imperial (Ly)
1345	1348	+ 0.20	2.44	Sade (Ny)
440	440	+ 0.00	6.08	Sagean SA
110.50	108.50	- 1.26	6.08	Saint-Gobain
462	462	+ 0.00	1.00	Saint-Louis
1335	1340	+ 0.11	4.69	Saint-Louis
440	440	+ 0.00	1.00	Saint-Louis
435.40	439.50	- 0.24	40.28	Samson
398	397	- 1.00	2.87	SA
498	498	+ 0.00	1.00	Sauvignac (Ns)
494	495	+ 0.27	1.08	Schneider SA
491.50	493	+ 0.36	36.11	SCOR
440	438	- 1.85	12.28	S.E.B.
471	475	+ 0.04	79.04	Serfinag
325	329	+ 0.30	33.50	Servier
325.90	321	- 2.15	80.00	Selechemie
923	920	- 0.32	3.55	SFIM
1810	1810	+ 0.00	22.34	SGE
65.80	67	+ 0.12	3.01	Siemens
667	669	+ 0.09	13.56	Silec CA
610	610	+ 0.00	3.37	Simco
399.50	395	- 0.52	11.51	S.N.T.A.
399	399	+ 0.00	1.00	S.N.T.A.
120.50	120.50	+ 0.00	30.17	Societa Generale
200	200	+ 0.00	2.15	Sodoshio Alliance
474	440	- 20.00	35.00	Sommes-Albert
323	313.30	- 9.97	1.00	Sonac
813	815	+ 0.04	17.49	Spa Communication
1075	1095	+ 1.25	50.82	Stratfor France
355.70	350.00	- 5.70	12.57	Suez
70.00	70.00	+ 0.00	1.00	Suez
347	342	- 1.87	34.00	Techint
225	224.24	- 0.13	31.82	Thomson-CSF
937	948	+ 1.10	2.73	Toni
670	670	+ 0.00	1.00	U.A.P. (Compagnie)
355.50	355	+ 0.00	1.00	U.P.
830	835	+ 0.26	7.41	UIC

1387	1953	+0.32	-0.15	UIF
1395	1941	+0.44	-7.45	Union
521	522	+0.19	0.08	Union Bank
610	608	+0.23	27.73	Union Assurance-Fid
71	70	-0.14	1.00	United Sackler
17,50	17	-0.27	+14.28	Valpo
327,50	325	-0.60	16.02	Valoures
127	128	+0.78	15.34	Via Banque
83,50	83	-0.12	2.29	Vincent & Co
425	425	-	15.02	Zodiac credit divisi
365	366	+0.01	34.65	EB S&P
63,50	63	-0.15	1.00	Calson
382	384	+0.60	3.07	
1340	1340	-	7.20	
218	218	-	6.27	
269,40	270	+0.40	2.12	
262	265	+0.53	-3.25	
5909	5922	+0.95	12.97	
589	588	-0.19	20.95	
546	545	-0.17	7.85	
1868	1879	+0.58	28.25	
362	365	+0.69	29.42	
149,50	149	-0.26	1.36	
130,20	130	-0.17	16.77	
1520	1533	+0.18	+0.50	
184	182,00	-0.92	+2.05	
25	26	+0.38	0.00	
6000	6000	-	17.54	ABN Amro H.O.
2004	2004	-	8.62	Accia S.p.A.
2965	2965	-	5.27	Adidas AG
134	132	-0.15	+2.23	AEG
1335	1338	+0.39	+3.56	American Express
425	431	+0.14	3.14	Anglois
416	460	+1.44	2.29	Air Wingspan
130	130	-	2.90	A.T.T.
708	700	-0.77	25.38	Banco Santander
133	133	-	0.00	Barrick Gold
230	230	-	26.38	Bell Canada
230	230	-	26.02	Boyer
1009	1015	+0.89	0.00	Cardinal P.L.C.
449,50	450	+1.04	30.74	Crown Cork & Pl
230	230,00	-	2.00	Crown Crafts Inc
77,50	75,40	-2.20	2.52	Daimler Benz
1068	1069	+0.74	2.51	De Beers
135,50	135,50	-	20.96	Deutsche Bank
100	100	-0.23	-0.29	Diamond
919	918	-0.16	23.69	Direktions
493,50	493,50	-	8.94	Do Print Memours
1070	1065	-0.46	2.27	Eastman Kodak
100	100	-0.13	18.50	East Rand
622	622	-	10.32	Echo Bay Mines
2680	2690	+0.14	6.29	Electrobus
266	266	-	20.50	Elektron
534	534,50	+0.12	4.25	Emery
510	500	-0.16	1.96	Esso
422	494	+1.58	36.50	Gencor Limited
278,50	278,00	-0.07	26.39	General Electric
796	796	-	26.39	General Motors
600	600	-	1.52	Genie
176,70	172,00	-4.70	5.22	Ges Metallpropan
463,60	463,00	-0.28	9.74	Guinness PLC
140,80	140,20	-0.28	1.18	Hanson P.L.C.
296	296	-	1.00	Hemlock Corp
32,10	32	-0.10	6.55	Hitchel

[illegible]

351	227,50	+ 1,56	- 6,68
879	876	- 0,31	+ 9,25
69,90	69,90	—	+ 9,21
278,90	277,30	- 0,57	+ 20,09
62	59,50	- 1,63	+ 11,90
297,20	297,30	+ 0,03	+ 24,39
504	510	+ 1,19	+ 20,85
54,10	—	—	+ 2,46
220	220	—	+ 11,62
557	557	—	+ 6,50
6900	7000	+ 1,15	+ 25,67
37,60	39,10	+ 2,60	+ 9,07
345	341,80	- 0,92	+ 13,55
281,60	281	- 0,21	+ 0,75
2025	2051	+ 0,29	+ 23,46
237	231,80	- 2,15	+ 15,49
295	296,60	+ 0,54	+ 41,91
92,90	94	+ 1,18	- 21,07
702	712	+ 1,42	+ 24,04
800	800	—	- 4,34
22,40	22,65	+ 1,11	- 16,11
414,30	417,90	+ 0,86	+ 5
1025	1025	—	+ 14,56
91,95	91,95	- 0,03	+ 12,06
1,57,60	—	—	- 23,91
36,05	36,50	+ 1,49	+ 1,66
653	657	+ 2,81	+ 30,93
394	401	+ 1,27	+ 9,26
103,60	101,70	- 1,83	+ 10,54
305,90	303,10	- 0,91	+ 25,81
420,10	421,10	+ 0,23	+ 23,85
111,6	65	- 1,40	- 10,34
419,40	420	+ 0,14	+ 23,52
147,20	147,96	+ 0,47	+ 20,73
32,15	32,05	- 0,31	+ 0,21
111,6	112,0	+ 0,35	+ 22,94
452	439	- 2,57	+ 23,57
363,10	364	+ 0,26	+ 7,57
3625	3704	+ 2,23	+ 70,78
146,70	145,50	- 0,67	+ 34,67
153	153	—	+ 4,37
121,54	125,94	+ 0,82	+ 14,76
14,95	15,30	+ 0,34	+ 159,61

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3  
■ coupon détaché; ● droit détaché.

**DERNIÈRE COLONNE (1) :**  
Lundi daté mardi : % variation 31/12  
Mardi daté mercredi : montant du coupon  
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon  
Jeudi daté vendredi : compensation  
Vendredi daté samedi : nominal

**COMPTANT**


Une sélection Cours relevés à 12h30  
**LUNDI 28 AVRIL**

**LUNDI 28 AVRIL**

OBLIGATIONS	du nom.	du coupon		
BCE 9% 01-02	118,50	6,04%	OAT 6 1/2% 99-99	108,
CEDF 6,75% 08-97CA	108,72	7,08%	OAT 5,50% 09-00 CA	111,
CEPME 5% 02-97CA	109,72	5,14%	OAT 5,00% TIRA CAN	106,
CFE 9% 02-97	120,90	7,76%	OAT 5,00% 00-00	116,
CFD 9,75% 05-08 CB	122,30	2,28%	OAT 0-01 TIR CAN	107,
CFD 8,00% 05-08 CB	118,25	5,95%	OAT 5,00% 08-10	123,
CFE 9% 08-97 CA	108,21	5,23%	SNCB 8 1/2% 97-98CA	107,
CFH 9% 08-97 CA	108,21	5,23%	Lyon Empr. 6,75% 99-00	999
CLC 9% 08-97 CA	114,30	5,00%	<b>ACTIONS</b>	
CLF 9% 08-97 CA	116,80	2,23%	<b>FRANÇAISES</b>	
CNA 9% 492-07	105,5	Arbel		Co
CRRI 8 1/2% 7924-05	116,58	7,23%	Baccarat (N) *	58
CDRI 8 1/2% 1907-88A	108,01	2,61%	SA C.A. Monaco	561
CDRI 8 1/2% 86-88	117,25	7,91%	BNP Paribas	568
Emp. S&P 8 3/8% 77-94	100,53	11,75%	RALP Investcorp	569
Finsider 9 7/8% 1984	124,6	6,37%	(de) German Int'l.	570
		8,07%	B.T.P. (N)	11,

**Tern**

## Gestion de fond Voir



- Internationalisation
- Diversification des placements
- Investissement à long terme

Templeton France S.A. Maison  
Tél.: (33) 01 40 73 88 00

**Templeton**  
*New frontiers in investing*

**Gestion de fonds internationaux  
Voir plus loin.**



- Internationalisation
- Diversification des placements
- Investissement à long terme

Templeton France S.A. Maison de Titres - 16, av. George V - 75008 Paris  
Tél.: (33) 01 40 73 86 00 - Fax (33) 01 40 73 86 10

Ne pas confondre avec Templeton

Centenaire Blancy	430	430
Chauxey (P)	27.50	27.50
CIC UnEuro C/P	346	349
C.I.T. A.A.T. (B)	1711	1711
Concerto C/Risq	1098	1098
Continental Ass.Ly	430.10	430.10
Darbiay	415	374.01
Diderot Brest	400	351
Eau Bassin Vichy	3625	3625
Eclis	900	900
Ent.Mog. Paris	99	176.00
Fichtel Bauche	1848	1848
Filinvest	37.60	37.28
Finaleon	363	350
F.I.P.P.	295	298
Fontaine (Cie)	589	598
Fonc. Lyonnaise B	763	765
Fondex	445.10	1445.20
France 1	2002	2005
France I.A.R.P.	1086	1095
France S.A.	1230	1230
Fron. Paul-Bernard	1750	1750
Gerelet	1080	1080
G.T.I. Transport	138	138
Immo-Repro	247	247
Immo-Repro	577	588
Locamion (Ly)	481	481
Lux	56	36.30

oporis	245	245
tal Deploye	420	420
re #	8,20	8,15
igation (Nle)	80,40	89,40
org	340	345
et-Mammot	300	297
Clarefont (Ny)	348	349
Finance	256	255
Our Orleans	274,80	274,80
mes (CI)	1495	1450
Industries Ly	397,70	394,90
gier #	385	380
	94,75	94,50
re du Midl	614	614
re P <sub>1</sub>	268	234,70 p
	39	39
reg	4550	4512
tinger	2050	2010
re Eiffel	250	290
re Roquesfort	1904	1810
	312	316
usa	259	299
ard (M)	1600	1600
auden-Laventie	1095	1095
de Bazar Lyon (Ly)	7180	7180
Mont-Scalbourg	1721	1721
re Lutetia	239	239

## SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12h30  
**LUNDI 28 AVRIL**

**LUNDI 28 AVRIL**[illegible]

549	Cell 2000	56	
549	CFI Indexes	929	57
550	Cinodet (1y)	♦	35
551	GLM S.A.	313,10	50
552	Grandoptic Photo	653	108
553	Cos. Gullini (1)	11,10	51
553.10	Kindy	147,10	7
554	Guerbet	270	27
555	Hexcom Internet	1530	52
556	Hurd Dubois	590	38
559	ICBT Groupe	233	22
559	LCI	72	50
559	COMI Informatique	385	16
560	Infanova	13,20	53
561	Int. Computers	108	36
561	IPRIS	146	54
562	Mid-Metropole TV	650	39
563	Manitou	726	73
563	Manitou	441	44
563	Marte-Bizet	47	55
563	Mad-Lives/Prof.	124,10	22
564	Mecrole (1y)	♦	69,90
564	MED Cosmetics	100	56
565	Monnereux Joze Lyne	127,90	57
565.10	Nef-Haf	76	63
566	NASC Science, Ny	765	65
567	Novel	1070	20
567	Paul Products	200	39

	P.C.W.	19		
	Peak Boy	52		
	Phylo-Urens	41		
	Pachet	401		
	Pouloulet Ets (P&C)	235		
	Poulet	699		
	Roberts	1118		
	Roussel-Gauchard	365		
	Sauvageur	115		
	Smolby (G&B)	648		
	Sofco (G&B)	658		
	Sofisco	370		
	Songco	190		
	Songco (Fin)	839		
	Sopri	500		
	Sty-Hollan	114		
	Sylex	500		
	Tesclere-France	185		
	TFI-1	574		
	Thermator Hold(G)	309		
	Truving Casarin	117,50		
	Unico	791		
	Unico-France	626		
	Viel et Cie	198		
	Vismorin et Cie	465		
	Vishco	58		

## NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
**LUNDI 28 AVRIL**

**LUNDI 28 AVRIL**

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
Appellens Oncor	52	52
Beldere	705	705
BVBP	205	211
Coil	215	220
Electronique D2	850	840
FDIM Pharma II	222	205
GenCo	320	394
Guyanese action B	30,80	32,00
High	154	155
Infonile	153,80	154,80
Infotec-Regol	84	89
Mille Arms	108,20	105
Naturex	105	105
Naturex	1488	1488
Phloglog	285	283
Proxilex	32	32
R21 Santé	320	316
Stelux	4,45	4,45

## HORS-COTE

**Une sélection. Cours relevés à 12h30**  
**LUNDI 28 AVRIL**

**LUNDI 28 AVRIL**

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	787	787
Edifice C&N ind.	8	8
Générale Occidentale	195	195
Mumm	1060	1060
Six secteurs du Monde	163,70	163,70

.....

## ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille  
 Ny = Nancy; Ns = Nantes.

## SYMBOLES

1 ou 2 = catégories de création - sans indication  
 de priorité; 3 = cours précédent; M = coupon  
 détaché; o droit; détaché; o offre; 1  
 d = demandé; t offre réduite; 4 demandé  
 réduit; c contrat d'animation.

## SICAV et FCP

Une sélection  
Cours de clôture le 25 avril

## Cours de clôture

[illegible]

Fonds communs de placements		
East Capventure C.	♦	1190,80
East Starventure C.	♦	1184,51
<b>CR</b>		
CREDIT AGRICOLE		CNCA
Ampla	♦	11902,06
Atout Amérlique		1671,10
Atout Asie		102,05
Atout Europe C.		252,19
Atout Futur D.		60,20
Cobels		1993,11
Diese		2107,83
Elitech	♦	94499,27
Epargne-Urble		195,45
Eurodyn		2540,21
Indicia		1042,64
Mont JC	♦	11498,06
Mont JD	♦	11519,82
Odélier C.		535,60
Odélier D.		913,28
Oracion		1753,59
Revera-Vert		1209,77
S&S	♦	116,17
Synthesis		17588,76
Uni Association		120,24
Uni Foncier		1383,67
Uni France		784,85
Uni Garantie C.		1651,86
Uni Garantie D.		1615,38
Uni Impérial		1825,79
Uniser C.		308,23
Uniser D.	♦	302,38
Unisers Actions		223,12
Unisers Obligations		237,41

CIC BANQUES		CIC BANQUES	
Francis:	655,77	Francis:	655,77
Francis Plerre:	135,21	Francis Plerre:	135,21
Francis Regions:	1559,02	Francis Regions:	1559,02
CIC PARIS		CIC PARIS	
Assoc:	1114,40	Assoc:	1114,40
Clamonde:	1501,99	Clamonde:	1501,99
Conde:	365,75	Conde:	365,75
Epic:	1597,91	Epic:	1597,91
Monsieur:	10241,32	Monsieur:	10241,32
Offic: Mondial:	3740,09	Offic: Mondial:	3740,09
Offic: Regions:	1282,60	Offic: Regions:	1282,60
Maric:	167,25	Maric:	167,25
CREDIT LYONNAIS		CREDIT LYONNAIS	
Banco Solitaire:	1353,14	Banco Solitaire:	1353,14
Lion 2000 C:	17091,24	Lion 2000 C:	17091,24
Lion 2000 P:	1693,07	Lion 2000 P:	1693,07
Lion Association:	10570,09	Lion Association:	10570,09
Lion Court Terme C:	26569,80	Lion Court Terme C:	26569,80
Lion Court Terme D:	24613,49	Lion Court Terme D:	24613,49
Lion Plus A:	1556,68	Lion Plus A:	1556,68
Lion Plus D:	143,3	Lion Plus D:	143,3
Lion Trisor:	2384,90	Lion Trisor:	2384,90
Offilion:	2039,66	Offilion:	2039,66
Scav 5000:	571,25	Scav 5000:	571,25
Surveillance:	1194,02	Surveillance:	1194,02
Silverm:	536,67	Silverm:	536,67
Silvermorte:	248,05	Silvermorte:	248,05
Sylviter:	697,92	Sylviter:	697,92
Trilion:	5026,59	Trilion:	5026,59
Credit & Mutual FINANCE		Credit & Mutual FINANCE	
Avenir Affes:	2267,35	Avenir Affes:	2267,35

[illegible]

	2003/04	2002/03
<b>ORALE</b>		
<b>CEMENT</b>		
	3762,27	3742,57
	3070,72	3679,73
	107,06	106,55
	1075,19	106,49
	1061,63	355,12
	406,51	406,10
	379,56	377,98
	5086,59	5086,59
	2171,10	1991,85
ance D.	670,63	670,63
rc C	1968,59	1968,59
rc D.	1879,27	1879,27
	1765,68	1765,68
	1559,08	1559,08
	309,76	309,76
	2184,85	2184,85
ns de placements		
♦	1470	1470
♦	125,58	125,58
po D	♦	165,05

♦ cours précédents.

**BOURSE EN DIRECT**

**LE MONDE**

cière Le Monde : 01 44 43 76

**SYMBOLES**  
♦ cours du jour; ♦ cours précédent.

**TOUTE LA BOURSE EN DIRECT**

3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : 01 44 43 76 45



**FOOTBALL** Devant les 40 000 spectateurs du stade El Menzah de Tunis, l'équipe de Tunisie a battu le Liberia (2-0), dimanche 27 avril, lors d'un match qualificatif au Mondial 98.

● CETTE VICTOIRE ouvre quasiment les portes de la phase finale de la compétition, qui aura lieu en France, aux joueurs d'Henri Kasperczak, ancien entraîneur au succès du Racing, de

Metz, Saint-Etienne et Montpellier. ● LA TUNISIE n'a pas disputé de Coupe du Monde depuis 1978. ● A BARCELONE, les stars de l'Association internationale des footballeurs profes-

sionnels (AIFP) d'Eric Cantona et Diego Maradona ont disputé, dimanche 27 avril, leur premier match de gala, qui a vu la victoire de l'équipe du « reste du monde » sur l'Europe (4-3).

● EN CHAMPIONNAT de France, la victoire de Paris Saint-Germain face à Nice (5-0), dimanche 27 avril, permet aux Parisiens d'occuper la deuxième place du classement.

## La sélection tunisienne rêve de la Coupe du monde en France

En battant le Liberia (2-0) dimanche 27 avril à Tunis, la formation entraînée par le Franco-Polonais Henri Kasperczak a aligné sa quatrième victoire en quatre matches de qualification. La phase finale est proche...

**TUNIS**  
de notre envoyé spécial  
Le soleil s'est couché depuis longtemps, mais, en cette soirée chaude et moite du dimanche 27 avril, le centre-ville de Tunis est pris de folie. Des centaines de voitures remplies de supporters tunisiens sont bloquées par des milliers de piétons euphoriques. Un concert assourdissant de sifflets, tambours, klaxons et chants donne à l'avenue Bourguiba des allures de Champs-Élysées un soir de 31 décembre. Quelques heures auparavant, ils étaient plus de 40 000 dans les tribunes du stade El Menzah à faire la fête. Leurs favoris n'avaient pas développé un jeu particulièrement brillant, mais, comme d'habitude, la sélection tunisienne s'était tirée d'affaire, l'emportant 2-0 face au Liberia de George Weah grâce à des buts inscrits en seconde période par Adel Sellimi, l'habituel joueur du FC Nantes, et Khaled Badra, défenseur de l'Espérance, le club le plus riche du pays.



**FOOTBALL**

Froid, posé, rigoureux, introverti, le jeu de la sélection tunisienne est à l'image de son entraîneur, le Franco-Polonais Henri Kasperczak. Et si cette victoire sans gloire a été fêtée de cette manière par tout un peuple, c'est que ce quatrième

succès d'affilée permet aux Tunisiens de se rapprocher un peu plus de la France, où aura lieu la phase finale du Mondial 98. Avec un petit point à prendre lors de leurs deux derniers matches, au Caire puis à domicile face à la Namibie, les Tunisiens sont déjà pratiquement assurés du voyage français. Et avec cette mine de chien battu qu'il affiche en toutes circonstances, Kasperczak déclarait après ce nouveau succès : « Nous sommes presque qualifiés. Maintenant, nous avons fait un pari entre nous : terminer cette phase de qualification invaincus. C'est un beau challenge... »

Cela fait vingt ans que les Tunisiens attendent de voir leur sélection disputer une phase finale de Coupe du monde. En 1978, lors du Mondial argentin, leur équipe était entrée dans la légende, la Tunisie devenant le premier pays africain à emporter une victoire en phase finale de la compétition la plus prestigieuse de la planète. Le succès obtenu face au Mexique (3-1) avait été suivi d'une courte défaite devant la Pologne d'un certain Henri Kasperczak (0-1), puis d'un méritoire match nul face à la République fédérale d'Allemagne (0-0). A l'époque, la sélection était emmenée par Temime, Agrebi et Tarek, des joueurs d'exception.

Aujourd'hui, voilà la Tunisie en passe de se qualifier à nouveau. Le mérite en revient d'abord à Henri Kasperczak. Cet ancien international polonais (63 sélections) est devenu entraîneur au succès en France

après une belle carrière de joueur. A son palmarès de technicien, on note une Coupe de France gagnée avec le FC Metz (1984), une remontée en première division avec l'AS Saint-Etienne en 1986, une finale de Coupe de France perdue à la tête du Racing Paris 1 en 1990 et une place de quart-de-finaliste de la Coupe des coupes avec Montpellier en 1991.

### UNE NOUVELLE AVENTURE

L'homme est compétent, exigeant, ambitieux. Il aurait aimé recevoir une offre d'un grand club français, mais elle n'est pas venue. Alors Kasperczak a décidé de tenter une nouvelle aventure. Lui qui ne connaissait rien du football africain commence par découvrir cet univers très spécial en Côte-d'Ivoire, où il va passer cinq mois. Le temps de découvrir un football doué mais manquant cruellement de structures solides. Son destin prend un tournant décisif lorsque, le 1<sup>er</sup> juin 1994, il signe un contrat de quatre ans avec les responsables du football tunisien, qui veulent redonner le blason d'une sélection à la dérive. « J'avais un double objectif très clair : qualifier la Tunisie pour la Coupe d'Afrique des nations 1996, ce que nous avons fait avant d'atteindre à la surprise générale la finale, puis aller en phase finale de la Coupe du monde 1998 », se rappelle celui qui, détail significatif, ne se contente pas d'être sélectionneur mais porte également la casquette de directeur technique

national. Dans un pays fou de football mais manquant de résultats depuis de longues années, le travail est colossal pour retrouver le haut niveau.

Il faut faire évoluer les mentalités de joueurs doués mais manquant parfois de volonté. Il faut surtout moderniser et développer les structures. S'appuyant sur le

nationalisation à tous les niveaux du foot tunisien, Kasperczak supervise la mise en place progressive des structures. Un plan étalé sur cinq ans.

Aujourd'hui, le championnat local, composé de quatorze équipes, est « non amateurs » à défaut d'être déjà totalement professionnel. Le règlement stipule que les

sont pas encore mirobolants. Mais, là encore, si le joueur a la chance d'évoluer dans un des trois grands clubs du championnat, sa situation est enviable par rapport aux réalités économiques d'un pays où le salaire minimum avoisine les 160 dollars mensuels. A l'Espérance, le salaire minimum est de 550 dollars, sans compter les primes de match (500 dollars pour une victoire).

« Depuis mon arrivée ici, beaucoup de choses ont évolué. Le foot tunisien assimile bien sa première année de professionnalisme. Cinq centres de formation, gérés par le gouvernement, ont été lancés, et le centre technique national de Borj Cedria, près de Tunis, est désormais opérationnel pour les stages de jeunes. Le travail en profondeur est réel, le potentiel aussi », explique Kasperczak. Traditionnellement tourné vers l'Italie et son calcio, le football tunisien d'aujourd'hui a adopté la rigueur défensive à l'italienne. Les amateurs de beau jeu en sont pour leurs frais, mais, comme l'avoue le « Nantais » Adel Sellimi, l'un des deux mercenaires évoluant à l'étranger avec le « Marseillais » Mahdi Ben Slimane : « Notre jeu est basé sur la rigueur et le réalisme. » Un réalisme qui permet aujourd'hui à cette équipe tunisienne solide et sérieuse à défaut d'être brillante de rêver à la phase finale de Coupe du monde.

Alain Constant

### Le Maroc et le Nigeria sur les traces de la Tunisie

Si la Tunisie (groupe 2) a presque gagné, dimanche 27 avril, son billet pour la phase finale du Mondial 98, qui aura lieu en France, la situation est plus confuse dans les quatre autres groupes africains. Dans le groupe 1, le Nigeria a pris une sérieuse option sur le voyage avec sa victoire (2-1) devant la Burkina Faso. Mais le succès du Kenya (1-0), deuxième à trois points, face à la Guinée laisse place au suspense. Dans le groupe 3, la défaite du Congo (3-0) en Zambie relance l'Afrique du Sud, désormais première du classement grâce à sa victoire (2-1) au Zaïre. De plus, les Bafana-bafana joueront leurs deux derniers matches à domicile. Dans le groupe 4, le Cameroun, vainqueur (2-0) du Togo, possède désormais deux points d'avance sur l'Angola, auteur d'un nul (0-0) au Zimbabwe. La rencontre Angola-Cameroun du 8 juin sera sans doute décisive. Dans le groupe 5, la victoire du Maroc en Sierra Leone (1-0) permet aux joueurs entraînés par Henri Michel d'envisager la suite des événements avec sérénité, puisqu'un match nul face au Ghana (qui a battu le Gabon 3-0), le 8 juin également, leur suffira pour rejoindre la Tunisie.

potentiel des grands clubs du pays comme l'Espérance à Tunis, l'Etoile du Sahel à Sousse ou le CS Sfax, Kasperczak donne leur chance aux jeunes. Parallèlement, en accord avec les responsables du sport tunisien, le DTN franco-polonais obtient les pleins pouvoirs, privilège rare pour un technicien étranger travaillant en Afrique. Fervent partisan d'une profession-

clubs doivent posséder au moins quatre joueurs professionnels dans leur effectif. En réalité, les grands clubs comme l'Espérance en possèdent une quinzaine. Et qui dit professionnalisme dit argent. Si les primes en sélection sont conséquentes (chaque international recevra 200 000 francs français pour la qualification au Mondial 98), les salaires en première division ne

## Monaco peine à conquérir le titre, Nice tombe en deuxième division

A QUATRE journées de la fin du championnat de France de première division, le titre n'est pas encore assuré pour l'AS Monaco. Le match nul concédé face à Marseille, samedi 26 avril, au stade Louis-II par les joueurs de la Principauté rend une surprise toujours possible, en théorie. L'avance du club, qui fait la course en tête depuis le 21 décembre 1996, n'est plus que de neuf points, l'équivalent de trois défaites. Un coup de théâtre est cependant peu probable en dépit de l'énorme confiance qui semble animer les joueurs du Paris-Saint-Germain après leur deuxième qualification consécutive pour une finale de Coupe des coupes.

Dimanche, les Parisiens, seuls deuxièmes du championnat, ont sévèrement étrié Nice, la lanterne rouge, et se sont ainsi as-

suré une place en Ligue des champions, la seule compétition européenne qui vaille pour un club aux ambitions renouvelées. Pour la première fois depuis ses débuts professionnels, Patrice Loko a marqué quatre buts en un match. Quatre buts plus une reprise victorieuse de Benoît Calet et voilà qui font cinq. De quoi alimenter un goal-averaging qui peut s'avérer décisif en fin de saison. Et de quel précipiter le naufrage de l'Olympique gymnaste club de Nice, définitivement condamné à évoluer en deuxième division la saison prochaine.

Avec seulement 20 points au compteur et 12 de retard sur son prédécesseur immédiat (Caen), l'OGC Nice ne nourrit plus aucune illusion. Pour sauver leur saison, les joueurs de Sylvester Takac ne comptent plus que sur la Coupe de France, dont ils disputent

la finale le 10 mai face à l'En-Avant Guingamp. Paradoxe ou contagion, toujours est-il que les Bretons ont également été battus - mais chez eux - par Nancy, pourtant en position de relégable. Dans la course aux places européennes, les Nantais ont bien trébuché et concédé leur première défaite depuis longtemps. Un penalty de Jocelyn Gourvennec à dix minutes de la fin du temps réglementaire a permis au FC Nantes d'éviter une humiliante déconvenue sur son terrain face à Caen. Sur la lancée de sa victoire dans la Coupe de la Ligue, Strasbourg, et surtout Pascal Nouma, auteur lui-même de quatre buts, a fait merveille à Montpellier. Bordeaux, tenu en échec à Cannes, marque le pas. Et Metz a réussi à passer devant l'AJ Auxerre grâce à une victoire, à domicile, devant les hommes de Guy Roux.

## Démonstration à Barcelone

BARCELONE

de notre envoyé spécial

Diego Armando Maradona est descendu de sa limousine, portant lunettes noires, accompagné de sa femme et de sa fille. Un escadron de photographes et de caméramen l'encadraient. L'Argentin et son cortège ont retrouvé dans les couloirs Eric Cantona qui sirotait une boisson gazeuse à l'orange. Lui-même était entouré d'une cour d'admirateurs et serait des mains à la volée. Les deux hommes se sont salués dans le crépitements des flashes.

Les autres camarades étaient déjà là : l'Italien Gianluca Vialli, le Bulgare Hristo Stoichkov, le Néerlandais Ronald Koeman, le Colombien René Higuita, le Brésilien Branco, Laurent Blanc et une trentaine de sympathisants, tous très sollicités par les chasseurs d'autographes. Il y avait des jeunes convaincus par la cause comme le Néerlandais Jordi Cruyff ou Christian Karembeu. Il y avait également de vieux militants comme l'Argentin Alfredo Di Stefano, Just Fontaine, les Brésiliens Carlos Moser et Socrates. Australiens, Marocains, Nigériens, Suédois, Bosniaques, Ghanéens, Péruviens, ils étaient tous là. La réunion syndicale pouvait débuter.

### INSTRUMENT D'EMANCIPATION

Vedettes de tous les pays, unissez-vous. Les dieux du stade voulaient être écoutés. Alors, ils ont lancé un syndicat. L'Association internationale des footballeurs professionnels (AIFP) est née en 1995. Elle est devenue leur instrument d'émancipation. Elle organisait, dimanche 27 avril, dans le stade olympique de Montjuïc, à Barcelone, son premier match, histoire de collecter des fonds pour son fonctionnement et de soutenir quelques causes humanitaires - il devait dans un premier temps être dédié à Jean-Marc Bosmann.

La rencontre opposait une sélection d'Europe au reste du (beau) monde. Elle ne restera pas dans les annales par ses qualités footballistiques. Maradona, qui n'avait pas joué un match depuis août 1996, a largement pu suivre le rythme malgré ses trente-sept

ans. C'est dire, Robert Wurtz et ses deux assesseurs, sortis de leur retraite pour l'occasion, n'eurent pas trop de peine à arbitrer les débats. On n'était à l'évidence pas là pour se faire des misères entre compagnons de route. Pour la petite histoire, notre continent s'est fait battre 3-4.

« Le plus important match de notre carrière, celui de la dignité », proclamait le T-shirt de cette journée. Le slogan était un rien sentencieux, mais reflétait bien le sentiment de ceux qui ont participé à la soirée. « C'était très, très important, expliquait Karembeu. Il fallait prouver que nous comptons, que nous avions des idées et des vérités à faire passer. »

En Catalogne, dimanche, des étoiles du football ont joué de leur seul gré. Elles n'étaient pas envoyées là par leur club, ne participaient pas à une compétition officielle d'un de leurs organismes de tutelle. Au contraire, ces dernières ont tout fait pour empêcher cette rencontre (le Mondial du 16 avril). Ceux qui firent par trois fois annuler le match sourirent de leur propre entêtement en apprenant que cet aréopage n'aurait réuni que 5 200 spectateurs. Le choix de Barcelone, habitué au déferlement de vedettes, n'était peut-être pas des plus judicieux pour un rassemblement de pur prestige. Le décor somptueux d'un stade olympique cadre mal avec l'idée que l'on se fait d'un meeting.

Même révoltée, une star reste une star. Maradona avait d'abord décidé de ne pas jouer avant de se raviser deux heures avant le coup d'envoi. Comme il était arrivé sans son fourmillement, il a fallu lui dénicher une paire de chaussures (taille 7), un dimanche à 19 heures. Tous étaient à l'évidence, mais il a été nécessaire d'arranger le déplacement de ce panthéon en culottes courtes dans les moindres détails. Une extrême lassitude se lisait sur le visage de Didier Roustan, journaliste télé devenu factotum de l'AIFP. Mais, à tout seigneur tout honneur, c'est à Cantona qu'est revenu le mot de la fin. « Bien, bien. Oh est-ce qu'on mange maintenant ? »

Benoît Hopquin

**SCIENCES**  
**ET**  
**AVENIR**

Numéro  
spécial anniversaire  
**50 ANS**  
DE  
**DÉCOUVERTES**

En vente dès aujourd'hui  
chez votre marchand de journaux

**Le championnat de France de football de D1**

**34<sup>e</sup> journée**

Équipe	V	N	D	Pts
Metz-Auxerre	1-0			3
Monaco-Marseille	1-1			3
Nice-Caen	1-1			3
Lyon-Rennes	4-2			6
Cannes-Bordeaux	1-1			3
Montpellier-Strasbourg	1-4			1
Guingamp-Nancy	0-1			1
La Havre-Rennes	1-1			3
Le Mans	1-0			3
Paris SG-Nice	5-0			6

**Les buts**

Équipe	Buts
1. Guingamp (Nancy) - 20 buts	
2. Zulte (Strasbourg) - 19 buts	
3. Nîmes (Nancy) - 18 buts	

**Les équipes**

Équipe	Buts
1. Monaco - 40 buts	
2. Metz - 34 buts	
3. Paris SG - 52 buts	

**Les défenses**

Équipe	Buts
1. Monaco - 26 buts	
2. Metz - 26 buts	
3. Paris SG - 27 buts	

**35<sup>e</sup> journée (jeudi 30 avril)**

Bordeaux-Lens / Marseille-Caen / Strasbourg-Monaco (jeudi 29) / Gue-Montpellier (jeudi 29) / Nancy-Nice

**SPECTACLES**

Réservez vos places de concerts, spectacles, théâtres, expositions... sur Minitel

**3615 LEMONDE**



صكنا من الامل



## Pour gagner son premier Grand Prix, Heinz-Harald Frentzen a dû ménager ses freins

Sur le circuit d'Imola, le pilote de l'écurie Williams-Renault a pris le relais de Jacques Villeneuve

En emportant, dimanche 27 avril, le Grand Prix de formule 1 de Saint-Marin, à Imola, Heinz-Harald Frentzen a offert à l'écurie Williams-Renault sa troisième victoire en quatre courses. Il a également signé le premier succès de sa carrière, à 30 ans, devant son compatriote Michael Schumacher (Ferrari). En dépit de son abandon au 4<sup>e</sup> tour, Jacques Villeneuve garde la tête au championnat du monde des conducteurs.

**IMOLA**  
de notre envoyé spécial  
En Formule 1, une Williams-Renault peut toujours en cacher une autre. Et c'est encore une fois celle de Michael Schumacher, qui a fait les frais de cette hégémonie à double détente, dimanche 27 avril, à Imola (Italie). Au vingt-cinquième tour du Grand Prix de Saint-Marin, l'ancien champion du monde venait de prendre l'avantage sur Jacques Villeneuve, à la faveur d'un arrêt-ravitaillement plus prompt. L'Allemand de la Scuderia pensait alors qu'il avait frappé un grand coup en écartant, même provisoirement, le favori de la course. Michael Schumacher n'a pourtant pas eu le temps de savourer son plaisir retrouvé de mener un Grand Prix : au tour suivant, une autre Williams, celle de son compatriote Heinz-Harald Frentzen, lui a filé sous le nez à sa sortie des stands.

L'aïeul avant de Schumacher a alors furtif avec l'arrière de la monoplace de son compatriote. Intimidation, tentatives de débordement par la droite, par la gauche : la manœuvre a échoué et Frentzen s'est éloigné vers son premier succès en Formule 1. Celui qui n'était jusque-là que l'« autre » Allemand du paddock a, certes, bénéficié de l'abandon de Jacques Villeneuve (problème de boîte de vitesses). Mais le trentenaire au regard sombre a aussi su s'affranchir de l'ombre, plus envahissante que jamais, de son ancien compagnon de la « Junior Team » de Sauber-Mercedes, Michael Schumacher, et de

celle, plus discrète mais tout aussi tenace, de son prédécesseur au volant de la Williams-Renault, l'Anglais Damon Hill. Décrochant lors des trois premières courses de la saison – il n'avait pas marqué le moindre point –, Frentzen commençait à semer le doute : n'avait-il pas usurpé sa place dans le cockpit du champion du monde en titre ?

En mars, à Melbourne, pour sa première course au volant de la Williams, l'ancien pilote de Sauber croyait tenir sa première victoire

donc en Australie. Sermonné par ses nouveaux employeurs, Frentzen n'avait plus qu'une obsession durant ses derniers kilomètres à Imola : ménager ses disques de carbone et ses freins. « J'ai essayé d'appuyer moins fort et d'aborder les virages plus doucement qu'au début de la course », a-t-il expliqué avec le large sourire du champion fier de son œuvre.

Sur la première ligne de la grille de départ à côté de son coéquipier Jacques Villeneuve, auteur à Imola

accélération-freinage, observe Damien Py, ingénieur de l'écurie Prost Grand Prix. Ici, les pilotes ne dosent jamais leur conduite. Ils accélèrent à fond, puis ils freinent à fond.

Dans le contre-jour, l'Acque Miranelli, seul « double-droite » d'une piste qui tourne toujours vers la gauche, offre un point de vue idéal pour admirer les pilotes qui « allument » littéralement leurs freins : dans le creux des jantes, les disques en carbone rougeoyent violemment – leur température dépasse alors les 1 000 °C. « L'équilibre idéal du freinage de la voiture suppose que les quatre disques s'illuminent en même temps sur un freinage puissant », précise Damien Py. Pour augmenter ses chances de finir la course, chaque équipe utilise à Imola des disques plus épais (jusqu'à 32 mm chez Prost) et privilégie des systèmes de refroidissement plus efficaces. Les concepteurs des Prost ont inauguré, dimanche, de nouvelles écopes : des conduits d'air plus ouverts, qu'un morceau de bande adhésive suffit à obturer en cas de nécessité (la pluie par exemple).

Olivier Panis n'a malheureusement pas pu tester la nouveauté à fond. Un problème à l'arrière de sa voiture – non étudie à l'issue de la course dimanche – l'a empêché de suivre longtemps le rythme des voitures de tête. Jean Alesi, en dépit d'une séance d'essais catastrophique, a accroché la cinquième place. Cette réussite inespérée, le double podium des Ferrari et la quatrième place de la Jordan-Peugeot de Giancarlo Fisichella ont fourni aux tifosi coiffés de rouge autant de raisons d'envahir bruyamment la piste.

Eric Collier

## En l'absence de maîtres, la Biélorussie a remporté les Masters de gymnastique

Cette compétition doit encore faire ses preuves

**COMME BEAUCOUP**, Nadia Comaneci a trouvé le temps long samedi 26 avril au Palais omnisports de Paris-Bercy, où les gymnastes de douze nations européennes disputaient les huitièmes de finale des Masters européens (Le Monde daté 27-28 avril). Le verdict de la première journée de cette compétition par équipes à élimination directe associant gymnastique artistique masculine et féminine et gymnastique rythmique s'est fait attendre cinq heures. L'Espagne, la Grande-Bretagne, la Grèce et la République tchèque en ont fait les frais devant un public clairsemé. Les spectateurs sont venus plus nombreux, dimanche 27 avril, pour voir la Biélorussie l'emporter devant la Bulgarie, et l'Ukraine arracher la deuxième place à une France quelque peu protégée par les juges en quart de finale.

Le format inédit de la compétition faisait la part belle à la gymnastique rythmique et sportive (GRS), spectaculaire mais souvent considérée comme moins noble que la gymnastique artistique. Les médaillées olympiques d'Atlanta avaient donc fait le déplacement. Mais, à quatre mois des championnats du monde à Lausanne, les grandes nations ont menagé leurs meilleurs gymnastes artistiques. Le Russe Alexei Nemov, deuxième à Atlanta et récemment opéré de l'épaule, était absent. Il ne s'en trouve pas moins à l'affiche du gala d'exhibitions France-CEI qui se produira dans une dizaine de villes françaises à partir du 29 avril. La Roumanie, faible en GRS, avait décliné l'invitation.

Lilia Podkopaeva, l'Ukrainienne qui cumule les titres olympique, mondial et européen, luttait avec

un corps transformé. Désormais inadapté aux anciens programmes qu'elle s'entête à présenter, il l'a poussée à la faute à plusieurs reprises. Le nouveau code de pointage ne la sauvera pas nécessairement. Il encourage la prise de risque en favorisant, entre autres, les doubles rotations et les acrobaties vers l'avant, mais semble difficile à digérer si l'on en juge par le nombre inhabituel de chutes enregistrées.

**MISE AU POINT**

Ces Masters ont été l'occasion d'une mise au point officielle entre le président de la Fédération française (FFG), Jacques Rey, et Leonid Arkalev, président de la Fédération russe et entraîneur national des équipes masculines et féminines. Le désaccord portait notamment sur la tournée France-CEI, qui fait double emploi avec celle des Défis d'or lancée cette année par la FFG et constituée de duels par aggrès opposant les meilleurs gymnastes mondiaux. La Fédération internationale de gymnastique (FIG), qui considère les fédérations nationales souveraines sur leur territoire en matière d'organisation d'événements gymniques, avait sanctionné une tournée France-CEI « sauvage » par une suspension dans les championnats internationaux des athlètes russes impliqués.

L'affaire s'est finalement réglée à l'amiable. La tournée aura lieu, mais pour la dernière fois sous cette forme, et Dimitri Karbanenko, le gymnaste russe naturalisé français, devait être libéré du veto de sa fédération d'origine pour concourir pour la France dès les Jeux méditerranéens au mois de juin.

Patricia Jolly

### Eddie Irvine en voit de toutes les couleurs

L'Irlandais Eddie Irvine ne sait plus derrière quelles couleurs se ranger. Dimanche 13 avril, à l'issue du Grand Prix d'Argentine, sa deuxième place avait été saluée par la levée du drapeau vert-blanc-orange de la République d'Irlande. Mal en a pris aux organisateurs : la vision d'Eddie Irvine – né en Ulster mais résidant à Dublin et titulaire d'une super-licence en F1 – sous ces couleurs a été très mal accueillie par certains protestants d'Irlande du Nord, des loyalistes très attachés à l'Union Jack britannique. De sérieuses menaces anéanties ont été proférées à l'encontre de la famille du pilote.

Pour apaiser ces passions, Eddie Irvine, qui arbore un trèfle à quatre feuilles vert sur l'arrière de son casque, souhaiterait « un hymne et un drapeau neutres ». A Imola, c'est l'Union Jack qui a flotté sur le podium. Mais, sur la piste, les fans du pilote brandissaient le drapeau de l'Eire.

lorsqu'il dut s'arrêter à trois tours du drapeau à damier en raison d'un problème de freins vraisemblablement provoqué par une sollicitation trop importante des disques. Habitué à conduire une F1 équipée de trois pédales, il freinait normalement du pied droit. Sa Williams ne comportant que deux pédales (l'embrayage étant manuel), il n'a pu réprimer une pression du pied gauche sur le frein. Aussi légère que constante, cette sollicitation serait en partie à l'origine de son abandon.

de sa quatrième pole position consécutive, Frentzen savait le circuit Enzo et Dino Ferrari impitoyable pour les freins : sur le tracé de 4,9 kilomètres, les pilotes les éraient toutes les neuf secondes environ. Depuis les travaux effectués pour réduire la vitesse des monoplaces dans la courbe de Tamborello, fatale à Ayrton Senna en 1994, la piste italienne ne comprend en effet plus que des virages lents. « De tous les circuits de F1, Imola est celui qui possède le plus de rythme

**La pro.** [ Catherine Nay 7h45 → 7h50 ]

**L'insolente.** [ Florence Belkacem 10h30 → 11h ]

**L'idéaliste.** [ Isabelle Giordano 11h → 12h ]

**La nouvelle.** [ Géraldine Carré 13h30 → 15h30 ]

**La truculente.** [ Laurence Boccolini 15h30 → 17h ]

**IL N'Y AVAIT QU'UN ENDROIT OÙ CES FEMMES POUVAIENT SE RENCONTRER.**

**EUROPE 1**  
A quoi sert l'info si on ne s'en parle pas ?

# Le Chilien Marcelo Rios soigne sa réputation à l'Open de Monte-Carlo

Le jeune tennisman a gagné, dimanche 27 avril, le premier grand tournoi de sa carrière

Marcelo Rios s'est imposé, dimanche 27 avril, en finale de l'Open de Monte-Carlo qui faisait son centenaire. Le Chilien, tête de série n° 7, a battu (6-4, 6-3,

6-3) l'espagnol Alex Corretja (n° 12), qui avait éliminé le Français Fabrice Santoro en demi-finale. Champion du monde juniors 1993, spécialiste de

terre battue, Marcelo Rios apparaît comme un possible favori pour les Internationaux de France qui se disputent du 26 mai au 8 juin.

**MONTE-CARLO**  
de notre envoyée spéciale  
Alex Corretja ne veut pas perdre comme ça. Il joue depuis deux heures et ce match file de plus en plus vite, comme les gouttes de sueur qui dégringolent sur son visage. Avec lui, cette grosse fatigue qui lui est tombée sur ses épaules, hier, à la fin du match, contre Fabrice Santoro, et dont il n'a pu se départir. En face de lui, Marcelo Rios à la vigueur insolente, aux coups profonds, parfois cruels. A l'inverse, le tennisman chilien en balade de santé sert pour le match. Mais voilà, Alex se rebiffe, serre les dents sur sa douleur. Ce sera le plus beau jeu de la partie. Un jeu d'orgueil.

Rios attaque puis qu'il est pressé. Alex va défendre, sauvant trois balles de match comme un perdu. Il court et souffre, multiplie les allers-retours vers le filet, rattrape les smashes, cueille une volée, frappe un passing-shot. Le temps s'arrête, le public se lève : lui, serre le poing, il voudrait espérer. Marcelino hoche la tête et lance des regards mauvais. Les yeux dans le soleil, il rate quelques smashes. Le match voudrait basculer, mais Alex est trop fatigué, Marcelo trop concentré.

Le Chilien était l'invité d'un rien surprise de l'Open de Monte-Carlo. Les Espagnols omniprésents depuis le début de la saison sur terre battue étaient attendus avec une pointe de fatalité. Et terrassant deux des plus calés du moment, Alberto Costa et Carlos Moya, puis eo se défaisant du dernier, Alex Corretja, recevait vainqueur du tournoi d'Estoril, Marcelo Rios a tordu le cou à l'histoire annoncée.

Marcelo Rios, c'est le mauvais garçon du tennis mondial. Il est gaucher, de mauvaise humeur et terriblement doué, alors on l'a comparé à John McEnroe. Lui rétorque, imbecile ou superbe, qu'il n'a jamais vu jouer McEnroe. Il est d'un orgueil stupéfiant, explique froidement qu'il ne respecte aucun joueur sur le circuit, ce dit jamais merci, sait qu'il a une belle gueule de voyou et qu'il peut tomber une cohorte de minettes et claquant

trouve chez Rios les moyens de son renouveau sur le tennis. Chez les gamins, le Chilien fait vite de l'ombre aux classiques Steffi Graf et Stefan Edberg.

Sur les courts, la vérité du jeu met à mal sa réputation de dur. Marcelo Rios supporte mal la résistance et les parties accrochées, ce qui est fâcheux quand on est un spécialiste de terre battue. Contrairement à John McEnroe, ses co-lères le perdent. Il fait mine de s'en

tempêter de colère ou de mépris, Rios emporte les dernières patiences de ses entraîneurs. En trois ans de carrière, il en a usé cinq. L'un d'eux a accepté de revenir travailler avec lui : Larry Stefanky, spécialisé dans les gauchers caractériels. Il fut l'un des anciens entraîneurs de John McEnroe.

Avec lui, à Monte-Carlo, Marcelo Rios a su dresser ses nerfs. Il s'est parfois mis en colère, sachant ainsi relancer un match mal engagé. Plus souvent, il a tenu son tempérament, puisque tout allait bien. Dimanche, en finale contre Alex Corretja, il a surpris par son calme glacial. Il a enlevé les premiers deux sets en joueur appliqué, calmant les échanges du fond puis qu'il supportait leur langage. Devant les amorces de l'adversaire et ses dernières balles sur les lignes – les ultimes cartouches de Corretja –, il n'a pas tremblé. Pour un peu, il aurait admiré tant de vaillance. Dans sa victoire, il s'est montré fier et sûr. Belle semaine, beau jeu, grande satisfaction. Bien sûr qu'il se sent comme un favori des Internationaux de France de Roland-Garros qui se disputent du 26 mai au 8 juin. En 1996, Marcelo Rios avait été battu en huitième de finale par Cédric Pioline.

Bénédicte Mathieu

**LE TOURNOI DE MONTE-CARLO** a été son centenaire, samedi 26 avril, en présence de trente-cinq anciens champions invités par le directeur du tournoi, Bernard Noat. Du Suédois Lennart Bergelin à l'Autrichien Thomas Muster en passant par l'italien Pierangeli, l'Espagnol Santana, le Roumain Nastase et le Suédois Borg, toute la palette des joueurs de terre battue était représentée, des grands artistes aux plus purs crocodiles.

## Fabrice Santoro en revenant

Fabrice Santoro s'est arrêté en demi-finale du tournoi de Monte-Carlo, samedi 26 avril, battu par l'espagnol Alex Corretja, ses jambes trop lourdes et sa volonté fatiguée. Qu'importe. Dans cette semaine monégasque où il a battu l'autrichien Thomas Muster et l'espagnol Sergi Bruguera, deux anciens champions de Roland-Garros, il s'est forgé l'un des plus beaux souvenirs de sa carrière.

Vainqueur de l'Orange Bowl juniors 1988 à seize ans, le joueur français développait un jeu à deux mains des deux côtés en dépit d'une taille moyenne. En 1991, il devenait l'un des héros de la conquête de la Coupe Davis en qualifiant *in extenso* la France en quart de finale contre l'Australie à Nîmes. Classé vingt-quatrième mondial en mars 1993, il avait dégringolé au classement, victime de nombreuses blessures, et avait envisagé une retraite anticipée. Entraîné par son père depuis le mois de janvier, Fabrice Santoro s'offre une nouvelle jeunesse à un rythme moins fou, disputant deux tournois par mois, et peut nourrir de sereines ambitions pour Roland-Garros.

des doigts. Heureusement, il n'en a pas très envie.

Champion du monde juniors 1993, Rios devient professionnel un an plus tard et, très vite, fait passer un sale quart d'heure à ses adversaires. En 1994, à Roland-Garros, au deuxième tour, il fait suer Pete Sampras avant de céder devant l'expérience du numéro un mondial. Dès lors, c'est la folie. Ses yeux verts ardoents, ses cheveux longs lui donnent l'air d'un desperado. Le tennisman s'est trouvé un nouveau vaurien. La firme Adidas qui l'équipe exulte. En pleine bagarre avec Nike et les autres, elle

moquer. Pour un jeune talent arrogant, son palmarès est décevant : quatre tournois gagnés à Bologne, Kuala Lumpur ou Saint-Polten. Il ne sait pas conclure, mais ses performances – de nombreuses demi-finales – lui permettent d'être le premier Chilien de l'histoire du tennis à être classé parmi les dix meilleurs mondiaux. Il en est très fier, car Marcelo est un grand patriote qui retrouve de l'humilité au son de son hymne national quand il représente – avec succès – son pays en deuxième division de la Coupe Davis.

Mais il y a ce caractère. Dans ses

## Bjarne Riis prépare le Tour en gagnant l'Amstel Gold Race

IL SERA encore l'homme à battre dans le Tour de France. Le Danois Bjarne Riis, victorieux sur les Champs-Élysées en 1996, s'est rappelé au bon souvenir du peloton en remportant, samedi 26 avril, l'Amstel Gold Race, course sur 258 kilomètres entre Heerde et Maastricht, aux Pays-Bas. C'est en effet la première fois depuis la victoire de Bernard Hinault dans Liège-Bastogne-Liège en 1980 qu'un vainqueur de la Grande Boucle remporte une classique l'année suivante. A trente-trois ans, Bjarne Riis montre donc que sa puissance est intacte et qu'elle peut lui permettre de s'imposer en dehors des courses à étapes. Parti à 36 kilomètres de la ligne d'arrivée, après avoir été victime d'une crevaisance, le Danois a livré un long raid solitaire, exercice proche des contre-la-montre dans lesquels il a toujours excellé.

### DÉPÊCHES

**RUGBY** : Pan a remporté la Coupe de France en battant Bourgoin-Jallieu. Les joueurs béarnais ont obtenu ce succès (13-11), samedi 26 avril, au terme d'un match disputé à Nîmes. C'est la troisième fois que la Section paloise remporte le Challenge Yves-du-Manoir. Cette victoire permettra au club de participer, avec Brive, à la prochaine Coupe d'Europe.

**BASKET-BALL** : Villeneuve a conservé la Coupe de France en battant Nancy (67-58), dimanche 27 avril, à Paris. Les joueurs de l'ASVEL ont su réagir après la déception de leur quatrième place à l'issue de la finale à quatre du championnat d'Europe des clubs, disputée la semaine dernière à Rome.

**HANDBALL** : l'équipe de France féminine s'est qualifiée pour les championnats du monde qui doivent avoir lieu du 30 novembre au 14 décembre, en Allemagne. Malgré une défaite (25-22), dimanche 27 avril, en Ukraine, les handballeuses obtiennent ainsi le droit de participer au Mondial pour la première fois depuis 1990. – (AFP)

**HOCKEY SUR GLACE** : l'équipe de France a été battue (6-1) par la Finlande, samedi 26 avril, à l'occasion de son premier match des championnats du monde. Ceux-ci ont lieu jusqu'au 14 mai à Helsinki. – (AFP)

**NATATION** : Kazuma Maruyama a amélioré le record de France du 100 m dos en parcourant la distance en 1 min 03 s 22, samedi 26 avril à Sordelles. L'ancien record était détenu par Hélène Ricardo avec 1 min 03 s 52.

**OMNISPORTS** : Les Jeux olympiques de Sydney pourraient être perturbés par les populations aborigènes en l'an 2000. Tel est l'avertissement lancé, dimanche 27 avril, par John Coates, le président du Comité olympique australien. Celui-ci estime qu'une réponse doit être apportée aux revendications territoriales des populations aborigènes. La Haute Cour de justice australienne vient de reconnaître que les rites de propriété historiques des aborigènes peuvent coexister avec les baux « modernes ». – (AFP)

**TENNIS** : le bureau européen de l'Association des Joueurs professionnels (ATP) restera à Monaco, a annoncé Peer Zerbis, vice-président de l'ATP chargé de l'Europe, samedi 26 avril, en marge de l'Open de Monte-Carlo. Un déménagement à Londres avait été décidé en novembre à Hanovre, mais il avait été vivement critiqué par les joueurs européens. Ceux-ci ont décidé de se rassembler en une association des joueurs de tennis européens (ETPA) afin de mieux défendre leurs intérêts. Outre l'annulation du déménagement, ils ont obtenu une répartition géographique des joueurs dans le bureau de l'ATP.

**LOTO** : résultats des tirages n° 34 du samedi 26 avril. Premier tirage : 13, 15, 16, 18, 22, 28, numéro complémentaire : 23 ; rapports pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 69 245 F ; pour 5 bons numéros : 4 665 F ; pour 4 bons numéros : 116 F ; pour 3 bons numéros : 13 F. Second tirage : 3, 4, 8, 30, 31, 49, numéro complémentaire : 18 ; rapport pour 6 bons numéros : 16 239 515 F ; pour 5 bons numéros, plus le complémentaire : 84 580 F ; pour 4 bons numéros : 7 100 F ; pour 3 bons numéros : 144 F ; pour 2 bons numéros : 14 F.

### RÉSULTATS

#### AUTOMOBILISME

Grand Prix de Saint-Marin  
1. H.-H. Frentzen (All., Williams-Renault) ; 2. M. Schumacher (All., Ferrari) à 1 s 237 ; 3. E. Irvine (G.-B., Ferrari) à 1 m 10 s 343 ; 4. G. P. B. B. (Ita., Jordan-Ford) à 1 m 23 s 088 ; 5. J. Alesi (Fra., Benetton-Ferrari) à un tour ; 6. M. Hakkinen (Fin., McLaren-Mercedes) à un tour.

Championnat du monde des pilotes : 1. J. Villeneuve (Can.), 20 pts ; 2. M. Schumacher (All.), 14 ; 3. D. Coulthard (G.-B.), G. Berger (Aut.), H.-H. Frentzen (All.), M. Hakkinen (Fin.) et E. Irvine (G.-B.), 10.

Championnat du monde des constructeurs : 1. Williams-Renault, 30 pts ; 2. Ferrari, 24 ; 3. McLaren-Mercedes, 20 ; 4. Benetton-Renault, 13 ; 5. Jordan-Ford, 7.

#### BASKET-BALL

Coupe de France masculine

#### FINALE

Villeneuve-Nancy

Coupe de France féminine

Finale

Toronto-Bordeaux

63-60

#### CYCLISME

Amstel Gold Race

1. B. Riis (Dan., Telekom) ; 2. A. Tull (Ita.) à 46 s ; 3. B. Zeng (Sué.) à 1 m 1 s ; 4. L. Roux (Fra.) à 1 m 1 s 10 ; 5. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 6. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 7. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 8. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 9. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 10. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 11. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 12. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 13. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 14. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 15. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 16. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 17. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 18. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 19. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 20. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 21. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 22. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 23. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 24. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 25. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 26. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 27. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 28. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 29. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 30. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 31. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 32. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 33. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 34. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 35. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 36. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 37. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 38. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 39. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 40. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 41. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 42. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 43. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 44. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 45. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 46. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 47. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 48. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 49. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 50. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 51. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 52. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 53. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 54. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 55. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 56. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 57. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 58. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 59. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 60. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 61. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 62. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 63. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 64. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 65. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 66. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 67. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 68. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 69. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 70. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 71. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 72. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 73. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 74. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 75. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 76. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 77. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 78. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 79. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 80. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 81. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 82. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 83. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 84. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 85. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 86. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 87. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 88. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 89. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 90. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 91. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 92. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 93. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 94. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 95. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 96. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 97. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 98. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 99. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 100. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 101. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 102. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 103. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 104. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 105. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 106. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 107. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 108. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 109. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 110. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 111. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 112. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 113. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 114. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 115. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 116. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 117. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 118. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 119. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 120. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 121. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 122. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 123. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 124. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 125. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 126. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 127. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 128. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 129. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 130. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 131. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 132. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 133. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 134. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 135. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 136. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 137. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 138. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 139. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 140. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 141. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 142. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 143. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 144. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 145. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 146. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 147. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 148. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 149. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 150. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 151. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 152. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 153. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 154. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 155. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 156. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 157. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 158. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 159. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 160. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 161. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 162. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 163. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 164. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 165. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 166. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 167. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 168. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 169. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 170. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 171. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 172. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 173. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 174. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 175. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 176. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 177. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 178. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 179. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 180. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 181. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 182. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 183. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 184. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 185. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 186. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 187. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 188. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 189. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 190. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 191. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 192. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 193. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 194. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 195. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 196. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 197. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 198. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 199. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 200. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 201. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 202. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 203. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 204. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 205. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 206. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 207. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 208. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 209. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 210. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 211. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 212. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 213. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 214. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 215. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 216. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 217. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 218. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 219. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 220. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 221. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 222. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 223. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 224. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 225. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 226. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 227. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 228. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 229. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 230. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 231. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 232. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 233. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 234. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 235. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 236. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 237. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 238. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 239. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 240. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 241. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 242. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 243. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 244. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 245. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 246. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 247. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 248. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 249. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 250. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 251. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 252. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 253. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 254. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 255. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 256. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 257. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 258. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 259. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 260. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 261. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 262. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 263. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 264. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 265. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 266. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 267. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 268. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 269. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 270. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 271. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 272. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 273. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 274. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 275. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 276. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 277. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 278. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 279. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 280. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 281. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 282. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 283. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 284. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 285. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 286. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 287. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 288. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 289. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 290. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 291. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 292. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 293. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 294. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 295. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 296. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 297. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 298. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 299. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 300. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 301. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 302. M. G. (Sué.) à 1 m 1 s 10 ; 303. M



## Averses sur le Nord et l'Est

LE SYSTÈME dépressionnaire responsable du mauvais temps de ces derniers jours se décale vers le Danemark. Il engendrera encore, mardi, des averses au nord et à l'est. L'anticyclone des Açores reviendra par le Sud-Ouest et régnera peu à peu l'ensemble du pays les jours prochains.

**Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie.** - Quelques averses surviendront sur la Basse-Normandie en matinée. Par la suite, le temps sec se généralisera avec une alternance de nuages et d'éclaircies. Il fera 14 à 16 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Du Nord-Picardie aux Ardennes, les passages nuageux dériveront des averses. De la Haute-Normandie au Bassin parisien, les averses du matin se raréfieront l'après-midi. Le mercure indiquera 15 à 17 degrés.

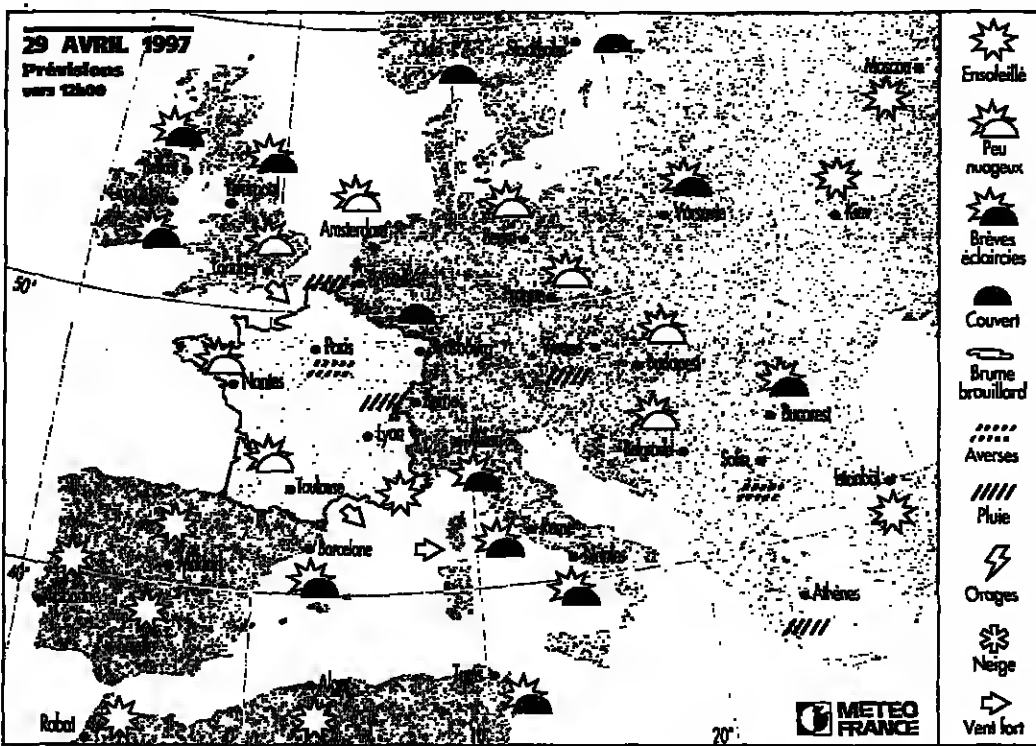
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - Un temps instable prévaudra sur ces régions. Les averses seront plus fré-

quentes près de la frontière allemande. Quelques moments ensoleillés se dessineront sur le sud de la Champagne et la Bourgogne. Les températures ne dépasseront pas 14 à 15 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Le ciel sera chargé en matinée. Ensuite, comme sur le reste de la région, le ciel sera partagé entre nuages et éclaircies. Le vent modéré de nord-ouest limitera le mercure entre 16 et 18 degrés.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Des éclaircies se développeront sur le Limousin et la moyenne vallée du Rhône. Plus au nord, les nuages seront prédominants et porteront d'averses (pluie au-dessus de 1400 mètres). Il fera 14 à 16 degrés.

**Langues-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le soleil ne sera pas content, mais il partagera l'affiche avec un fort vent de nord-ouest, les rafales approchant les 100 km/h du golfe du Lion au littoral varois. Il fera aux alentours de 20 degrés.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **INDONÉSIE.** Accor Asie Pacifique vient d'ouvrir son cinquantième Novotel sur l'île de Batam, en Indonésie. Cet établissement de 254 chambres est à 45 minutes de Singapour en ferry.

■ **FÉRIÉS.** Les services publics et les banques sont fermés en raison de fêtes nationales ou religieuses dans les pays suivants : mardi : Japon ; mercredi : Pays-Bas ; jeudi : tous les pays excepté Arabie saoudite, Arménie, Australie, Azerbaïdjan, Bahamas, Canada, Corée du Sud, Danemark, Emirats arabes unis, Etats-Unis, Georgie, Hongkong, Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Jamaïque, Japon, Koweït, Libéria, Libye, Lituanie, Mongolie, Népal, Nouvelle-Zélande, Oman, Pays-Bas, Porto Rico, Qatar, Roumanie, Sierra Leone, Soudan, Syrie, Taïwan, Tadjikistan, Turquie, Turkménistan ; vendredi : Russie, Serbie, Slovaquie, Espagne, Ukraine ; samedi : Japon et Pologne.

**PRÉVISIONS POUR LE 29 AVRIL 1997**  
Ville par ville, les minima/maxima de température en °C : S : ensoleillé ; N : nuageux ; C : couvert ; P : pluie ; \*\* : neige

PARIS	12/17	NANCY	5/14	PAPEETE	25/30	KIEV	5/16	VENISE	12/14	LE CAIRE	14/24
LYON	10/17	NANTES	10/17	POINTE-A-PIT.	23/31	LISBONNE	18/26	Vienne	10/17	MARRAKECH	14/27
MARSEILLE	13/20	STRASBOURG	10/18	ST-DENIS-RE.	23/29	LIVERPOOL	9/14	Amsterdam	18/25	NAIROBI	15/22
		BRUXELLES	9/18	BARCELONE	15/20	LONDRES	11/16	BRASILIA	18/25	RABAT	6/20
		BERNE	15/22	BERNE	15/22	MILAN	12/24	BUENOS AIR.	8/21	TUNIS	14/27
		ST-ETIENNE	9/15	BRUXELLES	9/18	MOSCOU	4/17	CHICAGO	5/20		
		TOULOUSE	12/19	BUCAREST	4/19	MUNICH	10/19	JAMAÏQUE	28/38		
		FRANCIS-NEVILL	24/28	STRAZBOURG	10/18	PRAGUE	12/15	BOMBAY	26/32		
		PORT-DE-FR.	24/30	COPENHAGUE	9/16	ST-PETERSB.	3/11	DJAKART	25/30		
		NOUMEA	21/26	OSLO	7/12	ST-PETERSB.	3/11	OUBAI	23/33		
				ST-ETIENNE	9/15	ST-PETERSB.	3/11	HANOI	21/30		
				TOULOUSE	12/19	ST-PETERSB.	3/11	HONGKONG	22/24		
				FRANCIS-NEVILL	24/28	ST-PETERSB.	3/11	JERUSALEM	13/22		
				PORT-DE-FR.	24/30	ST-PETERSB.	3/11	NEW DELHI	24/36		
				NOUMEA	21/26	ST-PETERSB.	3/11	SEUL	15/23		
						ST-PETERSB.	3/11	SINGAPOUR	27/31		
						ST-PETERSB.	3/11	SYDNEY	15/25		
						ST-PETERSB.	3/11	TOKYO	15/24		

PARIS	12/17	NANCY	5/14	PAPEETE	25/30	KIEV	5/16	VENISE	12/14	LE CAIRE	14/24
LYON	10/17	NANTES	10/17	POINTE-A-PIT.	23/31	LISBONNE	18/26	Vienne	10/17	MARRAKECH	14/27
MARSEILLE	13/20	STRASBOURG	10/18	ST-DENIS-RE.	23/29	LIVERPOOL	9/14	Amsterdam	18/25	NAIROBI	15/22
		BRUXELLES	9/18	BARCELONE	15/20	LONDRES	11/16	BRASILIA	18/25	RABAT	6/20
		BERNE	15/22	BERNE	15/22	MILAN	12/24	BUENOS AIR.	8/21	TUNIS	14/27
		ST-ETIENNE	9/15	BRUXELLES	9/18	MOSCOU	4/17	CHICAGO	5/20		
		TOULOUSE	12/19	BUCAREST	4/19	MUNICH	10/19	JAMAÏQUE	28/38		
		FRANCIS-NEVILL	24/28	STRAZBOURG	10/18	PRAGUE	12/15	BOMBAY	26/32		
		PORT-DE-FR.	24/30	COPENHAGUE	9/16	ST-PETERSB.	3/11	DJAKART	25/30		
		NOUMEA	21/26	OSLO	7/12	ST-PETERSB.	3/11	OUBAI	23/33		
				ST-ETIENNE	9/15	ST-PETERSB.	3/11	HANOI	21/30		
				TOULOUSE	12/19	ST-PETERSB.	3/11	HONGKONG	22/24		
				FRANCIS-NEVILL	24/28	ST-PETERSB.	3/11	JERUSALEM	13/22		
				PORT-DE-FR.	24/30	ST-PETERSB.	3/11	NEW DELHI	24/36		
				NOUMEA	21/26	ST-PETERSB.	3/11	SEUL	15/23		
						ST-PETERSB.	3/11	SINGAPOUR	27/31		
						ST-PETERSB.	3/11	SYDNEY	15/25		
						ST-PETERSB.	3/11	TOKYO	15/24		

PARIS	12/17	NANCY	5/14	PAPEETE	25/30	KIEV	5/16	VENISE	12/14	LE CAIRE	14/24
LYON	10/17	NANTES	10/17	POINTE-A-PIT.	23/31	LISBONNE	18/26	Vienne	10/17	MARRAKECH	14/27
MARSEILLE	13/20	STRASBOURG	10/18	ST-DENIS-RE.	23/29	LIVERPOOL	9/14	Amsterdam	18/25	NAIROBI	15/22
		BRUXELLES	9/18	BARCELONE	15/20	LONDRES	11/16	BRASILIA	18/25	RABAT	6/20
		BERNE	15/22	BERNE	15/22	MILAN	12/24	BUENOS AIR.	8/21	TUNIS	14/27
		ST-ETIENNE	9/15	BRUXELLES	9/18	MOSCOU	4/17	CHICAGO	5/20		
		TOULOUSE	12/19	BUCAREST	4/19	MUNICH	10/19	JAMAÏQUE	28/38		
		FRANCIS-NEVILL	24/28	STRAZBOURG	10/18	PRAGUE	12/15	BOMBAY	26/32		
		PORT-DE-FR.	24/30	COPENHAGUE	9/16	ST-PETERSB.	3/11	DJAKART	25/30		
		NOUMEA	21/26	OSLO	7/12	ST-PETERSB.	3/11	OUBAI	23/33		
				ST-ETIENNE	9/15	ST-PETERSB.	3/11	HANOI	21/30		
				TOULOUSE	12/19	ST-PETERSB.	3/11	HONGKONG	22/24		
				FRANCIS-NEVILL	24/28	ST-PETERSB.	3/11	JERUSALEM	13/22		
				PORT-DE-FR.	24/30	ST-PETERSB.	3/11	NEW DELHI	24/36		
				NOUMEA	21/26	ST-PETERSB.	3/11	SEUL	15/23		
						ST-PETERSB.	3/11	SINGAPOUR	27/31		
						ST-PETERSB.	3/11	SYDNEY	15/25		
						ST-PETERSB.	3/11	TOKYO	15/24		

PARIS	12/17	NANCY	5/14	PAPEETE	25/30	KIEV	5/16	VENISE	12/14	LE CAIRE	14/24
LYON	10/17	NANTES	10/17	POINTE-A-PIT.	23/31	LISBONNE	18/26	Vienne	10/17	MARRAKECH	14/27
MARSEILLE	13/20	STRASBOURG	10/18	ST-DENIS-RE.	23/29	LIVERPOOL	9/14	Amsterdam	18/25	NAIROBI	15/22
		BRUXELLES	9/18	BARCELONE	15/20	LONDRES	11/16	BRASILIA	18/25	RABAT	6/20
		BERNE	15/22	BERNE	15/22	MILAN	12/24	BUENOS AIR.	8/21	TUNIS	14/27
		ST-ETIENNE	9/15	BRUXELLES	9/18	MOSCOU	4/17	CHICAGO	5/20		
		TOULOUSE	12/19	BUCAREST	4/19	MUNICH	10/19	JAMAÏQUE	28/38		
		FRANCIS-NEVILL	24/28	STRAZBOURG	10/18	PRAGUE	12/15	BOMBAY	26/32		
		PORT-DE-FR.	24/30	COPENHAGUE	9/16	ST-PETERSB.	3/11	DJAKART	25/30		
		NOUMEA	21/26	OSLO	7/12	ST-PETERSB.	3/11	OUBAI	23/33		
				ST-ETIENNE	9/15	ST-PETERSB.	3/11	HANOI	21/30		
				TOULOUSE	12/19	ST-PETERSB.	3/11	HONGKONG	22/24		
				FRANCIS-NEVILL	24/28	ST-PETERSB.	3/11	JERUSALEM	13/22		
				PORT-DE-FR.	24/30	ST-PETERSB.	3/11	NEW DELHI	24/36		
				NOUMEA	21/26	ST-PETERSB.	3/11	SEUL	15/23		
						ST-PETERSB.	3/11	SINGAPOUR	27/31		
						ST-PETERSB.	3/11	SYDNEY	15/25		
						ST-PETERSB.	3/11	TOKYO	15/24		

PARIS	12/17	NANCY	5/14	PAPEETE	25/30	KIEV	5/16	VENISE	12/14	LE CAIRE	14/24
LYON	10/17	NANTES	10/17	POINTE-A-PIT.	23/31	LISBONNE	18/26	Vienne	10/17	MARRAKECH	14/27
MARSEILLE	13/20	STRASBOURG	10/18	ST-DENIS-RE.	23/29	LIVERPOOL	9/14	Amsterdam	18/25	NAIROBI	15/22
		BRUXELLES	9/18	BARCELONE	15/20	LONDRES	11/16	BRASILIA	18/25	RABAT	6/20
		BERNE	15/22	BERNE	15/22	MILAN	12/24	BUENOS AIR.	8/21	TUNIS	14/27
		ST-ETIENNE	9/15	BRUXELLES	9/18	MOSCOU	4/17	CHICAGO	5/20		
		TOULOUSE	12/19	BUCAREST	4/19	MUNICH	10/19	JAMAÏQUE	28/38		
		FRANCIS-NEVILL	24/28	STRAZBOURG	10/18	PRAGUE	12/15	BOMBAY	26/32		
		PORT-DE-FR.	24/30	COPENHAGUE	9/16	ST-PETERSB.	3/11	DJAKART	25/30		
		NOUMEA	21/26	OSLO	7/12	ST-PETERSB.	3/11	OUBAI	23/33		
				ST-ETIENNE	9/15	ST-PETERSB.	3/11	HANOI	21/30		
				TOULOUSE	12/19	ST-PETERSB.	3/11	HONGKONG	22/24		
				FRANCIS-NEVILL	24/28	ST-PETERSB.	3/11	JERUSALEM	13/22		
				PORT-DE-FR.	24/30	ST-PETERSB.	3/11	NEW DELHI	24/36		
				NOUMEA	21/26	ST-PETERSB.	3/11	SEUL	15/23		
						ST-PETERSB.	3/11	SINGAPOUR	27/31		
						ST-PETERSB.	3/11	SYDNEY	15/25		
						ST-PETERSB.	3/11	TOKYO	15/24		

PARIS	12/17	NANCY	5/14	PAPEETE	25/30	KIEV	5/16	VENISE	12/14	LE CAIRE	14/24
LYON	10/17	NANTES	10/17	POINTE-A-PIT.	23/31	LISBONNE	18/26	Vienne	10/17	MARRAKECH	14/27
MARSEILLE	13/20	STRASBOURG	10/18	ST-DENIS-RE.	23/29	LIVERPOOL	9/14	Amsterdam	18/25	NAIROBI	15/22
		BRUXELLES	9/18	BARCELONE	15/20	LONDRES	11/16	BRASILIA	18/25	RABAT	6/20
		BERNE	15/22	BERNE	15/22	MILAN	12/24	BUENOS AIR.	8/21	TUNIS	14/27
		ST-ETIENNE	9/15	BRUXELLES	9/18	MOSCOU	4/17	CHICAGO	5/20		
		TOULOUSE	12/19	BUCAREST	4/19	MUNICH	10/19	JAMAÏQUE	28/38		
		FRANCIS-NEVILL	24/28	STRAZBOURG	10/18	PRAGUE	12/15	BOMBAY	26/32		
		PORT-DE-FR.	24/30	COPENHAGUE	9/16	ST-PETERSB.	3/11	DJAKART	25/30		
		NOUMEA	21/26	OSLO	7/12	ST-PETERSB.	3/11	OUBAI	23/33		
				ST-ETIENNE	9/15	ST-PETERSB.	3/11	HANOI	21/30		
				TOULOUSE	12/19	ST-PETERSB.	3/11	HONGKONG	22/24		
				FRANCIS-NEVILL	24/28	ST-PETERSB.	3/11	JERUSALEM	13/22		
				PORT-DE-FR.	24/30	ST-PETERSB.	3/11	NEW DELHI	24/36		
				NOUMEA	21/26	ST-PETERSB.	3/11	SEUL	15/23		
						ST-PETERSB.	3/11	SINGAPOUR	27/31		
						ST-PETERSB.	3/11	SYDNEY	15/25		
						ST-PETERSB.	3/11	TOKYO	15/24		

## AUTOMOBILE

## Opel propose une Corsa trois cylindres



Ce type de moteur diminue les émissions de matières polluantes

IL Y A juste un an, Opel France, filiale d'Opel Allemagne et de General Motors, lançait une invitation à rencontrer Maxx dans une proche banlieue parisienne dotée d'un circuit d'essai automobile le plus souvent utilisé à des compétitions de karting. Le temps était brumeux et la luminosité réduite, mais permettait quand même de découvrir un petit engin de lignes familières



**MUSIQUE** Liée au septième art dès sa naissance, boudée dans les années 50, réhabilitée par la nouvelle vague, la chanson a un bon nombre de films dans la mémoire

collective. Depuis le premier film parlant, *Le Chanteur de jazz*, on lui a demandé de favoriser la promotion des films ou d'en être le ressort dramatique, mais aussi de s'en tenir à

un rôle d'illustration. ● **AU THÉÂTRE** des Abbesses, à Paris, Lambert Wilson présente un récital de chansons du cinéma français, des grands classiques du genre (*Les Feuilles mortes*)

à des chansons moins connues. ● **LE HALL DE LA CHANSON** ouvrira en 1998 au Parc de La Villette, à Paris. Premier lieu de conservation et d'exposition du patrimoine chantant

français, voulu par le chanteur et acteur Serge Hureau, il disposera d'une borne interactive conçue avec l'INA, permettant de naviguer dans les musiques populaires.

## Les noces prolifiques de la chanson populaire et du cinéma

Dès qu'il s'est soucié du son, le cinéma a fait appel aux chanteurs, compositeurs et paroliers, assignant à la musique différentes missions : promotion, ressort dramatique ou illustration. A Paris, un acteur, Lambert Wilson, passe en revue les meilleurs rejets de ce mariage ancien

DE 1930, où Milton chantait *C'est pour mon papa* dans *Le Roi des resquilleurs*, de Pierre Colombier, à 1994, date de création par Tooton David de *Chacun sa route* pour *Un indien dans la ville* d'Hervé Palud, la chanson française et le cinéma ont formé un couple où la connivence l'a parfois cédé à l'orage. « J'écoute uniquement des chansons parce qu'elles disent la vérité ; plus elles sont bêtes, plus elles sont vraies. D'ailleurs, elles ne sont pas bêtes, elles disent : "Ne me quitte pas", "Ton absence a brisé ma vie", "Sans amour, on n'est rien du tout" », François Truffaut, par la voix de Fanny Ardant, éclaircissait ainsi dans *La Femme d'à côté* les rapports parfois chaotiques des cinéastes avec la chanson.

En 1895, quand apparaît le cinéma, la musique est tenue en lisière. Des bateleurs postés à la porte des cafés conc' invitent le chaland à découvrir les images animées des frères Lumière. Rapidement, le cinéma emprunte rideaux rouges et balcons aux salles de concerts, et les chanteurs tentent de donner une voix au muet. Ainsi, en 1897, à la demande de Georges Méliès, Paulus chante-t-il *Derrière l'armistice*, caché derrière l'écran. La domination du music-hall prend fin avec l'Armistice. Mobilisés, les artistes de cabaret ont laissé le champ libre. Cynique, le cinéma emploie les survivants dans le petit



rôle qu'ils lui avaient jusqu'alors réservé : celui de « l'attraction ». En 1930, René Clair livre le premier film français sonorisé, trois ans après la sortie aux États-Unis du *Chanteur de jazz*, d'Alan Crosland. Ancien fantaisiste au Moulin-Rouge, Albert Préjean y chante sur une musique de Raoul Moretti (le compositeur de *La Fille du bédouin*) « Sais-tu les toits de Paris, tu vois ma p'tite Ninou ? On peut vivre heureux et bien unis ! » Sympathique, populaire, la chanson assure efficacement la promotion du film.

En 1931, Jean Renoir, dans *La*

*Chienne*, utilise la chanson comme support dramatique : c'est sur un air suave (« Soit douce, oh ma belle inconnue... »), mêlé de scènes de rues, que Maurice (Michel Simon) assassine Lulu, sa maîtresse. Michel Simon viendra plus tard à la chanson, tout comme Serge Reggiani, mais souvent les acteurs chantent comme des crécelles.

**AU BON MOMENT** Les cinéastes recrutèrent donc des chanteurs sachant jouer la comédie. Apparaissent à l'écran Fréhel, Mistinguett, Joséphine Ba-

ker ou Maurice Chevalier. La recordwoman du genre, Florelle (1901-1974), tourne près de quatre films par an au début des années 30. Spécialiste du doublage des productions allemandes, elle donne sa voix aux versions françaises de *L'Opéra de quat'sous* et de *L'Atlantide*, de G. W. Pabst. Elle sera Valentine dans le *Crime de M. Lange*, de Renoir, où elle chante *A la belle étoile* (Prévert/Kosma). Les femmes jouent d'ailleurs souvent leur propre rôle : Joséphine Baker est une future meneuse de revue dans *Zouzzou*, de

Marc Allégret (1934) ; Fréhel est une prostituée, Tania, dans *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier. *Où est-il donc ?* (*Le Moulin de la place Blanche*) est un monument érigé à la décadence du Pigalle parisien et des colonies. Pour ne pas casser le déroulement de l'intrigue, la chanson doit arriver au bon moment. Les scénaristes mettent la main à la pâte (Prévert) quand ce n'est pas le réalisateur lui-même : Jean Renoir a ainsi écrit *La Complainte de la Butte* (musique de Georges Van Parys), créée par Cora Vaucaire en 1951 dans *French Cancan* ; Julien

Duvivier. Quand on s'promène au bord de l'eau (musique de Jean Poterat) interprété par Jean Gabin en 1936 dans *La Belle Équipe*. Jean Boyer, frère de Lucienne Boyer, laisse à la postérité *Comme de bien entendu* chanté par Arletty, André et Michel Simon dans *Circumstances atténuantes* (1937).

Fort de cette osmose, des compositeurs comme Charles Trenet, Joseph Kosma ou Georges Van Parys (1902-1971) parviennent à imposer une priorité de la musique sur le scénario. On se souvient peu du film *Secrets d'alcôve* mais bien sûr d'*Un jour, tu verras* (Mouloudji/Van Parys, 1953) ; on a oublié *Une Java*, de Claude Orval, mais pas *La Java bleue* qu'y chantait Fréhel (musique de Vincent Scotto). De la chante, de Christian Stengel, ne restent que Charles Trenet et Paul Mislaki.

### « L'ATALANTE » CENSURÉE

Le cas de *L'Atlante*, de Jean Vigo, est différent : la musique, composée par Maurice Jaubert (1900-1940) – pionnier de la musique de film en France avec Georges Auric (1899-1984), membre du groupe des Six, et compositeur de *Laïs* – fut censurée par Gaumont. La production a exigé son remplacement par un succès italien de Bixio, chanté par Lys Gauty, *Le Chaland qui passe*, qui donna son nouveau titre au film.

La chanson du cinéma français, souvent comique et gouailleuse, devient alors un genre à l'instar des comédies musicales américaines. *Les Feuilles mortes*, fredonnées par Yves Montand dans *Les Portes de la Nuit*, de Marcel Carné, en est le symbole universel. Les années 50 voient le cinéma éliminer la chanson, lui préférant des thèmes forts au générique (*Jour interdits*, *Le Troisième Homme*). La musique se contente de façonner les atmosphères, la parole est bannie. Il faudra attendre la nouvelle vague – et Truffaut faisant appel à Boby Lapointe dans *Tirez sur le pianiste* – pour que réapparaisse à l'écran des vedettes frondeuses et fredonnantes, comme Anna Karina, Jeanne Moreau ou Serge Gainsbourg. Les bandes originales d'aujourd'hui sont, dans la majorité des cas, des compilations de tubes du moment, ou de vieux succès remis en lumière, comme dans les films de Pedro Almodovar. Le jeune cinéma français n'échappe pas à la règle, qui n'a pas su imposer un style face aux séries télévisées telles que *Terre Indigo* (musique de Catherine Lara), dont les thèmes musicaux connaissent un succès croissant.

V. Mo.

Véronique Mortaigne

## « Folie chansons », un toit pour le répertoire à La Villette

APRÈS bientôt neuf années de tergiversations, le « Hall de la chanson » est en voie d'achèvement. Il dispose de 1 500 mètres carrés dans une des folies conçues par l'architecte Bernard Tschumi dans le parc de La Villette, à Paris. Son ouverture est prévue pour le début de 1998. Après s'être fait longtemps prier, l'état (la direction de la musique et de la danse du ministère de la culture et l'établissement public de La Villette) a accordé 9,6 millions de francs d'aide à l'équipement du Hall. Né d'une étude sur le patrimoine français de la chanson commandée en 1988 au comédien et chanteur Serge Hureau, il sera le premier lieu public à exposer ce patrimoine.

L'opposition de la Mairie de Paris à un projet étiqueté « socialiste » –

son étude a pourtant été lancée sous le ministère Létour – avait valu au Hall de la chanson une longue désobéissance, puis une halte à Mame-la-Valle, un temps candidate au rôle de « pôle français des industries musicales ». Il est enfin hébergé à proximité de la Cité de la musique et sur un site – entre la partie « culturelle » de La Villette (Grande Halle, Conservatoire) et la Cité des sciences – où transitent environ huit millions de personnes chaque année.

### LE VEU D'UN CENTRE NATIONAL

Le Hall est porté par une vision originale : patrimoniale, certes, mais nullement muséographique, s'attachant à souligner les liens de famille entre Khaled, Reda Caire ou Dalida (les Orientaux), entre Vincent Scotto et IAM (les Marseillais), thème de la première exposition prévue pour 1998. Mariame Oswald et MC So-lair (les rappers-diseurs). Serge Hureau voudrait créer un véritable

Centre national de la chanson française, bénéficiant d'un statut et d'un budget équivalant à ceux d'un Centre dramatique national. Les pouvoirs publics ne se sont pas encore laissés convaincre.

Pour contrebalancer une vision souvent restrictive de la chanson, l'équipe du Hall a multiplié des actions de préfiguration, d'une intelligence et d'une qualité exceptionnelles : visites guidées des coulisses de l'Olympia ou du Casino de Paris ; parcours sonores en autobus sur les traces d'Edith Piaf ; promenades dans le Paris des cabarets ; spectacle-conférence consacré aux chansons du très palatial Béranger (1730-1877), etc.

Rebaptisé « Folie chansons », l'ancien café Croixement est réaménagé par l'architecte François Selgner, à qui l'on doit le pavillon de la France à l'Exposition universelle de Séville. Lieux de concerts, de bals, espace multimédia, bar, le Hall privilégiera les rapports ludiques.

Non sans sérieux : en témoigne une borne multimédia mise au point en collaboration avec l'INA, et qui, depuis 1993, s'est proménée dans les écoles françaises, mais aussi à la Tate Gallery de Londres, à Rome, au Caire, à Hanoï. Trois chapitres de cette ludique encyclopédie sont présentés au public : « Le bistringue 50 », « Les Conquêtes de Piaf » et « La Chanson du film », créé en 1995 à l'occasion du centenaire du cinéma. À l'aide d'un écran tactile, l'utilisateur peut explorer le répertoire en répondant à des devinettes, en s'exerçant au karaoké, ou en demandant des précisions biographiques. Il visite les coulisses du Trianon, music-hall où débuta Mistinguett, sous la houlette de l'ouvreuse (Jacqueline Darré) : on frappe aux portes des loges, on tombe nez à nez avec Michel Simon... les jeunes, les écoliers adorent.

**cit** de la **musique**

- son musée
- ses activités
- ses concerts

**musiques berbères de l'Atlas**

Création, tradition  
œuvres d'Ahmed Essyad,  
musiciens et chanteurs berbères  
du village d'Ichebakenne,  
musiques du Moyen-Atlas et de l'Anti-Atlas

du 8 au 11 mai

Porte de Pantin  
01 44 84 44 84

## Lambert Wilson, bel acteur et chanteur poli chez les arsouilles

**DÉMONS ET MERVEILLES.** Lambert Wilson (chant), Bruno Fontaine (piano, direction musicale), Tilly (mise en scène).

### THÉÂTRE DES ABBESSES

31, rue des Abbesses, 75018 Paris. A 20 h 30. Jusqu'au 10 mai. Dimanche 27 avril, à 17 heures. Tél. : 01-42-74-22-77.

Lambert Wilson s'essaye à la gouaille, flirtant avec les airs coquins des arsouilles du cinéma français. En une trentaine de chansons – souvent sous formes d'extraits, pots-pourris ou courtes réflexions musicales –, l'acteur tente de basculer dans l'univers de la rue. Engagé dans un récital « de poésie lyrique populaire » entrecoupé de projections de films, il appartient au clan des jeunes gens bien élevés qui tirent la musique effrontée vers l'atmosphère polie des salons.

C'est ainsi que le tango a gagné ses lettres de noblesse et perdu de sa rugosité instinctive en passant du voyou-bâtard (Gardel) au mus-

cien lettré (Piazzola). Mais la même alchimie peut-elle s'opérer lorsqu'on s'attaque à Poisson ou à Gervaise (Suzy Delair et Maria Shella dans *Gervaise*, de René Clément), à Tania la prostituée (Fréhel dans *Pépé le Moko*, de Julien Duvivier), ou à Félix Bonnardieu (Bernard Blier dans *La Maison Bonnardieu*, de Carlo Rim) ? Il faudrait être un tantinet plus vicieux, plus tricheur que ne l'est Lambert Wilson, bel acteur et chanteur poli.

Lambert Wilson a choisi, dit-il, le dépouillement du noir et du blanc. La mise en scène, signée Tilly, à qui l'on doit pourtant quelques pièces d'une exemplaire acidité (*Les Trompettes de la mort*, *Chacuterie fine...*), laisse l'acteur-chanteur comme abandonné à lui-même. Veste et cravate noires, chemise blanche, l'interprète lance des clips d'œil répétés du côté d'Yves Montand, mais il est bien né de ce côté-ci des Alpes. Il a pas ce daa du baiser volé et du fredonnement coquin. Lambert Wilson s'est laissé récupérer par le versant classique

de son public – à l'initiative du projet, on trouve d'ailleurs le label discographique auquel il appartient, Virgin Classics.

Charmant, aimable, Lambert Wilson peut l'être quand il interprète des chansons qui appartiennent à son univers : *Le Tourbillon* (de Jules et Jim, composé par Rezvan), *Avant* et *Franchise* de Boby Lapointe (pour Tirez sur le pianiste, de François Truffaut). D'autres, telle *La Complainte des infidèles* (Rim-Van Parys, créée par Mouloudji pour *La Maison Bonnardieu*), s'accrochent parfaitement à sa voix, soutenant par un souffle de forgeron. Il est bon quand il est intimiste (*Le Tourbillon*, toujours), excellent quand il ne joue pas au gros dur, mais reste ce qu'il est, teadre, soyeux (*Trois Petites Notes de musique*, créée en 1960 par Cora Vaucaire pour *Une aussi longue absence*, d'Henri Colpi). Il est convaincant et drôle quand il fait vraiment l'acteur, griné en faux nain de music-hall le temps d'un *Ernesto* (tiré d'*Ernest le Rebelle*, de

Christian Jaque, où Bourvil faisait des siennes).

Au Casino de Paris en 1990, pour son premier récital, cet amateur de Sondheim, de Gershwin et de Bernstein, de Ferré et de Kosma, avait fait la preuve qu'une voix de baryton seyait à la comédie musicale et à la chanson poétique. Il l'applique aujourd'hui à des versions au ralenti d'*Avoir un bon copain*, en totale opposition avec l'esprit qui présidait aux agapes vocales du populo, avec d'autant moins de bonheur que les très beaux arrangements du pianiste Bruno Fontaine et le sextet qui l'accompagne (violoncelle, trompette, piano, violon, accordéon, clarinette) ne se privent pas d'esthétisme décalé. Ils habillent les bruits du cinéma, les crachotements de la copie, les outrances du Technicolor, d'une image sonore techniquement parfaite, belle, agréable, mais parfois privée d'émotion.

V. Mo.

صحنه من الاصل

l'Orchestra  
donne

et par

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de

de



## L'Orchestre philharmonique de Liège donne sa leçon de musique à Paris

La formation dirigée par Pierre Bartholomée sert avec cœur le répertoire moderne et contemporain

Elève de Franck et frère en musique de Gustav Mahler, le compositeur français Charles Tournemire, injustement délaissé par les programmeurs, fait l'objet des soins attentifs de l'Orchestre philharmonique de Liège, qui le défend par le disque et en concert, comme aujourd'hui

à Paris, au Théâtre des Champs-Élysées. Sa *Sixième Symphonie* a séduit, comme les promesses du jeune Belge Denis Pousseur.

**DENIS POUSSEUR:** *Les Mille Voix du fleuve* (création française). **JEAN MARTINON:** *Concerto n° 2 pour violon et orchestre* op. 51. **CHARLES TOURNEMIRE:** *Sixième Symphonie* op. 48. Régis Pasquier (violin), Daniel Galvez-Vallejo (ténor), Chœur symphonique de Namur, Orchestre philharmonique de Liège, Pierre Bartholomée (direction). Théâtre des Champs-Élysées, le 22 avril.

Le programme est somme toute d'un classicisme éprouvé : ouverture, concerto, symphonie. Mais l'ouverture est du jeune compositeur Denis Pousseur, le concerto un incunable de Jean Martinon et la symphonie est la *Sixième* de Charles Tournemire, rarissime apparition au concert de la musique orchestrale de celui qu'on appelle parfois « le Mahler français ». Le *Concerto n° 2* (1958-1960) de Jean Martinon, écrit pour Henryk Szeryng, est une sorte de frère jumeau manqué du *Concerto à la mémoire d'un oncle* de Berg. L'écriture est librement atonale et fortement empreinte de contrepoint. Mais la pièce s'enlise progressivement dans son manque d'inspiration, dans la banalité de ses thèmes. Et lorsque, à la manière de Berg, encore, un « objet trouvé » sonore en forme de valse fugitive surgit dans le deuxième

mouvement, la vulgarité apparaît flagrante derrière une façade au bon chic « moderne ». L'excellent Régis Pasquier ne peut réussir à transcender une telle œuvre.

Denis Pousseur est en revanche une excellente surprise. Ce jeune pianiste belge, depuis des années inscrit dans le courant du jazz, s'était volonteirement tenu en dehors des arcanes de son père, Henri Pousseur. *Les Mille Voix du fleuve* sont son premier opus pour l'orchestre et la réussite est étonnante. Denis Pousseur écrit clair, net, les rapports de masse vents/cordes sont étonnants de naturel, et la pièce, lyrique, rythmique, sveltement dessinée, passe comme un charme, aidée par une interprétation soignée. Dépassant les questions vaines sur « l'idéologie sociale de cet outil » qu'est l'orchestre, Denis Pousseur a réussi tout bonnement à écrire de la musique qui se soit ni spectrale, ni totale, ni océanographique, ni... Comme aurait pu l'écrire à son propos Hermann Hesse (inspirateur de la pièce) : « Je plane aux limites des mandes... » Pour autant, une voix est perceptible, nettement, et nous aimerons la réentendre.

Le plat de résistance du programme est l'inattendu – osons dire qu'on ne l'attendait plus – Charles Tournemire, familier des programmes d'orgue mais rarissime joué par les orchestres.

Une intégrale courageuse des symphonies, confiée par Naxos à un orchestre russe à la dérive, avait compromis la résurrection du compositeur dont Olivier Messiaen a souvent dit la force et l'originalité. Heureusement, l'excellent Orchestre philharmonique de Liège hâti pas à pas une anthologie de la meilleure teinte (chez Audis), rendant pleinement justice à cet élève de Franck, homme discret et intelligent qui, comme Mahler, écrivait sa musique l'été, le plus souvent dans un moulin d'Ouessant, lorsque ses fonctions d'organiste titulaire et de professeur de musique de chambre au Conservatoire lui laissent quelque répit.

### EFFECTIFS MAHLERIENS

Sa manière de penser large la musique, sa faculté de construire de vastes marches, de donner un socle harmonique à la musique, le placent dans la lignée d'un Mahler – dont il était l'un des très rares à connaître la musique en France – qui habite d'une lumière plus « méditerranéenne » sa musique orchestrale. Sa *Sixième Symphonie* emprunte des effectifs précis – meurt mahleriens (grand orchestre, ténor solo et chœur) et peut confiner, si l'on n'y prend garde, au pompeux. Mais c'est aussi l'écueil de la musique d'Al-

béric Magnard (*Hymne à la justice*, l'opéra *Guercœur*) ou de Florent Schmitt (*Psautre* 137), musiciens d'une sensibilité proche de celle de Tournemire qui ont flirté avec l'héroïsme en musique.

Pierre Bartholomée et l'Orchestre philharmonique de Liège savent contenir les éventuels débordements et porter loin les longues lignes souvent poignantes de cette musique. Tournemire a vécu quelques infortunes : celles d'écrire des symphonies « allemandes » après la première guerre mondiale et de mourir en 1939. En 1920, Cocteau faisait la loi, rejetant tout à la fois l'impressionnisme français et Wagner ; en 1945, Boulez rasait tout oripeau postromantique et son contrepoint hexagonal distillé par le groupe des Six, tentant de reconstruire l'après-guerre musicale. Il était temps d'entendre à Paris, au concert, une symphonie de ce grand compositeur. L'exemple belge réveillera-t-il les torpœurs de la capitale française ? Il reste des opéras et des oratorios à ressusciter... Il n'est pas interdit de rêver.

Renaud Machart

## Le quatuor Cello au service du compositeur Jean-Louis Florentz

**NEW YORK**  
de notre envoyé spécial  
Lorsqu'elles étaient venues jouer au Festival de Beaulieu, voilà deux ans (*Le Monde* du 20 avril 1995), on avait souhaité aux quatre jeunes femmes de l'Ensemble Cello de trouver rapidement quelques bons compositeurs qui leur écrivent la musique manquante à leur répertoire. Mais quatre violoncelles, est-ce bien raisonnable, quand le quatuor traditionnel (deux violons, alto et violoncelle) a fourni les preuves de sa légitimité ? Ce dernier n'a certes pas le monopole de l'équilibre sonore, le quintette à vent (auquel rend hommage ces jours-ci le Saloo

Musica, à Paris) est plus stable sur ses cinq pattes (flûte, hautbois, clarinette, cor et basson). En fait, quatre violoncelles, c'est quatre fois Yma Sumac, quatre gosiers étendus, capables des graves les plus moelleux et d'aigus surprenants, quoique avant tout à l'aise dans la tessiture de « taille », comme on nommait au Grand Siècle le ténor. C'est d'ailleurs au plus beau de la tessiture (grave jusqu'au haut médium) de certains clavecins français que fait penser cette formation de basses d'archet.

### BATAILLE GAGNÉE

« Nous ne manquons pas de répertoire, confie Maureen McDermott, membre fondateur de Cello, mais de pièces denses, réellement bien écrites pour notre formation. Ce n'est que fort récemment que le public américain a accepté les programmes mixtes. Nous n'entrions dans aucune catégorie. Aujourd'hui, nous pouvons donner des pièces de jazz et l'œuvre plus « difficile » de Florentz ici, dans une galerie new-yorkaise comme la Landau Gallery, ou dans une grande salle de concert du Lincoln Center. C'est une bataille que nous avons gagnée. Et nous souhaitons continuer de commander des pièces « sérieuses » et « légères » »

Le compositeur « sérieux » qui leur manquait s'est imposé vite à leurs oreilles. Jean-Louis Florentz – jeune membre de l'Institut mais que nous suspectons d'être plus à l'aise dans les sables du Sahara –

aime le violoncelle. Il lui a consacré un magnifique concerto où l'instrument soliste se dédouble, entretenant une relation gémellaire avec le premier violoncelle du rang. Cette pratique démultipliée affecte également *Chant de Nyandara*, puisque la partition pour quatre violoncelles créée à New York par Cello existe aussi dans une version pour huit violoncelles, ou avec orchestre. On retrouve dans cette étrange polyphonie toute la singularité de l'univers de Florentz : une harmonie personnelle, un goût pour la mélodie, une mélancolie mêlée d'allégresse.

L'œuvre, fluide, se resserre parfois, à la faveur de « nœuds » rythmiques, d'urgences ornementales qui font penser à l'inspiration extra-orientale dont Florentz ne peut être que marqué, lui qui enseigne l'éthnomusicologie au Conservatoire national supérieur de Lyon. Pour autant, rien ne somme comme cette *world music* souvent bêtardée et atténuée. *Chant de Nyandara* est une pièce brillante – sorte de *Chansons mado-casses* modernes – que les quatre musiciennes jouent magnifiquement et dont elles comptent faire le plat de résistance de leurs programmes, délicieux de légèreté, de virtuosité. Les savoureux petits fours sonores qu'elles jouent à l'habitude n'en prendront que plus de relief.

R. Ma.

## CONCERTS

**LUNDI 5 MAI - 20 h 30**  
**SALLE PLEYEL**  
Unique récital du pianiste  
**Krystian Zimerman**  
**HAYDN, BEETHOVEN, SCHUBERT**  
Tél. loc. par carte bancaire : 01-45-61-63-05 de 14 heures à 18 heures

**Maurizio POLLINI**  
Cycle Beethoven  
Jeudi 15 mai - 20h30  
Op.90 / Op.101 / Op.106  
Mar. 10 juin - 20h30  
Op.109 / Op.110 / Op.111

**Vladimir et Dimitri ASHKENAZY**  
Mardi 20 mai - 20h30  
duo piano / clarinette  
Brahms - Debussy - Poulenc

**Murray PERAHIA**  
Lundi 16 juin - 20h30  
Haendel - Schumann  
Mendelssohn - Chopin

**Alfred BRENDL**  
Lundi 23 juin - 20h30  
Récital Schubert  
PLEYEL : 01-45-61-63-05

**DANSE**  
**THEATRE DE LA VILLE PARIS**  
DU 5 AU 8 MAI 20H30  
**HERVE ROBBE**  
V.O. création  
en 3 parties : 1/ V.O. US  
2/ V.O. BREIT  
3/ V.O. MITO  
2 PL. DU CHATELET 01 42 74 22 77

**ESD**  
ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS  
**SALLE PLEYEL**  
**MARDI 6 MAI - 20 h 30**  
**Armin JORDAN**  
direction  
**Françoise POLLET**  
soprano  
**Stafford DEAN**, basse  
**Christian CRENNE**, violon  
**Serge SOUFFLARD**, alto  
**W.A. MOZART**  
Symphonie concertante K. 364  
**D. CHOSTAKOVITCH**  
Symphonie n° 14  
Avec la section de Musique Fémelle en Liberté  
0 800 42 67 57

**La vie en face**  
chaque mardi  
20.45

**QUI A PEUR DES TZIGANES ROUMAINS ?**

**Mardi 29 avril à 20.45**

Les tziganes venus de Roumanie sont environ 4000 en France, une petite population qui pèse lourd dans l'imaginaire français. Comment vivent-ils ici et là-bas ?

Documentaire de  
Evelyn Ragot et  
Leonardo Antoniadis.

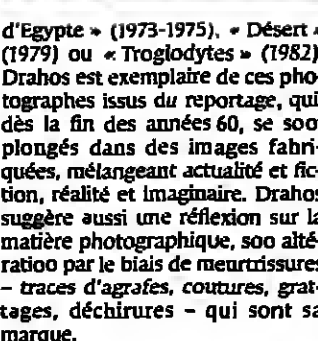
**La vie en face**  
Chaque mardi  
à 20.45,  
un documentaire  
sur nos sociétés  
européennes, filmé du  
côté des gens,  
au plus près du réel.

**arte**



## Un parcours dans l'œuvre photographique à Pontault-Combault

Onze séries sont présentées, depuis « Horreurs de la guerre » (1972) jusqu'à « Apparence » (1997) en passant par « Mémoire



\* Centre photographique d'Île de France, « La Graineterie » Ferme briarde/Hôtel de ville, 77 Pontault-Combault. Du mardi au dimanche, de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 juin. Tél. 01-64-43-47-10. Entrée libre.

## All Ze World

**All Ze World**  
La Compagnie de l'Oiseau-Mouche  
à Claude Stéphane Verrue à  
Roubaix est une troupe de  
vingt-trois comédiens que l'on  
nomme handicapés mentaux. Ce  
sont des femmes et des hommes  
qui, en accédant au métier  
d'acteur, interrogent le spectateur  
et le théâtre sur eux-mêmes et sur  
le monde convenue des habitudes  
culturelles et sociales. L'Espace  
Kiron accueille *All Ze World*, un  
spectacle qui, selon Stéphane  
Verrue, oscille « entre *Barbarique* et  
*l'Almanach Vermot*, entre *sorinet* et  
*rock'n'roll*... ».

**Space Kiron, 10, rue de la  
Vaguerie, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>o</sup> Voltaire.**  
20 h 30, du mardi au samedi.  
Jusqu'au 31 mai. Tél. :  
01-44-64-11-55. Durée : 1 h 40. De  
60 F à 120 F.

**Collectif Mu**  
Ils sont neuf : deux batteurs, deux  
contrebassistes, trois  
saxophonistes, un guitariste et un  
pianiste. Leur répertoire de  
composition s'inspire de manière  
créative des formes cycliques de  
Coltrane et des architectures de  
Mingus. La scène est le lieu de tous  
les débordements de cette  
jeune formation qui sait où elle va,  
au cœur de la musique.

**New Morning, 7-9, rue des  
Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>.**  
M<sup>o</sup> Château d'Eau. 20 h 30, le 28.  
Tél. : 01-45-23-51-51. De 110 F à  
130 F.

**Christophe Marguet Trio**  
Ses qualités de mélodiste et soo  
sens du *drive* ont déjà attiré  
Claude Barthélémy, Hubert

D'après avec Altissimo ou François  
 Cornelpout pour son Calligraphes.  
 Chérophie Marguerite se révèle avec  
 le leader de l'ensemble avec un trio  
 d'ensemble en compagnie de Sébastien  
 Feder (saxophone et clarinette) et  
 Olivier Sene (contrebasse). Ils  
 ont dirigé d'ensemble résistances  
 pour le label bleu.  
 Montpou (93). Instabes chœurs, 7,  
 rue Richard-Lenoir. 20 h 30, le 29.  
 71. 01-42-87-25-91. De 40 F à 80 F  
 Quatuor Amati  
 Compositeur, chef d'orchestre,  
 professeur, Joseph Guy Ropartz a  
 laissé une œuvre abondante qui  
 est l'un des plus jeunes depuis sa mort, en  
 1955, à l'âge de  
 quatre-vingt-onze ans. Dommage,  
 sa musique est d'une vigueur,  
 d'une clarté irrésistibles.  
 Debussy : *Quatuor à cordes*.  
 Ropartz : *Quatuor à cordes n° 1*.  
 Musée d'Orsay, 1, rue de  
 Bellechasse, Paris 7. M° Solferino.  
 12 h 30, le 29. 71. 01-40-49-47-17.  
 70 F.  
 London Symphony Orchestra  
 Sir Georg Solti dirige avec une  
 énergie, une force vitale que les  
 années n'ont pas amoindries, bien  
 au contraire. En cela, il est le digne  
 héritier de Toscanini, dont il fut  
 assistant.  
 Mahler : *Des knaben Wunderhorn*,  
 extraits. Chostakovich : *Symphonie*  
 n° 15. Charlotte Helicant  
 mezzo-soprano, Georg Solti  
 (direction).  
 Théâtre des Champs-Élysées, 15,  
 avenue Montaigne, Paris 8.  
 M° Alma-Marceau. 20 h 30, le 28.  
 71. 01-49-52-50-50. De 70 F à  
 110 F.

## NOUVEAUX FILMS

**NOUVEAUX FILMS**

**IMBICO**  
Film allemand-arménien de Nizamié-  
Nizamié, avec Nizamié-Nizamié, Nizamié-  
Arsen, Luska Hesen, Cemile Jora, Fila  
Tiltil, Nuriye Tili (1 h 40).  
UFG : Studio des Ursulines, 5\* (01-43-26-  
19-09) ; Le République, 11\* (01-48-05-  
51-33).

**LA FLEUR**  
Film français de Pierre Courbois, avec  
Daniel Russo, Sagamore Stévenin, Hi-  
polite Girardot, Anémone, Jean-  
Claude Dreyfus, Bernard Rosselli  
(1 h 35).

**UFG** : Ciné-Cité les Halles, doly, 1\* ;  
UFG : Omon, doly, 6\* ; UFG : Montpar-  
nasse, doly, 6\* ; UFG : Normandie, do-  
ly, 8\* ; UFG : Opéra, doly, 9\* ; UFG :  
UFG : Bastille, 12\* ; UFG : Gobelins, 13\* ;  
UFG : République, 14\* (01-47-12-10-90) ; La Cam-  
pétta, doly, 20\* (01-46-35-10-96) ;

**LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL**  
Film français de Gérard Caillaud, (1 h 15).  
UFG : Entrepôt, 14\* (01-45-43-41-63).

**UFG** : Film américain d'Arthur Penn, avec Ni-  
gel Hawthorne, Eric Stoltz, Louis Gos-  
sett Jr (1 h 34).

**UFG** : 10 : Action Christine, doly, 6\* (01-43-  
19-11-30).

**LES COUSINS COLLÈRE**  
Film français de Bernard Dartigues,  
avec Philippe Caubère G. N.  
UFG : Grand Panorama, 9\* (01-48-24-88-  
38) ;

**SHORT DIEMA**  
Court métrage franco-italien d'Eric Heu-  
rthmann, avec Jean-Yves Dubois, Nathalie  
Lafontouffe, Christophe Odent, Edouard  
Montoute, Claire Warthion, Frédéric  
Yverrot (1 h 35).

**UFG** : 4-Juillet Baubourg, doly, 3\* (\*) ; Le  
deauzeurg, 6\* (01-42-22-99-23) ;

**UFG** : République, 8\* (01-45-61-10-50) ; 14  
scorial, 13\* (01-47-57-90-51) ;

**UFG** : 13 scorial, 13\* (01-47-07-28-04) ;

**ADUADRILLE**  
 Jeanne Garçon de Valérie Lemercier, avec  
 Valérie Lemerrier, André Oussoulier,  
 Andréine Liberman, Sergio Castelletto,  
 Yvonne Lamétrie, Franck de La Personne  
 (h 35).  
 1° (1-43) Cité des Haïles, dolby, 1°;  
 2° UGC Odéon, 6°; UGC Rotonde, 6°;  
 3° Gaumont Ambassade, dolby, 8° (01-43-  
 19-19-08 +); George-V, 8°; Saint-La-  
 zaire-Pasquier, dolby, 8° (01-43-87-35-  
 30 +); Gaumont Opéra Français, dolby,  
 15° (01-43-34-04-67 +); UGC Gobelins, dol-  
 by, 15° (01-43-04-67-67 +); UGC Ma-  
 illois, 15° (01-43-00-02-48 +); Les Nations, 12°  
 1° (01-47-00-02-48 +); Les Nations, 12°  
 1° (01-43-04-67-67 +); UGC Gobelins, dol-  
 by, 15° (01-43-04-67-67 +); Gaumont Pa-  
 masse, dolby, 14°  
 1° (01-43-04-67-67 +); Gaumont Alibi, dolby, 14° (01-43-  
 04-67-67 +); 16° Juliette Beaugrenelle,  
 dolby, 16° (01-43-75-77-79 +); Gaumont  
 convention, dolby, 15° (01-48-28-42-  
 42 +); UGC Maillois, 17°; Patrice Wepler,  
 dolby, 18° (18° +); 14 Juliette-sur-Seine, dol-  
 by, 19° (19° +).  
**LE DOR SANG**  
 Film allemand de Matthias Glasner,  
 avec Corinna Harfouch, Jürgen Vogel,  
 Thomas Heinze, Richy Müller, Andrea  
 Schneider, Stephanie Pöller (h 32).  
 1° Lucine Odéon, 6° (01-43-26-19-  
 19 +).  
**WHEN WE WERE KINGS**  
 Film américain de Leon Saut, avec Mo-  
 hammad Ali, George Foreman, On  
 George, James Brown, B. B. King, Norman  
 Macdonald.  
 1° OGC Cité-Cité les Haïles, dolby, 15°  
 (01-43-34-04-67 +); Gaumont Opéra, 12° (01-43-12-91-  
 91 +); Europa Pantheon (ex-Reflex)  
 15° (01-43-54-15-04); Elysées  
 Lincoln, dolby, 8° (01-49-59-36-14);  
 1° (01-49-59-36-14); Les Nations, 12° (01-47-00-  
 02-48 +); UGC Maïlois, 15° (01-43-00-02-48 +);  
 UGC Parnassos, dolby, 14° (01-43-00-02-48 +).  
 (h 20-20).

**POUR LES FILMS PARIS/PROVINCE**  
**3615 LEMONDE**  
au tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

## BASILIQUE

1. rue de la Légion d'Honneur. M<sup>rs</sup> Saint-Denis-Basilique. Tous les concerts ont lieu à 20 h 30.

dimanche 10 juin  
19.30. *Il solista*, Maria Chocunova (soprano), Oimitti Horovostovsky (baryton), Chœur et Orchestre du Kirav di Saint-Petersbourg. Valery Gergiev (direction).

jeudi 12 et vendredi 13 juin  
19.30. *Symphonie n° 2*, Ines Gargatano (soprano), Nathalie Stutzmann (contralto), Chœur de Radio-France et Orchestre de la France. Myung-whun Chung (direction).

dimanche 17 juin  
20.00. *Cantata Sacra et Magnificat*, Charpentier : *Missa Assumpta* est Marie. Chœur et Orchestre de la Chapelle de la Cathédrale de la Chapelle de la Cathédrale du Centre de musique baroque de Versailles. Olivier Schneebeli (direction).

dimanche 24 juin  
19.30. *Requiem Fingonella*, Gounod. Gwennaelle Ferrand, Vienne, Mosieu.

jeudi 26 et vendredi 27 juin

Une sélection de concerts  
classique, jazz,  
rock, chanson  
et musique du monde  
à Paris et en Ile-de-France

**CLASSE**  
LUNDI 28 AVRIL  
François Sakre (violoncelle), Claire-Marie Leguay (piano)  
Debussy : *Préludes pour piano*, *Sonates pour violoncelle et piano*, Eschig : *Crépuscule*, *Chœur d'élèves*, *Chœur d'adultes*  
Stravinsky : *Le roi des chats*, *Chœur d'adultes*  
Stroghes sur le nom de Sacher : *Faut* : *Sonate pour violoncelle et piano op. 103*  
Maison de Radio-France, 116, avenue du Président-Kennedy, Paris 18<sup>e</sup>, M° Passy  
19 heures, le 28. Tél. : 01-42-30-15-16. 30 F.  
Brundibar  
de Krása. Philippe Servain (Brundibar), Ensemble de 14 enfants de la maîtrise de Paris, Chœur d'enfants de Créteil  
Maîtrise de Dôle, Ensemble Dencjoux  
Scott Allam Prouty (direction), Charlotte Néssi (mise en scène).

**Barrios:** Requiem. Daniel Galvez-Valladolid (ténor). Chœur de Radio-Francia et Orchestre national de France. Charles Dutoit (direction).  
jeudi 3 juillet  
Mauré: *Symphonie nr 3*. Boris Saffel (mezzo-soprano). Maturité de Radio-Francia et Chœur de Düsseldorf. Orchestre national de Lille. Jean-Claude Casadesu (direction).

**ANCIENNE ABBAYE-  
LÉGIION D'HONNEUR**

Pavillon de Musique (1). Chapelle (2).  
Concerts en plein air : 5, rue de la Légion-d'Honneur. M<sup>rs</sup> Saint-Denis-Basilique. Tous les concerts ont lieu à 20 h 30.  
mercredi 11 juin (1)  
Chœur de Schullert et Chumann. Textes de Gertrude Schiller. Charlotte Hellekant (mezzo-soprano).  
samedi 14 juin (2)  
Colaparin: *Leyars de ténérès*. Véronique Gère. Sandrine Piaou (soprano). Les Talens lyriques. Christophe Roussel (orgue et direction).  
mercredi 18 juin (1)  
Alexandra Troussouva (piano). Œuvres de Chopin, Liszt, Beethoven, Fauré.  
jeudi 19 juin (1)  
Haydn: *Symphonie nr 8* et 5. S. S. V. Wagner. Maturité: transcription pour orchestre à cordes de *La Jeune Fille*

**Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 12<sup>e</sup>, Le Godard, Belleville. 19 h 30, le 29 avril et les 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 8<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 12 et 13 mai; 15 heures, le 1<sup>er</sup> mai, jusqu'au 15 juillet. Tél. : 01-48-06-72-34, 130 F.**

**Orchestre symphonique des jeunes d'Ile-de-France**

**Sous-directeur :** Concerto pour piano et orchestre op. 54, Brahms; Concerto pour piano et orchestre op. 83, Franz-Marc Durand; Guillaume Cornut (piano), Fayçal Karoui (direction).

**Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Hippolyte, Paris 17<sup>e</sup>, Les Ternes. 20 h 30, le 29 mai. Tél. : 01-45-61-50-00, 100 F.**

**Orchestre des chœurs de Colonne**

**Mozart :** Symphonie KV 365, *allégro et allègre vivace*, Concerto pour clarinette et orchestre KV 622, *réclamié et air* KV 369 et KV 374, *Sinfonia* KV 385 et *Hoffmann* Elsas (soprano), Magnus (soprano), Paul Meyer (clarinette), Helmut Müller-Brühl (direction).

**Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>, M. 01-49-54-Marcou. 20 h 30, le 29, 30<sup>e</sup> mai. Tél. : 01-49-52-50-50, 90 F.**

**Orchestre du Festival national d'Ile-de-France.**

et la Mort de Schubert. Orchestre de Paris. Daniel Harding (direction).  
vendredi 20 juin (2)  
Haydn: Les Sept Dernières Paroles du Christ en croix. Schubert: La Jeune Fille et le Mort. Mozart: Turner. Daniel Messiaud (direction).  
samedi 21 juin (1)  
Schoenberg: La nuit transfigurée. Beethoven: Concerto pour piano n° 4. Hanna Schygulla (récitante). Giovanni Bellud (piano). Orchestre national d'Île-de-France. Jacques Mercier (direction).  
mardi 21 juillet (1)  
Berlioz: Les Nuits d'été. Debussy: Trois chansons de Bilitis. Pauré: Mélodies sur des textes de Verlaine. Véronique Genès (soprano). Thierry Feltz (baryton). Roger Vignoles (clavier).  
vendredi 4 juillet (3)  
Bernstein: West Side Story. Danses symphoniques et chorales. Heidi Grant Murphy (soprano). Sylvie Sullé (mezzo-soprano). Greg Fedderly (ténor). Orchestre national de France. Lawrence Foster (direction).

**CRÉATIONS**

BMC 93 Bobigny, 1, boulevard Lénine, 93  
MMC 93 Bobigny-Pablo-Picasso:  
Midi 13h30, samedi 7 juin à  
20h30 (diffusion 13h30 et 20h30)

Musica-Konsortium et Saint-Saëns, Orchestre  
National de France, Patrick Summers (di-  
rection).  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue  
Montaigne, Paris 8. M. Almes-Marcusau.  
20 h 30 le 30. Jd. 101. 01-49-52-50-50. 60  
F 60 F 390 F  
SOLISTES 3 MAJ  
Salle de Concerts, Ensemble InterContemporain  
Tatira: Convergence III, Pt. 1: Fr. Fretts.  
Schoeller: Songs of Violetta, Zimmer-  
man: Sonate pour violon, Xenakis: MIL-  
KHA, Milda = S. Reich: Violin Phans.  
Orchestre de la Musique, 221, avenue Jean-Jau-  
rès, Paris 19. M. Parle de Paris. 16 h 30 le  
30. Jd. 101. 01-44-84-84. 75 F  
DIDACHE 4 MAJ  
SOLISTES de la Musique  
de Berlin  
Debussy: Naxos pour clarinette et pia-  
no n° 1, Weber: Grand Duo concertant  
pour piano et piano. Mozart: Quin-  
ze pour piano, Haydn: clarinette, et  
et basson KV 452. Pt. Meyer (clarinette),  
Chapman-Hend Duchsle Piano.  
Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue  
Montaigne, Paris 8. M. Almes-Marcusau.  
20 h 30 le 30. Jd. 101. 01-49-52-50-50.  
100 F 100 F

With Fear and Hope After Death, de Kurt Weill et Bertolt Brecht. J. S. Bach: Cantatas BWV 60. Lorraine Hunt (soprano). Craig Smith (direction musicale). Peter Sellars (mise en scène).  
La Chausserie, 10 bis rue Maurice-Thorez, 75018 Paris. 12-13 heures. 15 francs.  
Le 25 samedi 11 juin au vendredi 4 juillet à 20 h 30 (dimanche à 16 heures, relâche)  
représentations supplémentaires les samedi 14, 21 et 28 juin à 15 heures  
Le Centre (tiroire publique). Création de Philippe Galle.  
Centre culturel espagnol, 10, rue Cristóbal-García, La Plaine-Saint-Denis. RER B station La Plaine-Voiesgres ou M° Saint-Denis-Basilique.  
Le 25 samedi 25, vendredi 27, samedi 28 juin à 20 heures.  
L'Allegria Opus 147 de Julio Jouanneau, musique de François Chazot, Yves Jenny, Virgile Michaud, Julio Jouanneau (mise en scène). Dmitri Chostakovitch (musique).  
Festival de Saint-Denis, 6 place de la Liberté, 93200 Saint-Denis.  
Du 11 mai au 4 juillet. Location ouverte par téléphone, sur place, AFAC et Virgin. Le 25 samedi 2, rue de la Légion d'Honneur, 93 Saint-Denis. Tél.: 01-48-43-06-07. Du 11 samedi au vendredi de 14 heures à 18 heures. Du 11 samedi au 10 dimanche de 13 heures. De 100 F à 250 F, selon les spectacles.

**Théâtre New Cailloux.**  
*Atypique Jazz Club*, 79, rue de l'Ouest, Paris  
 10<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Paris-Passy, 22 heures, le 29. Tél. : 01-  
 42-70-7965.

**John Hammond**  
*New Morning*, 7-9, rue des Petites-Ecuries,  
 Paris 10<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Châteaux-d'Eau, 20 heures, le 29.  
 Tél. : 01-45-23-51-41. De 170 F à  
 230 F.

**Salut le More**  
*Yves-Montmarquet*, 70, boulevard Roche-  
 chouart, Paris 10<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Anvers, 19 h 30, le 29.  
 Tél. : 01-44-92-45-45, 110 F.

**Yves André**  
*Yves-Montmarquet*, 70, boulevard Roche-  
 chouart, Paris 10<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Anvers, 19 h 30, le 29.  
 Tél. : 01-44-92-45-45, 105 F.

**Calvin Russell**  
*Les Orangers (OJ)*, Le Plan, rue Rory-Gallag-  
 her, 20 h 30, le 2 mai, Tél. : 01-69-43-03-03,  
 10 F.

**CHANSON**

**Théâtre Plus bistrucule**  
*Le Pépinière Opéra*, 7, rue Louis-le-Grand,  
 Paris 1<sup>er</sup>, M<sup>o</sup> Opéra, 21 heures, le 28. Tél. :  
 01-42-61-44-16, 100 F.

**Les Minéralogues**  
*Point-Vierge*, 7, rue Sainte-Croix-de-la-

- **Por Vos Muero**
- **Self** - création exclusive
- **Mediterranea**

**Mercredi 28, jeudi 29, vendredi 30, samedi 31 mai à 20h30**  
**Dimanche 1<sup>er</sup> juin à 15h30**

**THÉÂTRE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES**  
Salle Musicale  
Location ouverte : 01 30 96 99 00

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Bastille. 19 h 30, le 28. Tel : 01-44-73-13-00. 100 F.

Classe de chant d'Isabel Gardaraz

Œuvres de Brahms, Gounod, Meyerbeer, Mozart et Schubert.

Auditorium Francis-Poulenc, 11, rue la Fontaine, Paris 16<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Jasnin.

Bach : Concertos brandebourgeois 1048 et BWV 1050. Mozart : Sérénade « Haffner ». Gérard Jarry (violation recteur).

Althaus-sous-Bois (93). Espace Jacques Vert, 134, rue Anatole-France, 21 heures 28. Tel : 01-48-68-00-22. De 85 F à 10 F.

Montserrat Caballé

76/50 27, rue St. V. 01-43-45-56-80. R.  
 H. H. H.  
 La Cigale-Kanterbau, 120, boulevard Ro-  
 chechouart, Paris 19°. M. Pigalle,  
 19 heures, le 30. Tél. : 01-49-25-89-59.  
 143 E.  
 Roger Guérin, Jazz Echange Orchestre  
 du Cercle Montparnasse, 13, rue du  
 Commandant-Bédouin-Mouchotte, Paris 14°. M.  
 Galté, Montparnasse-Blancovo-20  
 21 heures, le 30. Tél. : 01-43-21-56-70. De  
 100 F à 150 F.  
 Jeffery Smith Quartet  
 Le Jazz Paris, 13, rue St. Germain-des-Prés, 22 h 30, le 30 avril et les  
 7°, 2, 3, 5 et 6 mai. Tél. : 01-43-25-60-00. De  
 120 F à 150 F.  
 George Brown, Alexandre Tassel, Olivier  
 Terréne  
 Petit Opportun, 15, rue du Levantier-  
 d'Orléans, Paris 7°. M. Châtelet,  
 22 h 30, le 30 avril et le 7 mai. Tél. : 01-42-  
 36-01-26. 80 F.  
 Foley  
 Hot Brass, 21, avenue Jean-Jaures, Paris  
 18°. M. Paris, Paris-20 heures, les 1° et  
 2 mai. Tél. : 01-43-00-14-14. 120 F.  
 Mike Ellis Sextet  
 Baber nall, 53, rue des Lombards, Paris 7°. M.  
 Châtelet, 22 heures, le 7 mai. Tél. : 01-42-  
 33-37-71. 70 F.  
 André Charpentier Quartet  
 Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 7°. M.  
 Châtelet, 22 heures, les 1°, 2 et 3 mai.  
 Tél. : 01-40-26-45-80. 80 F.  
 Marie-José Abé tit  
 Fredy Courtois, 15, rue du Levantier-  
 d'Orléans, Paris 7°. M. Châtelet,  
 21 heures, le 2 et 3 mai. Tél. : 01-42-36-01-  
 26. 100 F.  
 Ray Charles  
 Carroussel du Louvre, 50, rue de Rivoli, Pa-  
 ris 1°. M. Châtelet-Royal, 20 heures, le 30.  
 De 75 F à 925 F.  
 Danny Doris and his Orchestra  
 Canevas de la Huchette, 5, rue de la Hu-  
 chette, Paris 3°. M. Montparnasse-Blancovo, 21 h 30,  
 le 4 mai. Tél. : 01-43-26-65-05. De 60 F à

## ROCK

**Jamiroquai**  
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9. M<sup>e</sup> Porte-de-Bercy. 20 heures, le 28. Tél. : 01-44-68-44-68. 165 F.

**Nick Cave**  
Au Grand Rex, 1, boulevard Poissonnière, Paris 9. M<sup>e</sup> Bonne-Nouvelle. 20 h 30, les 28 et 29. Location Enc. 157 F.

**Fugues**  
Palais omnisports de Paris-Bercy, 8, boulevard de Bercy, Paris 9. M<sup>e</sup> Porte-de-Bercy. 20 heures, le 29. Tél. : 01-44-68-44-68. 165 F.

**01.71-46-76-03**, 80 h.  
**Absbees (Théâtre de la Ville)**, 31, rue des Absbees, Paris 10. **M<sup>e</sup>** Absbees.  
 20 h 30, le 23 et 30 avril et les 3, 2, 3 et  
 4 mai. 15-42-74-72-77. Le 4 mai, jusqu'au  
 9 mai. Tél.: 01-42-74-72-77. 80 h.

**Ateliers de Lucie**  
 15, passage Louis-Michel,  
 75008 Paris. **T<sup>rs</sup>** M. **Bastille**. 20 h 30, le 29.  
 Tel.: 01-47-00-02-71. 75 h

**Art Milano**  
 7 rue Morning, 7<sup>e</sup> arr., rue des Petites-Ecuries,  
 Paris 10. **M<sup>e</sup>** Château-d'Aud. 20 h 30, les  
 2 et 30 avril. 01-45-51-41. 135 F

**Casques d'Orchestre**  
 en scène d'Alain Suss, avec Laurent  
 Carcaudon, Pierre Ganser, Laurent Gracie  
 Jean-Claude Camors.  
 Théâtre du Palais-Royal, 39, rue Montparnasse,  
 Paris 10. **M<sup>e</sup>** Palais-Royal. Bourges. Du  
 2 au 30 avril. 01-42-97-53-54. Le dimanche,  
 15 h 30. 20 h 30. 150 F. 42-97-53-54.

**Duo**. De 70 à 73 F. 230 F. Jusqu'à 30 juin.

**Ultima Réclat**  
 Théâtre Daumou, 9, rue Daumou, Paris 2<sup>e</sup>.  
**M<sup>e</sup>** Opéra. 21 heures, les 29 et 30 avril et  
 les 3, 2, 6, 7, 8, 9, 10 et 13 mai, jusqu'au  
 15 mai. Tél.: 01-47-61-69-14. De 100 F à  
 300 F.

**Louloute !**  
 Théâtre Marigny, Carré Marigny, Paris 8<sup>e</sup>.  
**M<sup>e</sup>** Champs-Élysées-Clemenceau.  
 2 heures, les 29 et 30 avril et les 3, 2,  
 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 mai, 17 heures, les 4, 5,  
 6, 7, 8, 9 et 10 mai. 15-42-75-20. Les 2, 3  
 et 4 mai jusqu'à 30 mai. Tél.: 01-42-25-20-15.  
 14 Location Frac, Virgin. De 120 F à 150 F  
 100 francs.

**Soleil-Orange (P.S.)**. Le Plan, rue Rory-Gallag-  
 her, 20 heures, le 1<sup>er</sup> mai. Tél.: 01-69-43-  
 43-43. 100 F

**Fête de l'été**  
 Saint-Ouen/Aumière (C.S.). Salle des fêtes,  
 30, rue du Général-Leclerc, 20 h 30, le  
 3 mai. Tél.: 01-34-20-14-14. 150 F

## MUSIQUE DU MONDE

by Lama, Henri Dikongué  
 Théâtre de la 16<sup>e</sup>, 2, place du Châtelet,  
 16<sup>e</sup> arr. Métro : Châtelet 20 h 30, les 23 et 24  
 sept. Tél. : 01-42-74-72-72, 72 90

Oscar d'Leon  
 100, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>,  
 7<sup>e</sup> arr. Métro : Bastille 17 heures, le 2 mai. Tél. : 01-  
 47-00-55-22, 165 6

Louis Arlès-Manguelut  
 10, rue de la Chapelle, porte Maillot, Paris 17<sup>e</sup>,  
 17<sup>e</sup> arr. Métro : Porte-Maillot 17 heures, le 3 mai.  
 Tél. : 01-40-68-08-05, De 175 F à 215 F

Gilberte Alvarez yu Son  
 756 Morning, 74<sup>e</sup>, rue des Petites-Ecuries,  
 Paris 10<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> arr. Métro : Châteaudoux 20 h 30, le 3  
 mai. Tél. : 01-45-23-51-41, De 110 F à  
 20 F

Gueissak, Gueyayati, Ramana Nursey,  
 et al.  
 100, rue Jussieu, 12, rue Guy-de-Mausson, Pa-  
 ris 5<sup>e</sup> arr. Métro : Jussieu, 20 h 30, le 3 mai. Tél. :  
 01-43-56-85-81, 95 F

## DANSE

ne sélection à Paris  
t en Ile-de-France

allets Eclery Pagava  
siro, La Reine des neiges,  
néatre du Jardin, Jard. d'Acclimatation:  
de Boulogne, Paris 16<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Sablon,  
h 30, le 30 avril et le 7 mai, jusqu'à  
h juin. Tél.: 01-40-67-97-86, 45 F.  
ompanie Sangs mêlés  
rite de pièces courtes.  
Regard du cygne, 210, rue de Belleville,  
Paris 19<sup>e</sup>, M<sup>o</sup> Place-des-Fêtes. Télégraph.  
h 30, le 3 mai; 17 heures, le 4 mai. Tél.:  
43-59-55-93.

هكذا من الامم



## COMMUNICATION

LE MONDE / MARDI 29 AVRIL 1997

**STRATÉGIE** La banque Paribas, actionnaire du groupe Havas depuis sa privatisation en 1987, a confirmé sa sortie du capital du premier groupe français de communication.

Ce départ était attendu depuis la démission de Michel François-Poncet du conseil d'administration d'Havas, en signe de protestation contre la diminution des parts de certains ac-

tionnaires depuis l'arrivée de la Compagnie générale des eaux. ● L'ACTIONNARIAT du groupe de communication, après ce départ et celui, prévisible, d'Alcatel-Alsthom,

de la Caisse des dépôts et de France Télécom, pourrait prendre une tournure plus internationale. ● L'AMÉRICAIN Time Warner, premier groupe de communication mondial, pourrait

entrer dans le capital de CanalSatellite et de la filiale câble de la Compagnie générale des eaux, ce qui pourrait à terme lui permettre d'accéder au capital d'Havas.

# Un rapprochement se prépare entre Havas et Time Warner

Le retrait de la banque Paribas du groupe de communication est le prélude à une réorganisation plus vaste du capital d'Havas. Le géant américain Time Warner, qui négocie déjà deux accords partiels avec la Générale des eaux et CanalSatellite, cherche à entrer dans le groupe de Pierre Dauzier

LE GROUPE Havas n'en finit pas de se restructurer depuis que la Compagnie générale des eaux (CGE) est devenue son actionnaire de référence, le 6 février. Partenaire depuis la privatisation d'Havas en 1987, Paribas a confirmé, au cours du week-end des 26 et 27 avril, sa sortie définitive du capital du groupe avec la cession de sa participation. Celle-ci était passée de 3,5 % à 2,9 % après la montée à 30 % de la CGE.

Cette opération, estimée à plus d'un milliard de francs, s'est faite « au fil de l'eau et non pas en un seul bloc », selon la banque, qui n'a pas précisé le montant exact de la plus-value réalisée. Le départ de l'établissement financier que préside André Lévy-Lang semblait prévisible ; il s'inscrit dans la foulée de la démission du conseil d'administration d'Havas de Michel François-Poncet, président du conseil de surveillance de Paribas, suivi en février par les représentants de la Lyonnaise des Eaux, des AGF et de la Caisse des Dépôts (Le Monde du 7 février). Face à la montée en puissance de la CGE dans Havas - et, indirectement, dans Canal Plus -, ces actionnaires se sont sentis fortement dilués.

Le départ de Paribas revêt toutefois un caractère symbolique dans la reconstitution du capital d'Havas : la banque est en effet l'alliée

privé du financier belge Albert Frère, qui contrôle de fait la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT) récemment associée à Bertelsmann. Il détient toujours, via Audifina-Fratel, 3,3 % d'Havas.

Même si Albert Frère penche très fortement pour la nouvelle entité Lyonnaise-Suez, dont il détient désormais 7 %, l'homme d'affaires belge n'a pas l'intention pour autant de démissionner de son fauteuil d'administrateur d'Havas. Ni, pour l'heure, de céder ses participations dans le groupe de communication français. Même si Pierre Dauzier, président d'Havas, a tenté récemment de le mettre au pied du mur en lui demandant de choisir son camp, entre la CGE/Havas/Canal Plus et Suez-Lyonnaise/CLT/TF1.

S'il semble raisonnable de parler sur la sortie à terme d'autres actionnaires d'Havas - comme Alcatel-Alsthom qui a déjà préparé les conditions de cession de ses participations restantes (7,1 %), France Télécom (3,5 %) ou encore la Caisse des dépôts et consignations -, le capital du groupe devrait prendre à terme un tour plus international.

D'autant que Pierre Dauzier appelle de ses vœux, depuis plusieurs mois, l'arrivée d'un actionnaire de référence anglo-saxon. Même s'il n'hésitait pas, il y a plus d'un an, à

agiter le chiffon rouge auprès des pouvoirs publics français en présentant sous des jolis accords un éventuel renforcement de Rupert Murdoch en Allemagne avec la CLT. En rappelant aussi qu'il n'était pas souhaitable d'offrir aux groupes cinématographiques américains une tête de pont en Europe.

Le groupe Pearson a démenti toute négociation avec Havas. En revanche, des rapprochements sont envisagés avec Time Warner. D'une part, une première cession de 10 % du capital de CanalSatellite à l'une des filiales du géant américain, Warner Bros, est quasiment bou-

clée. D'autre part, Jean-Marie Messier, président de la CGE, a indiqué en février son intention de céder à Time Warner sa filiale câble, la Compagnie générale de Vidéo-communications (CGV). Des discussions sont sérieusement engagées avec Time Warner Cable, déjà opérateur en France, à Montreuil ou à Limoges.

Le bouclage de ces négociations pourrait permettre au groupe américain d'accéder, à terme, au capital d'Havas. « Aujourd'hui, il n'y a pas de discussions concrètes pour une entrée de Time Warner dans le capital d'Havas. Cela pourrait un jour être le

prolongement de partenariats spécifiques et opérationnels, mais pour l'heure ce n'est pas le cas », nous a affirmé Nicolas Duhamel, directeur général adjoint d'Havas. Il précise en outre qu'« aucun mandat n'a été donné à une banque, ni la Société Générale ni une autre, pour préparer l'arrivée d'un grand groupe dans le capital d'Havas ».

**Pierre Dauzier appelle de ses vœux, depuis plusieurs mois, l'arrivée d'un actionnaire de référence anglo-saxon**

Parallèlement, la CGE change son fusil d'épaule et renonce à abandonner totalement le secteur du câble. Après avoir rendu la CGV « vendable », en procédant au premier plan important de suppressions de postes dans l'histoire du câble en France et après avoir enregistré 300 millions de francs de pertes l'an dernier, le groupe de Jean-Marie Messier souhaite désor-

mais que Canal Plus augmente sa participation dans ces réseaux câblés aux côtés de Time Warner, pour qu'ils soient tous deux à plus de 30 %. Un changement de stratégie qui s'explique par la compétition de plus en plus rude avec la Lyonnaise des Eaux, qui est également très présente sur le marché du câble français. La CGE/Havas/Canal Plus redoute en effet qu'en renonçant à son métier de câblo-opérateur, ses chaînes thématiques ne soient plus diffusées sur le câble, ce qui mettrait en péril leur équilibre économique déjà fragile.

De plus, l'abandon total du câble par la Générale des Eaux pourrait sembler étonnant, au moment précis où il devient possible - à condition de procéder à des aménagements techniques - de commercialiser Internet, voire du téléphone, sur les réseaux câblés français. Ce que la CGE réalise déjà avec succès en Grande-Bretagne, même si les conditions de marché sont différentes. En effet, le multimédia, l'une des raisons affichées pour justifier la prise de contrôle d'Havas et de Canal Plus par la Générale des eaux, peut prendre son sens par une complémentarité entre les différents supports, qu'il s'agisse du satellite, du câble ou du « on-line ».

Nicole Vulser

## Les élections sur Internet et Minitel avec « Le Monde »

LUNDI 28 AVRIL, le service Multimédia du Monde a mis en place sur Internet un ensemble de rubriques qui permettent aux francophones du monde entier de suivre la campagne électorale française, d'en comprendre les enjeux, et de participer au débat politique. Dès 16 heures, le « journal des élections » rendra compte, au jour le jour et en détail, de la campagne, de ses acteurs, de ses thèmes, en permettant l'accès à des articles publiés dans le quotidien depuis le 22 avril, et aux infographies qui résument la situation.

Dans la partie « Les enjeux », il est possible de retrouver les tribunes, les opinions, les analyses qui forgent les grands thèmes de la

campagne ; enfin, dans le forum électronique qu'ouvre Le Monde pour la première fois sur Internet, les utilisateurs pourront s'exprimer, débattre, questionner. D'autres rubriques s'ouvriront en cours de campagne (notamment « La tribune des candidats », qui accueillera leurs contributions à partir du 5 mai), jusqu'aux soirées de résultats couvertes en direct. Et parce que la politique ne s'arrête pas aux urnes, ces services continueront au moins jusqu'au 5 juin, pour analyser les retombées du scrutin.

L'ensemble de ces services gratuits sont accessibles à l'adresse <http://www.lemonde.fr/elections/>. Pour ceux qui ne disposent pas d'un accès à Internet, une partie de

ces informations seront aussi accessibles sur Minitel via le 3615 LE-MONDE (2,23 F/min), avec également les services de l'AFP mis à jour en permanence, et les résultats dès leur arrivée.

Aux abonnés à Compuserve est réservée, dans le forum du Monde (GO MONDEFOR), une rubrique spéciale de débat animée par Michel Tatu.

Outre ce service « Législatives 97 », il est possible de découvrir sur [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) les rubriques habituelles (livres, offres d'emploi, multimédia...) et tous les jours le journal complet en vente), ainsi que le service spécial « Cannes 97 », en direct du cinquantième Festival international de Cannes.

## La Société des lecteurs du « Monde » réunit ses membres

L'AMPHITHÉÂTRE DU CNIT à la Défense a accueilli, samedi 26 avril, les membres de la Société des lecteurs du Monde pour leur onzième assemblée générale annuelle. Fidèles au rendez-vous, un millier d'actionnaires sont venus chercher des nouvelles de « leur » journal.

Répondant à une synthèse des questions écrites ou aux interventions directes de participants, Jean-Marie Colombani, directeur de la publication et président du directoire, Edwy Plenel, directeur de la rédaction, Dominique Alduy, directeur général, et Noël-Jean Bergeroux ont évoqué la vie de l'entreprise et les évolutions à venir dans la présentation du quotidien.

### DIALOGUE AVEC LA RÉDACTION

Ensuite Alain Minc, président de la Société des lecteurs, et d'autres membres du conseil d'administration ont dialogué avec les actionnaires avant que l'assemblée adopte plusieurs résolutions. L'une renouvelait pour une durée de six ans le mandat d'ad-

ministrateur de Michel Bon et une autre désignait Jean-Marie Minet, professeur de psychologie à l'université Blaise-Pascal de Clermont-Ferrand et premier vice-président de la Conférence des présidents d'université, comme administrateur en remplacement de Jean-Louis Funck-Brentano, dont le mandat était arrivé à expiration.

Autour de petites tables, les responsables des séquences du journal, des rédacteurs en chef, des représentants des services commerciaux, de la publicité, du multimédia, des publications périodiques et du Monde Éditions attendaient les participants à leur sortie de l'assemblée pour dialoguer avec eux.

De la place de la météo à l'importance de la vie régionale, en passant par le courrier, les actionnaires et lecteurs ont donné leur point de vue, se plaignant quelquefois, approuvant souvent les nouveaux choix rédactionnels.

Les discussions, parfois vives et passionnées, se sont poursuivies autour de buffets.

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Centre de perfectionnement des journalistes

JUILLET ET AOÛT 1997

71 ateliers du lundi 14 h au vendredi 14 h

REDACTION • SECRETARIAT DE REDACTION • RADIO • TÉLÉVISION • MULTIMÉDIA

Formation par modules aux choix de 3 jours à 3 semaines à Paris

PUBLIC PRESSE ET HORS PRESSE

### Ateliers pigistes

5 modules du 30 juin au 22 août

### Ateliers techniques pigistes

4 modules du 7 juillet au 29 août

### Ateliers presse spécialisée

5 modules du 30 juin au 22 août

### Ateliers presse magazine

« Journalistes texte-images »

3 modules du 4 août au 26 septembre

### Ateliers télévision

Formation continue en 7 semaines ou

8 modules du 30 juin au 12 septembre

### Ateliers radio

4 modules du 23 juin au 19 septembre

### Ateliers multimédia

11 modules du 1<sup>er</sup> juillet au 10 sept.

### Ateliers communication

10 modules du 15 juillet au 14 août

### Média-training

Une journée au choix

du 16 juillet au 14 août

### Une semaine avec...

Des grands noms du journalisme

(Pierre Assouline, Gilles Parraut, Ivan Levaï, etc.)

### Renseignements

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Centre de formation et de perfectionnement des journalistes

35, rue du Louvre - 75002 Paris - [www.integra.fr/cfp/](http://www.integra.fr/cfp/) (eMail : [cfp@integra.fr](mailto:cfp@integra.fr))

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse personnelle : ..... Tél : ..... Fax : .....

Adresse professionnelle : ..... Tél : ..... Fax : .....

Email : .....

**ÉCOUTEZ BFM**  
vous y verrez plus clair.

**CHRISTINE OCKRENT & MARC DALLOY**

**96.4 PARIS**

**BFM**

LA NOUVELLE RADIO DE L'INFO

● BFM Paris 96.4 ● BFM Lyon 98.4 ● BFM Marseille 93.8 ● BFM Bordeaux 107.5 ● BFM Toulouse 107.3  
● BFM Grenoble 100.8 ● BFM Nancy 104.1 ● BFM Toulon 87.9 ● 3615 BFM PLUS ● Diffusion sur TPS

## Problème gastrique

par Alain Rollat

EN PÉRIODE électorale, le Conseil supérieur de l'audiovisuel devrait recommander à la télévision de censurer les images en provenance de l'étranger. Certaines scènes filmées au-delà de nos frontières sont en effet de nature à troubler les électeurs. Nous en témoignons au vu de ce qui s'est produit, dimanche soir, sur toutes les chaînes hexagonales, à l'heure de la plus grande écoute.

Alain Juppé, invité de TF 1, était très convalescent. Il avait répondu à tout. Il n'était pas candidat à sa succession, mais c'était tout comme. Il savait déjà ce qu'il ferait au cas où il se succéderait à lui-même. Il ne lui faudrait que quarante jours pour remettre la France en forme. Il lui suffirait de changer un peu sa politique, sans la changer beaucoup, tout en la changeant assez. Assez pour le dire sans trop avoir à le faire. Et, hop ! tout irait mieux. On verrait même la « rigueur » se métamorphoser en « sagesse » comme ci-trouille en carrosse.

Jean-Pierre Chevènement, invité de tout le monde, était moins optimiste mais tout aussi persuasif. A défaut d'avoir répondu à tout, il avait une certitude : l'heure était grave, l'enjeu capital, la bataille décisive, le guet-apens assuré. Se fier à Alain Juppé, c'était voter pour le parti de l'étranger, les banquiers de Francfort, l'austérité à perpétuité, « la fin de la République ». Bigre !

Jack Lang, invité de France 2, était également fort éloquent. Il avait encore mieux qu'une certitude : « la pêche » ! Foin des sornettes des autres ! Ce qu'il fallait à

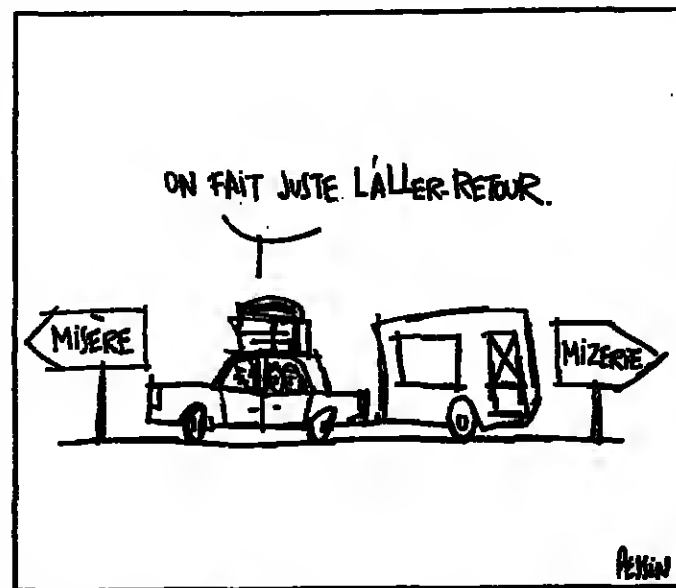
la France anémiée, asphyxiée, tétanisée, c'était un remède de cheval, une bonne vieille potion du père François : une bouffée d'oxygène, un brin de tigre dans le moteur et, surtout, « la volonté d'aller de l'avant ». « La pêche » quoi ! La pêche socialiste contre la pomme chiraquienne devenue blette. Gare aux gelées de printemps.

On avait donc de quoi réfléchir tranquillement entre la poire et le fromage.

C'est à ce moment-là qu'on fait irruption à l'écran, en provenance directe du marché des images africaines, les « petits problèmes » de Laurent-Désiré Kabila, le soi-disant libérateur du Zaïre. Perdus de vue depuis plusieurs jours dans la jungle des prétendus « réfugiés », au grand dam de l'ONU, ces « petits problèmes » réapparaissent soudain dans nos assiettes. Localisés quelque part par ces satanées caméras qui n'en finissent pas d'injecter leur agonie dans notre confort. Ils avaient des visages d'enfant. Ou plutôt de ce qui reste des enfants du Rwanda et d'ailleurs quand ils meurent de faim dans l'indifférence générale. L'un de ces « petits problèmes », de sexe masculin, n'avait plus que la peau sur les os. Prostré, cet enfant-squelette fixait le sol d'un regard désemparé. Il portait au poignet gauche un bracelet en plastique de couleur orange. On l'avait bagué comme on baguait les oiseaux migrateurs. Pourquoi al-je eu un haut-le-cœur en voyant cette image ? Quel est mon petit problème gastrique ? Est-ce aussi le vôtre, docteur ?

## Tziganes dans un coin de banlieue

Evelyn Ragot et Leonardo Antoniadis décrivent les errances d'une communauté venue de Roumanie se chercher un avenir en région parisienne. Une chronique sensible sur un peuple banni



Les choses ont changé. Les Tziganes subissent de plein fouet la crise de la transition économique : ils ont été les premiers à perdre leur travail et sont devenus des candidats à l'exil, comme tant d'autres ressortissants de l'Est. Ce n'est pas l'attrait du voyage mais la précarité qui les conduit vers les « riches » démocraties d'Europe de l'Ouest.

Jusqu'en 1989, les pays d'accueil leur accordaient assez facilement l'asile politique. Depuis, ils se voient refuser leurs papiers. Aujourd'hui, en France, l'Ofpra (Office de protection des réfugiés et apatrides) rejette 99 % des de-

mandes d'asile. La plupart vivent en clandestins avec la hantise d'un retour forcé en cherté. Ils ne se risquent que rarement en dehors du campement et envoient leurs enfants jouer de l'accordéon dans le métro pour subvenir aux besoins de la famille. Ici, ils sont perçus comme des gens sales, voleurs, mendians et misérables. En Roumanie, ils sont confrontés à la réapparition du racisme anti-tzigane d'une partie de la population, qui les accuse de complicité avec l'ancien régime.

Qui a peur des Tziganes roumains ? est l'histoire de ce peuple banni, condamné à l'exode et reje-

té de toutes parts. Evelyn Ragot et Leonardo Antoniadis, les auteurs de cette chronique sensible, ont choisi une approche originale. Ils refusent la vision folklorique habituelle, « générique et superficielle ». La musique est là, en toile de fond, mais l'identité tzigane, la réalité, les problèmes quotidiens constituent le centre de ce film, qui évite les clichés. Pour pénétrer dans ce monde fermé, interdit aux gadjos (les non-Tziganes), la caméra a suivi Leonardo Antoniadis, photographe argentin parlant roumain, qui côtoie depuis trois ans les Tziganes de la région parisienne. Une certaine proximité s'est établie, mais les barrières restent fortes. « Ils se méfient de la télé, l'image n'exerce aucune séduction sur eux. Pour les filmer, il a fallu accepter de se tenir dans une zone de négociation et faire abstraction de nos désirs. Tout au long du tournage, les règles du jeu ne pouvaient jamais être oubliées », raconte Evelyn Ragot.

Pour faire accepter l'équipe de tournage, Leonardo Antoniadis devra payer et rendre toutes sortes de services. En échange, l'intrus peut suivre Georges et sa famille. Il les accompagnera lors du retour en Roumanie. Un voyage qui permet aux téléspectateurs de découvrir les aspects méconnus de la vie des Tziganes venus de l'Est.

Florence Hartmann

« La Vie en face » : Qui a peur des Tziganes roumains ? Arte, mardi 29 avril, à 20 h 45.

TF 1	France 2	France 3	Arte	M 6	Canal +	Radio
<b>20.45</b> <b>COLUMBO</b> Un seul suspect. Série de Vince McElroy, avec Peter Falk, Gref Egan (100 min). 344/35 Un joueur invétéré, poursuivi par l'un de ses créanciers, demande une nouvelle fois à son oncle de l'aider financièrement. Mais celui-ci refuse catégoriquement... <b>22.25</b> <b>PROFESSION REPORTER</b> Magazine. Le pays des intérêts (95 min). 395/409 Cette nouvelle émission d'information permet au public de percevoir la face cachée de l'actualité. Le premier numéro est consacré à l'Afghanistan. 0.00 FI magazine. 0.35 F1 sur 7. Magazine (rediff.). 1.45 et 3.45, 4.25, 5.10 Histoire naturelle. Documentaire (rediff.). 2.45 Histoire des inventions. Documentaire (40 min) Inventer pour inventer (rediff.). 5.05 Musique. Concert (15 min).	<b>20.55</b> <b>UNE FEMME EN BLANC</b> Reconstitution d'Anne Isenmann, avec Sandrine Bonnaire (56 min). 731/317 Le fils de Margaux doit subir une opération difficile, et le seul spécialiste apte à la réaliser s'appelle Maxime de Montpenny. <b>22.45</b> <b>TATORT</b> Un mort à 2000. Série (10 min). 372/354 0.15 Journal, Météo. 0.30 Le Cercle de minuit. Magazine. Mémoires : Danielle Mitterrand (170 min). 574/577. 1.40 Histoire. Documentaire. 3.25 Les Prêtres des oubliés. Documentaire. 4.40 Clip et Charity. 5.05 D'un soleil à l'autre (145 min). A l'occasion des élections législatives, France 2 a mis du point un dispositif spécial. Jusqu'au dimanche 25 mai, chaque mardi, une édition spéciale accueillera, de 20 h à 20 h 45, les leaders des cinq principaux partis politiques.	<b>20.50</b> <b>NÉ UN 4 JUILLET</b> Film de Oliver Stone, avec Tom Cruise (145 min). 980/2683 Né en 1946, le 4 juillet, jour de la fête nationale, un adolescent s'engage dans les marines pour patriotisme, pour se battre au Vietnam. 23.15 Journal, Météo. <b>22.50</b> <b>LE PRIX DE L'HONNEUR</b> Téléfilm de Jud Taylor, avec Ben Cross (105 min). 990/5956 Un policier new-yorkais, ovale de célébrité, s'oppose à des hommes puissants et devient une menace qu'il faut éliminer... 1.35 Lignes de mire. Magazine. Invités : Patrick Sébastien, Richard Anconina (rediff.). 2.30 Musique. Magazine. De Bach à Bartók, confidences pour piano. 2.40 La Grande Avenue de James Cagney. Feuilleton (15 min).	<b>20.45</b> <b>AFFREUX, SALES ET MÉCHANTS (BRUTTI, SPORCHI, CATTIVI)</b> Film d'Enzo Scola, avec Nino Manfredi, Enrico Garofalo (95 min). 875/616 Concède d'humour noir sur les « mauvais papiers » engendrés par les sociétés industrielles capitalistes. 22.35 Kinorama. Magazine. <b>22.45</b> <b>DOUCE NUIT</b> Téléfilm de Dani Levy, avec Maria Schrader, Mark Schöler (85 min). 770/008 Une femme est partagée entre l'homme qui vit depuis plusieurs années avec elle et un autre, un barman, de fraîche rencontre. Cru, loufoque et inattendu. Un hommage grinçant aux vertus néo-classiques des télécommunications. Mention spéciale du Festival de Berlin 1996. 0.10 Court court. Magazine. Photo-Finlin, court-métrage de Sönke Wortmann (1983, v.o., 30 min). 184/55 Un chômeur veut faire souter la tour du parc olympique de Munich... 0.40 Dalida, le grand voyage. Documentaire de Philippe Kohly (rediff.). 130 min). 367/6871	<b>20.45</b> <b>BRUBAKER</b> Film de Stuart Rosenberg, avec Robert Redford, Yaphet Kotto (145 min). 617/393 A la fin des années 60, un criminelologue se fait interner dans une ferme-prison dans le but de découvrir et réformer les abus. <b>23.10</b> <b>PASSIONS TROUBLES</b> Téléfilm de Kevin Meyer, avec Yung Huang, Richard Tisseil (100 min). 368/393 Une ancienne top model devenue journaliste est persécutée par un mariologue, libéré sur parole depuis peu et qui a été engagé pour être son assistant. 0.50 Jazz 6. Magazine. Steve Coleman et Five Elements (80 min). 843/078 2.10 Best of 3.10 Fréquentation. Magazine. Jean-Jacques Goldman. 3.25 Kivida opus 5. Documentaire. 4.45 Fan de Madonna. (rediff.). 5.10 Turbo. Magazine (rediff.). 35 min).	<b>20.35</b> <b>LES TROIS FRÈRES</b> Film de Bernard Campan et Olivier Bourdon (1994, 105 min). 579/408 Ce premier film des « Incaninus » est une comédie loufoque sur un trio d'imposteurs. 22.20 Flash d'information. 22.25 Qu'en pensez-vous ? <b>22.35</b> <b>MADAME BUTTERFLY</b> Film de Frédéric Mitterand, avec Yung Huang, Richard Tisseil (100 min). 145/003 Frédéric Mitterand a réussi un accord parfait de la musique, du chant, du jeu de théâtre et de la mise en scène cinématographique. 0.50 Pour l'amour de l'Inde. Documentaire (60 min). 430/8271 1.50 Fantôme avec chauffeur. Magazine (1995, 40 min). 790/8575	<b>France-Culture</b> 20.30 Le Grand Débat. Four-à-voix pour l'immigration ? 21.30 Fiction : Parole donnée. Bernard Mazas. 22.40 Toit ouvrant. Le magazine qui décode. 0.05 Ouï jour au lugdunais. Jean-Max Mélen (rediff.). un rêve, une vie. 0.40 Les Champs du monde. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). <b>France-Musique</b> 20.00 Concert. Résonance 97. Donné le 18 janvier, au Conservatoire de Vienne, par l'Ensemble baroque d'Amsterdam, dir. Ton Koopman. 1.00 Les Nuits de France-Musique. 22.30 Musique pluriel. Concert de Martin Campo. 23.07 Entre les lignes. 0.00 La Rose des vents. Concert donné le 28 février, à l'église de la Trinité, Corse. 1.00 Les Nuits de France-Musique. <b>Radio-Classique</b> 20.40 Les Soirées de Radio-Classique. Paul Tardieu, violoncelle. Sonate pour violoncelle et piano n° 4, de Beethoven ; Variations symphoniques pour violoncelle op. 23, de Brahms ; Marche des pestes solides de plomb, n° 14 de l'album Pour mes petits amis, op. 14, de Poulenc ; Sonate pour violoncelle et piano n° 1 op. 109, de Faure ; Œuvres de Camille Saint-Saëns, Elgar. 22.35 Les Soirées... (Suite) : Concert enregistré le 18 août 1996, en l'abbaye de Royaumont, par le Chœur du Patrimoine russe et Anahory Cridenko. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**ABONNEZ-VOUS**  
et économisez jusqu'à 294 F  
soit 42 numéros gratuits

**1 AN - 1890 F**  
au lieu de 2 184 F\*

\* Prix de vente au public. Hors taxes. Les prix sont en francs. Les prix sont en francs. Les prix sont en francs.

**BULLETIN - RÉPONSE**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F  
au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : ☐ F 701 MO 001

☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Signature \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

**TARIFS HORS FRANCE**

	Belgique	Autres pays	USA - CANADA
1 AN	2 086 F	2 960 F	2 960 F
6 mois	1 123 F	1 580 F	1 580 F
3 mois	572 F	790 F	790 F

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42 17-32-80 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :  
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacour  
93446 Chantilly Cedex

TV 5	France Supervision	Série Club	Eurosport
20.00 Thalassa (France 3 du 23.45) 21.00 Enjeux - Le Point. 21.55 Météo des cinq continents. 22.00 Journal France 5. 22.35 Le monde est à vous. Invité : Ila Feroz (France 3 du 20.49). 0.00 Festival franco-ontarien. Ouverture (22). 0.30 Soir 3 France 3. 1.00 Journal (rediff.).	<b>20.30 Bix</b> Film de Pupi Avati (1995, 105 min). 137/8408 22.15 Cybervision. Magazine. 23.30 Festival Chopin. Concert. Études complètes (100 min). 905/1157 1.10 Ram Dam. Ballet (110 min). <b>Ciné Cinéfil</b> 20.30 L'Alibi (Hakuchi) ■■■ Film de Kurosawa (1991, N. v.o., 160 min). 887/1854 23.10 L'Homme qui risait des miracles (The Man Who Could Work Miracles) ■■■ Film de Louis Malle (1954, N. v.o., 85 min). 752/5877 <b>Ciné Cinémas</b> 20.30 Radio Days ■■■ Film de Woody Allen (1987, 90 min). 944/5515 22.00 Excalibur ■■■ Film de John Boorman (1981, v.o., 135 min). 345/1763 0.15 Mon dîner avec André (My Dinner With André) ■■■ Film de Louis Malle (1981, v.o., 115 min). 788/2410 <b>Festival</b> 19.00 Eclats de famille. Téléfilm de Odier Grosvenor (1994) 20.30 Les Maitres du pain. Téléfilm de Hervé Baslé (1993) 22.20 Banquette sud-est. Téléfilm de Gilles Grangier (1993) 23.50 Comme les doigts de la main. Court-métrage d'Eric Rochant (10 min).	20.15 L'île aux naufragés. Love My, Love My Skipper. 20.40 Le Club. Magazine. 20.45 Les Chances de l'été. 21.45 et 1.30 Constance et Vicky. 22.30 Sherlock Holmes. Le sacrifice de Lady Beryl. 23.00 ■ Two. Vénus primordiale. 23.45 Chapeau melon et bottes de cuir. Affectionnement vété. <b>Canal Jimmy</b> 20.00 Mister Gun. Car délinquant. 20.30 How to Imitate People. 21.05 Souvenir. Cravate noire. 21.50 New York Police Blues. Promotion personnelle. 22.30 Chronique de la route. 22.35 Le Chemin de la gloire ■■■ Film de Walter Hill (1986, 100 min). 482/3883 0.15 La Nuit des Enfants du rock (110 min). <b>Disney Channel</b> 19.30 Dinosaures. Quand les poupons s'en mêlent. 20.10 Madame Holle. Téléfilm de Jura Jämsä (80 min). 203/5596 21.40 Santo Buglio. 22.05 La Rédac. 22.35 Sinbad. 23.50 Les Aventuriers du lac fantôme (70 min). <b>Téva</b> 20.30 et 23.30 Téva interview. 20.55 Les Rescapés de l'Alaska. Téléfilm de Zoltan Dalen (1990, 100 min). 22.35 Murphy Brown. L'été 77. 23.00 Téva débat (30 min).	18.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde (Groupe B). Norvège - États-Unis (60 min). 958/312 19.00 Hockey sur glace. En direct. Championnats du monde (Groupe A). France - Slovaquie (120 min). 438/490 21.30 Speedworld. 23.00 Eurogoals (60 min). <b>Voyage</b> 19.00 Destination : Indes du Sud. 19.55 et 23.25 Chronique Polac. 20.00 et 23.30 Suivez le guide. 22.00 Au-delà des frontières. Australie, Victoria. 22.30 L'Heure de partir. Magazine (55 min). <b>Muzzik</b> 20.00 Arvo Part. portrait. De Doran Supin. 21.00 Fidélio. Opéra en deux actes de Ludwig van Beethoven (130 min). 454/480 23.10 Best of jazz 2. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1994 (60 min). 358/4206 0.10 Le Journal de Muzzik. 0.40 L'Art du chant : Les Soprano. De Jacques Deschamps. Thierry Thomas et Gérard Carlat. 2.00 All That Jazz. Concert enregistré au festival de jazz de Montreux en 1995 (60 min). 444/5594 <b>LCI</b> Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Économie. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Analyse. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30, 23.30 Europe. 19.30, 20.30, 21.30, 22.30 Sport. 23.30, 1.15 No Comment. 23.45 Odeon. 0.15 Eurozoom. 0.45 Sportsworld. 1.45 Art et Collection. <b>LCI</b> Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15 et 23.15 Guillaume Durand. 20.15 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Économie. 21.26 Chrono. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

Signification des symboles :

■ Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

سورة البقرة





**par Pierre Georges**

La Confédération des hommes se réunit un rêve. Et elle arriva au constat douloureux, et hilarieux presque, que cela manquait singulièrement de femmes. On en débattit. On fit des projets, des promesses, des schémas et même des quotas. On elabora, dit, un fulgurant programme, tel du tiers candidat, comme il est un tiers état ou un tiers Picon. On assura là qu'on allait féminiser promptement le métier

En somme, ce week-end, s'est enfin ouverte la campagne électorale. Une campagne un peu apaisée, de meilleure tenue, passé le temps des anathèmes réciproques. Une campagne crédible ? C'est autre chose. Mais toujours mieux que cette phase imprépatrice qui la limitait, dans le fracas des mots et des caricatures, au douteux combat des archaïques de Cro-Magnon contre les buveurs de sang de Cro-Mondialisation.

**La « troisième force » est pénalisée par le système électoral majoritaire à un tour**

Le public apprécie le style direct, l'allure juvénile, le dynamisme et l'aisance naturelle devant les caméras de Paddy Ashdown, âgé de cinquante-trois ans. Face aux deux grands partis qui jouent la prudence « attrape-tout », les libéraux-démocrates ont choisi de se

monde), que rebutent le vide idéologique du *new Labour* ou la démagogie du Parti indépendant socialiste, créé par le leader des mineurs, Arthur Scargil, et des toriers « europhiles », se sentant orphelins au sein de leur parti désormais dominé par les « euro-

Si l'on en croit les sondages, un Parlement sans majorité dans le-

quel les *lib-dems* joueraient les arbitres — *visus* les figurants, à l'instar des *libéraux* allemands, est peut probable. Dès lors, la question de fond demeure : doit-on continuer à revendiquer le pouvoir par et pour eux-mêmes, alors que chacun sait que leur seul espoir d'y parvenir est de s'entendre avec le Labour ? Déjà, les deux partis se sont mis d'accord avant le scrutin sur les réformes de la Chambre des Lords et le vote d'une loi sur la liberté de l'information. Mais pour aller au-delà de ces changements institutionnels, les travaillistes doivent prendre position en faveur de l'adoption de la représentation proportionnelle, celle qui contraindrait les intérêts électoraux. A cette revendication de Paddy Ashdown, Tony Blair a répliqué en citant une phrase du légendaire premier ministre conservateur Benjamin Disraeli : « L'Angleterre n'aime pas les coalitions ».

**Marc Roche**

**Lire aussi notre éditorial page 20**

Sur le marché des changes, le dollar était très ferme, à 1,7330 mark, 5,8420 francs et 126,85 yens (contre 1,7150 mark, 5,79 francs et 125,60 yens vendredi 25 avril en clôture). A l'issue de leur réunion, dimanche, à Washington, les mi-	<table border="1"> <tr> <td>Panabaz</td> <td>153.275</td> <td>561.497.720,30</td> </tr> <tr> <td>Alcanor Asthrom</td> <td>882.273</td> <td>934.496,01</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>1.035.548</td> <td>499.300.040,36</td> </tr> <tr> <td>Alcanor</td> <td>36.040</td> <td>46.734,40</td> </tr> <tr> <td>L'Oreal</td> <td>20.719</td> <td>298.124,30</td> </tr> <tr> <td>Carrefour</td> <td>1.065,9</td> <td>341.716,55</td> </tr> <tr> <td>Casano Guichard</td> <td>1.089,56</td> <td>346.253,47,10</td> </tr> <tr> <td>Sains-Gobain</td> <td>465.334</td> <td>341.761,71</td> </tr> <tr> <td>Rhone Poulenc A</td> <td>1.754,49</td> <td>3.009.907,30</td> </tr> </table>	Panabaz	153.275	561.497.720,30	Alcanor Asthrom	882.273	934.496,01	Total	1.035.548	499.300.040,36	Alcanor	36.040	46.734,40	L'Oreal	20.719	298.124,30	Carrefour	1.065,9	341.716,55	Casano Guichard	1.089,56	346.253,47,10	Sains-Gobain	465.334	341.761,71	Rhone Poulenc A	1.754,49	3.009.907,30
Panabaz	153.275	561.497.720,30																										
Alcanor Asthrom	882.273	934.496,01																										
Total	1.035.548	499.300.040,36																										
Alcanor	36.040	46.734,40																										
L'Oreal	20.719	298.124,30																										
Carrefour	1.065,9	341.716,55																										
Casano Guichard	1.089,56	346.253,47,10																										
Sains-Gobain	465.334	341.761,71																										
Rhone Poulenc A	1.754,49	3.009.907,30																										

Sur les marchés de taux d'intérêt, enfin, le contrat optionnel du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, était stable, à 128,28 points pour l'échéance juin.

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12h30	2804 Titres échangés	Capitalisation en F
BF Aquitaine	107155	597212425
Pembas	153275	561497259,90
Alcatel Alsthom	66273	555404911
Total	107659	49003041,90
Arcor	56640	46778435
L'Oréal	20236	39814230
Carrefour	10850	37411655
Casino Guichard	138567	34625547,10
Saint-Gobain	44734	31146731
Rhône-Poulenc A	175449	32093007,70

**COURT RELIEVES IT FROM 20 A.M. TO 12 P.M. (P. 113)**

**FERMETURE** **OUVERTURE**

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS				
DEVISES	cours BDF 2504	% 2404	Adult	Vente
Allemagne (100 dm)	337,70	+0,01	325	349
Autriche (100 sch)	6,05	+0,05	—	—
Etats-Unis (1 unit)	5,7932	—	5,900	6,000
Belgique (100 F)	16,3650	+0,19	15,7800	16,8800
Pays-Bas (100 flor)	300,3000	+0,21	—	—
Italie (1000 lit)	3,3895	+0,19	3,1500	3,4508
Danemark (100 krk)	66,6700	+0,25	63,2500	69,2500
Irlande (1 irp)	8,9755	+0,09	8,5300	9,3700
G.-Belges (1 L)	9,4065	+0,07	8,9400	9,8100
Grèce (100 drach.)	2,1215	+0,07	1,8500	2,3500
Suède (100 krk)	7,0500	+0,01	6,82	7,28
Suisse (100 fr)	295,2000	+0,47	302	406
Norvège (100 kr)	62,1200	+0,01	76,5000	83,5000
Autriche (100 sch)	67,9810	+0,23	66,4500	69,5000
Espagne (100 pes.)	4,0040	+0,11	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.)	3,3650	+0,15	2,9500	3,6500
Canada (1 dollar c)	4,1502	+0,33	3,8600	4,4600
Japon (100 yens)	4,6143	+0,45	4,3800	4,7900

PARTIES DU DOLLAR		
FRANC-FORT	USDM	2504
NEW YORK	100	1,355
TOKYO	USDYEN	13,3000

LES TAUX DE RÉFÉRENCE		
TAUX 2504	Taux le jour	Taux
France	3,10	5,70
Allemagne	3,03	3,40
Grande-Bretagne	—	7,55
Italie	6,45	7,60
Japon	—	2,32
Etats-Unis	—	6,83

MATIF	
échéance 2504	dernier pm
NOTIONNEL 10 %	
Juin 97	128,26
Sept. 97	125,74
Déc. 97	96,30

PARFITES OIL DOLLAR	28/04	
PARFITES OIL USD/DM	1.783	
TOYOKU : USD/DEM	126,300	

LES TAUX DE RÉFÉRENCE		
	Taux	Taux
TAUX 25/04	jour le jour	10 ans
France	3.18	5.79
Allemagne	3.03	5.65
Grande-Bretagne	---	7.56
Italie	6.45	7.66
Japon	---	6.32
Etats-Unis	---	2.83

MATIF		
échéances 25/04	volume	dernier prix
<b>NOTIONNEL 10 %</b>		
Sept. 97		128.26
Sept. 97		125.74
Dec. 97		96.30

Tirage du *Monde* daté dimanche 27-lundi 28 avril 1997 : 571 499 exemplaires 3



Pour tout renseignement contactez Nortel au . 01 41 99 15 15, fax : 01 41 99 15 11, Internet : <http://www.nortel.com/networks>



généralistes-démocrates  
culer le bipartisme

# CONJONCTURE

L'Egypte  
n'arrive pas  
à relancer  
sainement  
sa croissance  
page IV

# IDÉES

Les fausses vertus  
du libéralisme  
en Europe  
page V

# Le Monde ECONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

# ENQUÊTE

Le ralentissement  
de la croissance  
révèle  
les déséquilibres  
du développement  
en Asie  
page VIII

# ANNONCES



# CLASSÉES

pages VI et VII  
et de la page IX  
à la page XII

MARDI 29 AVRIL 1997

## L'euro en campagne

D O S S I E R

**L**es crispations se font plus fortes au fur et à mesure que se rapproche le 1er janvier 1999, qui devrait voir l'euro se substituer aux monnaies nationales ou du moins à celles qui auront réussi, au printemps 1998, leur examen de passage. Le débat a naturellement retrouvé sa légitimité politique au regard des échéances électorales qui, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France, pour n'évoquer que les plus immédiates d'entre elles, ont fait de l'euro un thème de campagne.

En Allemagne, c'est bien la troisième étape de l'Union économique et monétaire qui a conduit le chancelier Helmut Kohl à annoncer qu'il briguerait en 1998 un cinquième mandat. Au Royaume-Uni, où la monnaie unique s'affirme chaque jour davantage comme la véritable pomme de discorde que se renvoient John Major et Tony Blair à l'aube des législatives du 1er mai, le Labour, pro-euro, aura plus de mal que prévu, à en juger par les derniers sondages, à l'emporter sur un parti conservateur ressoudé autour de « l'euro-scepticisme ». En France, le renvoi des députés devant leurs électeurs, avant la fin normale de leur mandat, voulu par Jacques Chirac, oblige aussi à rouvrir des plaies que les résultats du référendum de septembre 1992 n'avaient pas vraiment cicatrisées.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer la vive querelle qui s'est développée ces derniers jours - en France, mais aussi en Allemagne et dans les pays du Sud européen - à propos du sort qu'il convient de réserver à l'un des plus importants critères de Maastricht, celui des déficits publics qui ne doivent pas dépasser le seuil de 3 % du produit intérieur brut national, à savoir s'il faut « l'interpréter » ou non, selon la lecture qu'on fait des annexes au traité. La question n'est pas de pure sémantique à en juger par les réactions qui ont suivi la publication, par la

### ▼ Déficit public Les échéances électorales en France, mais aussi en Allemagne et en Grande-Bretagne, relancent le débat

Commission européenne, de ses prévisions économiques de printemps, lesquelles, de fait, disqualifient la Grèce - et surtout l'Italie -, pour la participation à l'euro dès le 1er janvier 1999. Elle est d'autant plus justifiée que, selon le Fonds monétaire international, la France et l'Allemagne devraient afficher à la fin de l'année un déficit public de 3,3 % du PIB, supérieur même à celui de la Grande-Bretagne (3,1 %) et de l'Espagne (3,2 %).

Ces batailles de décimales espèrent à la fois les difficultés de l'exercice et les limites de sa portée. Lorsqu'ils avaient été arrêtés, au moment de la négociation du traité, ces critères ne pouvaient naturellement pas prendre en compte la situation économique dégragée qu'allait connaître l'Europe continentale peu de temps après. De la même façon, continuer à s'enfermer aujourd'hui dans une logique de « respect des critères » purement arithmétique, que les opinions publiques ne supportent plus et qui risque de freiner la progression de la croissance, apparaît une position de plus en plus difficile à défendre. Surtout quand les artisans les plus orthodoxes de cette politique en viennent à évoquer des ac-

commodements, quand ce n'est pas un régime d'exception.

Ainsi, l'Allemagne, après avoir longtemps exigé que ne soient remis en cause ni le calendrier ni les critères de Maastricht, admet aujourd'hui par l'entremise du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, que, après tout, « un report de quelques mois » de la date d'entrée en vigueur de la monnaie unique ne serait pas catastrophique. Dans le même temps, le patron de la banque centrale considère que le coût de la réunification allemande devrait être pris en compte dans le calcul de la dette germanique, laquelle dépasse le critère de 60 % par rapport au PIB national.

Pourquoi pas ? Mais dans ce cas, la France serait tout aussi fondée à invoquer ce qui pourrait être un nouvel étalon, un « critère de compensation » qui calculerait les dégâts causés à la politique monétaire et économique française par le dogme du franc fort et du maintien, à tout prix, de la parité franc-mark.

Le dossier est délicat à traiter, surtout en période électorale. Habilement, la Grèce veut faire de la marche vers l'euro une des principales justifications de cet appel aux urnes précipité. Elle sait la gauche fortement divisée sur le sujet. De leur côté, les socialistes qui, d'ailleurs, sont à l'origine du fameux 3 %, se bornent à évoquer « une nouvelle discussion » des critères et le refus de toute nouvelle rigueur qu'exigerait leur respect. Finalement, après s'être longtemps refusés, et quelle que soit la sanction des urnes, c'est peut-être auprès des pays du Sud européen que Paris devra rechercher une solidarité de fait.

Serge Marti

- Monnaie unique : la course d'obstacles n'est pas terminée... p. II
- Entretien avec Michel Sapin, ancien ministre socialiste de l'économie et des finances p. III
- Questions-réponses p. III

# CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

## La vraie convergence

**A** l'heure où la Commission européenne annonce que les résultats de l'Italie lui interdiront de prendre le premier train de l'euro du 1er janvier 1999, et qu'ainsi un membre fondateur de la Communauté sera très probablement exclu d'une étape décisive de sa construction, il ne faut pas perdre de vue la manœuvre d'ensemble. Les fameux « critères de convergence » ne sont que des outils au service de la cohésion économique de l'Union. Cette cohésion, les pères de l'Europe l'ont considérée comme essentielle. Ils savaient la construction toujours menacée parce qu'elle n'était jamais achevée. Ils savaient qu'à mille reprises les efforts mal récomposés alimenteraient les partisans de la rupture. C'est pourquoi l'objectif de « cohésion » a été rappelé à chaque étape, en 1986 lors de la signature de l'Acte unique, en décembre 1991, lors de l'approbation du traité de Maastricht, et que des moyens financiers croissants y ont été consacrés. Les fonds structurels et fonds de cohésion ont été dotés de près de 59 milliards d'euros entre 1980 et 1995 (450 milliards de francs).

La cohésion, les économistes l'appellent « convergence ». Optimistes, les théoriciens néoclassiques du développement expliquent que dans un même marché, les zones moins développées vont bénéficier des capitaux et des technologies des plus avancées et, ainsi, combler naturellement leur retard. Les pays riches trouveront, eux, de nouveaux débouchés. C'est toute l'idée, disons chrétienne-démocrate, de la construction européenne, d'agréger les pays sans laisser aucune région en déshérence.

L'exclusion probable de l'Italie - pour un délai qui sera sans doute fixé dès le départ entre six mois et deux ans - conduit à s'interroger sur le bon fonctionnement de ces mécanismes de cohésion. Y a-t-il, derrière les critères normatifs, une convergence réelle des économies européennes ? L'Europe se fait-elle au fil des ans ou se défait-elle ?

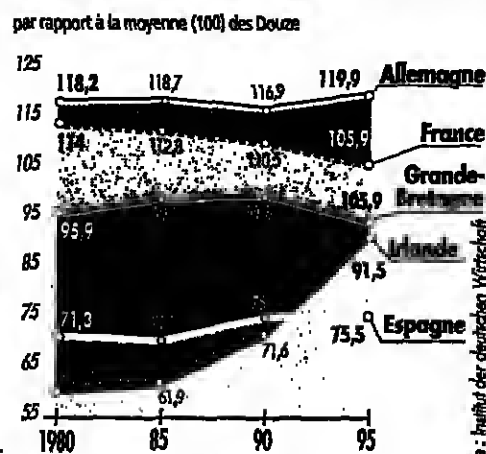
La réponse est rassurante. Les pays les plus pauvres rattrapent, conformément aux dires des économistes, les plus riches. Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la Grèce, du Portugal, de l'Espagne et de l'Irlande atteignait en moyenne 73 % de la moyenne générale dans l'Union en 1995, contre 67 % en 1980. L'Irlande bénéficie de la meilleure per-

formance : son PIB par habitant est passé de 60 % de la moyenne européenne en 1980 à 91 % en 1995. Le niveau de vie dans l'île verte est désormais tout proche de celui de la Grande-Bretagne (situé à 94 % de la moyenne). Le taux de chômage se réduit, passant de 16,7 % en 1993 à 11,8 % cette année (chiffres OCDE). La terre ingrate d'où sont partis tant d'affamés... est en passe de devenir un pays d'immigration. De son côté, le Portugal décolle en laissant les experts admiratifs : taux de chômage de 7,1 % et un PIB par tête qui atteint 66 % de la moyenne des Douze, contre 57 % en 1980. Certains pays ont plus de difficultés : l'Espagne - à l'exception de régions comme la Catalogne - et, surtout, la Grèce.

Cette convergence européenne s'observe plus encore entre les deux pays moteurs, la France et l'Allemagne. Si les comportements, les visions et les âmes diffèrent encore radicalement des deux côtés du Rhin, les évolutions conjoncturelles et les problèmes structurels y sont désormais les mêmes de façon frappante.

L'Institut d'études économiques de Cologne (Institut der Deutschen Wirtschaft) vient de publier les résultats d'une enquête portant sur le niveau plus fin de l'espace régional européen. L'évolution de cent quarante-trois régions, entre 1980 et 1993, est également rassurante. Selon l'Institut, les habitants des régions les plus pauvres de Grèce, d'Irlande comme de l'Italie du Sud, ont connu une croissance de leur pouvoir d'achat un peu plus rapide que la moyenne. Leur niveau atteint 67,6 % du pouvoir d'achat moyen des Douze en 1993, contre 65 % en 1980. Les anciennes régions industrielles, elles, régressent. Le niveau de vie y reste toutefois au-dessus de la moyenne.

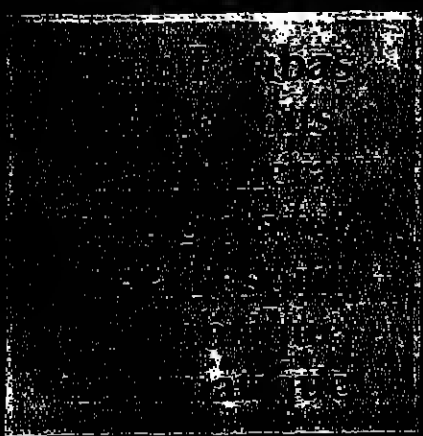
L'Europe se construit en convergence donc. Ses partisans peuvent s'en flatter. Mais son rythme est celui de l'escargot. Il faudra quarante ans, à la vitesse actuelle, pour que les inégalités entre les pays soient réduites de moitié. Ou dira que l'Europe, après mille ans de guerre, ne peut s'unir en une seule génération. C'est une façon de voir. On peut aussi penser qu'il y a urgence tant le Vieux Continent perd des places dans la croissance économique mondialisée. Marché unique et monnaie unique vont aussi radicaliser la compétition. La réussite de la manœuvre d'ensemble de l'Europe, jusqu'ici, doit quand même plutôt nourrir l'optimisme.



PIB par tête des pays européens

Source : Institut der Deutschen Wirtschaft

Ingénieurs informaticiens  
Jeunes diplômés et expérimentés



NOCTEL

MASTERS et 3 CYCLES SPÉCIALISÉS

## ESC ROUEN

L'EXPERTISE QUI FAIT LA DIFFÉRENCE

- Études et Décision Marketing  
2 options :  
● Biens de Grande Consommation  
● Marketing Pharmaceutique
- Management Logistique/Transport et Échanges Internationaux
- Management International et Gestion de Projet

Accessibles aux titulaires d'un Bac + 4 ou 5.  
Sélection : juin ou septembre 1997.  
Votre contact : Catherine MORA  
Tél : 02 32 82 74 14

École Supérieure de Commerce de Rouen  
Rouen Graduate School of Management  
Bd André Siegfried - BP 188  
76136 Mont-Saint-Aignan Cedex - France  
<http://www.critan.fr/csc>  
e-mail : Catherine.Mora@esc-rouen.fr  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Rouen



# Monnaie unique : la course d'obstacles n'est pas terminée...

## LE RESPECT DES CRITÈRES DE CONVERGENCE

Faut-il s'en tenir à un strict respect des critères de convergence, au risque d'accroître la rigueur budgétaire en Europe et de peser sur la croissance, ou faut-il, au contraire, les assouplir, quitte à renier le traité de Maastricht et à mécontenter les Allemands ? Ce dilemme devrait être un des thèmes importants de la campagne des élections législatives en France.

Afin d'éviter une trop grande hétérogénéité à l'intérieur de l'Union monétaire européenne et d'empêcher une instabilité de la zone euro, le traité de Maastricht a fixé cinq critères censés mesurer le degré de convergence économique entre les États. Un pays désireux d'accéder à la monnaie unique doit les respecter.

De nombreux experts ont contesté le bien-fondé économique de ces critères, établis selon eux de façon totalement arbitraire. Certains économistes ont aussi déploré qu'un critère de taux de chômage n'ait pas été introduit, d'autres que le niveau de richesse par habitant des pays n'ait pas été pris en compte.

Parmi les cinq critères retenus par le traité, deux d'entre eux ne font l'objet d'aucun débat dans la mesure où ils seront respectés par la totalité des pays (Grèce exceptée). Il s'agit des critères d'inflation (laquelle ne doit pas être supérieure de plus de 1,5 % à la moyenne des trois pays les plus vertueux) et de taux d'intérêt à long terme (pas plus de 2 % de la moyenne des trois pays les moins inflationnistes). Conséquence du grand mouvement de désinflation dans le monde, les prix à la consommation progressent à un rythme très lent dans l'ensemble des nations européennes (2,4 % en moyenne en 1996). Même les pays du Sud, historiquement peu vertueux dans ce domaine, ont vu leur inflation fondre. En Italie, la hausse des prix est revenue de 6 % il y a un an à moins de 2 % aujourd'hui.

Le critère de taux d'intérêt à long terme ne pose pas davantage problème. Les rendements obligataires ont connu en Europe, depuis le début de l'année 1996, un important mouvement de convergence qui a bénéficié, de façon spectaculaire, aux pays du Sud, traditionnellement défavorisés. C'est ainsi que l'écart de taux à dix ans entre l'Italie et l'Allemagne, qui s'établissait à près de 5 % début 1996, est revenu à 1,8 %.

Le critère de taux de change prévoit que la monnaie d'un pays doit avoir respecté les marges de fluctuation au sein du système monétaire européen (SME) pendant deux ans au moins, sans avoir dévalué par rapport à la devise d'un autre État membre. La plupart des États, dont la France, respectent ce critère. Il n'en va pas de même, en revanche, pour la Suède ou le Royaume-Uni, dont les devises n'ont toujours pas intégré, ou réintégré, le mécanisme de change européen.

Les critères concernant les finances publiques (le niveau du déficit et de l'endettement des États), qui tentent de mesurer la discipline budgétaire des pays et leur solvabilité, sont les plus contestés, non seulement en France, mais aussi en Allemagne. La plupart des pays de l'Union, compte tenu d'une croissance économique très faible et des coûts budgétaires qu'entraîne la progression du chômage, éprouveront de très grandes difficultés pour les atteindre. C'est par exemple le cas de la France et de l'Allemagne, dont les déficits publics pourraient dépasser le niveau de 3 % du produit intérieur brut exigé par le traité, mais aussi des Pays-Bas, dont le ratio de dette publique rapportée au PIB frôle 80 % (contre une limite fixée à 60 %). Au sens strict, seul le Luxembourg répond aujourd'hui aux deux critères de finances publiques.

Mais le traité de Maastricht a prévu des marges d'interprétation. L'article 104 C admet ainsi que le rapport de déficit public peut dépasser la valeur de référence si « le rapport a diminué de manière substantielle et constante » au cours des années précédant l'examen ou s'il n'est « qu'exceptionnel et temporaire ». Un degré de souplesse existe aussi pour la dette publique, à condition qu'elle ait « diminué suffisamment ».

Les gouvernements de l'Union, avec le soutien des banques centrales, proposent officiellement un

▼ Faut-il reporter le lancement de l'euro ? Devra-t-il être une monnaie forte ou faible ?... Inventaire des thèmes qui seront au cœur de la campagne législative

respect strict des critères et ils mettent tous en œuvre des politiques budgétaires pour atteindre l'objectif, décisif, de 3 % de déficit public. Officiellement, une certaine souplesse ne peut être exclue. Le président de l'institut monétaire européen, Alexandre Lamfalussy lui-même, estime qu'il faut appliquer « le traité de Maastricht dans la lettre et l'esprit », en utilisant les marges d'interprétation prévues par celui-ci.

D'autres voix réclament au

unique. Le Néerlandais Wim Duisenberg, qui est à la tête de l'institut d'émission de son pays, pressenti pour devenir le premier président de la Banque centrale européenne (BCE) craint qu'un report ne soit « définitif ».

La position de l'Allemagne est plus ambiguë. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a récemment affirmé que retarder d'un ou deux mois le lancement de l'euro n'aurait rien de catastrophique en ajoutant qu'une telle décision était « l'affaire des hommes politiques ». Le ministre allemand des finances, Theo Waigel, répète pour sa part que le respect des critères l'emporte sur celui du calendrier.

D'autres responsables monétaires européens, comme Jean-Pierre Gérard, membre du conseil de la Banque de France, mais aussi plusieurs membres de la Bundesbank, ont prôné un report de l'euro afin d'adoucir la rigueur budgétaire actuelle et permettre au plus grand nombre possible d'États d'adhérer dès le départ à la zone euro. En Allemagne, l'idée - très populaire - d'un report du lance-

ment est résolument hostile. Les partisans d'un gouvernement économique fort font valoir que, sans lui, la banque centrale européenne (BCE) disposera de tous les pouvoirs. Ils redoutent une dictature monétaire, uniquement préoccupée de contenir l'inflation et indifférente au soutien à la croissance et à la lutte contre le chômage. C'est la crainte exprimée par le Parti socialiste français.

En Allemagne, au contraire, on redoute qu'un gouvernement économique trop puissant ne remette en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne. Une troisième position est défendue par ceux qui prônent à la fois une banque centrale européenne forte et un gouvernement économique fort. Selon eux, en l'absence d'une structure politique, la BCE risque de cristalliser contre elle, en cas de difficultés économiques, la colère des peuples, des syndicats, des milieux patronaux, mais aussi des gouvernements européens. Attaquée de toutes parts, son existence serait menacée et, avec elle, celle de l'Union monétaire.

tion compétitive » de l'euro. Mais d'autres facteurs devraient jouer dans le sens d'un affaiblissement de l'euro. La monnaie unique qui naîtra de la fusion de monnaies moins prestigieuses que le deutschemark devrait être a priori moins forte que la monnaie allemande. Oskar Issing, chef économiste de la Bundesbank, n'exclut pas que, pendant la phase de démarrage de l'Union monétaire, les investisseurs internationaux préfèrent, par prudence, placer leurs capitaux aux États-Unis. Les experts du Ceu (Centre d'études prospectives et d'informations internationales), dans une étude intitulée *L'euro et le dollar*, qui vient de paraître, annoncent pour leur part de « fortes fluctuations de change » et ne croient pas que « l'unification monétaire européenne induira une plus grande stabilité entre les grandes monnaies ».

▼ LA PARTICIPATION DES PAYS D'EUROPE DU SUD  
En affirmant, dimanche 21 avril, que « l'Italie et l'Espagne doivent rentrer d'entrée de jeu » dans

l'Union monétaire, Lionel Jospin a nourri le débat, passionné, sur la participation des pays d'Europe du Sud à la zone euro. Au mois de février, l'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, s'était lui aussi déclaré favorable à une entrée de l'Italie et de l'Espagne dès le lancement de l'euro. « Si nous nous limitons aux pays proches du Rhin, avait-il affirmé, elle apparaît seulement comme un élargissement de la zone mark et non comme un effort vraiment européen ».

A l'inverse, la Bundesbank dissimule à peine son opposition à une adhésion rapide de ceux qu'elle nomme volontiers les « pays du Club Med ». La banque centrale allemande estime que l'entrée de pays qu'elle juge insuffisamment préparés à ce choc monétaire sans précédent, menacera la stabilité de l'euro. Elle est en phase avec l'opinion publique d'outre-Rhin, réticente à l'idée de marier le deutschemark avec des devises de « mauvaise réputation » comme la lire italienne, la peseta espagnole ou l'escudo portugais.

Pierre-Antoine Delhomme

## Le calendrier

- 25 mars 1957  
Signature à Rome par les Six (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Italie) des traités créant la Communauté économique européenne (CEE) et l'association.
- 1er janvier 1958  
Entrée en vigueur des traités de Rome.
- 1er janvier 1962  
Adoption des règlements de base de la politique agricole.
- 1er janvier 1973  
La Communauté passe de six à neuf États membres, avec l'adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark.
- 13 mars 1979  
Entrée en vigueur du système monétaire européen (SME).
- 1er janvier 1981  
Entrée en vigueur du traité d'adhésion de la Grèce. La Communauté passe de neuf à dix membres.
- 1er janvier 1986  
Entrée en vigueur des traités d'adhésion de l'Espagne et du Portugal sept ans après l'ouverture des négociations. La Communauté compte douze États membres.
- 1er juillet 1987  
Entrée en vigueur de l'Acte unique européen approuvé le 2 décembre précédent par le Conseil européen. L'échéance du 31 décembre 1992 est fixée pour la réalisation du grand marché intérieur.
- juin 1989  
Approbation d'un plan d'union monétaire en trois étapes par le conseil européen de Madrid.
- 10-11 décembre 1991  
Approbation du traité sur l'Union européenne par le conseil européen de Maastricht. Le traité est signé à Maastricht le 7 février 1992.
- 1er janvier 1993  
Achèvement du marché unique.

## La situation des Quinze par rapport aux critères de Maastricht

	1996	1997*	1996	1997*	1996	1997*	1996	1997*
POYS ne respectant pas le critère								
ALLEMAGNE	-4,1	-3,2	61	63,2	1,5	1,6	6,3	6
FRANCE	-4	-3,1	56	58	2,2	1,6	6,6	6
BELGIQUE	-3,3	-2,9	130	127,2	2,1	2	6,4	6,1
LUXEMBOURG	0,9	0	7,8	7,8	1,4	1,2	6,4	6,1
PAYS-BAS	-2,6	-2,5	78,2	76	2,1	2	6,3	6
ITALIE	-6,8	-4,5	124,5	123	3,8	2,6	9	7,1
GRANDE-BRETAGNE	-1,8	-3,1	56,2	56,5	1,2	3	9	7,7
IRLANDE	-1,6	-1,1	80,2	76	1,7	2	7,5	6,6
DANEMARK	-1,4	-0,5	71	70,5	2,1	2	7,2	6,5
GRÈCE	-7,9	-5,7	110,6	103	3,2	2,2	8,2	7,2
ESPAGNE	-4,6	-3,2	68	68,9	3,6	2,7	8,9	7,1
PORTUGAL	-4	-3,4	70,5	67,4	3,1	2,7	9	7
SUÈDE	-3,9	-2,9	78,7	78,5	2,8	1,8	8,1	7
FINLANDE	-3,3	-1,7	60,1	60,2	0,6	1,7	6	5,3
AUTRICHE	-4,3	-3	71,7	73,3	1,9	1,8	5,4	5,1
VALEUR DE RÉFÉRENCE	-3	-3	60	60	2,4	3,1	8,3	7,3

- 1er novembre 1993  
Entrée en vigueur du traité sur l'Union européenne.
- 1er janvier 1995  
Adhésion de la Finlande, de la Suède et de l'Autriche.
- Printemps 1998  
Les chefs d'État et de gouvernement décident quels États membres participent les premiers à la monnaie unique, en fonction des critères de convergence et à partir des résultats économiques de 1997.

- 1er janvier 1999  
Début de la troisième phase de l'UEM. Le Conseil fixe de façon irrévocable les taux de conversion des monnaies entre elles des pays participants à l'euro. L'euro devient une monnaie à part entière.
- 1er janvier 2002 au plus tard  
Les États membres mettent progressivement en circulation les pièces en euro et retirent les pièces en monnaies nationales.

Source : OCDE

contraire un assouplissement des critères, estimant que la rigueur budgétaire imposée par le traité est insupportable et qu'elle met en péril la stabilité sociale des pays. C'est le point de vue défendu par le premier secrétaire du Parti socialiste. « Si pour respecter le critère de 3 % (...), a affirmé dimanche 20 avril Lionel Jospin, il faut imposer, avec le taux de chômage qui est le nôtre, avec la faiblesse de la demande, de la consommation et du pouvoir d'achat qui sont les nôtres, avec la faiblesse de la croissance économique, une nouvelle cure d'austérité au pays, ma réponse est non ».

## LE CALENDRIER

La monnaie unique doit être lancée le 1er janvier 1999. Ce jour-là, les cours des monnaies participant à la zone monétaire commune seront définitivement fixés entre eux et les transactions sur les marchés monétaires et financiers s'effectueront en euro. La mise en circulation des billets et pièces de monnaie n'aura lieu que trois ans plus tard.

Paris et Bonn sont favorables au strict respect du calendrier. C'est aussi la position du gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, pour qui retarder le lancement de l'euro reviendrait à abandonner le projet d'une monnaie

ment de la monnaie unique est reprise, dans la classe politique, par Gerhard Schröder, numéro deux du parti d'opposition (SPD) et possible rival du chancelier Helmut Kohl lors des élections de l'automne 1998.

## LE GOUVERNEMENT ÉCONOMIQUE

Si le traité de Maastricht a prévu la création d'une banque centrale européenne, il n'a en revanche pas retenu l'idée d'un gouvernement économique de la zone euro. Les organes de décision économique que sont aujourd'hui le Conseil européen, au niveau des chefs d'État et de gouvernement, ou le conseil Ecofin, qui réunit les ministres des finances des Quinze, ne seront plus adaptés à partir du 1er janvier 1999, puisqu'ils comprendront des pays n'ayant pas l'euro comme monnaie.

Pour mettre fin à cette anomalie, la France a réussi à imposer la mise en place d'un « conseil de stabilité » dont la mission principale sera de veiller à l'harmonisation des politiques économiques et budgétaires. Ce conseil restera toutefois informel et il n'aura pas de pouvoir de décision sur la politique de change de l'euro. L'Allemagne, par la voix de son ministre des finances, Theo Waigel, s'y est

## EURO FAIBLE OU EURO FORT ?

L'euro devra-t-il être une monnaie forte ou faible ? La question divise les dirigeants européens. Lionel Jospin a prévenu que « l'euro ne devra pas être surévalué par rapport au dollar », afin d'améliorer la compétitivité des entreprises européennes. En Allemagne, les responsables politiques et monétaires s'emploient, au contraire, à rassurer une opinion publique inquiète sur la perte de sa monnaie, en lui expliquant que l'euro sera aussi fort que le deutschemark. Paris se contente, de façon plus nuancée, d'affirmer que « l'euro devra être aussi fort que le franc français ».

Au-delà de ces prises de positions idéologiques, les experts s'efforcent de passer en revue, objectivement, les éléments qui détermineront la parité de l'euro. Le fait que la devise européenne puisse devenir, après le 1er janvier 1999, une monnaie de réserve, rival du dollar, jouera dans le sens d'une appréciation. Parallèlement, la création d'un espace financier très vaste et homogène en Europe, sera de nature à attirer des capitaux étrangers. Enfin, il est peu probable que la BCE, qui cherchera dans un premier temps à asseoir sa crédibilité auprès des investisseurs, s'engage volontiers dans une politique de « dévalua-

FINANCIAL TIMES

LE MONDE diplomatique

LSE

Un grand débat contradictoire

**La mondialisation est-elle inévitable ?**

Mercredi 7 mai à 17h30

Old Theatre, London School of Economics (LSE), Houghton Street, Londres WC2 (Entrée libre)

Président de séance : professeur Leslie Hannah, directeur délégué, LSE

**Financial Times**

- Guy de Jonquieres, rédacteur en chef de la section économie et commerce international
- Peter Martin, rédacteur en chef de l'édition internationale
- Martin Wolf, rédacteur en chef associé et chroniqueur économique

**Le Monde diplomatique**

- Bernard Cassen, directeur général du Monde diplomatique SA, professeur à l'Institut d'études européennes à l'université de Paris VII
- Serge Halimi, journaliste, professeur à l'Institut d'études européennes de Paris VII
- Riccardo Petrella, président de l'association Les Amis du Monde diplomatique, professeur à l'université catholique de Louvain

Jaudi 8 mai à 11h00

Institut français du Royaume-Uni, 17, Queensberry Place, Londres SW7

Rencontre entre la rédaction du *Monde diplomatique*, les lecteurs et les membres de l'association Les Amis du *Monde diplomatique*

501 000 000



Michel Sapin, ancien ministre socialiste de l'économie et des finances, membre du Conseil de la politique monétaire jusqu'en juin 1995

## « Le problème fondamental est : l'euro, pour quoi faire ? »

« Pensez-vous qu'il faille assouplir les critères de Maastricht, à commencer par la barre des fameux 3 % de déficit public sur le PIB ? »

« L'idée qu'il convient d'avoir des critères de convergence entre les économies des pays candidats à la monnaie unique est intelligente et nécessaire. On se focalise sur la date du passage à la monnaie unique, mais il faut aussi se préoccuper de sa durabilité. Je crois aux effets bénéfiques de l'euro et il serait désastreux d'avoir à subir dans le futur son éclatement et un retour aux monnaies nationales. Mais les critères pour accéder à l'Union économique et monétaire ont été fixés au moment de la négociation du traité, avant la crise actuelle. Par la suite, les États frappés par le ralentissement économique, ont eu recours à une stimulation budgétaire. »

« La question est de savoir si les critères sont adaptés à la situation d'aujourd'hui. L'augmentation massive du chômage représente une préoccupation majeure. Il faut être attaché à la convergence des économies, mais juger du respect des critères en fonction de leur dynamique et non en fonction d'une vision notariale, comptable. »

« Pensez-vous qu'il soit bon que l'Italie et l'Espagne soient dans le premier cercle ? »

« Dès lors qu'on a une vision politique de la monnaie unique, et

non une vision financière et comptable, on doit se poser la question de savoir pourquoi on veut l'euro et avec qui on le fait. Il faut remettre la politique européenne au cœur du débat. La France doit très clairement répondre à la question « avec qui ? » dans un souci d'équilibre nord-sud. »

Cet équilibre géographique et culturel fait partie de l'histoire de l'Europe. C'est l'intérêt des pays du Sud comme des pays du Nord, afin de lutter contre les tentations de dévaluations compétitives. »

La question est simple : les pays du Sud font-ils les efforts de convergence avec les économies de leurs voisins du Nord ? C'est le cas, depuis longtemps, de l'Espagne et du Portugal et, plus récemment, de l'Italie. Il serait dommageable de les décourager. Afficher aujourd'hui que tel ou tel pays ne sera pas dans la monnaie unique l'empêche d'y accéder. Les marchés financiers sont ainsi fait qu'un pays dont on dit qu'il ne sera pas au rendez-vous est pénalisé, dès maintenant, par des taux d'intérêt élevés qui rendent plus difficile son réajustement budgétaire. Si les efforts de ces pays se poursuivent, l'intérêt de l'Europe et de la France est qu'ils soient dans le premier cercle. »

« Vous étiez ministre de l'économie et des finances sous le gouvernement de Pierre Bérégovoy et partisan du franc fort,

estimez-vous avoir fait fausse route à l'époque ? »

« En 1992, nous avons dû faire face à deux problèmes : d'une part, le retournement brutal de l'activité économique ; d'autre part, la question de la monnaie unique avec le référendum de septembre 1992. C'était le nœud gordien. A l'époque, François Mitterrand a choisi de privilégier la construction de l'Europe par rapport à ce qui aurait été souhaitable, à court terme, pour l'économie française. Si nous avions cédé à la spéculation internationale et à la pression anglo-saxonne, c'en était fini de l'Union monétaire. Je me dis que nous avons eu raison. »

« La France a-t-elle beaucoup à attendre de l'euro ? »

« Le premier avantage est mécanique. Nous bénéficions d'une baisse des taux d'intérêt, déjà constatée sur les marchés financiers. L'autre avantage, décisif, est politique. Il porte sur le réajustement que va permettre la monnaie unique vis-à-vis du dollar, la seule monnaie qui profite des avantages de la dévaluation sans en payer le prix, à savoir des taux d'intérêts élevés. Si nous mettons en place l'euro et que nous le gérons politiquement de manière offensive, nous pourrions ôter au dollar son privilège actuel ou en bénéficier aussi. Nous aurons alors redonné à l'Europe la capacité de faire valoir ses qualités,

technologiques, scientifiques et commerciales. C'est de la croissance en plus et, si chaque nation sait gérer cette croissance, de l'emploi en plus. »

« L'Allemagne a invoqué un régime d'exception pour le critère de dette, compte tenu de la réunification. Cela vous semble-t-il sage ? »

« Il est certain que la réunification allemande a déséquilibré non seulement ce pays mais aussi la France et l'Europe. Nous l'avons mal gérée collectivement, en essayant d'en faire supporter le seul poids à l'Allemagne, et nous l'avons payé cher avec des taux d'intérêts élevés. Mais un régime d'exception n'est pas approprié. Chacun peut trouver aujourd'hui des arguments à faire valoir au profit de l'un ou de l'autre. La situation doit être regardée en tenant compte de nos intérêts. »

« Un report de l'entrée en vigueur de l'euro est-il envisageable ? »

« Un report d'un ou deux mois est une décision d'ordre technique. Mais un vrai report signifierait la fin de l'euro. Le traité de Maastricht ne le prévoit pas, ce qui signifie qu'il faudrait le renégocier dans son ensemble. Les marchés mondiaux se déchaîneraient. Toutes les positions prises en fonction de la monnaie unique seraient dénouées dans le désordre, ce qui serait préjudiciable à nos économies. »

« Lionel Jospin a dit qu'il refuserait le passage à la monnaie unique, si le respect des 3 % devait passer par une nouvelle cure d'austérité. Ne serait-ce pas la fin de tous les efforts engagés ? »

« Ma lecture des choses n'est pas tout à fait celle que vous faites. Dans la situation économique où se trouve la France, une rigueur supplémentaire qui aurait pour seul objectif d'atteindre le niveau de 3 % de déficit serait préjudiciable à l'économie. Ce que veut dire Lionel Jospin, c'est que cet objectif comptable ne doit pas être atteint à tout prix, mais qu'il faut une lecture tendancieuse des économies. Le plus important, pour le premier secrétaire du Parti socialiste, est qu'il existe un pouvoir politique capable de peser sur l'utilisation que nous ferons de la monnaie unique. Le problème fondamental est : l'euro, pour quoi faire ? Et la réponse appartient aux seuls représentants des peuples. »

« Le débat sur l'euro gagnerait en ampleur et en pertinence si l'on s'interrogeait sur sa finalité. Veut-on faire de l'euro un outil social, de lutte contre le chômage ? Un outil de solidarité budgétaire entre les pays ? Il existe là de vraies différences d'appréciation entre la droite et la gauche. On nous répète que nous devons être dans la monnaie unique, mais nous devons dire aux Français ce que nous voulons en faire ! »

« L'Allemagne ne partage pas cette vision... »

« Ce qui compte dans la construction européenne, c'est un lieu où s'élaborent les politiques communes. L'Europe gagne à ce que les positions soient exprimées, et l'Allemagne nous reproche justement de ne pas dire ce que nous voulons faire. La construction européenne souffre d'absence d'idées. Il faut un lieu où s'élaborer le cadre économique dans lequel la Banque centrale européenne inscrit sa gestion quotidienne de la monnaie unique comme le prévoit, d'ailleurs, le traité de Maastricht. »

Propos recueillis par Martine Laronche

### Bibliographie

- Les institutions européennes, de Marcel Scotto (Le Monde Éditions-Marabout, 1995, 212 p., 39 F).
- L'Europe de Yalta à Maastricht 1945-1993 (Le Monde Éditions, 1993, 167 p., 140 F).
- L'Europe monétaire, d'Andrew Brochner, et L'Europe économique, de Bertrand Cornillon (Seuil, 1997, 63 p., 29 F chacun).
- La Monnaie unique en débat, « Appel des économistes pour sortir de la monnaie unique » (Syros, 1997, 150 p., 69 F).

### LES CRITÈRES

## Questions-réponses

1. Que stipule le traité de Maastricht pour les déficits publics ?

« L'article 104 C prévoit que « les États membres évitent les déficits publics » à partir de deux critères dont les valeurs sont fixées dans un protocole annexé au traité (3 % du PIB pour le déficit budgétaire, 60 % du PIB pour la dette). Cet article sur le respect des deux critères les plus controversés dit exactement : »

« La commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les États membres en vue de décider les erreurs manifestes. Elle examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée, et ce sur la base des deux critères ci-après : »

- a) si le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins :
  - que le rapport n'ait diminué de manière substantielle et constante et atteinte un niveau proche de la valeur de référence ;
  - ou que le dépassement de la valeur de référence ne soit qu'exceptionnel et temporaire et que le rapport ne reste proche de la valeur de référence ;
- b) si le rapport, entre la dette publique et le produit intérieur brut dépasse une valeur de référence, à moins que ce rapport ne diminue suffisamment et ne s'approche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant (...). »

2. L'Italie respectera-t-elle le critère de taux de change ?

« La devise italienne n'a rejoint le système monétaire européen (SME) qu'au mois de novembre 1996, c'est-à-dire trop tard si l'on s'en tient à une lecture stricte du traité de Maastricht, qui est celle de la Bundesbank. Celui-ci prévoit qu'une monnaie doit avoir été stable dans les deux ans précédant l'entrée des critères, qui aura lieu au mois d'avril 1998. La lire aurait donc dû rejoindre le SME avant le mois d'avril 1996. D'autres spécialistes ont une interprétation plus souple du traité et estiment que la période de deux ans mentionnée est celle qui précède la création de la monnaie unique, prévue pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999. L'Italie, dans ce cas, serait éligible. »

« Que dit exactement le traité sur ce point ? L'article 109 prévoit d'examiner si un degré élevé de convergence durable a été réalisé au regard de quatre critères dont « le respect des marges normales de fluctuation prévues par le mé-

canisme de change du système monétaire européen pendant deux ans, ou moins, sans dévaluation de la monnaie par rapport à celle d'un autre État membre ». Les critères sont définis dans un protocole annexé au traité, précise l'article. »

Ce protocole dit à propos du taux de change : « Le critère de participation au mécanisme de change du système monétaire européen, visé à l'article 109 (...) signifie qu'un État membre a respecté les marges normales de fluctuation prévues par le mécanisme de change du système monétaire européen sans connaître de tensions graves pendant au moins les deux dernières années précédant l'examen. Notamment, l'État membre n'a, de sa propre initiative, pas dévalué le taux central bilatéral de sa monnaie par rapport à la monnaie d'un autre État membre pendant la même période. »

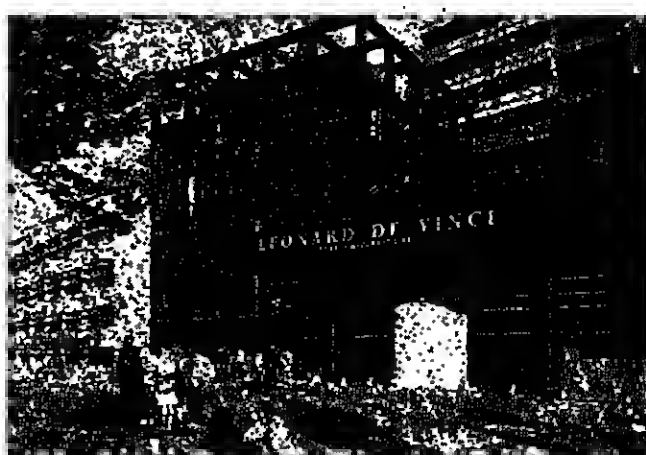
3. Quels arguments opposer à un « racisme monétaire » de la Bundesbank ?

« Les partisans d'une entrée rapide de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal dans la zone euro accusent les pays du Nord - au premier rang desquels l'Allemagne - de faire preuve d'un véritable « racisme monétaire » anti-Sud. Selon eux, exclure Rome, Madrid et Lisbonne constituerait un acte injuste, car il ne tiendrait aucun compte des immenses efforts budgétaires accomplis par les gouvernements de ces trois pays au cours des dernières années. Injuste aussi dans la mesure où les nations d'Europe du Sud posséderont, fin 1997, des ratios économiques très proches de ceux de certains pays de la zone mark. Comment serait-il possible d'exclure le Portugal, dont la dette publique atteint 68 % du PIB, et d'inclure la Belgique avec sa dette record de 127 % du PIB ? Un rejet serait également suicidaire car les pays d'Europe du Sud pourraient décider de renoncer à leurs politiques économiques vertueuses et se lancer dans des stratégies de dévaluation de leurs monnaies. Si l'Italie ne fait pas partie du premier groupe, a déjà menacé le président du conseil Romano Prodi, « la lire subira des assauts. Il y aura une dévaluation et l'inflation reprendra ». »

Suicidaire aussi dans la mesure où le bloc du Sud - avec le soutien du Royaume-Uni - serait à même de bloquer, sur le terrain institutionnel, la création de la monnaie unique. »

## APPRENDRE POUR ENTREPRENDRE

### PÔLE UNIVERSITAIRE LÉONARD DE VINCI



Les entreprises changent, les techniques évoluent, la compétition devient mondiale. La Faculté et les Instituts du Pôle Universitaire Léonard de Vinci rapprochent enseignement et marché du travail afin d'« Assurer à chaque étudiant une solide formation allée à une culture de l'action et tenant compte de son parcours antérieur ; lui donner un métier et l'ouverture qui le prépare aux situations complexes, aux mutations économiques et technologiques ».

### POINTS FORTS

- **Le partenariat efficace avec les entreprises**  
Les formations sont élaborées avec les entreprises partenaires. Ce partenariat garantit l'adéquation de l'enseignement aux besoins réels du marché, facilite l'accueil des étudiants lors des missions en entreprises et leur intégration ultérieure. Leurs premières expériences professionnelles sont réalisées grâce à : 2 missions en entreprise de cinq mois chacune, la réalisation de projets réels d'entreprise.
- **L'originalité de la Faculté : la transversalité des enseignements**  
La Faculté Léonard de Vinci propose des enseignements de Sciences, Technologie, Gestion et Commerce. Ces formations sont dispensées de façon transversale afin de préparer les étudiants à des fonctions de cadres maîtrisant la globalité de l'entreprise et ses évolutions dans un contexte international.
- **L'accompagnement de l'étudiant et le développement de la personne**  
Tout un dispositif cohérent accompagne l'étudiant : tutorat, orientations et conseils. Des enseignements complémentaires de culture générale, de sport, alliés à une formation en communication et en gestion du temps l'aident à développer ses capacités.

### FORMATIONS

- **Filières de formation initiale de la Faculté : Sciences et Technologie, Commerce et Gestion, Filière Européenne de Gestion et Technologie.**
- **Formations de Post-gradués de la Faculté : Ingénierie et Négociation Commerciales Interentreprises, Calcul Scientifique, Conception Mécanique Intégrée, Management des Affaires Européennes, Contrôle de Gestion des Organisations et des Flux.**
- **Formations professionnalisantes, de Bac+2 à Bac+3, en Informatique, Mécanique et Vente au sein du Centre de Formation d'Apprentis Léonard de Vinci.**
- **4 Instituts : Institut d'Économie de la Culture, Institut de l'Environnement, Institut de Formation à l'Ingénierie de Projet, Institut International du Multimédia.**

### RENSEIGNEMENTS PRATIQUES

2 rentrées par an : septembre et février

**Accords internationaux :** avec l'Université de Brighton, le Politecnico de Turin, la South Bank University de Londres, la Fachhochschule de Reutlingen.

**Recrutement et durée des études :**  
Avec le Bac : 8 à 10 semestres avec tronc commun de 4 semestres  
A Bac+2 : 4 à 6 semestres  
A Bac+4 : 2 semestres

**Possibilités de bourse ou de réduction de frais d'études**

**Accès :**  
RER A et Métro : station Grande Arche de la Défense.  
SNCF : station La Défense (sur le parvis derrière le CNIT, emprunter la passerelle menant directement au Pôle).  
Voiture : Souterrain de la Défense vers La Garenne-Colombes. Suivre les panneaux jusqu'au 12 rue Berthelot, Courbevoie.

Pôle Universitaire Léonard de Vinci

Faculté : Établissement d'Enseignement Supérieur Technique Privé  
Téléphone : 01 41 16 70 00 - Fax : 01 41 16 70 99



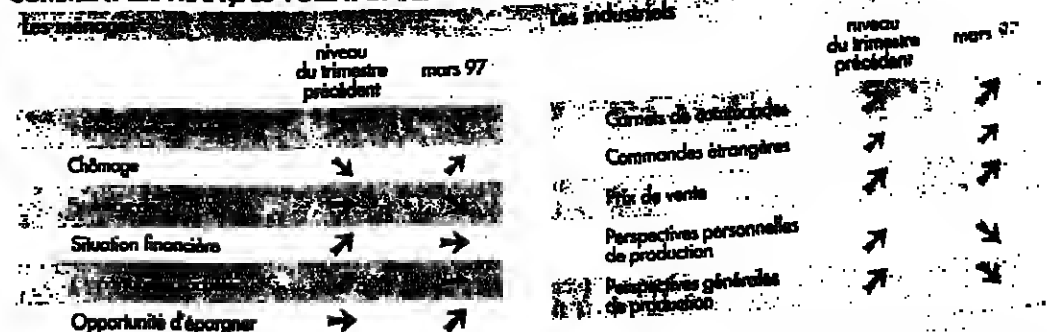
## IV / LE MONDE / MARDI 29 AVRIL 1997

## C O N J O I N C T U R E

## LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Production industrielle (en %)							
Dernier mois connu	+0,9	+3,6	+1,1	+0,5	+0,5	+0,2	+0,9
Cumul sur 12 mois	+6,6	+3,2	+6,5	+4,7	+1,5	+1,8	+3,9
Taux de chômage (en %)							
Dernier mois connu	5,2	3,3	11,2	12,8	12,4	6,1	9,3
Un an avant	5,5	3,3	10,4	12,8	12,2	7,8	9,4
Indice des prix (en %)							
Dernier mois connu	+0,1	-0,2	+0,2	+0,1	+0,1	+0,2	+0,2
Sur 12 mois	+2,7	+0,6	+1,5	+1,3	+1,7	+2,7	+2,2
Saldo commercial (en milliards)							
Dernier mois connu	-16,9	+448,2	+6,5	+1,2	+5 497,2	-0,6	+2,2
(monnaies nationales)							
Cumul sur 12 mois	-175,1	+6 478,7	+98,8	+100,4	+68 703,8	-11,6	+34,1
(monnaies nationales)							
Cumul sur 12 mois (en dollars)	-175,1	+57,7	57,7	+12,5	+44,6	-18,1	+2,5
Croissance du PIB (en %)							
4 <sup>e</sup> trimestre 1996 (rythme annuel)	+3,8	+3,9	+0,3	+0,9	+0,1	+4,7	+2,9
Sur 12 mois	+3,1	+3,1	+2,2	+2,2	+2,6	+2,6	+2,3
Saldo des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	-2,1	+1,4	-0,7	+3,5	-0,1	0	
Déficit public en % du PIB							
1997 (estimations OCDE)	-1,8	-2,6	-3,4	-3,7	-3,7	-1,5	
1996 (estimations OCDE)	-1,6	-4,1	-4,1	-6,7	-4,8	-2,7	
Dettes publiques en % du PIB 1996	64,2	87,4	61,3	124,4	56,1	100,5	

## COMMENT LES FRANÇAIS VOIENT L'AVENIR



Après plusieurs mois d'amélioration, le moral des ménages mesuré par l'Insee s'est légèrement inféchi en mars. Ils étaient plus nombreux à s'attendre à une hausse du chômage, à l'érosion du pouvoir d'achat, à juger moins urgent de consommer et plus d'épargner.

Chez les industriels, la tendance reste bonne en ce qui concerne les commandes étrangères et françaises, l'évolution des stocks et le raffermissement des prix. Mais les perspectives personnelles et générales de production retombent un peu.

## À RETENIR EN FRANCE

Population totale	63 900 000
Population active	25 500 000
Nombre de chômeurs	3 121 500

## Une « mondialisation » plus calme et mieux répartie en 1996

D'après les premières statistiques sur l'évolution du commerce mondial en 1996 que vient de publier l'Organisation mondiale du commerce (OMC), l'année passée diffère fort des six précédentes (1990-1995) : elle est le témoin de quatre changements importants qui donnent de la « mondialisation », trop souvent divisée ou diabolisée, l'image d'une croissance à la fois plus calme et mieux répartie à travers le monde.

Pour la première fois depuis 1990, le taux de croissance (2,5 %) du volume des exportations des biens est moins du double du taux de croissance (25 %) du volume de la production manufacturière des pays membres de l'OMC. Ceci contraste fortement avec les années 1990-1995, pendant lesquelles la croissance du commerce mondial a été, en moyenne, quatre fois supérieure à celle de la production. Pour 1997, l'OCDE s'attend à des croissances du même ordre qu'en 1996.

La seconde nouveauté est que de nouveaux pays apparaissent sur la scène commerciale : en d'autres termes, la mondialisation devient... plus mondiale. Ainsi, la croissance (11 %) du volume des exportations des pays d'Amérique latine est le double de celle des États-Unis et du Canada, et presque le triple de celle de la Communauté européenne et de celle (surprise !) de six dragons d'Asie (Hongkong, Corée, Malaisie, Singapour, Taïwan et Thaïlande). Cette performance, surtout due au Mexique, confirme le redressement des pays latino-américains observé dans d'autres domaines.

La troisième nouveauté vient d'Asie. En 1996, les pays de cette région (hors Japon) ont connu une croissance intérieure plus importante que celle de leurs exportations, une évolution d'autant plus inédite que le commerce entre ces pays représente plus de la moitié de leurs échanges totaux. L'OMC explique cette baisse d'allure de deux façons (probable-

▼ Commerce international  
L'année dernière marque une rupture avec la période 1990-1995

meot liées) : la hausse du dollar qui a réduit la compétitivité sur les marchés japonais et européens des pays d'Asie alignant leur monnaie sur le dollar ; et la forte contraction des ventes des équipements de télécommunication et de bureau qui forment le gros des exportations de ces pays d'Asie. Quant au Japon, il connaît une légère baisse du volume de ses exportations, alors que ses importations continuent de croître.

La dernière nouveauté concerne l'Afrique. L'OMC ne dispose pas de données pour tous les pays africains, mais les chiffres disponibles suggèrent plutôt de bons résultats. Pour être confirmés, ceux-ci exigent, à l'évidence, une ouverture encore plus grande des économies

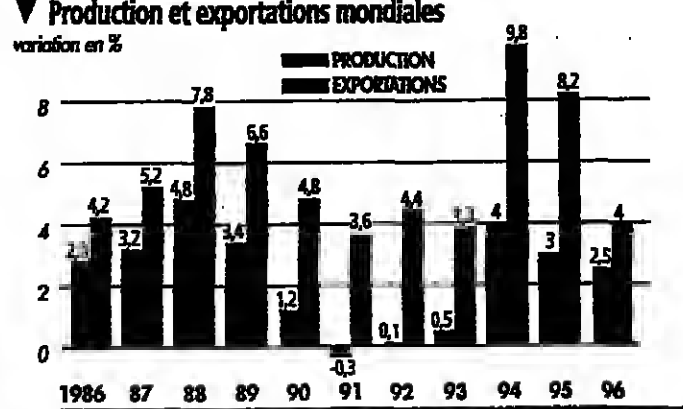
africaines, une politique du taux de change encore plus réaliste et un démantèlement encore plus rapide des innombrables monopoles intérieurs qui entravent le développement de ces pays.

Dans cette croissance plus calme et plus mondiale, quelle est la place de l'Union européenne ? Malgré la croissance soutenue en Grande-Bretagne et en Irlande, la quasi-stagnation sur le Continent se reflète dans des importations languissantes.

En revanche, la forte croissance aux États-Unis et en Asie a assuré un meilleur taux de croissance des exportations européennes, d'où un excédent commercial substantiel. Celui-ci ne doit pas être compris comme un succès en soi : en l'occurrence, il reflète, en partie, les grandes difficultés que chaque pays européen continental rencontre pour synchroniser ses politiques macroéconomiques - monétaire, budgétaire et marché du travail.

L'OMC produit une dernière information intéressante : la liste des principaux pays exportateurs et importateurs. Ces listes n'étant pas très différentes, le tableau ci-

## ▼ Production et exportations mondiales



Source : Organisation mondiale du commerce, avril 1997

contre reprend seulement la liste des pays exportateurs fournis par l'OMC. Mais il la modifie en ne retenant, pour les pays de la Communauté, que leur commerce extra-communautaire (entre chacun de ces pays et les pays n'appartenant pas à la Communauté). En effet, le degré élevé d'intégration entre les pays de la Communauté enlève toute raison sérieuse de garder, dans les statistiques du commerce mondial, le commerce

intra-communautaire : ce dernier est régi par des décisions prises à Bruxelles, non pas à Genève (au siège de l'OMC).

Ainsi, la France n'apparaît plus comme la quatrième puissance exportatrice mondiale (ce qu'elle est quand le commerce intra-communautaire est pris en compte), mais comme la douzième. La Grande-Bretagne n'est plus la cinquième, mais la dixième ; l'Allemagne n'est plus la deuxième, mais la troi-

sième, etc. Certains verront ce résultat comme la marque du déclin européen. Cette vue pessimiste est une erreur : il est plus exact de lire ce tableau comme un signe de sagesse politique et de succès économique de la part des Européens. Sagesse politique : le rang plus modeste de chaque pays européen a pour corollaire le succès collectif de l'Union. Selon l'OMC, les exportations de la Communauté dans son ensemble vers le reste du monde se montent à 800 milliards de dollars (face aux 624,8 milliards des États-Unis).

Succès économique aussi, puisque le rang plus modeste des pays européens s'est accompagné d'une amélioration constante du niveau de vie dans chaque pays membre de la Communauté. La taille d'un État n'est pas un facteur déterminant dans le commerce international. Bien plus décisive est sa capacité à offrir à ses citoyens une bonne éducation, une administration efficace - en bref, les moyens de participer pleinement à la vie des marchés mondiaux.

Patrick Messerlin  
Professeur à l'IEP-Paris

## L'Égypte n'arrive pas à relancer sainement sa croissance

Les déboires du processus de paix israélo-arabe, et plus spécifiquement israélo-palestinien, ne semblent pas affecter outre mesure la capitale égyptienne. La Bourse du Caire vibre au rythme des annonces des cessions d'actifs de l'État dans les entreprises publiques, tandis que le président Mubarak a lancé au début de l'année le projet - pharaonique - de la deuxième vallée du Nil. L'Égypte semble animée aujourd'hui de deux ambitions prioritaires : le maintien de l'approvisionnement en eau du pays et la poursuite d'un mouvement de libéralisation entamé à reculons il y a maintenant plus de cinq ans.

▼ Proche-Orient  
Le Caire est indifférent aux déboires du processus de paix israélo-arabe

Les responsables égyptiens ont su habilement négocier avec leurs bailleurs de fonds pour bénéficier de traitements de faveur. Depuis 1991, l'ajustement structurel remis sur les rails après un premier échec a porté d'incontestables fruits macroéconomiques. L'allègement de la dette extérieure de 50 %, décidé cette année-là par le Club de Paris, constituait une indéniable motivation. Réintégré au sein du monde arabe et choyé pour s'être rangé du bon côté lorsque les « allées » ont bouté les troupes irakiennes hors du Koweït, l'Égypte est entrée dans une phase de stabilisation, préalable à celle - plus délicate - des réformes.

Le taux de change de la livre égyptienne a été unifié, mettant fin à des subventions déguisées, mais les taux demeurent élevés, car ils doivent encore protéger de puissants intérêts économiques locaux. Surtout, de nouveaux écarts et des défauts de structure n'ont pas disparu. L'Égypte n'arrive pas à relancer sa croissance, l'endettement public domestique est élevé (désormais près des deux tiers du PIB), et l'économie rentière ne donne pas signe de transformation.

Certes, avec une progression du PIB de 4,2 % en 1995-1996, la croissance se situe bien au-dessus de la progression démographique, qui s'est stabilisée à 2,1 % par an. Mais cette performance est plus le fait de la consommation que de l'investissement ou des exportations. Le premier est en deçà de ce que nécessiteraient les besoins du pays (17 % du PIB), et les deuxièmes contribuent à perpétuer, sinon creuser, une balance commerciale lourde-

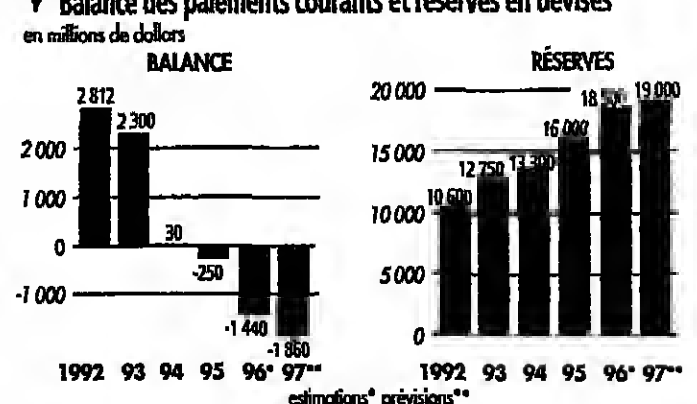
liards de dollars), était dans une position plus confortable pour négocier et imposer ses priorités. Les discussions avec le FMI se sont enlisées : les contentieux portaient à la fois sur la surévaluation de la livre, le rythme trop lent des réformes, notamment concernant la libéralisation du commerce extérieur, et les privatisations. Finalement, le marchandage aboutira à un statu quo sur le taux de change et à une demande, en contrepartie, d'engagements significatifs sur les autres points litigieux. En janvier 1996, le président Mubarak remanifiait son gouvernement, plaçant à sa tête un ancien ministre du Plan, récemment converti aux vertus d'un libéralisme tempéré.

Un an plus tard, le bilan reste mitigé. Certes, le dégraissage du « périmètre » de l'État dans la sphère productive (le terme « privatisation » serait excessif) a débuté, mais avec parcimonie, une absence certaine de ligne de conduite, et de façon chaotique. Le résultat en a été un dopage excessif de la Bourse du Caire, dont l'activité reste trop cocoonnée sur quelques titres phares.

Du côté du commerce extérieur, la baisse des tarifs douaniers a été largement appliquée, mais les taux demeurent élevés, car ils doivent encore protéger de puissants intérêts économiques locaux. Surtout, de nouveaux écarts et des défauts de structure n'ont pas disparu. L'Égypte n'arrive pas à relancer sa croissance, l'endettement public domestique est élevé (désormais près des deux tiers du PIB), et l'économie rentière ne donne pas signe de transformation.

Certes, avec une progression du PIB de 4,2 % en 1995-1996, la croissance se situe bien au-dessus de la progression démographique, qui s'est stabilisée à 2,1 % par an. Mais cette performance est plus le fait de la consommation que de l'investissement ou des exportations. Le premier est en deçà de ce que nécessiteraient les besoins du pays (17 % du PIB), et les deuxièmes contribuent à perpétuer, sinon creuser, une balance commerciale lourde-

## ▼ Balance des paiements courants et réserves en devises



Source : Banque centrale, FMI, NSE Conseil

taire. Les exportations, handicapées par une livre forte, mais aussi par les mauvaises habitudes du « confort » du marché intérieur, sont encore tributaires de matières premières que sont le pétrole et le coton : elles ont atteint 4,5 milliards de dollars en 1995-1996, dont 2,2 milliards pour les seuls hydrocarbures. De leur côté, les importations ont progressé de plus de 8 % la même année, à 13,7 milliards.

Les revenus du canal de Suez, dont le trafic est tendanciellement orienté à la baisse, rapportent encore à l'Égypte environ 1,9 milliard de dollars par an ; le tourisme, dont le rendement est sensible aux aspects sécuritaires, et donc fragile, est en augmentation depuis 1994 et a généré 3,1 milliards de revenus en 1995-1996. Enfin, les immigrés égyptiens, pour la plupart expatriés dans les pays du Golfe, et majoritairement en Arabie saoudite (près d'un million), rapatrient chaque année environ 3 milliards de dollars dans leur pays d'origine. Si l'on ajoute à ces transferts privés les transferts publics liés au statut de pays stratégique (l'Égypte est le deuxième récipiendaire d'aide militaire américaine dans le monde), ces flux en devises permettent encore d'équilibrer les comptes courants.

L'Égypte, entrée dans une phase de réformes irréversibles, même si elles sont longues - et elles le seront -, a donc des réserves, dans tous les sens du terme. Mais, à trop

s'endormir sur ses lauriers, elle risque de laisser passer l'occasion d'un redémarrage vigoureux de la croissance, tirée par des investissements privés seuls mobilisables pour l'heure. Le maintien de l'état d'urgence pour lutter contre une violence islamiste endémique - et l'opposition politique - tout comme la défense des intérêts acquis ne forment pas, en la matière, des conditions particulièrement séduisantes.

Jacques Seguin  
NSE Conseil

## ENGLISH USA

COURS PARTICULIERS INTENSIFS à Cincinnati, Ohio, USA  
répondant aux besoins des entreprises et des cadres supérieurs

Hôtel et déjeuner du lundi au samedi  
Inclus dans le prix forfaitaire du séjour.

PROGRAMME :  
40 heures d'enseignement par semaine, du lundi au samedi (séjour avec le professeur)

DURÉE :  
De 2 à 4 semaines  
Établi en 1972

Pour davantage de renseignements contactez :

CINCINNIA  
333 East Fifth Street - Cincinnati, Ohio 45202, U.S.A.  
(513) 721-8762 - FAX : (513) 721-8818  
http://www.cincinnati.com

## ESSEC

PROGRAMME  
DOCTORAL

Pour devenir professeur, chercheur,  
conseiller en gestion et économie  
d'entreprise

■ Programme Post-DEA de préparation  
à une thèse de Doctorat IAE d'AX-ESSEC  
ou autre université  
Diplôme requis : DEA en Sciences de Gestion ou Économie

■ Thèses dirigées par des professeurs de l'ESSEC  
■ Durée des travaux : environ 3 ans  
■ Possibilités de bourses de recherches  
significatives

Pré-recrutement possible en

■ DEA «Sciences de Gestion» IAE d'AX-ESSEC  
ou Paris X-ESSEC-HEC  
Diplôme requis : 2<sup>nd</sup> cycle ou grande école d'ingénieurs  
ou de gestion

Date limite des candidatures :  
15 juin 1997

\* Endorsement de la C2V Val d'Orléans-Val de Loire  
Programme bénéficiant du soutien de la FNEGE  
(Fédération Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises)  
Groupe ESSEC, Endorsement d'Enseignement Supérieur Privé, Association loi 1901  
Affilié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Orléans-Val de Loire.

## ESSEC

Programme  
Doctoral\*

PROGRAMME  
DOCTORAL ESSEC  
B.P. 105  
95021 Cergy-Pontoise  
CEDEX

tél. 01 34 43 30 85

fax. 01 34 43 30 01

E-mail :  
doctm@ig.esssec.fr

صكا من الادل

Les fausses vertes

Pour une stratégie

Visible

VIBA

19 21 22



## Les fausses vertus du libéralisme en Europe

par Yves Durrieu

La domination actuelle du libéralisme anglo-américain sur l'Europe résulte de trois événements : l'hégémonie sans partage des Etats-Unis sur le monde depuis l'écroulement soviétique, le désir des Européens d'accrocher à tout prix la Grande-Bretagne au char continental, enfin, les difficultés économiques de l'Allemagne et de la France qui prétendaient prendre une voie différente. D'après les observations faites sur les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et les pays qui les ont imités, la marche forcée vers le libéralisme se situe en trois étapes : d'abord la libéralisation des capitaux et des marchandises, ensuite la privatisation des entreprises publiques, enfin la réduction drastique de la protection sociale.

La première phase, amorcée par l'Acte unique européen en 1985, est pratiquement bouclée. Dès juin 1988, le conseil des ministres européens décidait la libéralisation des capitaux, puis des marchandises et enfin des services, y compris des services publics. Cela voulait dire que la règle de gestion devenait la concurrence. A partir de ce principe, on devait pourchasser toute situation monopolistique ou même dominante, ainsi que les aides d'Etat, susceptibles de fausser la concurrence.

La seconde phase est celle des privatisations systématiques : le marché seul assure l'optimum économique, l'Etat est un mauvais actionnaire et l'entreprise publique ne peut répondre à la libéralisation des capitaux ; enfin, il faut débarrasser les situations de « monopoles naturels » qu'occupent souvent ces entreprises dans les services publics. On commença l'opération dans le secteur le plus facile, l'industrie à caractère concurrentiel, et dans les banques. La plus grosse difficulté fut de faire admettre la privatisation des services publics, car ceux-ci ré-

pondent à une logique différente de celle de la firme privée, dont le but est tout naturellement de faire du profit, et non pas d'atteindre des objectifs d'intérêt général.

D'abord on s'est attaqué au secteur où la notion de service public était la moins marquée : l'aviation civile ; la Commission européenne n'accepta de nouveaux crédits publics pour les compagnies nationales qu'à condition que cette aide s'inscrive dans la perspective d'une privatisation. Ensuite, on a inventé la notion de « service universel » qui se substitue à celle de service public en la limitant : au lieu que les télécommunications et La Poste incluent l'ensemble de leurs prestations dans le service public, on sélectionne certaines d'entre elles (par exemple, les services téléphoniques nationaux et les courriers privés de faible poids), auxquelles on applique le principe d'égalité de traitement. Pour le reste, on s'en rapporte à la concurrence, ce qui justifie la future privatisation de France Télécom. Enfin, pour éviter que les salariés de ces entreprises encore publiques ne s'opposent à leur privatisation, on leur accorde des avantages particuliers et le maintien de leur statut de fonctionnaire.

La troisième phase dans laquelle nous entrons, qui est celle du passage de la déréglementation économique à la déréglementation sociale, va rendre très aléatoire la réalisation de telles promesses, l'égalisation de traitement dans le travail devant s'établir au niveau le plus bas. D'après celle-ci, la politique sociale consiste à tendre le « filet de protection » le plus mince possible pour les plus démunis ; par exemple, en Grande-Bretagne, la retraite est payée par l'Etat, pour tous, à raison de 16 % du dernier salaire, ce qui donne à chaque retraité une moyenne de 540 F par mois ; chacun devant compléter cette somme par un financement privé auprès des

fonds de pension. De même, pour ce qui concerne l'emploi, la précarisation tend à devenir la règle, les prestations aux chômeurs devenant de plus en plus faibles et rares, comme dans nos « modèles » anglo-américains. Parallèlement, on vante la « flexibilité » des salaires, des conditions de travail, du code du travail et la marginalisation des centrales syndicales. On fixe comme justification à cette démarche la lutte contre le chômage, en vantant les résultats obtenus par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, en omettant de dire que ce sont ces pays où les inégalités sont les plus accentuées et le taux de pauvreté le plus élevé.

L'Europe continentale ne veut pas de ce processus inexorable, comme le démontrent diverses enquêtes et le succès d'ouvrages le dénonçant. Cependant, grâce à l'habileté des dirigeants européens et nationaux qui ont su agir avec précaution, elle a accepté les deux premières phases de l'opération sans savoir que celles-ci l'entraînaient inéluctablement vers la troisième. Si elle refuse de se soumettre, elle ne doit pas se borner à des combats défensifs sur des points particuliers, mais opposer projet contre projet : projet qui tienne compte de la réalité économique qu'est la mondialisation des mouvements de capitaux et des réseaux de l'information, mais qui propose, aux niveaux appropriés, des règles destinées à faire respecter l'intérêt général et non pas seulement la concurrence ; projet qui mette sur le même plan que la concurrence la coopération avec le service public ; projet, enfin, qui ne sacrifie pas l'homme à la rentabilité, au nom de la flexibilité.

Yves Durrieu est docteur en sciences économiques et représentait d'une association d'entreprises publiques européennes.

## Pour une stratégie régionale de l'emploi

par Jean Gadrey

Pour l'instant, les politiques de l'emploi sont nationales. Les échelons décentralisés, ceux des régions, des départements, des collectivités locales, semblent voués à des fonctions de « réparation sociale » et d'accompagnement. Ce que l'on peut y faire est déterminé par des règles du jeu nationales. Il est donc tentant de considérer qu'aucune stratégie régionale pour l'emploi n'est possible. Pourtant, bien des indices convergent vers l'idée suivante : on « plus régional pour l'emploi » est possible si se mettent en place des stratégies régionales globales, assorties de dispositifs concrets, irriguant l'ensemble des actions relevant traditionnellement de l'initiative régionale, et plaçant l'emploi au cœur des différents programmes et du projet global de développement régional. Une des conditions de son efficacité, comme stratégie globale, réside donc dans une rupture avec la politique de dissémination de fonds régionaux au coup par coup, et dans une « rationalisation » concertée de l'usage de ces fonds en faveur de l'emploi.

Quels sont, plus concrètement, les axes possibles d'une telle stratégie ? On peut en dénombrer trois, liés entre eux :

- privilégier les effets de réseaux, de synergie, les actions collectives, la mise en commun de ressources pour l'emploi (à l'échelle de territoires locaux ou régionaux), les partenariats ;
- privilégier l'ingénierie, l'apprentissage, le conseil et le suivi de projets, qu'il s'agisse d'entreprises, d'associations, de collectivités locales (services de proximité), etc. ;

- privilégier dans ces réseaux, et dans les projets réseaux, des objectifs d'emploi « durable », même lorsqu'on s'appuie pour une part sur des mesures nationales dites d'insertion.

An fond, une telle stratégie repose sur l'hypothèse qu'on peut être plus efficace en emploi « en coopérant et en développant à l'échelle d'un territoire une intelligence collective sur ces questions. D'une part, parce que les ressources financières existantes sont utilisées plus judicieusement ; d'autre part, parce qu'on crée alors de nouvelles ressources, de nouveaux circuits d'activité, d'échange et de solvabilité. C'est une stratégie d'innovation plus qu'une politique palliative.

Mais ce n'est pas une solution de facilité, car les réseaux d'acteurs, l'ingénierie et l'apprentissage collectif, la coopération et la confiance, sont des investissements largement « immatériels » dont on peut attendre des effets durables, mais dont la construction est lente, progressive, parfois conflictuelle.

De plus, le passage à une telle stratégie ne peut se faire qu'en modifiant assez sensiblement la structure, l'organisation des actions publiques à l'échelle régionale, les relations entre les principales institutions présentes sur le terrain de l'emploi, en même temps que les critères, valeurs et « conventions » qui les guident. Les inerties, les jeux politiques, peuvent donc bloquer les velléités de passage à une telle dynamique, plus offensive mais plus dérangeante, sauf si une mobilisation de la société civile et de réseaux déjà actifs bouscule certaines habitudes.

Il n'existe en France aucun modèle effectif permettant de conclure à la faisabilité et à l'efficacité d'une telle stratégie. Mais une expérience est en cours, depuis plus d'un an, dans le Nord-Pas-de-Calais, et elle prouve que des acteurs régionaux divers, adversaires sur d'autres terrains, peuvent s'accorder sur l'intérêt d'une telle stratégie. Sans entrer dans les détails, et en se limitant aux actions déjà entreprises dans les faits, on mentionnera :

1) Plusieurs programmes « sectoriels » identifiés en raison de la capacité de mobilisation régionale rapide et de l'existence de « leviers » d'action : les emplois de l'environnement, les services de proximité, le bâtiment (un secteur où les leviers régionaux sont importants, compte tenu du rôle de la commande publique), quatre secteurs industriels (plasturgie, industries ferroviaires, électronique, textile technique). Dans chaque cas, on vise la prise de conscience d'intérêts communs, le conseil stratégique, la structuration d'un acteur professionnel patronal, les complémentarités et non la politique de « guichet ». Les contacts, incessants, avec les syndicats de salariés, font partie des points faibles actuels.

2) Un programme intéressant « les chômeurs comme acteurs », aidant à fédérer les associations de chômeurs (charte régionale), à mettre en place un « fonds régional à l'innovation sociale » (montage de projets à destination des chômeurs et avec leur participation).

3) Un programme de signature et d'accompagnement de « chartes pour l'emploi » avec de grandes municipalités, en faveur d'activités sociales et publiques.

4) Un ambitieux programme visant à faire du Nord-Pas-de-Calais une région pilote dans l'aménagement et la réduction du temps de travail. On y trouve l'organisation concrète d'expériences par la mise en place de réseaux d'entreprises (soit total 8 réseaux englobant 68 entreprises), et d'un réseau de consultants ; la constitution d'un « pôle de compétences » (veille documentaire et juridique, productions de connaissances, études), regroupant 30 universitaires provenant de 7 laboratoires régionaux de recherche ; l'organisation de débats publics au sein d'un « Groupe régional pour la réduction et l'aménagement du temps de travail » ; l'information et la formation, par la publication d'études et de rapports, l'organisation de séminaires, la réalisation de plaquettes, la mise en place d'un réseau documentaire, la construction d'un programme de formation à destination des représentants des salariés et des responsables ressources humaines. Au cours du deuxième semestre 1996, dix accords d'entreprise, en majorité « offensifs », ont été signés dans ce cadre, avec en moyenne une progression de 10 % de l'emploi dans les entreprises concernées.

Personne ne nourrit l'illusion que cette stratégie offensive puisse réduire fortement, à elle seule, le chômage dans une région. Mais si elle dépassait le stade expérimental, si d'autres régions et d'autres territoires s'en inspiraient, le « plus régional pour l'emploi » pourrait devenir un « plus national » et contribuer à faire émerger d'autres conceptions, moins mécaniques, moins strictement macro-économiques, plus « durables », de la lutte contre le chômage.

Jean Gadrey appartient à la faculté des sciences économiques et sociales de l'université Lille-1.

### LIVRES

## L'individu, ciment du Vieux Continent

par Yves Mamou

L'EUROPE DES EUROPEENS  
de Henri Mendras  
Gallimard, « Folio », 416 p., 46 F.

Après tout, les Etats-Unis n'ont rien d'une nation homogène. Pas plus que l'Europe. Pourtant, ce pays aux allures de continent, composé de populations d'origines et de confessions multiples, de langues et de coutumes diverses, n'a jamais inquiété par sa fragilité. Henri Mendras a donc eu raison d'aller prospecter l'« Europe des Européens » au-delà des apparences. Ce n'est pas parce que les Allemands ne parlent pas le français ni les Néerlandais l'espagnol qu'il est impossible de rassembler douze ou quinze peuples au sein d'un ensemble institutionnel plus vaste que les frontières géographiques issues de la seconde guerre mondiale.

L'auteur ne s'encombre pas d'excès de scrupules méthodologiques. Ce qui aboutit à des idées fraîches qui obligent le lecteur à sortir des sillons dont il ne se savait pas prisonnier. Pour Henri Mendras, les obstacles à l'Europe ne sont pas d'ordre linguistique, et la diversité des cultures est plutôt considérée comme un vecteur de fécondité et de tension créatrice. Preuve que les pays du Nord sont résolument ouverts à l'Europe des citoyens : ils ont appris à goûter et à apprécier la cuisine des pays du Sud ! Enfin, à quoi bon créer un ensemble de plus de 300 millions de personnes, si c'est pour s'inquiéter de leurs différences au lieu de s'en féliciter...

Henri Mendras part du principe que si l'idée d'Europe est née au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est parce qu'elle a été préparée pendant vingt siècles. De ce long passé qui a forgé lentement et par à-coups un socle commun émergent quatre points de référence fondamentaux. Primo, un individualisme dont la genèse remonte aux origines de la chrétienté romaine ; secundo, une idée de nation que les paysans (notamment français) ont structurée au fil du temps ; tertio, un capitalisme que les rapports particuliers de la science et de la technologie ont cimenté ; et enfin, quarto, une idée de démocratie qui se définit par le pouvoir arithmétique de la moitié de la population plus un contre l'autre moitié, mais dans le respect des droits fondamentaux de la minorité. Ces quatre points structurants de la « civilisation européenne » permettent la monnaie et les institutions communes.

Ces quatre critères sont aussi exigeants. Henri Mendras rejette les Russes et la quasi-totalité des autres pays slaves orthodoxes « sans parler des Turcs musulmans » loin de l'Europe en marche. Ces sociétés sont bâties, d'après lui, selon de tout autres critères que ceux de l'Europe occidentale ; le groupe prime l'individu, par exemple, et, dans l'Islam, la propriété n'a rien d'individuel ; elles ne sauront donc s'agréger à l'Union européenne qu'au prix d'un violent renouveau.

L'individualisme semble toutefois le critère majeur des thèses d'Henri Mendras. Si son origine apparaît inscrite dès la naissance du monothéisme, si elle se balbutie dans l'organisation monastique, il n'explose que tardivement et s'accélère au XIX<sup>e</sup> siècle avec la montée de l'autonomie des femmes dans le couple et le relâchement des liens entre les enfants adultes et leurs parents. Cette émergence de l'individu s'effectue en parallèle avec le déclin des classes sociales en tant qu'instruments structurants de l'identité et se parachève avec la constitution de réseaux de relations sociales. L'exemple militaire, donné par l'auteur, est particulièrement éclairant. Alors que la France recrute ses généraux par concours d'entrée à Coëtquidan et que l'Angleterre a organisé un système complexe de coopération au sein de chaque régiment, au bout du compte, ce sont les officiers des Royal Green Jackets en Grande-Bretagne et du 2<sup>e</sup> régiment étranger de parachutistes en France qui composent majoritairement les états-majors de chacune des deux armées. Ce sont aussi dans ces deux pays, aux traditions si différentes, que les mafias d'anciens élèves des grandes écoles sont les plus présentes aux postes de commande économiques et politiques.

Bien entendu, la question de l'évolution de l'Etat est centrale dans chacun des pays de l'Union. Après avoir mis plusieurs siècles à cristalliser un peuple, chaque Etat de l'Union doit aujourd'hui en rabattre et composer avec Bruxelles et la future banque centrale européenne. Ce n'est donc pas sans inquiétude que les différents peuples d'Europe voient leur autonomie décisionnelle limitée quotidiennement par une jurisprudence européenne et par la volonté d'approfondir les mécanismes de l'Union. Cette inquiétude commune est fondée sur le flou qui naît, non pas de la disparition de l'Etat national, mais de celui qui entoure la reconstitution de ses fonctions. C'est dans les pays très centralisés comme la France que les difficultés sont les plus grandes.

Nombre de thèses soutenues par Henri Mendras soulèveront l'ire des chercheurs très spécialisés, mais les fresques, même trop vastes, ont un avantage : elles découpent les idées reçues. Cette tentative de montrer que l'Europe doit tout à l'histoire et à la sociologie, et très peu à la géographie ou à l'économie moderne, est l'un des grands mérites du livre. L'optimisme qui court de la première à la dernière page n'appartient pas non plus à la science économique ou sociologique. Ce n'est pas sa moindre qualité.

### ESC

#### LE HAVRE-CAEN

#### DIPLÔME ESC LE HAVRE-CAEN FORMATION CONTINUE

Vous avez :

- un BAC+2,
- 3 ans d'expérience professionnelle

Nous vous proposons au Havre une formation diplômante, reconnue par le Ministère de l'Education Nationale (niveau BAC+5) en 3 ans à raison de 4 jours par mois samedi inclus. Début du cycle : septembre 1997.

Cloûture des inscriptions : 13 juin 1997

Renseignements et inscriptions :

Ecole Supérieure de Commerce de Le Havre-Caen

Marie Annick MAUBUCHON

30, rue de Richelieu 76087 Le Havre cedex

Tél : 02.32.92.59.99 - Fax : 02.35.42.11.16

MEMBRE DU CHAPITRE DES ECOLES DE MANAGEMENT DE LA CONFERENCE DES GRANDES ECOLES, MEMBRE FONDATEUR D'ALLIANCE ESC

Visiblement,  
vous avez des responsabilités.

Ça tombe bien, maintenant  
vous pouvez les élargir.

MBA  
ESCP

Le MBA ESCP, programme inter-européen de management, s'adresse à de jeunes cadres fortement impliqués dans l'entreprise et promis à une évolution de carrière rapide. Sa pédagogie originale en temps partagé permet le maintien d'une responsabilité à plein-temps en entreprise pour obtenir, en 18 mois, un diplôme de standard international (MBA).

01 49 23 22 70

Email : gougeon@escp.fr

Ecole Supérieure  
de Commerce de Paris  
75001 Paris



## Secteurs de Pointe Inform

**Vous voulez une entreprise  
en pleine croissance  
des projets diversifiées ?**

**Vous n'êtes pas trop exigeant, vous êtes intéressant !**



DEVELOPPEMENT

COMPETENCES

PROJETS



**CAP GEMINI**

DIVISION TÉLÉCOM

Le Groupe CAP GEMINI, leader européen dans le domaine du conseil, de l'ingénierie et des services en informatique et télécommunications, recherche pour sa Division TELECOM en très fort développement, plusieurs professionnels de haut niveau :

**CONCEPTEURS - CHEFS DE PROJETS  
CONSULETANTS - ARCHITECTES**

**Billing and Customer Care - Call Centers  
- Intelligent Networks - Telecom Network Management ...**

Vous interviendrez dans le cadre de missions d'envergure ou de grands projets de réalisation de systèmes d'information, pour nos clients opérateurs de téléphonie (fixe ou mobile), en France, en Europe ou dans le reste du monde (Continents Nord et Sud Américain, Asie, Afrique). Vous serez chargé d'effectuer avec les décideurs et les utilisateurs, les choix stratégiques en matière de développements spécifiques et/ou d'intégration de progiciels. Vous saurez démontrer votre compréhension du métier du client et votre aptitude à maîtriser ses enjeux stratégiques.

Ingénieur Grande Ecole, vous possédez une solide expérience acquise en société de services, en cabinet de conseil ou au sein d'une grande entreprise du secteur des télécommunications (opérateur ou constructeur). Des compétences dans l'un des domaines précités sont fortement souhaitées (en particulier Billing and Customer Care). L'anglais courant est bien sûr indispensable.

Au-delà de vos compétences techniques ou fonctionnelles, vos qualités personnelles seront déterminantes : forte implication, tempérament opérationnel, adaptabilité, sens aigu du service et du contact client. Nous vous offrons de réelles et nombreuses possibilités d'évolution, au sein d'un grand groupe international, dans un environnement particulièrement ouvert et stimulant. Les postes sont basés à Paris-La Défense mais supposent une réelle mobilité géographique.

Pour nous rencontrer, merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, rémunération actuelle) notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la référence 59.5201R/LM portée sur lettre et enveloppe en précisant la ou les fonctions souhaitées.

**Un enjeu  
mondial**

**CHEFS  
DE PROJETS  
INDUSTRIELS**

**ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE**

• PARIS  
• RHÔNE-ALPES

30 ANS +

RÉF. 61.5262/LM  
RÉF. 61.5331/LM

Nous vous confions la responsabilité totale de démarrages de sites industriels en Europe/Ameriques/Asie.

Vous êtes maître d'œuvre de l'ensemble du projet : travaux neufs / moyens industriels / systèmes informatiques... et pilotez une équipe de spécialistes internes, de fournisseurs et de sous-traitants.

A vous de gérer de manière autonome les objectifs budget/déla/qualité. Pour réussir ce premier challenge et évoluer dans le groupe, vous êtes un ingénieur généraliste, rompu aux pratiques industrielles modernes (high tech, automobile, équipement ménager...). Concrètement, vous avez déjà managé des projets industriels significatifs : start-up, transfert, industrialisation... et ce, à l'international.

Nous vous proposons une opportunité rare de vivre une expérience passionnante vous ouvrant les portes de notre groupe. N'attendez pas pour en savoir plus. Confidentialité assurée. Anglais courant impératif. Autre(s) langue(s) souhaitée(s).

Merci d'adresser lettre, CV, courrier ou carte de visite en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence choisie, portée sur lettre et enveloppe.

**Mercuri Urval**

**esprit  
d'équipe...**



Diplômé d'une Grande Ecole d'ingénieurs ou de Commerce, vous avez un minimum de 3 ans d'expérience réussie à un poste opérationnel dans des secteurs tels que la chimie, la pharmacie, le pétrole, l'automobile, l'aéronautique, les télécoms, la métallurgie, la sidérurgie, l'agro-alimentaire...

ou à un poste de consultant dans ces secteurs au sein d'un cabinet de conseil. Idéalement, vous êtes familiarisé à un progiciel intégré (SAP R/3, BAAN, JDE...). Nous vous proposons d'intégrer notre équipe en qualité de

**consultant**

au sein de notre pôle **progiciels intégrés** si vous avez des connaissances fonctionnelles approfondies et/ou des expériences réussies dans l'un des domaines suivants :

- » **Gestion de production** (production, planification, ordonnancement...)
- » **Achats / Logistique / Stocks**
- » **Gestion commerciale** (commandes clients, tarification, devis...)
- » **Contrôle de gestion / Finances** (prix de revient, costing ABC...)
- » **M.E.S.** (traçabilité, ordonnancement à fortes contraintes, suivi de production...).

Merci d'adresser votre candidature manuscrite, votre CV détaillé ainsi que vos prétentions sous la référence MA2104 à notre conseil : EuroWin Consulting Group SA 65, rue Marbe - 92110 Cligny-sur-Seine - Tél. 01 47 30 40 19 - Confidentialité assurée.

**...logique  
industrielle**

**Chez Paribas,  
on ne vous  
reprochera  
jamais d'avoir  
l'esprit un peu  
ailleurs.**

Ingénieurs in

150 61 5331



# atique - Réseaux Télécommunications

**INGÉNIEUR EN TRAITEMENT DU SIGNAL**

Intégré à l'équipe dédiée au "traitement de signal pour les stations de base", vous participez au développement de nouveaux algorithmes de traitement de signal et à leur implémentation sur cible, en contribuant à toutes les phases : analyse mathématique, définition de l'algorithme, validation sur simulateur, implémentation en virgule fixe et validation en laboratoire.

Ce poste nécessite une bonne connaissance de la théorie du traitement de signal, particulièrement pour les communications numériques, ainsi qu'une bonne maîtrise de toutes les techniques utiles à sa mise en œuvre, particulièrement :

- mathématiques du traitement de signal,
- informatique (développement de simulateurs en C sous Windows).

A 25/28 ans, de formation ingénieur Grande Ecole (thèse appréciée), vous êtes débutant ou fort d'une 1ère expérience, et possédez un goût prononcé pour les activités Recherche & Développement. Anglais nécessaire. Réf. TS/M1

**INGÉNIEUR INTÉGRATION SOUS SYSTÈME LOGICIEL**

Responsable d'un ou de plusieurs axes d'intégration, vous réalisez l'ensemble des spécifications et des logiciels de test, la mise en œuvre des configurations en environnement simulé puis réel. Chargé du support à l'installation, vous assurez sur les versions logicielles livrées, vous êtes également garant de la régénération des versions déployées.

Ingénieur confirmé par environ 3 ans d'expérience dans le développement de systèmes, vous maîtrisez le développement de logiciels de test en C et connaissez les outils de mise au point logiciel/hélicoptère (simulateur, analyseur de protocoles...). Vous maîtrisez l'anglais. Réf. RSM/2

**NORTEL MATRA CELLULAR**

**Cabinet Conseil en Propriété Industrielle, recherche UN Ingénieur**

Ingénieur d'une grande école type ENST, ESE ou ECP..., vous souhaitez valoriser votre expérience dans le développement de techniques nouvelles et diversifier vos interventions et compétences dans le conseil aux entreprises pour prendre en charge la préparation et la délivrance de brevets nationaux et étrangers.

Une expérience similaire serait appréciée. Vous maîtrisez l'anglais et l'allemand.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, photo et CV) au Cabinet MARTINET & LAPOURT (recrutement Ingénieur Télécom) BP 405, Guyancourt, 78255 S-Quentin-en-Yvelines cedex.

**CAP GEMINI**

**DIVISION SERVICES PUBLICS**

Le Groupe CAP GEMINI est leader européen du conseil et des services en informatique et télécommunications. Notre Division SERVICES PUBLICS, en forte croissance, intervient auprès des Grands Comptes Publics, en particulier EDF-GDF, SNCF, RATP, AIR FRANCE, LA POSTE, les compagnies des EAUX et le secteur de la DÉFENSE. Le fort développement de notre activité CONSEIL nous amène à créer plusieurs postes, basés à PARIS/RF :

**CONSULTANTS CONFIRMÉS**

**Systèmes d'information**

**Assistance à la maîtrise d'ouvrage**

Vous intervenez auprès de nos clients (Direction Informatique) en assistance à la maîtrise d'ouvrage, dans le cadre de grands projets de systèmes d'information. Vous réalisez des missions à forte valeur ajoutée, aussi bien en amont (études préalables, schémas directeurs, ...) qu'en assistance à la conduite du projet (méthodes de conception, architecture fonctionnelle et technique, gestion de projet, qualité, ...). Vous développez vous-même votre activité en fidélisant vos clients. Vous pouvez être amené à encadrer d'autres consultants sur vos missions.

A 30 - 45 ans, de formation Grande Ecole d'ingénieurs ou de gestion, vous possédez une solide expérience acquise en cabinet de conseil, en SSII ou au sein d'une grande entreprise. Vous avez déjà une expérience du conseil ou avez été amené à intervenir dans un rôle de maître d'œuvre ou de maître d'ouvrage de systèmes d'information. Vous connaissez si possible un ou plusieurs clients du secteur public et/ou possédez de bonnes connaissances fonctionnelles (gestion clientèle, achat, GED, ...).

Vos qualités personnelles seront déterminantes : autonomie, écoute, sens du contact client, goût de l'efficacité et du résultat. De réelles perspectives d'évolution vous attendent, dans un environnement particulièrement stimulant et porteur.

Merci d'adresser votre dossier (lettre, CV, photo, rémunération actuelle) à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris cedex 08, sous la réf. 59.5305/VM portée sur lettre et enveloppe. Confidentialité assurée.

**Informaticiens - Jeunes diplômés et expérimentés**

Exploitée et développée par 1 200 informaticiens dans 12 centres à travers le monde, notre informatique, avec 2 milliards de Francs de budget vous permet d'évaluer dans un environnement innovant, créatif et riche en opportunités et de vous orienter vers le développement des systèmes d'information, la gestion et l'industrialisation de l'exploitation, l'architecture ou encore les télécommunications.

Banque d'affaires internationale présente dans près de 60 pays, Paribas est un acteur majeur dans les techniques bancaires et financières de pointe.

Jeune diplômé ou jeune cadre issu d'une grande école, vous serez appelé à prendre une part active à l'évolution des applications existantes et au développement de projets nouveaux au sein des métiers de Paribas (banque commerciale, marchés de capitaux, titres, gestion institutionnelle et privée, conseil) et de ses activités fonctionnelles.

Vos connaissances et votre expérience détermineront votre niveau d'intervention et votre autonomie dans des environnements IBM Central (MVS-CICS, COBOL, DB2) et client/serveur (SYBASE, ORACLE, POWERBUILDER, SQL, C, VB).

De l'apprentissage des différentes phases d'un projet à l'animation d'une équipe, vous assumerez la responsabilité de tout ou partie des projets qui sont nombreux et variés (Euro, Flux, "An 2000", Garanties, RGV, Prêts-Emprunts de titres...).

Vous découvrirez que chez Paribas, votre réussite est liée essentiellement à vos qualités d'ouverture d'esprit, de créativité et de combativité et que votre évolution, soutenue par une politique active de formation, vous permettra de vous ouvrir à d'autres fonctions (commerciale, financière, organisation...).

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la réf. ED/UM à Paribas, Direction des Ressources Humaines, BP 141, 75078 Paris Cedex 02.

**ROVER**

**ROVER FRANCE, filiale du groupe BMW/ROVER recherche pour son siège basé à Argenteuil (150 personnes, CA 4 Milliards de Francs) un(e)**

**Chef du Service Informatique**

Argenteuil (95)

Directement rattaché au Directeur Financier, en liaison permanente avec notre Groupe basé en Grande-Bretagne, votre mission vous conduira principalement à :

- Assurer la forte disponibilité des systèmes en environnement HP 3000 (MPEX) et HP9000 (UXORACLE) et optimiser notre parc Micro sous les aspects performance, organisation et sécurité.
- Mener l'analyse des besoins utilisateurs, maintenir nos applicatifs existants, obtenir du Groupe les améliorations applicatives nécessaires à la filiale, et encadrer nos projets d'évolution internes et externes (informatisation du personnel itinérant, communication siège/terrain, Internet...).
- Administrer notre architecture de réseaux LAN sous NOVELL et WAN (LS, X25) en intégrant de nouvelles solutions (WINDOWS NT, INTRANET, LOTUS NOTES).
- Encadrer l'équipe en place (5 personnes), en développant sa compétence et sa polyvalence.
- Proposer le plan stratégique annuel, ainsi que les budgets d'investissement et de fonctionnement.

Agé de 35/45 ans, de formation supérieure de type BAC + 4/5, vous justifiez d'une expérience d'environ 10 années en informatique, dont 2 à 3 ans dans des fonctions similaires, acquise dans un groupe international. Pour ce poste, un anglais courant est impératif.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Stéphane Amlot, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (courriel : MPage@3617.fr) sous référence SAM16625.

**Michael Page Informatique**  
Le spécialiste du recrutement Informatique

150161

## Le ralentissement de la croissance révèle les déséquilibres du développement en Asie

**HONGKONG**  
correspondance  
es économistes de la Banque asiatique de développement (BAD), qui viennent de publier leur perspectives économiques pour 1997 et 1998, se montrent plutôt sereins. Car si les exportations des jeunes comme des moins jeunes « dragons » asiatiques ont subi un quasi-arrêt de leur croissance l'année dernière (+ 4,8 % en 1996 après une croissance spectaculaire de 22,1 % en 1995 et de 18,6 % en 1994), l'année 1997 se présente sous de meilleurs auspices.

A l'origine de ce rebond dont on perçoit aujourd'hui les prémices figure la reprise du secteur électronique dont les pays asiatiques sont de gros producteurs et qui génèrent jusqu'à 57 % des exportations totales de Singapour, 49 % de la Malaisie, et 40 % des Philippines. L'institut de recherche spécialisé Dataquest annonce pour l'industrie des semi-conducteurs, qui est le meilleur thermomètre de l'ensemble du secteur, une croissance de 13 % en 1997, puis de 22 % en 1998. Voilà qui devrait donner une bouffée d'oxygène à ces économies après la sévère contraction de 7 % en 1996.

Le coup de frein subi par les exportations l'année dernière, qui reflète avant tout un retour à la normale après des années 1994 et 1995 exceptionnelles, a eu quatre causes, expliquent les économistes de la BAD : outre le retournement du cycle électronique, il faut y voir aussi l'effet des politiques monétaires et budgétaires restrictives adoptées pour éviter les risques de surchauffe en Malaisie, en Thaïlande, à Hongkong, à Singapour, à Taiwan, et en Chine populaire ; puis l'effet de l'appréciation du dollar, auquel sont liées la plupart des monnaies asiatiques, qui a pesé sur la compétitivité-prix de leurs produits ; enfin, des raisons plus

▼ **Risques**  
L'activité redémarre, mais les difficultés du secteur bancaire et de l'immobilier sont des bombes à retardement

structurelles dans les pays spécialisés dans la fabrication de produits fortement consommateurs de main-d'œuvre. Ces économies subissent la concurrence de pays comme le Vietnam, le Cambodge, le Sri Lanka, la Chine ou même les Philippines, dont la main-d'œuvre est encore plus abondante et moins chère au monde. « Dans la plupart des pays, le ralentissement économique est venu d'un retournement du cycle et de politiques locales, et non d'un problème de compétitivité structurelle », affirme Vishvanath Desai, directeur et économiste en chef de la Banque asiatique de développement.

Ainsi en Thaïlande, la faiblesse de la croissance actuelle et le creusement du déficit commercial masquent les transformations profondes de l'industrie vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée : « L'observation des flux d'investissement étrangers et une analyse fine des exportations thaïlandaises révèlent que ce pays est en train de réaliser une profonde révolution industrielle », explique Neil Saker, économiste en chef chez SocGen-Crosby à Singapour. C'est dans les secteurs fortement exportateurs que se créent les nouvelles entreprises. De fait, l'année dernière, au moment où les échanges mondiaux de matériels électroniques s'effondraient, les exportations thaïlandaises d'ordinateurs et de composants faisaient un bond de 22 % et devenaient le premier poste d'ex-

portation du pays devant les produits textiles... preuve que cette toute jeune industrie était déjà compétitive.

Faut-il pour autant en conclure que les alertes de 1996 ne sont qu'un mauvais souvenir ? Pas sûr. Car il aura suffi d'une année de fort ralentissement pour qu'émergent les déséquilibres de certaines économies, jusque-là masqués par la croissance. Parmi ceux-ci : l'aggravation des déficits de paiements courants, mais aussi les goulots d'étranglement créés par des infrastructures saturées, qui rendent les coûts opérationnels extrêmement élevés ; ou parfois une corruption de l'administration de plus en plus onéreuse. Mais surtout, il apparaît qu'une part non négligeable de la croissance à deux chiffres des années précédentes avait été tirée par les investissements immobiliers, encouragés ici par des incitations fiscales, là par un relâchement du contrôle de la masse monétaire, et de façon générale, par des espoirs de plus-values rapides.

### CRÉANCES DOUTEUSES

Dès que la dynamique a faibli, des surcapacités immobilières sont apparues, tandis que nombre de grands projets étaient livrés en même temps. C'est ce qui s'est passé en Thaïlande, et qui pourrait bien se produire en Malaisie, même si les mesures prises au début du mois d'avril par les autorités monétaires visent à casser l'alimentation en mètres carrés supplémentaires par un contrôle du crédit. 19 000 000 m<sup>2</sup> de bureaux vont être livrés en Malaisie cette année, soit plus que le cumul des dix dernières années, et 3 500 000 m<sup>2</sup> en 1999. « Les mesures du gouvernement arrivent trop tard, estime Neil Saker, de chez SocGen-Crosby. Nous n'éviterons pas une crise sérieuse du système bancaire. » Le problème resterait sec-

toriel si les banques n'étaient à la fois les leviers de la croissance et les courroies de transmission des risques sur l'ensemble de l'économie.

Or, dans toute l'Asie, les banques sont fortement exposées sur l'immobilier : près de 30 % des prêts totaux des banques en Malaisie, 20 % à Hongkong. La chute des prix des biens immobiliers, utilisés en nantissement par les banques, entraînent des provisions massives dans leurs bilans. Et même quand les créances douteuses semblent maîtrisées - en Malaisie, elles ont été réduites à 4 % des prêts -, une redistribution du crédit s'est opérée. L'industrie malaise en fait les frais dans un contexte de contrôle de la croissance de la masse monétaire : en janvier dernier, les crédits à l'immobilier continuaient à progresser de 30 % l'an, tandis que la croissance annuelle des prêts à l'industrie était tombée à 14 %. Les rumeurs se multiplient aussi sur les Philippines. Il semble toutefois que l'archipel soit moins exposé.

Même en Thaïlande, il se pourrait que l'on n'ait pas encore perçu le bout du tunnel : l'institut de notation Moody's estime que ce n'est qu'en 1998 que l'on sentira le plein effet des créances douteuses sur ses établissements financiers. Partout, ce gonflement des prêts immobiliers dans des conjonctures incertaines constitue des bombes à retardement dans ces économies où le ralentissement constitue un risque majeur. Sans compter qu'un jour, comme l'explique Richard Margolis, directeur de l'analyse des risques politiques sur l'Asie chez Merrill Lynch, « les risques associés aux problèmes de succession du pouvoir seront les nouveaux révélateurs des déséquilibres et des dysfonctionnements asiatiques ».

Valérie Brunschwig

Marcus Noland, économiste à l'Institute for International Economics de Washington

## « Il n'y a pas de modèle asiatique spécifique »

**TOKYO**  
de notre correspondant  
Spécialiste des questions asiatiques, Marcus Noland, économiste à l'Institute for International Economics de Washington, a fait ses études au Japon et en Corée. Il est coauteur de *Pacific Basin Developing Countries Prospects for the Future* (1990) et de *Pacific Dynamism and the International Economic System* (1993).

« La poursuite de la croissance des économies de l'Asie du Nord et du Sud-Est paraît acquise. Partagez-vous cet optimisme ? »

« Trois facteurs peuvent affecter le succès économique de cette partie du monde : une désaffectation de la péninsule coréenne, la situation en Chine et le vieillissement

rapide de la population au Japon. En ce qui concerne la Corée du Nord, il y a trois scénarios. Le régime se réforme. C'est peu vraisemblable. Seconde possibilité : un effondrement, comme ce fut le cas de l'Allemagne de l'Est. C'est très possible, mais pas à court terme : c'est une société encore très disciplinée. Troisième hypothèse, la plus vraisemblable, le régime va continuer à colmater les brèches par des ajustements au coup par coup.

« Le troisième scénario suppose une progressive intégration économique entre la Corée du Nord et la Chine, d'une part, et la Corée du Sud de l'autre. Cette dernière a commencé à transférer son industrie à fort coût de main-d'œuvre en Chine, et elle pourrait très bien le

faire au Nord. Mais, sans des investissements massifs, le revenu par tête en Corée du Nord restera dramatiquement faible par rapport au Sud. Selon la Banque de Corée (Séoul), son produit national brut s'élevait, en 1995, à 25 milliards de dollars contre 451 milliards au Sud (soit une chute de 25 % par rapport à 1989). Aussi, au fur et à mesure que le Nord s'enrichira, sa population sera tentée d'émigrer au Sud. Il y a là des risques d'instabilité.

« Le deuxième facteur de déstabilisation potentielle est la Chine... »

« La Chine est la grande puissance montante. La grande question du début du siècle prochain sera son intégration à la communauté mondiale. Quelle sera la direction qu'entendent adopter ses dirigeants sur le sujet ? La poursuite de la voie du défunt Deng Xiaoping ou un retour en arrière ? La première hypothèse paraît la plus vraisemblable, mais rien n'est certain. Il ne faut pas écarter le scénario d'un approfondissement du fossé entre Pékin et les régions côtières en expansion, et le reste du pays.

« Y a-t-il un modèle asiatique de développement destiné à perdurer ? »

« Je dirais qu'il n'y a pas de modèle asiatique spécifique. Les pays de cette région ont en commun certaines caractéristiques : une forte population et peu ou pas de matières premières. Pour se développer, ils n'avaient qu'un choix : faire porter l'effort sur l'industrie. Néanmoins, un héritage « civilisationnel » leur a sans doute permis de maintenir une stabilité macro-économique en dépit de la rapidité de leur développement : un encadrement juridique, un marché du travail relativement flexible, un fort taux d'épargne permettant de mobiliser le capital, et un effort constant sur l'éducation. La politique industrielle ou commerciale est secondaire dans ce schéma.

« Des supposées « valeurs asiatiques » sont-elles derrière le dynamisme de ces pays ? »

« Il n'y a pas de « valeurs asiatiques ». Cette partie du monde est

plus diverse que l'Europe. En revanche, ces sociétés ont en la capacité de maintenir une certaine continuité du système de valeurs traditionnel de chaque pays au cours de leur modernisation, ce qui leur a permis de façonner celle-ci à leur manière.

« Et le Japon, qui vieillit rapidement... ? »

« Charge sociale accrue, et par conséquent augmentation de la pression fiscale sur la population active. Conséquences : le taux d'épargne japonais va baisser, entraînant une diminution de l'excédent commercial. Le Japon du XXI<sup>e</sup> siècle sera un pays à taux de croissance faible, qui connaîtra peut-être un déficit commercial. L'archipel est-il fini pour autant ? Bien sûr que non. L'économie nipponne est entrée dans une phase plus mûre et elle va ressembler de plus en plus à celle des Etats-Unis ou de certains pays d'Europe, avec un secteur des services important. Tokyo peut devenir une place d'intermédiation financière rivalisant avec New York.

« Les Asiatiques ne parlent pas d'une seule voix. Comment voyez-vous l'intégration de la région ? »

« Par mentalité, ces peuples sont pragmatiques. L'exemple de l'intégration européenne ne les incite guère à changer : ils en tirent au contraire les leçons. Je crois que l'intégration s'opérera à deux niveaux : dans le cadre de l'APEC (l'organisation de coopération économique Asie-Pacifique) avec les autres puissances du Pacifique, mais aussi entre eux. Même s'ils sont en désaccord avec les Etats-Unis (sur les questions des droits de l'homme, de la propriété intellectuelle, etc.), les Asiatiques savent qu'ils ont besoin des Etats-Unis. Ils se méfient des deux grandes puissances de la région que sont la Chine et le Japon. Dans ce contexte, les Etats-Unis peuvent être un élément de stabilisation et le moyen d'éviter qu'éclate un conflit. »

Propos recueillis par  
Philippe Pons

## LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

### L'inflation, les Etats-Unis et M. Greenspan

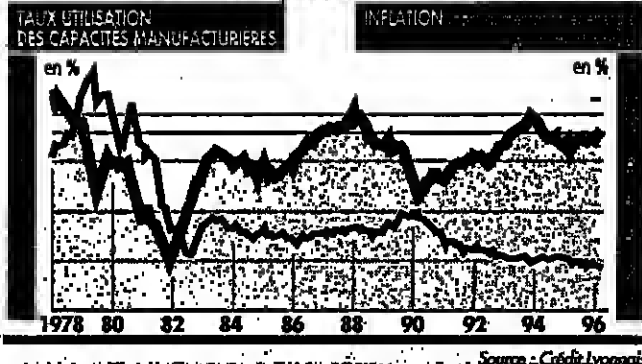
L'inflation est l'ennemie déclarée des autorités monétaires. Pour les banques centrales, il s'agit d'assurer la stabilité des prix. On va appeler l'inflation la hausse des prix (mesurée par l'indice des prix à la consommation ou l'indice des prix du PIB) et se centrer sur le lien entre le niveau d'activité (mesuré par le PIB) et la hausse des prix.

Le grand art de la politique monétaire est d'essayer de moduler la croissance. Il s'agit d'éviter le « trop peu » (la croissance trop faible qui peut devenir récession) et le « trop » (la croissance trop forte, qui peut engendrer une dynamique inflationniste). Pour cela, il faut étudier ce fameux lien entre activité et prix et, mieux, agir le plus tôt possible.

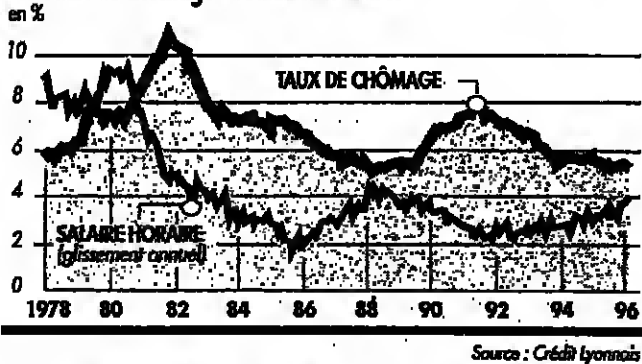
Le premier graphique rapproche le taux d'utilisation des capacités manufacturières aux Etats-Unis de l'indice des prix à la consommation. Il est retracé hors alimentation et énergie, c'est-à-dire plus sensible à la dynamique économique proprement dite. De fin 1978 à fin 1982, le taux d'utilisation des capacités baisse (de 87 à 70 %) et, avec un délai, le taux d'inflation (de 14 à 3 %) ; ensuite le taux d'utilisation remonte (jusqu'à fin 88), suivi par les prix ; puis on assiste à une nouvelle baisse du taux d'utilisation (jusqu'à fin 90), qui entraîne une nouvelle décélération de l'inflation.

A partir de fin 1993, un nouveau phénomène semble apparaître : le taux d'utilisation des capacités manufacturières monte, alors que l'inflation continue de déceler. Le lien entre activité et prix a-t-il donc disparu, s'est-il distendu... et que peut donc faire M. Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine ? Il faut peut-être reconnaître que « quelque chose » s'est passé et que l'économie américaine serait devenue beaucoup moins pro-inflationniste qu'auparavant (ouverture, dérégulation...). En même temps, il faut noter que nous ne prenons en compte que l'industrie manufacturière, c'est-à-dire celle des usines que nous connaissons le mieux, mais où des phénomènes tels que la délocalisation, les vagues d'innovation ou les concentrations ont pu changer la dynamique des coûts.

### Taux d'utilisation des capacités manufacturières et inflation



### Taux de chômage et salaires horaires



M. Greenspan regarde donc également le deuxième graphique, celui où le taux de chômage est relié aux coûts salariaux. Nous sortons des unités manufacturières pour entrer dans l'économie dans son ensemble, avec le vaste domaine des services. On constate des ressemblances avec le graphique précédent : un taux de chômage faible en début de période s'accompagne d'une hausse élevée des coûts salariaux ; puis l'augmentation du chômage (de 6 à 11 % environ) fait chuter cette hausse (2 % à fin 98) ; enfin, une nouvelle phase apparaît (baisse du chômage-hausse des salaires), calquée à partir de début 90 jusqu'à fin 93.

On voit que la baisse du taux de chômage redynamise effectivement la hausse des salaires horaires sur toute la période, et donc encore maintenant. Bref, il peut y avoir une certaine déconnexion, dans le secteur manufacturier, entre activité et prix, mais il n'y en a pas sur le marché du travail entre activité et salaires. Cela explique pourquoi les marchés financiers ne regardent plus seulement ce qui se passe dans l'industrie (avec le fameux taux d'utilisation), mais dans les services : l'industrie est profondément désinflationniste, les services moins. C'est là que l'on vend, plus directement, des prestations à haut contenu salarial.

Il reste à M. Greenspan à espérer que, dans une certaine mesure, le secteur manufacturier calme l'inflation du non-manufacturier. Mais, surtout, il lui faut étudier les délais entre hausse des coûts salariaux et inflation proprement dite, et agir avant que le processus se mette en place. Voilà pourquoi les marchés financiers attendent fébrilement les indicateurs de taux de chômage et de création d'emplois, et moins ceux d'activité ou de commandes de biens d'équipement. Ce n'est plus l'utilisation manufacturière des capacités qui compte, c'est l'utilisation par les services des capacités de main-d'œuvre.

Direction des études économiques et financières du Crédit Lyonnais

### RESPONSABILITÉ & ENVIRONNEMENT

Une série des Annales des Mines : l'environnement va de plus en plus orienter l'activité industrielle : comment cette évolution engage-t-elle la responsabilité de l'ensemble des acteurs ?

Dans le numéro 5  
La gestion de l'eau : comment maîtriser les coûts ?  
Le développement durable : une stratégie française pour l'après-Kio  
DES DOSSIERS, DES OPINIONS, DES INFORMATIONS.  
Prix du numéro : 138 FF franco de port

4 numéros  
380 FF  
S. avenue de l'Opéra - 75001 PARIS - Tél. 01 42 86 55 98 - Fax 01 42 86 45 35

**eslsc**  
ADMISSION SUR TITRE EN 1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3<sup>e</sup> année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.  
La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

**Prochaine Session**  
(retrée des cours : Octobre 1997)  
**15 et 16 mai 1997**  
RÉUNION D'INFORMATION : MARDI 29 AVRIL A 18 HEURES

Renseignements - Inscriptions  
Ecole Supérieure Libre des Sciences Commerciales Appliquées  
1, rue Bonaparte, 75007 Paris - Tél. 01 48 51 32 88  
Etablissement privé d'enseignement supérieur  
Fondé en 1969 - Reconnu par l'Etat  
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

1501-60-1000



# Informatique - Réseaux Télécommunications

## Rejoignez l'univers européen des réseaux d'entreprises.

**NORTEL**  
NORTHERN TELECOM

Un Monde de Réseaux

Depuis l'innovation technologique depuis plus de 100 ans, NORTEL met en œuvre partout dans le monde les réseaux de télécommunications les plus performants. En France, Nortel donne la priorité aux applications multimédia, aux centres d'appels évolués et aux réseaux intégrant

Dans le cadre de son expansion, la Division Réseau d'Entreprises recherche des professionnels (H/F) performants:

### Responsable opérations ENA01247

Vous aurez pour mission de gérer les projets d'installations, d'assurer le support après vente, auprès de nos clients, assisté d'une équipe d'experts. A la tête d'une équipe de plus de 25 personnes, vous travaillerez en étroite collaboration avec l'organisation européenne. Vous devrez faire évoluer l'organisation, afin d'aborder de nouvelles opportunités, d'accroître l'offre de services et d'améliorer la valeur ajoutée apportée aux clients.

Vous êtes ingénieur, de préférence télécom. Vous avez plus de 10 ans d'expérience professionnelle dans ce domaine. Vous savez gérer un centre de profit et votre capacité à animer une équipe n'est plus à démontrer.

### Ingénieur commercial grands comptes ENA01347

Vous aurez pour mission de développer un portefeuille clients, d'anticiper et de répondre à leurs besoins. Vous bénéficierez d'un support marketing et technique pour atteindre des objectifs ambitieux. Vous serez l'interlocuteur privilégié de nos grands comptes stratégiques.

Vous êtes de formation Bac + 4/5 télécom, électronique, informatique. Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans la vente de systèmes de communication d'entreprise et de centres d'appels évolués à des clients grands comptes, ainsi que de la gestion d'un portefeuille de prospects.

### Ingénieurs support ENA01447

Vous aurez pour mission d'assurer la maintenance 2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> niveau et/ou le support à distance des systèmes de commutation auprès de nos clients stratégiques, opérateurs et partenaires, en accord avec notre démarche qualité.

Vous êtes jeune ingénieur ou vous avez une expérience confirmée en téléphonie. Des connaissances réseaux locaux seraient appréciées. Poste évolutif.

### Responsable installateurs ENA01547

Vous aurez pour mission de négocier des accords avec nos partenaires installateurs, de suivre leurs performances et de définir et mettre en place la charte qualité.

Vous êtes ingénieur informatique, électronique ou télécom. Vous êtes rigoureux, apte à la négociation et vous disposez d'une expérience dans le domaine de la qualité.

Une expérience significative des relations avec les installateurs serait un plus.

### Responsable marketing ENA01647

A l'écoute des besoins du marché, vous aurez pour mission de gérer notre politique produits en liaison avec les équipes européennes.

Responsable de leur positionnement et de leur introduction sur le marché français, vous animerez un groupe de chefs de produits. Votre expertise sera reconnue auprès de notre force de vente.

Vous êtes de formation supérieure, vous avez une expérience de 5 ans dans les télécommunications et dans le marketing. Vous disposez d'une réelle capacité à motiver une équipe.

Pour tous ces postes basés à La Défense, une bonne connaissance des technologies télécom et réseaux, une réelle capacité à participer au changement et à nos perspectives de croissance sont requises.

Votre action sera axée sur l'amélioration constante de la satisfaction clients. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV en français et si possible en anglais) et de mentionner la (les) référence(s) choisie(s) sur la lettre et sur l'enveloppe à : NORTEL, Service Recrutement Europe, 33 quai Paul Doumer, Paris La Défense, 92415 Courbevoie Cedex.

D'autres opportunités existent au sein de notre société: vous pouvez nous envoyer votre candidature sous référence ENA01747.

### EN BREF

- Nous générons un revenu mondial de plus de 12,8 milliards de dollars.
- Nortel emploie plus de 16,000 personnes en Europe.
- Nortel a réalisé une croissance en France de 40% en 1996.

Etablissement Financier Français de tout premier plan, au rayonnement international recherche deux collaborateurs :

### Ingénieur Systèmes et Réseaux

Vous participez à la mise en place et à l'administration des technologies Windows NT au sein de l'entreprise. Vous assurez le bon fonctionnement des systèmes d'information qui vous seront confiés et effectuez un travail de veille technologique, qui vous permet d'être une vraie force de proposition.

Vous disposez d'une expérience réussie de 3 ans au moins en tant qu'Ingénieur Système Windows NT, Micro ou UNIX, et possédez une bonne maîtrise des technologies et protocoles réseaux. Réf. SLX16258

### Développeur Lotus Notes / Support Bureautique

Au sein de l'équipe informatique, vous développez dans un environnement Lotus Notes. A l'écoute des utilisateurs, vous les assistez sur les questions bureautiques et participez à des actions de formation sur les nouveaux outils informatiques que l'entreprise est amenée à déployer.

A 28 ans environ, vous maîtrisez Lotus Notes et l'environnement Micro bureautique et disposez d'une expérience d'au moins 2 ans dans un poste de développement. Réf. DT16256

Vous souhaitez évoluer au sein d'une équipe à taille humaine de haut niveau, vous êtes animé d'un fort esprit de service, prêt à adhérer aux valeurs de l'entreprise, curieux techniquement et intéressé par le monde de la banque et de la finance :

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél. + rémunération actuelle à Stéphane Leblond ou Dimitri Tsamados, Michael Page Informatique, 3 boulevard Bineau, 92394 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Candidature sous la référence choisie).



**Michael Page Informatique**  
Le spécialiste du recrutement informatique

## Jeunes Ingénieurs en Radiocommunication

170 / 220 KF

Débutant à très fort potentiel ou ayant effectué un stage significatif chez un opérateur ou un constructeur, vous souhaitez débiter votre carrière en vous impliquant rapidement dans des projets d'envergure.

Nous vous proposons plusieurs postes pour nos activités de déploiement, exploitation/maintenance ou de développement.

Nous rejoindrez c'est à terme, l'assurance de réelles perspectives d'évolution au sein du groupe ou à l'international.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV complet, photo et prétentions) sous réf. LMV01 à Pierre Eric SUTTER - France Télécom Mobiles - 41/45 boulevard Romain Rolland - 75672 PARIS Cedex 14.



**France Telecom**  
Mobiles

### Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

Une façon

**SIMPLE**  
**FIABLE**  
**EFFICACE**

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

### ARS COM

Installateur et  
loueur de  
système de  
radiocommunication  
recherche  
pour dept. location

### UN JEUNE TECHNICIEN

Niveau BEP électronique/BAC PRO,  
débutant accepté,  
disponible pour déplacements  
France et Etranger

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo au  
189, rue d'Aubervilliers  
75886 PARIS Cedex 18

## Secteurs de Pointe

### FRAMATOME CONNECTORS INTERNATIONAL

#### ■ ASSISTANT MARKETING ■

Filiale du Groupe FRAMATOME, FCI (près de 7000 personnes dans le monde) est un des leaders mondiaux de la Connectique. Ses produits sont utilisés dans de nombreux domaines industriels.

Pour renforcer l'équipe Marketing qui coordonne, au niveau international, le développement des activités de notre Branche Automobile, nous recherchons un **jeune Ingénieur grande école**.

Vous avez impérativement acquis une formation complémentaire en Marketing. Débutant ou possédant une première expérience dans ce domaine, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous avez de réelles qualités de synthèse et de communication.

Le poste proposé recouvre des missions diversifiées (support marketing, analyses de marchés...), en relation avec nos unités en Europe, aux USA et en Asie. Il vous préparera à des évolutions de carrière très ouvertes au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, C.V. et photo), sous la référence AD/6245, à



FCI - Direction des ressources Humaines  
BAL 0912 A - Tour Framatome  
92084 Paris La Défense Cedex

Nous sommes un groupe spécialisé dans les composants et systèmes en hyperfréquences. Dans le cadre de notre croissance, nous recrutons un

### Responsable industriel

**S**ous la responsabilité du Directeur Général, vous supervisez l'ensemble des actions de nos différents services : Bureau d'Etudes, Méthodes, Logistique, Achats et Production.

Véritable moteur dans la recherche constante de l'amélioration de la productivité, vous mettez en œuvre avec votre équipe (40 personnes environ) tous les moyens pour atteindre cet objectif notamment par la réduction des coûts de conception et de production.

De formation supérieure en Electronique ou Mécanique, Ingénieur de préférence, vous êtes doté d'une expérience de 10 ans environ dans le management d'un service Méthodes ou Production.

Discrétion et confidentialité assurées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et présentoir, en précisant la Réf. LM / 317 sur l'enveloppe à : TOUCCAN - 26, rue Jacques Dulud 92200 Neuilly-sur-Seine qui transmettra.

Région parisienne Onest

Groupe en forte croissance recherche, pour sa filiale spécialisée dans la conception et la fabrication de moules pour l'injection plastique, son

### Directeur d'Etablissement

Oise (60)

450 KF à objectifs atteints

Diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience de 5 à 10 ans de direction de production ou de site, en PMI ou en petite filiale de groupe, dans le secteur de l'injection plastique ou de l'outillage. La pratique de l'allemand est un plus.

Rattaché au Président Directeur Général du Groupe, vous assurez le suivi technico-commercial des affaires en cours, auprès des clients et des commerciaux du groupe, tout en développant de nouvelles propositions. Vous proposez de nouveaux investissements et mettez en place les actions concrètes d'une nouvelle organisation (BE, méthodes, ateliers), vous permettant d'atteindre les objectifs que vous vous fixez.

Vous êtes un homme de terrain, un manager confirmé, doté d'un excellent relationnel et d'un potentiel élevé qui vous permettra d'assurer un fort développement interne et externe de votre structure.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Benoît Binachus Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur le 3617 code MPage (carnet de 1000 SMS réf. BB16460).

**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

Chez EDF l'énergie est sans limite.  
Pas étonnant qu'elle multiplie  
votre talent.



Dans un univers de plus en plus compétitif, EDF attire les énergies nouvelles pour donner à l'entreprise son efficacité maximale.

Dans le cadre de cette dynamique, nous recherchons des jeunes ingénieurs Grandes Ecoles débutants ou disposant d'une première expérience dans les domaines électrotechnique, mécanique, pour devenir après une période de formation alternée, responsable d'une équipe de production ou ingénieur dans une centrale nucléaire. Votre sens des relations, votre dynamisme et vos capacités d'animation seront déterminants. Mobile, vous aurez l'opportunité de changer de métier, de connaître des activités et des expériences très variées.

### Jeunes ingénieurs production nucléaire



Merci d'adresser votre candidature (curriculum vitae et lettre de motivation) à Henri Monestrol sous la réf. LM28 - EDF-GDF Département Recrutement, 16 rue de Montceau, 75383 Paris Cedex 05.

Grand groupe international, leader sur son marché,  
recherche pour l'un de ses sites mondiaux basé à Amiens (80)  
un

### Logistic and Delivery Manager

Rattaché au Directeur Général, vous prenez en charge toute la logistique support et de production, la gestion de la chaîne de distribution et le process de livraison au niveau européen. Pour cela, vous supervisez une équipe de 120 personnes environ dans un contexte d'optimisation permanente.

Agé de 35/45 ans, de formation ingénieur idéalement complétée par un 3ème cycle en logistique, vous possédez une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction équivalente appliquée à des produits technologiques et êtes rompu à la conduite du changement en environnement industriel et international.

Votre expérience du management d'équipes importantes, votre implication et votre démarche pro-active vous permettront de réussir dans ce poste et d'évoluer dans le groupe. Votre anglais est courant.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Fabrice Lacombe, Michael Page Ingénieurs & Production, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 code MPage (carnet de 1000 SMS réf. FL116522).

**Michael Page Ingénieurs & Production**  
Le spécialiste du recrutement pour l'Industrie

### G-TELCOM

-RADIO-COMMUNICATIONS-

Pour faire face à son développement, G-TELCOM, l'une des toutes premières sociétés de maîtrise d'oeuvre Radio, recherche un

### DIRECTEUR des OPERATIONS

Télécom Paris, Bretagne, INT, ... 320 KF+

Qui sous la responsabilité du Fondateur, souhaitant se consacrer à d'autres projets, prendra en charge l'ensemble des équipes, tant internes qu'externes, (30p.), assurant la recherche et la réalisation de sites radio-électriques, relatifs au déploiement de réseaux de radio-communications cellulaires ou PMR.

De la HF aux Hyper-Fréquences, (Intermodulation, isolation, CEM...), en passant par les stations fixes ou mobiles, VOTRE SENSIBILITE RADIO, associée à des qualités de Manager, devrait vous permettre de réussir dans cette fonction. Tremplin "naturel" vers la Direction Générale de cette Entreprise à taille humaine.

Après une première expérience de trois à cinq ans chez un Opérateur ou un Constructeur, de préférence technico-commercial, mais sans exclusive, l'opportunité de la PME vous tente, votre talent de Dirigeant ne demandant qu'une opportunité pour se manifester... Qu'attendez-vous pour nous rejoindre ?

René DAGIRAL Conseil, 39 Avenue des Champs Elysées, 75008 PARIS, attend votre Résumé de Carrière, sous Réf.: GT/LM.

René DAGIRAL Conseil

### Chef de Projet Constructions à l'International Infrastructures Télécom

ALLEMAGNE + EUROPE

Opérateur télécom mondial de premier plan recherche, dans le cadre du développement des infrastructures de son réseau en Europe, un Chef de Projet Constructions à l'International.

Votre mission : à partir d'un cahier des charges défini avec les équipes internes, vous êtes responsable de la maîtrise d'ouvrage de différents projets de construction d'infrastructures télécom (installation de locaux techniques destinés à accueillir des centraux téléphoniques, travaux d'infrastructure pour fibre optique avec négociation auprès des autorités locales...) en Allemagne et dans les autres pays d'Europe.

Vous avez l'entière responsabilité du projet jusqu'à la livraison clé en main des installations aux équipes internes des opérations. A ce titre, vous êtes totalement responsable du budget et du planning.

Votre profil : technicien ou ingénieur de formation, vous possédez une expérience significative à l'international comme Chef de Projet ou Directeur de Travaux de préférence dans le second œuvre de l'industrie, des Télécoms ou dans la réalisation BT.

Anglais courant indispensable, allemand courant, fortement apprécié.

Poste basé à Paris, ou à Francfort si le candidat le souhaite.

De réelles perspectives d'évolution sont possibles au sein de cette société en plein développement.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + rémunération souhaitée sous réf. P40187A à Bruno LAVASTRE, RH PARTNERS, 385 rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

RH PARTNERS

### Ingénieur Qualité Avancée

Equipementier automobile de renom, nous sommes un spécialiste mondialement reconnu et une référence pour les principaux constructeurs européens.

Rattaché au Directeur Qualité Division, votre rôle est celui d'un Consultant Interne Expert en qualité. Votre mission consiste à promouvoir, développer et mettre en place les techniques qualité préventives en tendant vers la Qualité Totale : « intégrer la qualité dans la gestion d'un projet dès son démarrage » développer, mettre en place et faire évoluer les outils de qualité totale « former le personnel et véhiculer un "esprit qualité" à tous les niveaux de la hiérarchie » s'assurer que les nouveaux concepts qualité sont développés et maintenus dans un système qualité de pointe. Ce poste basé à Paris implique de nombreux contacts au siège et sur les différents sites.

Agé(e) de 30/35 ans, ingénieur généraliste, vous parlez couramment l'anglais et pratiquez la micro-informatique. Votre expérience, acquise dans l'industrie automobile dans un environnement Qualité Totale et la maîtrise des outils qualité vous rendent opérationnel. La connaissance du système européen EFQM est un atout. Créatif, force de proposition, vous savez faire passer les messages, influencer, motiver, convaincre. Vos qualités relationnelles et votre capacité à travailler en équipe vous permettent de vous imposer.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée, sous réf. 154-20/LM (sur l'enveloppe) à notre Conseil ARPE 43, rue Laffitte - 75009 Paris.

**orpe**  
EN RECRUTEMENT

مكتبة الامم المتحدة

338  
918-  
653



# Informatique - Secteurs de Pointe

## Telemate

N° 1 en Europe du conseil en communications mobiles.

■ Par le professionnalisme de ses consultants et par la qualité de ses outils informatiques, notre jeune société s'est déjà bâtie une solide réputation internationale dans l'ingénierie des réseaux de télécommunications mobiles. Poursuivant sa forte croissance, elle recherche un

### Responsable des Systèmes d'Information

possédant la double compétence

#### INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

■ Inséparable de formation, âgé de 35 ans environ, vous avez l'expérience du pilotage de projets de développement informatique et d'intégration de solutions. Vous avez une bonne connaissance des réseaux (Novell, Ethernet, TCP/IP, Numérus, etc) sous Windows et Unix et de bonnes bases techniques en télécommunications (GSM en réseaux, bornes, postes mobiles, etc).

■ Encadrant une petite équipe (4-6 personnes), vous saurez fournir aux acteurs de l'entreprise - principalement des ingénieurs - les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires, tout en veillant à la cohérence des différents sous-systèmes.

■ Votre excellent relationnel vous permettra, en interne, d'animer le Comité des Utilisateurs, d'évaluer et valider les solutions techniques, de gérer sans heurts la qualité, le coût et les délais des différents projets. En externe vous saurez instaurer des collaborations efficaces avec les fournisseurs et les sous-traitants. La maîtrise courante de l'anglais est impérative. Le poste basé à Vincennes peut exiger des déplacements de courte ou moyenne durée. La rémunération, les perspectives et l'ambiance de travail sont motivantes.

■ Adressez votre candidature (lettre de motivation et CV) sous référence RSITMT à notre conseil

*insider* - 51/53 rue Ledu Rollin - 94453 Ivry sur Seine Cedex

## Telemate

N° 1 en Europe du conseil en communications mobiles.

■ Notre jeune société de conseil et d'ingénierie en communications mobiles s'est déjà bâtie une solide réputation internationale et connaît un fort taux de progression.

Nos activités : concevoir, planifier, déployer, optimiser, densifier et exploiter des réseaux de télécommunications mobiles, soit en systèmes cellulaires (GSM, DCS, AMPS, NMT 450, CDMA, etc), soit en systèmes mobiles de proximité (CTA, DECT), soit en réseaux privés.

Nous utilisons l'ensemble des équipements de test et de mesure disponibles sur le marché et développons en permanence nos propres logiciels d'analyse et de pilotage. Pour accompagner et poursuivre notre croissance, notamment à l'export, nous recherchons les compétences suivantes :

### Ingénieurs en Radiocommunications Mobiles (réf. RM)

Ces postes, à pourvoir principalement à l'export, s'adressent à des ingénieurs diplômés en télécommunications ayant une expérience prouvée de la planification, du paramétrage, du déploiement et de l'optimisation d'une partie ou de l'ensemble de réseaux GSM, DCS, CDMA, DECT, etc.

### Ingénieur Telecom (réf. IT)

Diplômé de l'ENST, INT ou autre Ecole Supérieure Télécoms, il a l'expérience des réseaux cellulaires et une bonne connaissance du protocole n° 7 en téléphonie publique.

### Ingénieurs Développement (réf. ID)

Ils participeront aux spécifications et au développement de nouvelles fonctionnalités sur nos outils radio. Ils ont l'expérience du développement en C++ sous Unix ou Windows et la maîtrise de SGBDR (Oracle, Access) et du développement d'interfaces homme-machine (SQL, Windows, Visual Basic).

### Ingénieur Commercial Export (réf. ICE)

Il sera chargé de prospecter et développer des marchés et sera responsable des relations clients, depuis la proposition initiale jusqu'au bon achèvement du contrat. Ingénieur ou diplômé d'une ESC, il a l'expérience de vente à l'international de systèmes de télécommunications ou d'informatique. La connaissance des télécommunications et des opérateurs étrangers serait un atout supplémentaire.

Pour tous ces postes une expérience de 3 à 5 ans dans la spécialité est requise ainsi qu'une parfaite maîtrise opérationnelle de l'anglais. La connaissance pratique d'autres langues serait appréciée.

Dans tous les cas, des déplacements de courte ou moyenne durée sont à prévoir, fréquents pour les références RM et ICE, occasionnels pour les références IT et ID. Adressez votre candidature (lettre manuscrite, photo, CV et prétentions) en rappelant la référence choisie à notre conseil :

*insider* - 51/53 rue Ledu Rollin - 94453 Ivry sur Seine Cedex

Entreprise de Conseil en Management, spécialiste des outils de simulation de gestion recherche un

## Ingénieur de Développement

Anglais courant

250/300 KF

Votre mission consiste à prendre en charge le développement d'applications de gestion et de simulation; vous réalisez tests, recettes et les documentez. Vous serez amené à conduire des actions de formation auprès des clients et à assister les consultants lors des séminaires.

De formation Ingénieur ou Grande Ecole de Commerce, passionné par la gestion et la finance ainsi que par l'informatique, vous avez une expérience de 2 ans au moins en développement dans un univers micro. Vous maîtrisez des outils tels que Delphi et les technologies de l'Internet (HTML, Java, ...).

Votre capacité d'écoute et votre conscience professionnelle vous permettront de travailler de façon autonome et d'évoluer dans un environnement international très motivant.

Merci d'adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Dimitri Tsamados, Michael Page Informatique, 3 bd Bineau, 92594 Levallois-Perret Cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPAGE (Candidat 14/05/97) sous la référence DT16360.



**Michael Page Informatique**  
Le spécialiste du recrutement Informatique



Nous sommes le 1<sup>er</sup> Producteur Exportateur Européen de Volailles, 8 000 personnes, CA de 7,8 milliards de francs et nous recherchons un



### CHEF DE PROJET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

Au sein du service informatique industrielle du Groupe, vous assurez le suivi des logiciels et du matériel de l'ensemble de nos filiales. A terme, vous serez responsable de la conception et/ou de la réalisation d'applications.

De formation supérieure (Bac + 4), vous avez une solide expérience de 2 à 3 ans en informatique industrielle (langage C, Unix, Ethernet, ...) et possédez de bonnes connaissances en automatisation et en connexions et interfaces vers des périphériques industriels.

Le poste est basé en Bretagne. Des déplacements sont à prévoir sur toute la France. Merci de nous adresser votre lettre + CV + photo, sous référence 97/01 à SCORE BP 43 - 29150 PORT-LAUNAY.

**SCORE**



Fidèle à sa vocation de BANQUE au service des MUTUELLES et de leurs ADHERENTS, notre banque propose des produits et services renouvelés. Dans un contexte en mutation et évolutif, nous recherchons notre

### RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT «SYSTÈME D'INFORMATIONS»

Ingénieur à fort potentiel

Sous la responsabilité du Comité informatique, vous êtes chargé de la mise en œuvre du S.I. ainsi que de la maîtrise d'œuvre des développements. Vous organisez, assurez le fonctionnement et la maintenance des applicatifs (environnement AS 400), animez une équipe, proposez le choix des matériels et de logiciels et assurez la veille technologique permanente... dans un contexte de réseaux hétérogènes.

A 28/35 ans, de formation supérieure, Ecole d'Ingénieur avec une orientation informatique solide... Vous avez acquis une expérience de 5 ans minimum en réseaux dans une entreprise industrielle, dans les services...

L'expérience sur environnement client serveur, méthodes de développement par prototypage ainsi que la connaissance des outils Microsoft et Oracle sous NT seraient un plus.

Votre personnalité volontaire, votre sens de la rigueur, votre esprit de synthèse, votre capacité à communiquer, vous permettront d'exprimer votre potentiel et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser lettre, CV, photo, sous la Réf. 4/563 à BERNARD JULHIET - 11/15, Quai de Dion Bouton 92806 PUTEAUX Cedex

Membre de Syntec

**BERNARD JULHIET**  
CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT

Par vocation, notre client (25% de croissance, 450 collaborateurs) rassemble une grande variété de compétences de haut niveau dans une logique de partenariat technologique. Spécialisé notamment dans le domaine des télécommunications, il intervient, en France et à l'étranger, auprès des principaux opérateurs et constructeurs de radiocommunications et recherche des

### Ingénieurs Radiocommunications Mobiles

intervenant dans les domaines suivants : plan cellulaire et propagation, ingénierie pour la planification et l'optimisation de sites, commutation, nouveaux services, transmission (filaire ou hertzienne), supervision réseaux BSS et NSS, optimisation radio (900, 1800 MHz), normes et protocoles (GSM, DCS 1800, DECT, CCITT 7, X25, Frame relay...).

Ainsi, dans le cadre d'une mission pour un opérateur radiocommunications mobiles, notre client recherche

#### 3 Ingénieurs Déploiement BSS et NSS 2 Ingénieurs Validation BSS

Diplômé Grandes Ecoles Télécom (ENST, INT, ...), vous avez une expérience de 2 à 5 ans dans le déploiement réseaux et/ou intégration/validation GSM. Les postes sont à pourvoir en France, mais aussi à l'étranger (particulièrement Pays de l'Est, Europe du Nord).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence GIP3151.M à l'attention de Gilles POIRIEL - NICHOLSON INTERNATIONAL Search & Selection Consultants 14, rue Pergolèse - 75116 PARIS. Fax : 01 45 00 05 20

**NICHOLSON INTERNATIONAL**



## INGÉNIEUR

pour le développement industriel et la commercialisation de procédés de raffinage et pétrochimie, recrute pour étoffer son équipe de démarrage

Nous vous confierons seul ou au sein d'une équipe la mise en route d'unités de raffinage et/ou de pétrochimie. Principal interlocuteur auprès de nos clients, vous aurez à prendre toutes les décisions qu'il convient pour la réussite de vos missions.

A 35-45 ans, vous justifiez obligatoirement d'une expérience similaire et vous avez une bonne connaissance du process. Vous pratiquez couramment l'anglais.

Pour ce poste, basé à Rueil-Malmaison, vous aurez à effectuer des missions fréquentes de moyenne et longue durée à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence DI/M à IFP - Dominique Garnier - Service Recrutement - BP 311 92566 Rueil-Malmaison cedex.

LA RECHERCHE - DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELLE

150

